CLAUDE PALAZZOLI

LA SYRIE
le rêve et la rupture

Institut kurde de Paris

le sycomore

Institut kurde de Paris

GEN 1504.

INSTITUT KURDE de PARIS
BIBLIOTHÈQUE

Institut kurde de Paris

Institut Kurde de Paris

LA SYRIE
LE RÊVE ET LA RUPTURE

Institut kurde de Paris

© Editions le Sycomore, 1977

Institut kurde de Paris

CLAUDE PALAZZOLI

LA SYRIE
LE RÊVE ET LA RUPTURE

Institut kurde de Paris

LE SYCOMORE
72, rue du Château-d'Eau, 75010 Paris

Institut Kurde de Paris

SOMMAIRE

Avant-propos 11

Première partie : L'HERITAGE 15

I. — Le Passé 19

La Syrie antique 19
La Syrie médiévale 23
La Syrie ottomane 26

II. — La terre 33

Les contrastes 33
Les clivages 38

III. — Les hommes 45

La race 47
La confession 53
Le genre de vie 59

Deuxième partie : LES PROTAGONISTES 63

I. — Les classes 67

Le règne de la grande bourgeoisie 69
L'essor des classes moyennes 70

II. — Les partis 73

Les partis de notables 74
Le Parti populaire syrien 78
Le Parti communiste 81
Le Ba'th 90

III. — L'armée 122

Institut Kurde de Paris

Troisième partie : LES PERIPETIES 127

I. — Le mandat 133

Le démembrement 135
Le combat national 142

II. — La République parlementaire 146

La République des patriciens 147
Le régime des colonels 151
La poussée à gauche 161
L'union avec l'Egypte 169
La seconde restauration parlementaire 178

III. — Le règne du Ba'th 184

La transition 186
La radicalisation 198
Le « redressement » 210
La faute 222

Quatrième partie : LA QUETE DU PROGRES 237

I. — Les voies et les moyens du développement .. 240

II. — La mise en valeur du potentiel disponible .. 248

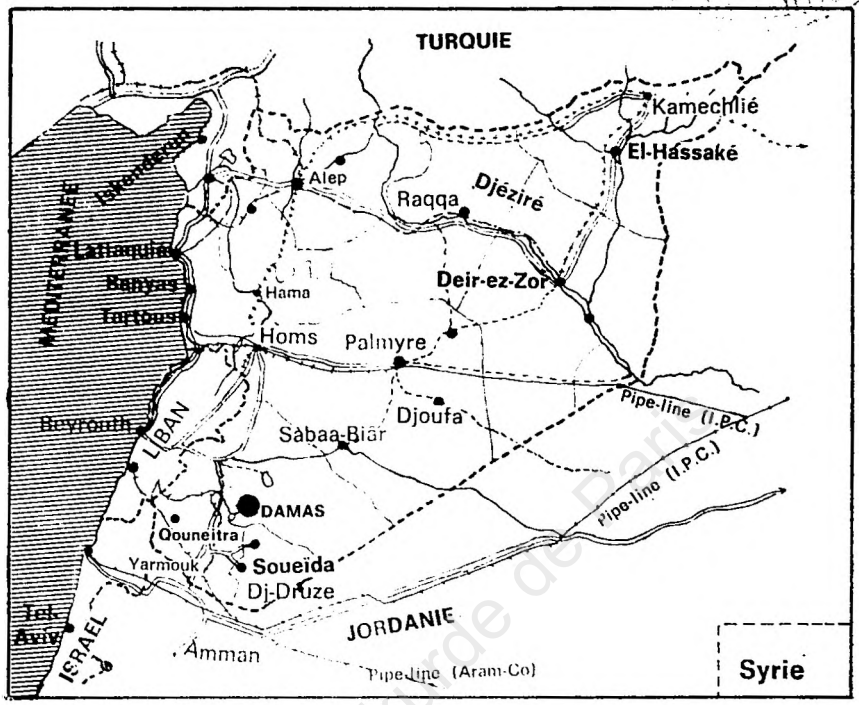
Le poids de l'agriculture 249
L'effort industriel 265
La formation des hommes 272

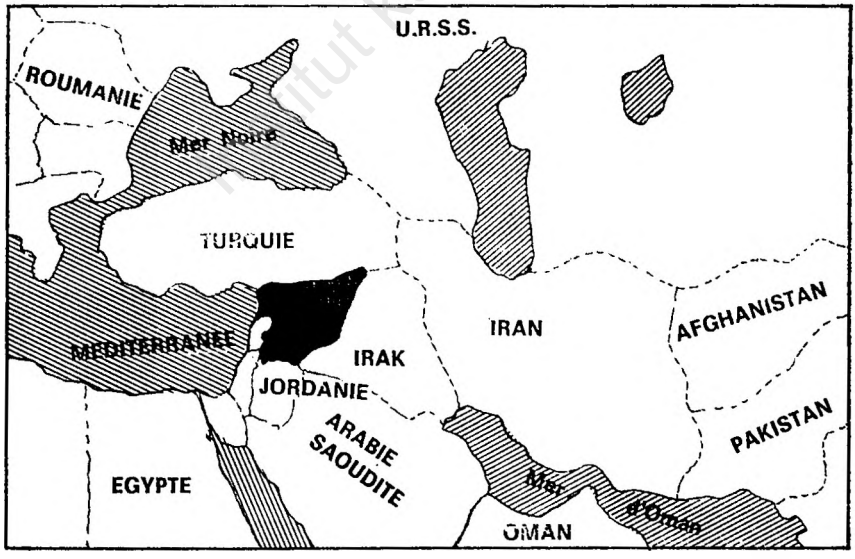
CONCLUSION 277

Bibliographie 283

Index 285

Institut d'études politiques de Paris





Institut Monde de Paris

Institut kurde de Paris

AVANT-PROPOS

Fière et salubre, pathétique, la Syrie dresse, au balcon du Proche-Orient, son être rude et tourmenté, tendu. Equilibre et démesure : la Méditerranée et l'Asie s'y sont donné rendez-vous pour une insolite rencontre. Doute et ferveur. Noblesse et ruse. Eloquence et brutalité. Carrefour où les contraires se conjugent, elle pèse, dans la région vitale qu'elle habite, d'un poids spécial, non par la masse humaine et la splendeur des origines comme l'Egypte, ou par le pétrole, comme d'autres, plus riches, qui la jouxtent : mais par la force du symbole et du message — cœur et témoin de l'arabisme, porte-étendard et palimpseste où chaque trace, indélébile, reste gravée, des temps divers qui l'ont marquée et des influences, issues d'ailleurs, qui l'écartèlent.

Toute connaissance du monde arabe, en vérité, passe par elle, qui se dérobe, énigmatique, complexe et réfugiée derrière le masque théâtral des paradoxes qui l'habillent : si bien que, pour l'essentiel encore, sa découverte reste à faire, passionnante. Toute réflexion sur le pouvoir dans ces pays suppose, à la borne syrienne, une halte prolongée — et l'on s'étonnera que personne, en France notamment, ne s'y soit jusqu'à présent plus d'un instant arrêté. Car l'entreprise en vaut la peine et la moisson est surprenante, qu'on peut glaner en s'y livrant.

Certes, en l'occurrence, les clichés abondent — comme d'un touriste pressé, qui passe et prend très vite une photo du paysage, qu'il croit saisir, alors que lui échappe en fait le principal, la vie, l'ambiance où baigne le décor qu'il a fixé. Radicalisme et violence, instabilité, déchirements : aucun de ces traits, sans doute, n'est inexact, dont l'observateur à

plaisir recense les symptômes. Mais comment les expliquer ? Et ne représentent-ils pas surtout des phénomènes de surface derrière lesquels des réalités plus profondes se dissimulent ? Mais lesquelles ? Continuent-ils d'ailleurs à caractériser le régime, et n'assiste-t-on pas au contraire, depuis quelques années, à des changements, si fondamentaux dans le sens d'une maturation, d'une consolidation, d'un assagissement, qu'il faille repeindre totalement avec d'autres couleurs les vieux tableaux naguère complaisamment brossés ? Au-delà d'eux, enfin, quelle est l' « exemplarité » du régime ? En quoi les tendances qu'il exprime sont-elles communes à l'ensemble ou à la plupart des Etats arabes (voire du Tiers-Monde), exacerbées seulement peut-être ici, enflées, déformées par la flamme des embrasements locaux ; et quelle est, en revanche, la part de l'incommunicable et du particulier autour de quoi s'ordonneraient d'éventuelles spécificités syriennes ?

Pour répondre à ces questions, on n'a pas voulu s'embarrasser de « modèles », car, trop souvent, ils faussent la démarche, en incitant le chercheur (qu'il en ait conscience ou non), à n'utiliser, au fil de l'analyse, à l'exclusion des autres, que les éléments qui contribuent à conforter le schéma explicatif qu'il a retenu a priori ; et en l'amenant à tenter de couler dans le carcan mutilant de ce schéma des réalités qui, par essence fluides et châtoyantes, échappent à toute systématisation rigide.

Seules, deux hypothèses de départ, très simples, ont servi de support à l'effort d'investigation dont ce livre est le fruit — orientées selon la double perspective de l'espace et du temps.

La première tient à la situation de la Syrie, au cœur du monde arabe, travaillée par conséquent par les courants profonds dont cet univers est le siège — un ample et fiévreux désir de renaissance et de progrès, que le nationalisme d'abord exprime en termes de combat pour la libération ; que le socialisme ici et là (selon toute la gamme des formes plus ou moins hardies qu'il peut revêtir) voudrait plus parfaitement accomplir ; et que couronnent la nostalgie des temps de gloire révolus et le rêve d'une unité retrouvée dont le panarabisme dit l'ardente espérance.

Face à ces courants, comment la Syrie réagit-elle et quel fut leur impact sur elle ? Sur la voie de la construction nationale, existe-t-il une approche, un cheminement qui lui soient propres ? Ou, confrontée aux mêmes contradictions, aux mêmes défis, aux mêmes déboires que d'autres « pays frères », a-t-elle connu les mêmes errements que certains d'entre eux,

ballottée d'une rive à l'autre des solutions possibles, sollicitée successivement, d'écueil en écueil, par les mêmes sirènes et, finalement, indécise, quêtant toujours une problématique identité ?

La seconde hypothèse est d'ordre dynamique et s'inscrit dans le temps. Pays « en voie de développement », la Syrie vit, comme beaucoup d'autres dans le Tiers-Monde, un moment de transition. Son régime ne peut donc être envisagé que d'une manière résolument évolutive. Tout s'y transforme très vite. Traumatisée, blessée, prise de vertige, elle traverse à partir de son émergence des ruines de l'Empire ottoman une crise, que le passage de l'ordre ancien au nouveau détermine. Entre l'un et l'autre, pour un temps, elle oscille, tiraillée, fébrile, agitée. C'est la Nation d'abord, puis l'Etat qu'il s'agit de construire et l'avenir dont il faut jeter les bases. Y est-elle parvenue enfin ? Une stabilisation s'opère-t-elle ? La crise est-elle, pour le plus grave, surmontée ? Ou d'autres convulsions se préparent-elles, vers un destin jamais certain d'être meilleur ?

Deux ordres de questions par conséquent et deux étapes, dans l'analyse, paraissent s'imposer.

La situation du régime politique syrien dans son environnement commande en premier lieu une double investigation sur le cadre dans lequel ce régime s'inscrit (qu'est-ce que la Syrie et quelles en sont les racines ?) et sur les forces qui l'animent (sur la scène syrienne, qui s'affronte, dans quelles conditions et avec quels objectifs ?). Quant à l'étude dynamique des métamorphoses successives du régime, elle implique l'exposé d'une suite d'événements (quelles périodes et quels tournants dans la vie politique du pays depuis qu'il a surgi dans ses frontières actuelles ?) et d'une politique (comment les responsables ont-ils mis en œuvre les moyens à leur disposition pour appréhender l'avenir ?). Les développements qui suivent s'ordonneront donc autour de quatre parties : l'héritage, les protagonistes, les péripéties et la recherche du progrès.

Institut kurde de Paris

PREMIERE PARTIE

L'HÉRITAGE

Institut kurde de Paris

PREMIÈRE PARTIE

L'HÉRITAGE

Institut kurde de Paris

La richesse d'un héritage plus chargé que d'autres confère à la Syrie sa densité : fruit d'un destin tragique et lourd, mais privilégié, aurait-elle sinon tant d'aussi personnelle et forte saveur ?

Sa vocation est d'être, depuis toujours, un chemin, une proie. Plaque tournante et voie de passage foulée de tous temps par les légions des empires les plus divers ; carrefour dans un carrefour où se rencontrent trois continents ; et bel objet de prédation par d'autres convoité, en raison de sa situation au cœur d'une zone vitale pour toutes les stratégies, de son enviable potentiel économique, et de son manque de cohésion intérieure, qui la rendait en général facile à conquérir. Creuset : des cultures innombrables s'y sont déversées. Charnière : les hégémonies mitoyennes en ont fait un champ de bataille où s'affronter, la dévastant. Aussi émerge-t-elle, à notre époque, du long tunnel de l'occupation ottomane, sous la forme d'un puzzle. Des polarisations contraires la travaillent. Une mosaïque humaine la peuple. Certaines de ses provinces, que les invasions ont laminées, sont en ruines. D'où des tensions, un malaise, une instabilité longtemps chroniques et qui seront pour la jeune république surgie des cendres de la Première Guerre mondiale autant d'obstacles sur la voie de l'intégration nationale et de l'édification d'un Etat moderne.

Pourtant, aussi curieux que cela puisse paraître, entre l'enclave palestino-phénicienne et l'île de Mésopotamie où rayonna Sumer, une persistante entité syrienne a, très tôt, eu l'occasion de s'affirmer en dépit des vicissitudes de l'Histoire. Fluctuante, certes, dans ses frontières et dans ses composantes, autonome ou dominée selon les temps, elle reste néanmoins vivace et très présente — comme un centre de gravité qui se cherche et qui, plusieurs fois éclipsé et rétabli, finira

par s'imposer au XX^e^ siècle avec éclat, quoique enfermé dans les limites artificielles nées des intrigues coloniales.

Cassures et cohérence : telle est donc l'entité syrienne, contradictoire. Dans sa fragilité même et dans son épaisseur, trois dimensions la révèleront : celle du passé, celle de la terre et celle des hommes, qui la composent.

Institut kurde de Paris

CHAPITRE I

LE PASSE

Particulièrement tourmentée est l'histoire de la Syrie. Un défilé ininterrompu de conquérants la jalonne. Mais, contrepartie de ses malheurs, une prodigieuse succession de civilisations déposent sur son sol leurs trésors et le fécondent peu à peu de leur apport (1).

Le terme même de « Syrie » est sujet à caution : il a désigné selon les époques des réalités différentes, de toute façon plus compréhensives en général que l'actuel Etat qui porte ce nom ; et les étymologistes discutent de l'origine du mot, héritage sans doute de l'ancien empire d'Assyrie qui s'épanouit au deuxième millénaire av. J.-C. et pendant plus de quatre siècles, à partir des rives du Tigre, jusqu'aux confins du Mont-Liban. Mais l'histoire connue du pays plonge ses racines dans un passé plus ancien encore, les découvertes archéologiques de ce siècle en témoignent. On peut l'articuler sommairement autour de quelques périodes majeures.

1. *La Syrie antique*

Damas, citée dans les textes égyptiens de la XVIII[e] dynastie et dans le livre de la Genèse, se targue d'être la plus vieille capitale du monde. Elle est, écrit Jean Wolff, « l'un de ces lieux exceptionnels où plane le souffle de Dieu » (2). Une vénérable tradition y conserve le souvenir du premier mur que les hommes aient bâti après le déluge, pour protéger la ville ; et l'on peut visiter, non loin du fleuve Barrada qui la traverse, une grotte où la légende veut que Caïn ait assassiné son frère.

(1) Voir par exemple Mohamed Kurd-Ali : *Khoutât el Shâm* (« Histoire de la Syrie »), en arabe, 6 vol., Damas, 1928-1929 ; P.K. Hitti : *History of Syria, including Lebanon and Palestine*, New-York, 1951 ; — H. Lammens : *La Syrie et sa mission historique*, Le Caire, 1915, et *La Syrie : précis historique*, 2 vol., Beyrouth, 1921.

(2) Dans *Remarques africaines*, numéro du 5 juin 1970, p. 236.

Les premières traces de brillante civilisation retrouvées dans le pays remontent au troisième millénaire, révélées notamment par les fouilles de Halaf, près de la frontière turque. Mais s'il est certain que la Syrie a connu des vagues successives d'invasions depuis l'aube des temps, il est difficile de les suivre avant le deuxième millénaire précédant notre ère. Le point commun des peuples qui s'y installent, au moins peut-on l'affirmer, est leur origine sémite : Cananéens, Phéniciens, Araméens, Amorréens, Hébreux... ; et leur sort partagé d'être soumis à l'assaut répété d'autres races qui les entourent et viendront les unes après les autres, sur leur territoire, porter la guerre, s'affronter et imposer leur domination : Sumériens, Assyriens, Hittites, Egyptiens, Perses Achéménides..., d'autant plus à l'aise dans leurs entreprises que les populations syriennes, divisées, ne leur opposent pas un front uni.

On connaît, dès la fin du deuxième millénaire, le royaume de Mari sur l'Euphrate : fondé par les Amorrites (d'où le nom d' « Amurru » donné à l'époque à la région syrienne), son apogée se situe au XVIII^e^ siècle avant J.-C. sous le roi Zimrilim, dont la bibliothèque représentant quelque 20 000 tablettes d'argile en cours de déchiffrement et de publication, a livré les archives jusqu'à présent les plus anciennes et les plus abondantes que la terre syrienne ait conservées. Pour une période plus basse (XIV^e^ siècle), c'est à Ugarit, près de Lattaquié, que le plus vieil alphabet du monde antique, en vingt-deux lettres, a été exhumé avec une multitude de stèles, d'ivoires, de statues et d'autres tablettes qui décrivent dans le plus grand détail l'histoire politique de la Syrie du Nord, alors soumise à la puissance hittite, de 1350 à 1230 avant J.-C. Ailleurs, d'autres vestiges, en particulier dans le Djebel Alaouite et sur la côte, montrent la trace des civilisations prestigieuses, écloses et mortes sur ce sol, et des hégémonies venues y apposer le sceau de leur culture et de leurs lois.

Au V^e^ siècle avant J.-C., le joug perse s'appesantit sur la région. La Syrie-Palestine et Chypre forment alors la cinquième satrapie d'un immense empire, sous le nom d'Abar-Nahara, « au-delà du fleuve ». Mais au IV^e^ siècle, en 333, victorieux à Issos, Alexandre s'en empare et les Perses sont chassés : éclosion d'une épopée qui jusqu'aux rives de l'Indus ira chanter les gloires de la Grèce. La mort prématurée du conquérant, à Babylone, en 323, inaugure pour la Syrie une ère nouvelle de combats et de déchirements. Disputée par les Séleucides qui la gouvernent et les Ptolémées d'Egypte, qui prétendent y poursuivre la politique des pharaons, tandis qu'aux frontières d'autres envahisseurs s'annoncent (Parthes

à l'est, Romains à l'ouest), l'hellénisme durablement s'y implante. Il est marqué par la floraison des cités — Antioche sur l'Oronte et Apamée sur le versant oriental de la montagne, Laodicée dont Lattaquié plus tard est née, et Bérée future Alep, Cyrrhus, Chalcis, Epiphanie... — et la diffusion d'une culture, déformée certes au contact de la démesure d'Asie, consumée par elle en d'étranges unions, mais dont quelque chose depuis dans ce pays a survécu : équilibre, pudeur et harmonie.

En 64 avant J.-C., Pompée entre à Damas, où il établit un légat ; en 63, il occupe la Palestine : c'est le début des temps romains, qui dureront quatre siècles (3). Période faste dans l'ensemble, où rayonne la Méditerranée jusqu'aux portes du désert et dont les plus beaux fleurons nous sont restés, ruines puissantes, auxquelles l'Orient a su donner comme une enflure, écrasante, qu'à Rome elles n'ont pas : Baalbek, Palmyre, Bosra, théâtre noir dans l'écrin noir d'un château-fort. La « province romaine de Syrie » offre alors à l'empire un bouclier contre les invasions venues de l'est, celle des Parthes, puis celle des Sassanides. Aussi reçoit-elle tous ses soins. Mais elle s'épanouit également d'elle-même, parce que, pacifiée pour un temps, grenier à blé de la métropole, lieu de transit pour le commerce, elle se trouve en mesure de satisfaire enfin à sa vocation naturelle de trait d'union entre les richesses de l'Occident et celles de l'Orient et connaît dans ses marchés et ses besoins un équilibre provisoire. Ce que Rome lui garantit de calme et de prospérité, la Syrie d'ailleurs le lui rend de bien des façons et lui donnera même... des empereurs. La femme de Septime-Sévère, Julia Domna, fille d'un prêtre d'Emèse (Homs) était une Syrienne. Sa sœur, Julia Maesa, réussira par ses intrigues à pousser sur le trône son petit-fils, prêtre d'Emèse, Héliogabale, à qui succèdera un autre Syrien, son cousin, Alexandre-Sévère puis, quelques années plus tard, Philippe l'Arabe, originaire du Hauran et qui a laissé son nom à Philippopolis, en pays druze.

Seuls dans la région, les Juifs (révoltés à plusieurs reprises, sous Vespasien et Titus, puis sous Hadrien), les Nabatéens de Pétra au sud, longtemps insoumis, et surtout Palmyre poseront à l'empire quelques problèmes. Fondée aux environs du second millénaire, la grande cité du désert, qui s'appelait d'abord Tadmor et qui était peuplée pour l'essentiel d'Araméens, avait pu se libérer de la domination séleu-

(3) Voir par exemple J. Dobias : *Histoire de la province romaine de Syrie*, Paris, Geuthner éd., 1929.

cide en 64 avant J.-C., alors même que les Romains mettaient la main sur la Syrie. Etat-tampon entre l'empire et les royaumes orientaux, elle est, en 40 avant J.-C., assez riche pour exciter la convoitise d'Antoine, qui organise contre elle une expédition et la pille. Sous Tibère, au début de notre ère, elle est soumise et change de nom. « Ville libre » sous Hadrien et carrefour par où transitent les caravanes, sa prospérité ne cesse de croître. Mais au IIIe siècle, sa reine, Zénobie, ne craint pas d'entrer en lutte avec Rome et lance ses troupes à la conquête du Proche-Orient, vers l'Egypte et l'Asie Mineure. L'aventure se terminera en 272 par leur retraite devant les légions illyriennes d'Aurélien, la capitulation de Palmyre et le départ de Zénobie captive pour l'Italie...

Asservie, la Syrie n'en perd pas pour autant sa personnalité et affirme à plus d'un titre, au cours de cette longue période, son originalité. Ainsi le christianisme y naît-il et, très vite, y trouve sa terre d'élection et s'y répand. Sur la route de Damas, Paul, frappé par la foi, se convertit : la ville recevra ses premières prédications ; à Antioche, s'installe le patriarcat. Mais c'est surtout à partir de Constantin, à l'ère byzantine, que le christianisme s'épanouit ici. La Syrie devient le second centre intellectuel et religieux de l'empire d'Orient et partout du sol jaillissent églises et monastères : près de l'Euphrate, Résafé, ocre et cristal, en porte encore le témoignage, rousse, enfermée dans ses remparts, parmi les blés verts qui mûrissent ; les « villes mortes » près d'Alep aussi ; et, silencieuse, blanche, mystique, sur la colline où monte assourdi l'écho des ruches et des labours, la basilique autour de la pierre du Stylite : Qalaat-Seman.

Pourtant, à la même époque, les convoitises, sur la terre élue, déferlent une fois encore. Envahie et pillée par les Perses venus de Ctésiphon, à deux reprises, en 540 et en 613, elle est reconquise, quinze ans plus tard, par Héraclius. Mais celui-ci ne tardera pas à la perdre définitivement. Car de nouveaux prétendants se présentent aux frontières : les Arabes. Contre eux, les garnisons de l'empereur se battent. Elles sont vaincues. Sémites de langue et de traditions, monophysites par surcroît, les populations de Syrie toléraient mal le joug des Byzantins, qui parlaient grec et étaient de rite orthodoxe. Aussi devaient-elles opposer peu de résistance aux armées du khalife Omar, dont elles attendaient plus de liberté et de tolérance. En 635, Damas leur ouvre ses portes : elle va devenir, et pour un siècle, la capitale prestigieuse de

l'immense empire que la bravoure et l'islam ont ouvert aux Arabes.

2. *La Syrie médiévale*

Si la conquête de la Syrie commence en 633, c'est en 636, après la bataille du Yarmouk que, toute entière, elle bascule du côté des Arabes. Dans son histoire, la période qui commence alors, est d'une extrême importance : période éclatante et féconde où, berceau d'une civilisation brillante, de l'Indus à l'Espagne, Damas omayyade rayonne. Une entité nationale syrienne, dirait-on, se forge, proche pour la première fois de l'entité des temps modernes. La vocation arabe du pays s'affirme. Et son destin apparaît d'être désormais, comme l'écrit P. Rondot (4) « une sorte d'avant-poste de l'Islam vers l'Occident, ou plus exactement le lieu de jonction où l'esprit hellénique s'associe à l'élan arabe pour amener à son plus vif éclat la culture de l'Orient méditerranéen ».

Dans le gouvernement de l'empire, les Syriens assument vite un rôle prépondérant, et leurs contingents sont à la tête des différents assauts lancés contre Byzance (en 674, en 718...). Vers 680, l'arabe devient la langue officielle de l'Etat et de l'Administration. Les sciences, les lettres, les arts s'épanouissent. A Damas, Al-Walid transforme l'église de Saint-Jean-Baptiste en une splendide mosquée à trois nefs et à trois minarets, les palais fleurissent et les poètes, à la cour, déploient leurs joutes : Jarir, Farazdaq, Akhtal...

Après Hishâm, cependant, les Omayyades déclinent et leur pouvoir, miné de l'intérieur, s'affaiblit : corruption, mauvais état des finances, hérésies, conflits sociaux, lutte des factions et des tribus. En 747, une rébellion éclate au Khorasan, suivie de troubles en Mésopotamie, en Syrie, en Palestine. Abou-el-Abbas, en Irak, est proclamé khalife : en 750, il s'empare de Damas, où la famille régnante est massacrée. En 752, il fonde Bagdad. L'empire change ainsi de pôle et c'est sur les rives du Tigre que le khalifat abbasside, bien qu'exténué à son tour, se maintiendra durant cinq siècles.

Pour la Syrie, ravalée au rang de province, une nouvelle ère de troubles et d'invasions s'annonce. A l'intérieur, les élites se résignent mal à la déchéance de Damas (comme bien plus tard, sous la République arabe unie, elles ne pourront tolérer la tutelle du Caire...) et leur loyalisme à l'égard de

(4) *Revue de l'Action Populaire*, 1957, p. 1 237.

la dynastie renversée entraîne le pays à plusieurs reprises, au cours du siècle qui suit, dans des révoltes sans issue contre Bagdad. En fait, malgré le primat théorique de cette capitale rivale, quelque chose à Damas est resté de son rayonnement d'antan. Non seulement elle demeure le véritable centre d'où la culture et l'esprit prennent leur essor — n'est-ce pas à un médecin damascène qu'il revient d'avoir établi, au XII^e siècle, l'existence de la circulation pulmonaire du sang que l'Europe redécouvrira trois cents ans plus tard ? —, mais aussi, une série de dynasties parviendront quelquefois à rétablir — à moins que ce ne soit plus au nord, en Alep, comme les Hamdanides, de 944 à 1003 — un pouvoir proprement syrien, à éclipses.

A l'extérieur, les convoitises se rallument car, cessant d'être conquérante et dominatrice, la Syrie est redevenue une proie. Et, tiraillée entre les pôles divers qui, déjà, partagent le monde arabe, et ravagée, plus d'une fois, par les hordes venues de loin, elle ne connaît durant cette période que de très courts moments de paix.

L'Egypte, indépendante depuis le IX^e siècle, voudrait la ravir à Bagdad et, en 878, Ibn Touloun réussit à l'occuper, ce qui n'empêchera pas, dans les années qui suivent, les dynasties locales de proliférer. A la fin du X^e siècle, Byzance, provoquée par les Hamdanides d'Alep, se lance à la reconquête de son ancienne possession et réussit pour un temps à reprendre en mains le littoral jusqu'à Beyrouth et l'intérieur jusqu'à Baalbek. Le reste du pays demeure assujetti aux Fatimides d'Egypte, qui ont pris le relais des Toulounides. Mais très vite, ils se heurtent aux Turcs Seldjoukides qui viennent d'imposer au khalifat de Bagdad leur « protection ». La lutte est longue, la ligne de partage sans cesse mouvante, Damas et Jérusalem changent souvent de maître. Mais la poussée des Turcs est finalement victorieuse. Les Egyptiens, refoulés, s'accrochent à la côte et des émirats seldjoukides s'installent à Damas, Alep, Tripoli... C'est le début, pour le Proche-Orient, d'une ère turque, qui s'appesantira plus tard avec les Ottomans et dont les origines, dans ce lointain XI^e siècle, méritent d'être au passage soulignées. En peu d'années en effet, appuyés par des armées solidement construites, où l'on retrouve en partie l'élan du VII^e siècle, les nouveaux venus parviennent à redresser la situation dans la région. Ils assurent le triomphe du sunnisme orthodoxe sur l'hérésie chiite en expansion. Et, dans leur action comme dans celle de leurs successeurs immédiats (les Ayyoubides, les Mamelouks...), on peut apercevoir l'œuvre d'une nouvelle génération de musulmans non arabes, débordants de zèle religieux

et d'enthousiasme conquérant, qui vont se substituer désormais aux Arabes devenus impuissants à assurer eux-mêmes la défense de l'univers islamique.

Au même moment cependant, mais de l'ouest, voici les Croisés qui débarquent. Sur la côte, à Chypre et jusqu'à Jérusalem, ils prennent racine. Mais les principales villes de l'intérieur leur échappent — Damas, Homs, Hama, Alep — et servent de base d'attaque contre les principautés chrétiennes. L'offensive est menée, au cours des années 1130-1140, par un chef turc, Zenghi Atabeg ; en 1154, son fils Nour al-Din parvient à reconstruire en Syrie un Etat musulman unifié ; mais c'est à un Kurde d'origine, son successeur, Saladin, qu'il revient de restaurer la puissance syrienne qui brusquement s'étend jusqu'à l'Egypte, et de remporter sur les Croisés, les victoires décisives : en 1187, à la bataille de Hattin, le royaume franc de Lusignan est anéanti, Jérusalem est prise et la côte, à l'exception de quelques villes, est réoccupée. La mort de Saladin, et le demi-succès de la troisième croisade freinent pour un temps le processus. Mais les Mamelouks, devenus maîtres de l'Egypte en 1250, achèvent bientôt le travail et, sous la conduite de Baïbars, en commençant par Antioche en 1268, reprennent successivement toutes les forteresses franques, jusqu'à ce que tombent, en 1291, les derniers bastions.

Le règne des Mamelouks sur la Syrie dure deux siècles (5), mais s'il lui assure une certaine stabilité, il masque en fait une lente décadence. Leur insouciante administration, leurs querelles intestines, leur rapacité en sont la cause. Mais aussi les fléaux qui s'acharnent sur le pays et le ravagent : la famine, la peste (cinq épidémies, au XIV^e^ siècle, déciment la population) et surtout les Mongols. En 1260 déjà, après avoir pillé Bagdad, les hordes d'Houlagou s'étaient emparées des principales villes de Syrie, qu'elles avaient dévastées et les Mamelouks, après des années de combat, n'avaient pu qu'à grand peine les refouler. En 1400-1401, celles de Tamerlan, à leur tour, viendront saccager Alep et Damas.

Les Turcs Ottomans, de leur côté, s'affrontaient aux Mongols. Leur puissance reconstituée, après la mort de Tamerlan, affirme, par des actes au début du XV^e^ siècle, sa volonté d'hégémonie : prise d'Andrinople qui devient leur capitale, reconquête de l'Anatolie, entrée à Constantinople et chute de l'empire byzantin (1453). Craignant une alliance des Mamelouks avec les Perses Séfévides qui viennent de s'emparer de

(5) Gaudefroy-Demonbynes : *La Syrie à l'époque des Mamelouks*, Paris, Geuthner, 1923.

l'Irak et souhaitant apporter un terme à leurs raids incessants qui désolaient la Cilicie et le sud de l'Anatolie, Sélim Ier entreprend alors de les repousser et de s'approprier leurs terres en les pacifiant. A la bataille de Marj-Dabiq, en 1516, les Turcs l'emportent enfin et la Syrie tombe sous leur emprise, puis bientôt, la Palestine, l'Egypte et l'Irak. C'est le début, sur tout le Proche-Orient arabe, d'une longue domination ottomane à laquelle, quatre siècles plus tard, la Première Guerre mondiale viendra mettre fin.

3. *La Syrie ottomane*

Une aussi persistante domination a nécessairement laissé des traces profondes en Syrie. L'aisance avec laquelle elle s'y est installée aussi bien que sa durée ne sauraient surprendre. En conquérant, après l'Asie Mineure et les confins orientaux d'Europe, la plupart des terres arabes, les Ottomans ne faisaient que plus haut et plus loin déployer, en somme, l'étendard que leurs ancêtres seldjoukides leur avaient légué et mener jusqu'à son accomplissement leur entreprise interrompue. La gloire de leurs armes, l'unité de l'empire restaurée, avec Sélim et Soliman, nouveaux khalifes, ne pouvaient que plaire aux Arabes, dès lors que la foi musulmane en était l'âme. L'excellence de leur organisation militaire et la qualité de leur administration firent le reste et devaient favoriser un enracinement que les masses, chloroformées, continueraient de supporter, alors que les conditions mêmes qui l'avaient permis n'existaient plus.

Pourtant le ver est dans le fruit et, passé l'éclat du XVIe siècle, magnifique, où l'épopée du VIIe avait pu paraître aux Croyants revivre, la décomposition gagne le corps immense : défaites militaires et recul progressif face à l'Occident qui, de plus en plus, s'impose et domine ; souverains incapables, administrations pourries et sclérosées, prévarication, difficultés financières, troubles divers... Les provinces commencent à regimber sous le poids de l'occupant et bientôt seule la religion continue de servir de ciment à l'empire. Jusqu'alors, celui-ci était divisé en *vilayets* (trois pour la Syrie : Alep, Damas et Tripoli), directement gouvernés par des pachas, qui n'administraient vraiment que les centres urbains et laissaient ailleurs toute liberté aux chefs locaux, à condition que le tribut fût régulièrement payé. Mal établis dans leurs charges, ces chefs risquaient à tout instant d'être révoqués, et leur principal souci était de faire rentrer les impôts, de peur que la Porte ne désignât un autre pacha plus

efficace à cette fin. Mais, à partir du moment où le pouvoir central s'affaiblit, les pachas s'émancipent, tel celui d'Acre, Ahmed al-Jazzar, « le Boucher », qui règne sur la Syrie de 1785 à 1804 en véritable prince indépendant ; les notables locaux acquièrent une plus grande influence et parfois, ici et là, des révoltes éclatent.

Décadence turque par conséquent, qui recouvre une décadence arabe, au contact des Ottomans, plus profonde. On a tant écrit à son propos qu'il est inutile d'y insister beaucoup ici. Centralisé, l'empire n'en avait pas moins su conserver à chaque province une large part de son originalité propre et des règlements édictés pour chacune d'entre elles, malgré la tutelle d'une administration turque omniprésente dans les villes, avaient permis de sauvegarder des particularismes locaux à partir de quoi, plus tard, des nationalismes pourraient prendre leur essor. Mais l'arabe et l'arabisme avaient perdu partout leur prééminence et leur dynamisme. Et la stagnation économique et intellectuelle, le conformisme, la passivité, l'enlisement dans un passéisme stérile et figé étaient devenus le lot commun de ces pays, au moment où l'Europe, en pleine croissance, s'apprêtait à partir à leur conquête.

Il n'y avait aucune raison pour que la Syrie fût épargnée par ce déclin : elle le subit. Mais lorsque, dans la seconde moitié du XIX^e^ siècle, d'un bout à l'autre du monde arabe, le réveil s'amorce, un destin particulier lui échoit : celui d'être le fer de lance du combat contre la domination turque et le principal foyer, avec l'Égypte et le Liban, de la renaissance arabe.

C'est que la région, plus que d'autres sans doute, est restée, en dépit de la présence turque, ouverte à l'Occident et par conséquent aux idées neuves et corrosives qu'il véhicule et qui, auprès des populations chrétiennes d'Orient d'abord, puis plus largement de l'ensemble des élites locales, trouveront un terrain pour se répandre. Dès 1525, faut-il le rappeler, François I^er^ n'avait pas craint de signer avec Soliman le Magnifique une convention qui, par le régime des capitulations, ouvrait à la France dans les échelles du Levant un véritable protectorat catholique en territoire ottoman. Ses successeurs devaient s'employer à le renforcer. En 1649 par exemple, Louis XIV émit des lettres patentes par lesquelles il déclarait « prendre et mettre en sa protection et sauvegarde spéciale le patriarche des maronites et tous les prélats, ecclésiastiques et séculiers chrétiens maronites qui habitent particulièrement dans le Mont-Liban ». Enfin, à côté des privilèges exceptionnels que la Sublime Porte lui reconnaissait,

la France s'était vu concéder aussi d'importants comptoirs à Lattaquié, Alep, Alexandrette, Tripoli, Saïda, Saint-Jean d'Acre et Ramlé. Quant au Liban, il avait reçu, comme on le sait, un statut à part, très proche de l'autonomie interne, qui lui valut de connaître une évolution et une modernisation qui le mettaient très en avant des provinces limitrophes, tout en le maintenant en étroit contact avec l'Europe. Cette autonomie, à la suite des troubles confessionnels de 1845 et 1860, devait être élargie encore sous la garantie des puissances occidentales, France, Angleterre, Russie, Prusse, Italie et Autriche.

Curieusement cependant, c'est par l'Egypte qui, plus tôt qu'elle, les avait accueillies, que dans les années 1830, les influences venues d'Europe pénètrent plus largement en Syrie et la réveillent de son engourdissement. Au début du XIX[e] siècle en effet, le sultan Mahmoud II avait promis la Syrie au vice-roi d'Egypte Mohamed-Ali, en récompense des services rendus durant la guerre contre les Grecs. Mais, comme le sultan ne tient pas ses promesses, en 1831-1833 sous la conduite d'Ibrahim Pacha, les Egyptiens s'emparent du pays et s'y maintiennent près de dix ans. Ils le gouvernent d'une façon plus stricte et réalisent quelques réformes. Mais, leurs méthodes étant autoritaires, voire tyranniques, la population les supporte mal ; et la révolte de 1840 permet aux Turcs, avec l'aide des Puissances, de chasser les Egyptiens de la région. Expérience brève, mais qui valait d'être rappelée : par l'impact qu'elle a eu et parce qu'elle évoque, à un siècle d'intervalle, ce que sera plus tard la République arabe unie sous Nasser — et son échec.

Dans les années qui suivent, la Syrie bénéficie du mouvement de réformes amorcé par Mahmoud II et prolongé jusqu'à Abdulhamid II (les *Tanzimât*) et obtient que son administration soit modernisée (6). Parallèlement, le sentiment national arabe s'y développe. Il s'exprime d'abord par la renaissance des lettres et de la culture arabes, débouche rapidement sur la revendication d'une participation au pouvoir et d'une plus grande décentralisation et conduit, à la veille de la Première Guerre mondiale, à la formation de groupements secrets œuvrant pour l'indépendance. On peut, dans ses principales étapes, retracer ce mouvement (7).

(6) Certaines des réformes engagées vont contribuer à renforcer le sentiment d'appartenance syrienne, notamment la création en 1860 d'un *vilayet* de Syrie (qui enverra des notables le représenter au Parlement d'Istanbul).

(7) Voir notamment à ce propos, G. Antonius : *The arab awakening,*

Dès le milieu du XIX[e] siècle, des écrits innombrables fleurissent et des sociétés savantes se créent, à Beyrouth et à Damas, conséquence directe des décrets impériaux de libéralisation de 1839 et 1856. Plusieurs journaux arabes sont fondés qui véhiculent des idées nouvelles, d'inspiration souvent occidentale ; et il n'est pas jusqu'à la religion qui ne fasse l'objet de propositions de rénovation. Mais c'est sur le terrain politique que, pour l'essentiel, la spéculation des esprits va bon train. Le projet qui s'élabore est celui d'une société musulmane ouverte et libérale, d'une démocratie à l'européenne, d'une monarchie constitutionnelle qui, sans remettre en cause le khalifat, en bouleverserait la figure : d'où l'accueil enthousiaste réservé à la Constitution de 1876 et aux efforts déployés par Midhat Pacha pour libéraliser l'empire. L'échec de cette tentative éphémère sera ressenti avec une profonde déception.

Le processus s'accuse alors et la réflexion progresse, autour de l'œuvre d'un Jamal eddine al-Afghani, d'un Abderrahman Kawâkibi, d'un Mohamed Abdouh ou d'un Rachid Rida, chantres du réveil arabe et d'un nationalisme fondé sur la régénération de l'islam. D'autres, dont beaucoup sont chrétiens, mettent plutôt l'accent sur la définition d'un patriotisme qui ne serait pas à base religieuse, mais reposerait principalement sur la langue et la culture arabes. Ces penseurs, Boutros al-Boustani (8), Farid al-Chidiac, Khalil al-Khoury, Maroun al-Naccache, sont en fait les ancêtres du Ba'th.

Vers 1875, apparaît pour la première fois l'idée d'une autonomie de la Syrie, défendue par une société secrète fondée à Beyrouth et qui réclame aussi le retour à l'arabe comme langue officielle. Trente ans plus tard, l'étape suivante est franchie : créée à Paris en 1905, la Ligue de la patrie arabe se prononce en faveur de l'indépendance des terres arabes.

C'est le moment pourtant où, contre l'absolutisme du sultan, les Arabes trouvent auprès des « Jeunes Turcs », partisans de réformes, des alliés. Aussi, la révolution de 1908

Londres, 2[e] éd., 1945 ; C.E. Dawa : « The rise of arabism in Syria » in *Middle-East Journal*, print. 1962, p. 145 ; S.G. Haim : *Arab nationalism : an anthology*, Los Angeles, 1962 ; A. Hourani : *Arab thought in the liberal age* (1798-1934), Oxford, 1962 ; N. Zeine : *Arab-turkish relations and the emergence of arab nationalism*, Beyrouth, 1958 ; J. Neyer : « The two nationalisms in Syria », dans *The Syrian Arab Republic, op. cit.* dans la bibliographie générale (p. 283).

(8) C'est dans ses écrits par exemple qu'apparaissent pour la première fois les expressions « amour de la patrie » *(Hubb al watan)* et « pays de Syrie » (*Bilad Suriyya*) dans leur sens moderne.

provoque-t-elle chez eux une explosion de joie, car un empire rénové leur paraît poindre. Une association « de fraternité arabo-ottomane » est même constituée. Mais les espoirs sont vite déçus. Les promesses faites par les « Jeunes Turcs » ne sont pas tenues : au contraire, ces derniers « turquifient », centralisent et, face aux convoitises des Puissances, cherchent à faire vibrer la corde de l'islam pour ressouder le vaste corps qui se disloque.

Au nationalisme des « Jeunes Turcs », les arabes opposent alors le leur, avec plus de force. Créé en 1912 à Beyrouth, le Comité pour la réforme relance la requête d'une plus large autonomie pour les provinces arabes ; et le Congrès arabe de Paris réclame une fois encore, en juin 1913, l'égalité des droits, la décentralisation, la sauvegarde de la culture arabe. En fait, ces revendications sont déjà dépassées et c'est pour l'indépendance, au Liban, en Syrie, que les premiers martyrs commencent à tomber.

Des sociétés secrètes, dans l'ombre, les encouragent et les arment, dont émergeront plus tard quelques-uns des dirigeants des futurs Etats : Al-Qahtaniya, fondée en 1909 par un officier égyptien de l'armée turque, Aziz Ali al-Masri, favorable à l'instauration d'une monarchie dualiste arabo-turque sous l'autorité symbolique du sultan ; Al-Ahd, qui en prend le relais en 1914 ; et, plus homogène, formée surtout d'officiers arabes de l'armée ottomane, Al-Fatât, fondée à Paris en 1911, puis transférée à Damas en 1914, réunissant surtout des civils, intellectuels et étudiants, musulmans pour la plupart et militant pour l'indépendance et l'unité des pays arabes.

Toutes ces organisations rassemblent pêle-mêle des Irakiens, des Palestiniens, des Libanais, des Egyptiens... Mais les Syriens y dominent. Une bonne partie de leurs adhérents civils proviennent des milieux littéraires et des clubs culturels nés au cours des années précédentes. Quant aux militaires, ils représentent en somme la première vague, moins à gauche en raison d'une extraction différente, des « officiers libres » qui plus tard prétendront s'emparer du pouvoir dans les pays en cause pour y faire la révolution. L'analogie entre ces associations très fermées, clandestines, et ce que sera par la suite le Ba'th est frappante : elle valait d'être dès à présent soulignée. Aux deux dernières, l'émir Fayçal, futur roi d'Irak, et son frère Abdallah, futur roi de Transjordanie, devaient adhérer en 1915 et la plupart de leurs anciens militants se regrouperont, au lendemain des hostilités, dans le parti de l'indépendance arabe (Al-Istiqlâl) et celui de l'union syrienne (Al-Ittihâd).

Cependant, face à ces efforts d'émancipation, la riposte turque est violente : arrestations, déportations, exécutions, en masse. Les Arabes se retrouveront, durant la guerre, aux côtés des Alliés, pour résister à l'occupant. Mais, lorsque l'Empire ottoman vaincu s'écroule en 1918, il s'en faut de beaucoup que leurs vœux ne soient satisfaits : ils passent en fait d'une domination à l'autre. On en reparlera (9). Et la Syrie devra attendre un quart de siècle encore l'indépendance dont elle rêvait et qu'elle ne réalisera finalement qu'imparfaite et mutilée.

Le survol du passé doit s'arrêter cependant à ce point-ci, car la période du mandat relève de l'édification de la Syrie moderne et sera donc incluse à ce titre dans des développements futurs. Superficiel, il aura pourtant pu paraître au lecteur encore trop long et fastidieux. Il ne s'en imposait pas moins et les détails qu'on souhaitait lui remettre en mémoire ne sont pas inutiles.

Sans eux, en effet, comment distinguer les composantes de la nation syrienne ? Multiples, imbriquées, elles procèdent des apports de chaque époque, car chacune a laissé des traces. Byzantine d'esprit, passionnée d'intrigues et de pénombres, volontiers secrète, subtile et dévorée de flammes refoulées, n'est-elle pas en Orient la continuatrice la plus fidèle du vieil empire de Constantin ? Et cependant ne demeure-t-elle pas « classique » aussi dans son langage, marquée du sceau gréco-romain, éprise d'équilibre, de pragmatisme, malgré l'écho qui tout d'un coup la peut faire vibrer avec excès et s'empourprer aux vents violents venus d'Extrême-Asie ? Lourde, empesée dans ses méthodes, chargée du poids de l'appareil légué par les Turcs dont l'Etat est tout tissé et qui encombre et paralyse ses démarches. Très arabe enfin par ses désirs et pénétrée du messianisme des temps fastes de la Conquête, travaillée par l'appel rauque du renouveau.

Seule l'analyse du passé permet en outre de percevoir cette sorte d'oscillation propre à l'histoire de la Syrie : de la gloire à la tragédie ballottée sans cesse, du rayonnement à l'esclavage ; grande, apaisée, prospère lorsqu'à Damas un pouvoir stable, uni, parvient à s'établir ; mais pantelante et déchirée, malade, lorsque les démons de la division s'en emparent ou qu'au dehors s'embrasent les appétits d'envahisseurs antagonistes.

L'histoire enfin explique pour beaucoup les vicissitudes du présent : la discorde, les volte-face imprévisibles et l'insta-

(9) Voir *infra*, pp. 133 et ss.

bilité que le pouvoir, depuis l'indépendance, a connues. Hétérogène, la nation syrienne naguère encore était toute à construire. S'est-elle enfin consolidée ? Peut-être. Mais elle demeure très diverse, mosaïque, dans un espace mal défini, châtoyante. Il faut, pour en prendre une vision plus aiguë, poursuivre la recherche au niveau de l'héritage et parler maintenant du territoire où cette nation s'est établie.

Institut Kurde de Paris

CHAPITRE II

LA TERRE

185 000 kilomètres carrés. 2 274 kilomètres de frontières, dont 808 avec la Turquie, 592 avec l'Irak, 353 avec la Jordanie, 278 avec le Liban et 78 avec Israël. D'ouest en est allongée, de forme vaguement trapézoïdale et calée dans l'angle droit de ses montagnes, la Syrie se présente pour l'essentiel comme un vaste plateau qui bascule vers le désert. Deux systèmes s'y juxtaposent. Le premier s'emboîte, au couchant, dans le relief libanais qu'il prolonge en quatre bandes longitudinales étroites : frange côtière, d'Amrit à Ugarit, jadis phénicienne ; corniche entaillée du Djebel Ansariyé dans l'axe du Mont-Liban, moins haute cependant ; fossé du Ghâb où coule l'Oronte et qui continue la Bekaa libanaise ; sommets, enfin, du Mont-Hermon et de l'Anti-Liban, où prend racine le désert. Le deuxième système, à l'intérieur, est une plate-forme irrégulière et qui s'incline vers l'Euphrate et vers les plaines irakiennes : des rameaux, des chaînons détachés de l'Anti-Liban en rompent au centre, de Damas à Palmyre, la monotonie ; de même que, passé Alep, vers la Turquie, les contreforts avancés du Taurus. Au sud, le Djebel Druze, énorme, volcanique, dresse aux portes de l'Arabie son profil noir.

Une physiologie rude et contrastée caractérise ainsi la Syrie. Il faut plus précisément la décrire, pour mieux évoquer ensuite le compartimentage du pays en entités géographiques dissemblables, sinon parfois antagoniques, auquel elle a conduit.

1. *Les contrastes*

Parmi les éléments qui modèlent les conditions de vie, quatre plus que d'autres méritent d'être retenus : le climat,

l'hydrologie, les sols et le relief. Ils déterminent au premier chef la répartition de la population, les possibilités agricoles, les chances et le mode d'existence des gens. On insistera donc sur eux.

Le *climat* syrien est maritime et humide sur le littoral : hivers doux et mouillés, éventés ; étés chauds et moites, interrompus au début de l'automne par une brusque chute de température et l'apparition de précipitations abondantes. Mais à l'arrière des massifs côtiers, la pluviosité diminue (sauf sur le versant oriental des chaînes qui, de l'Anti-Liban au Djebel Druze, enserrent au sud-ouest le pays) et le climat devient continental et caractérisé par de larges écarts de température. Dans la zone intermédiaire où sont situées les grandes villes, l'altitude, il est vrai, tempère les excès du climat. La neige n'est pas rare à Damas ou en Alep — où il peut faire très froid — mais les chaleurs de l'été y sont moins violentes. Au-delà, au contraire, à l'approche du désert et des plaines mésopotamiennes, les étés sont longs et torrides, les hivers courts mais rigoureux. Plus on s'éloigne vers l'est et plus la chaleur ou le froid, selon la saison, sont intenses, tandis qu'à l'inverse les pluies s'amenuisent : 1 000 millimètres et davantage sur la côte, 200 aux environs de Damas, 60 à 100 dans la Palmyrène, 20 à 30 dans le désert. Mais au nord de l'Euphrate et plus spécialement dans la pointe extrême de territoire qui s'avance à l'est jusqu'à toucher le Tigre, une zone plus arrosée connaît un climat plus clément. De Kamechliyé sur la frontière turque à Qouneitra dans le Golan, une sorte de demi-lune s'inscrit ainsi sur la carte de Syrie, prolongée alentour dans les pays voisins et correspondant, aux frontières de la rocaille et des sables d'Arabie, à une région plus favorisée, plus verte et plus prospère — d'où devaient naître l'image et le projet du « Croissant fertile » (1). Mais cette région ne couvre en fait qu'une portion réduite du territoire national, dont 58 % sont constitués par des steppes et des déserts et dont 18 000 kilomètres carrés seulement (10 % de la superficie totale) reçoivent plus de 500 millimètres d'eau par an (58 000 kilomètres carrés, soit 32 % de cette superficie, en reçoivent de 250 à 500 millimètres ; 67 000, soit 37 % de 100 à 250 : les steppes ; et 38 000, soit 21 %, moins de 100 millimètres : le désert).

L'examen du régime des pluies ne signifie pas grand chose cependant s'il ne s'accompagne d'une étude des *sols* qui les reçoivent. Or, de ce point de vue, la Syrie n'est pas très bien

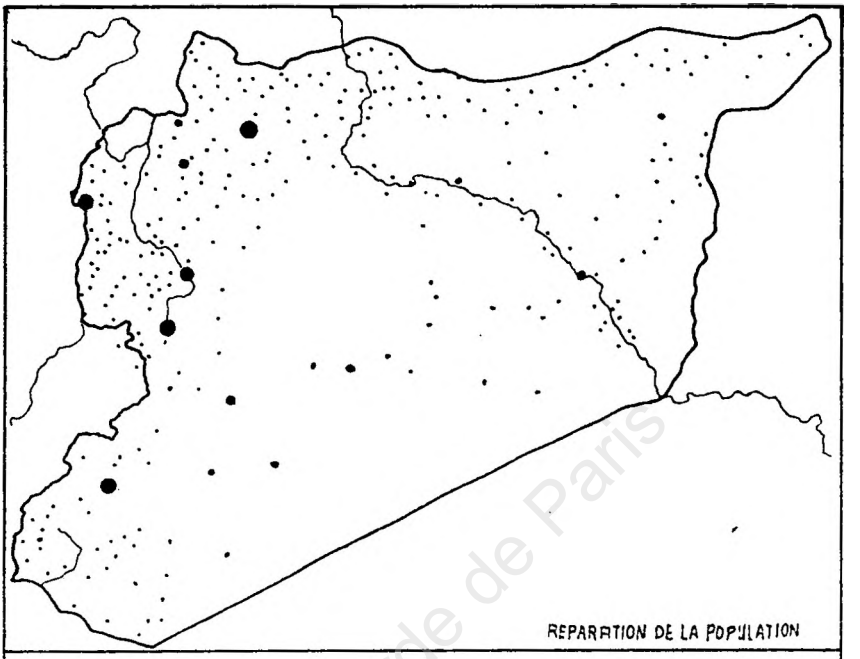
(1) Voir *infra* p. 149.

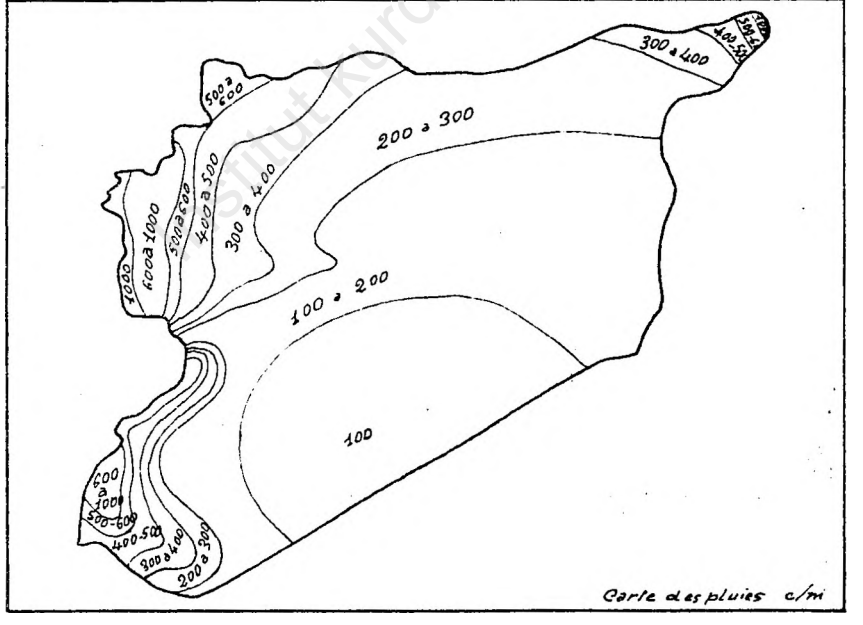
pourvue non plus, car la majeure partie de ses sols est formée de terrains calcaires, durs et fissurés, donc perméables. Mais une approche géologique plus précise permet de nuancer un peu ce jugement (2).

Les crêtes de la chaîne côtière et celles de l'Anti-Liban appartiennent au jurassique : calcaires compacts, leur surface, altérée par l'action des eaux fluviales, s'ordonne en paysages chaotiques et sauvages, tout en champs de pierres. La violence de l'érosion n'y permet guère l'existence d'un sol meuble superficiel et il s'agit de régions inhospitalières et le plus souvent inhabitées. Mais, à une moindre altitude, dans les vallons, quelques lits marneux du crétacé, ici et là, fournissent une légère pellicule de terres arables. L'agriculture devient possible et des villages apparaissent autour des sources. Les terrains éocènes occupent le centre sud du pays, le désert de Syrie, ou Hamad : rocailleux et nus, ils sont les plus déshérités. Au nord et à l'ouest d'Alep au contraire, à l'autre extrémité de la carte, les calcaires marneux du miocène donnent par décomposition des sols rouges, profonds et fertiles qui représentent les meilleures terres de Syrie : dans le district d'Idlib, la densité humaine est de 46 habitants au kilomètre carré. Mais plus à l'est, dans la région de l'Euphrate, le miocène devient abondant en couches de gypses, désertiques. Les basaltes offrent, lorsqu'ils se décomposent, d'assez bonnes terres agricoles : ainsi autour de Homs ou dans le Hauran, large couloir qui descend au sud de Damas, vers la Jordanie, le long du Golan ; sinon, ils restent plus arides, comme dans le Djebel Druze, éclatés en blocs, crevasses et cavernes. Les alluvions enfin, formation la plus récente, en haute Djéziré, dans la plaine littorale, dans les cuvettes de Hama et de Damas, peuvent permettre, s'il existe assez d'eau pour les irriguer, de fortes concentrations humaines, dont un bon exemple est fourni par l'oasis qui entoure la capitale.

Le *relief* contribue aussi à donner sa physionomie au pays. Notons d'abord qu'il est, par sa disposition, favorable à l'établissement de grandes surfaces marécageuses et insalubres. Les cours d'eau n'ayant pas d'accès direct à la mer, stagnent et cherchent leur voie en méandres ; les pluies, qui tombent toutes en une seule saison, forment, sur les fonds argileux, des étangs qui sont l'été des foyers à moustiques : une malaria endémique a sévi pendant longtemps en Syrie, à laquelle les progrès récents de l'hygiène ont mis un

(2) Voir en particulier L. Dubertet : *Carte géologique de la Syrie et du Liban*, Beyrouth, 1941-1943.





Institut Kurde de Paris

terme. Quant aux montagnes, leur présence est moins marquée, moins déterminante qu'au Liban par exemple, au Yémen ou au Maroc. Plus qu'elles peut-être, les steppes et le désert, ont contribué à forger au pays son visage. Mais elles lui posent, on le verra, bien des problèmes et ne se prêtent d'ailleurs pas toujours à l'habitat. 1 946 kilomètres carrés seulement, soit 4 % du territoire syrien, dépassent 1 500 mètres. Et la limite des habitations permanentes atteint 1 000 mètres dans le Djebel Ansariyé (qui culmine à 1 500 mètres) ; 1 500 à 1 600 mètres dans l'Anti-Liban (qui culmine au Mont-Hermon à 2 814 mètres) et 1 600 mètres dans le Djebel Druze (qui culmine à 1 800 mètres).

Le *régime des eaux* enfin résulte de la combinaison des divers éléments qui viennent d'être exposés (3). Il influence l'implantation humaine et la physionomie des campagnes syriennes, dont le trait essentiel est la forte concentration autour des points d'eau. On n'en sera pas surpris pour ce qui est des steppes, où la vie paysanne est axée autour des puits, de plus en plus rares au fur et à mesure que la pluviosité diminue. Mais cela reste vrai même à l'ouest, où les précipitations sont abondantes, dans les montagnes : car le ruissellement y est réduit, les karsts calcaires absorbant toute l'eau, qui réapparaît au contact du premier niveau de couches imperméables rencontré et jaillit en résurgences pérennes, dans le bas des massifs ou au creux des vallées — de sorte que les villages et les cultures s'installent spécialement là où les tourments du relief, à chaque rupture de pente ou le long des lignes de faille, permettent l'éclosion de sources, comme dans l'Anti-Liban. A moins que, comme dans les campagnes bien arrosées d'Alep, dans la région des Alaouites ou dans le Djebel Druze, les eaux pluviales ne doivent être retenues dans des citernes, si l'on veut éviter qu'elles ne soient bues aussitôt par le sol perméable, et perdues. Aussi les spécialistes ont-ils proposé de découper le pays en bandes longitudinales, de manière à distinguer ce qu'ils appelaient « la Syrie des citernes » (à population nombreuse, mais relativement peu agglomérée), « la Syrie des sources » (à la densité globale assez forte, mais où l'habitat est cette fois très concentré autour des filets d'eau), « la Syrie des puits » (dont les rares habitants s'agglutinent en de chétifs villages) et « la Syrie sèche » (vouée à la vie errante des bédouins et à la quête pénible de l'eau). Un tel schéma reste valable dans l'ensemble,

(3) Voir en particulier R. Offroy : *Le problème de l'eau en Syrie*, Presses universitaires, Paris, 1935.

mais les grands travaux réalisés depuis l'indépendance le rendent, dans diverses régions, dépassé. D'autre part, il doit être corrigé, du fait de l'existence de fleuves ou de rivières, dont la présence permanente a fertilisé certaines zones et favorisé, ici et là, l'implantation de villes.

Ainsi l'Oronte (4), de la Bekaa à la Turquie où, près d'Antioche, il rejoint la mer, traverse la Syrie du nord-ouest en longeant les montagnes (500 kilomètres de long, dont plus de 300 en Syrie ; 3 millions de mètres cubes par an). Deux cités sur ses rives sont assises : Homs, noiraude, et Hama, riante en ses jardins, où se plaignent, mourantes et brunes, des norias. Il rend riches leurs environs. Mais au-delà, dans le Ghâb argileux, sa vallée s'enlise soudain en marécages longtemps malsains et dépeuplés, poche vide dans des régions envahies d'hommes. Plus modeste, le Barrada traverse la capitale, dont il arrose les vergers ; et la *Ghoûta* lui doit de vivre. Quant à l'Euphrate, né dans les monts de l'Arménie, il réserve au pays près de 700 des 2 300 kilomètres de son cours : long ruban bleu, méandres, parmi les plaines immenses et grises, écrasées de lumière, et masse énorme d'eaux limoneuses, gaspillées, vaines, jusqu'à naguère (5), mais qu'un projet grandiose et dont il sera question plus tard (6) a permis récemment de valoriser. 200 mètres cubes par seconde à l'étiage, à Meskéné, mais jusqu'à 8 000 en crue, 87 % des eaux de la Syrie. Il y reçoit ses affluents, dont le Khabour, qui irrigue la Djéziré ; et en amont et en aval de Deir-ez-Zor qu'il désaltère, égrène les cités éteintes : Karkémich et Zénobie, Doura Europos, Mari.

D'Abou Kemal à Lattaquié et de Soueïda à Hassetché ainsi, que de contrastes ! La magie syrienne y puise pour une part sa source. Mais ils alimentent aussi des dissemblances et des ruptures qui, pour le pouvoir, dans ses tâches, seront autant d'obstacles à surmonter.

2. *Les clivages*

Deux clivages retiendront surtout l'attention, en raison de l'intérêt qu'ils présentent pour la compréhension de certains aspects de la vie politique syrienne : le compartimentage du

(4) Voir J. Weulersse : *L'Oronte*, Tours, 1940.

(5) « Ce paysage grandiose est mort : ces eaux semblent stériles et l'homme absent ; seuls quelques tamaris mettent une note de verdure auprès des rives. Et l'esprit s'étonne qu'une pareille masse d'eau coule ainsi, inutile, dans la solitude » (J. Weulersse, *Paysans de Syrie et du Moyen-Orient*, Gallimard, Paris, 1946, p. 35).

(6) Page 270.

pays en régions disparates et l'opposition des villes et des campagnes.

La physiologie décrite au paragraphe précédent contribue en effet à une sorte d'étoilement du territoire en zones distinctes et contrastées.

Les montagnes par exemple occupent en Syrie une place à part. Pauvres et repliées sur elles-mêmes, la difficulté de pénétration et l'allure du relief y créent des avantages défensifs appréciables, qui en ont fait depuis toujours, comme au Liban, le refuge de populations minoritaires persécutées et de sectes hérétiques ou dissidentes. Moins intégrées que d'autres à la communauté nationale, la France devait tenter de jouer sur leurs particularismes pour mieux asseoir son influence à l'époque du mandat et elles ont posé aux autorités, dès l'indépendance, de délicats problèmes. Seul l'Anti-Liban, plus raboté et plus ouvert, échappe à la vocation de ces hauteurs : encore que, sur ses contreforts orientaux, dans le Djebel Qalamoun, de grosses bourgades chrétiennes aient pu, depuis les premiers temps de notre ère, subsister : Yabroud, dont la cathédrale, pour surgir, à ses pierres mêla celles d'un temple de Jupiter ; Seidnaya, dont l'icône miraculeuse attire encore des pélerins ; Maaloula surtout, céruléenne et blottie contre sa falaise, où l'araméen se parle toujours (7).

La zone qui succède immédiatement à celle-ci constitue le couloir utile du pays. Le principal axe de ses communications, de Jordanie en Turquie, la parcourt et les grandes villes, à l'exception de Lattaquié côtière, y sont établies. Mais, du sud au nord, là encore, que de différences !

Entre Soueïda druze et Qouneitra martyre, longtemps négligé, le Hauran basaltique avait été pourtant un des greniers de Rome. Le blé s'y cultive toujours à titre principal. Mais aucun travail notable d'irrigation n'y a été entrepris. Laissés à la merci de la nature, misérables, ses paysans avaient coutume avant la guerre d'émigrer dans les périodes de sécheresse en Palestine, où le travail des champs leur assurait des ressources. Cette voie ne leur est plus offerte et il reste beaucoup à faire pour redonner à cette terre un peu du bien-être auquel elle pourrait prétendre.

Plus au nord, la roche et la poussière, l'ocre et le jaune annoncent le désert et Damas n'existerait pas si la rivière et l'altitude n'avaient permis d'en faire, en cet endroit, la fleur d'une oasis, où les palmiers d'ailleurs ne croissent pas (il fait

(7) Voir S. Reich : « Etudes sur les villages araméens de l'Anti-Liban », *Documents d'études orientales de l'Institut français de Damas*, tome VII, 1937.

trop froid en hiver), mais des cultures de toute espèce, riches, étagées selon la proximité des canaux — fruits et légumes au bord de l'eau, puis céréales, amandiers et oliviers enfin, quand on s'éloigne de leur fraîcheur.

La route, au-delà, si on la remonte, traverse d'âpres solitudes, où quelques bourgs blancs et poudreux mettent une note d'Orient vif. Mais, passée Homs rugueuse et grise, c'est soudain l'explosion : un autre monde, rouge et vert, pénéplané, venteux, mouillé. Hama, Alep, y règnent, délicieuses et déjà turques, sur des campagnes généreuses ; et des villages étranges s'offrent, dont Tell-Bissé, non loin de Homs, n'était que l'estafette, roses et drus, avec leurs maisons ovoïdes, coupoles oblongues et pains de sucre, sur le quadrillage des champs (8).

L'extrême-Est syrien, au contraire, c'est l'ingratitude ; les sables, les pierres et les immensités brûlées ; et rares y sont, comme à Palmyre, les palmeraies. Terre d'absence et de mirage, mais néanmoins, dans la personnalité du pays, l'une des composantes essentielles, l'une des assises où son originalité s'enracine. Porte béante ouverte aux invasions, côté d'où monte la terreur. Mais empire aussi d'une race fière et guerrière, insaisissable, et berceau de tout un système de valeurs, de références, d'un genre de vie et d'idéal en déclin, certes, mais dont la société syrienne a subi fortement l'influence : celui des bédouins, longtemps voués à l'élevage et au pillage.

Tout n'est pas cependant vastitude déshéritée. Grâce à l'Euphrate, plus au nord, une autre région s'avance entre l'Irak et la Turquie, comme un coin, apparentée à la Mésopotamie, qu'elle prolonge en cet endroit : morceau de l'« Ile » entre les fleuves, la Djéziré. Nombreux sont les spécialistes qui la considèrent comme la partie la plus fertile et la plus apte à l'implantation humaine de toute la Syrie. De fait, elle fut jadis prospère et très peuplée. Des restes de canalisations (comme en Irak), de puits, de barrages, de *tells* artificiels, de ruines innombrables en témoignent : malheureusement, rien n'est plus instable que la vie des hommes en cette région, zone de transition et frontière où deux genres d'existence se côtoient, qui l'emportent à tour de rôle selon les circonstances. Qu'un gouvernement fort et durable fasse régner la sécurité et les villages, les cultures s'implantent et s'épanouissent. Mais que les conditions changent et les tribus du désert, enhardies

(8) Le manque de bois, indispensable pour l'édification de toitures horizontales ou en pente, explique sans doute cette architecture singulière et charmante, qui convient d'ailleurs à une région où il pleut beaucoup.

par l'anarchie, saccagent bourgades et vergers. Les canaux sont alors abandonnés et quelques années suffisent pour que reculent jusqu'aux dernières pentes d'Anatolie les limites de la steppe. Ainsi, au lendemain des invasions arabes et mongoles et sous l'occupation turque, voit-on la dévastation et la ruine s'installer dans l'« Ile ». L'insécurité et la destruction du système d'irrigation en chassent les populations sédentaires, les cultures disparaissent et les bédouins achèvent avec leurs troupeaux d'effacer les forêts. Mais, depuis l'indépendance, une reprise s'est amorcée sous l'impulsion du gouvernement. Une population nouvelle s'y établit, formée d'éléments allogènes, une ruée d'immigrants de tous bords attirés par la richesse potentielle de la Djéziré et la promesse de mise en valeur, mais alimentée aussi par un fort courant de sédentarisation des nomades des steppes, devenus cultivateurs (9). De gros villages ressurgissent et déjà, le développement de la colonisation a fait de cette région la première productrice de riz et de blé de Syrie.

Différentes zones ainsi s'opposent en ce pays ; mais également *villes et campagnes* dans une sorte de duel spécifiquement syrien et dont il faut maintenant dire quelques mots. Sans doute est-ce l'une des caractéristiques du monde arabe que cette oscillation perpétuelle, depuis les origines, entre deux pôles : la steppe et la cité, l'*urbs* et le *bled*, Médine et le pays des tentes, Fès et la montagne berbère, Le Caire et la vallée du Nil... Mais elle revêt en Syrie des aspects très particuliers et, peut-être, plus présente qu'ailleurs, souvent s'y veut confrontation. Le phénomène atteint « un degré tel », écrit Jacques Weulersse en 1940 (10), « que l'on peut au moins parler de deux populations séparées qui coexistent dans le même espace politique ». Depuis, bien sûr, des changements fondamentaux se sont produits ; des échanges, un rapprochement, une plus grande symbiose, à la faveur de l'évolution du régime et sous l'action du pouvoir, ont pu s'opérer. Mais quelque chose est resté d'un antagonisme qui puise ses racines dans l'histoire même du pays. L'expliquer n'est pas facile et différentes interprétations en ont été données, suivant les époques, par les auteurs.

Voici une quarantaine d'années, par exemple, Weulersse y voyait d'abord l'expression d'un rapport de domination né

(9) Voir par exemple R. Montagne : « Quelques aspects du peuplement de la haute Djéziré » *in Bulletin d'études orientales de l'Institut français de Damas*, 1932, tome II, fasc. 1.

(10) Dans *Paysans de Syrie et du Moyen-Orient*, *op. cit.*, p. 85.

de la conquête et renforcé par la diversité des appartenances ethniques (11). La plupart des villes syriennes, selon lui, auraient dû leur origine et leur fortune à des envahisseurs, notamment les Arabes, et « aux colonies militaires établies par eux pour tenir en respect un plat pays vaincu et soumis, mais jamais assimilé ». Ainsi, les citadins seraient surtout des étrangers, descendants des conquérants, alors que les paysans représenteraient plutôt les fils des autochtones fixés en Syrie depuis des milliers d'années. Thèse contestable, car la naissance des villes comme Alep et Damas remonte à la nuit des temps et de multiples brassages s'y sont produits. La Syrie antique comportait déjà un dense réseau d'agglomérations très peuplées et ses villes paraissent avoir surtout été, au départ, des centres de commerce situés sur des axes de communication fréquentés, quitte à développer ensuite des fonctions administratives et une vocation artisanale, intellectuelle et financière. En outre, s'il est vrai que les villes ont été plus vite et plus tôt arabisées que les campagnes et si l'on y trouve davantage de familles de souche étrangère, turque notamment, bien des campagnes n'en sont pas moins peuplées d'immigrants venus tardivement d'ailleurs, alors qu'en ville des couches de population d'origine plus ancienne, des chrétiens par exemple, sont établies (12).

Plus « moderne », l'interprétation de classe, qui met l'accent sur les aspects économiques et sociaux du phénomène de domination, est évidemment plus séduisante et d'autres développements, par la suite, viendront l'étayer. L'exemple de Hama est celui qui, peut-être, l'illustre le mieux : aussi loin qu'on remonte dans le temps, la ville et les campagnes environnantes se sont affrontées. Habitée de musulmans sunnites parmi lesquels prédomine l'influence de quelques grandes familles bourgeoises, Hama est la cité la plus conservatrice de Syrie sur le plan social, la plus traditionaliste sur le plan religieux. Mais les campagnes qui l'entourent sont habitées de paysans pauvres qui, très tôt, ont été à la pointe du combat pour l'émancipation du monde rural. Une lutte aiguë a ainsi déchiré la province, parce qu'elle abritait la misère la plus sordide et l'opulence la plus insolente, opposant la masse

(11) Voir notamment J. Weulersse : « La primauté des cités dans l'économie syrienne », *Actes du Congrès international de géographie d'Amsterdam*, 1938, tome II.

(12) Les villes syriennes ont d'ailleurs été longtemps — et restent encore — divisées en quartiers dont la délimitation correspond à celle des communautés ethniques et confessionnelles qui les habitent et au sein desquels la solidarité des groupes reste très forte.

opprimée des villageois à une poignée de féodaux dont beaucoup avaient édifié leur fortune en collaborant avec l'occupant ottoman (qui leur attribuait la gérance de vastes domaines en échange de leurs services), puis sous le mandat avec les autorités françaises. On s'explique dès lors que les premières explosions de nationalisme dans cette province aient revêtu la forme de jacqueries dirigées contre les grands propriétaires fonciers liés au colonisateur.

Mais les villes de Syrie ne s'opposent pas seulement aux campagnes, elles s'affrontent aussi entre elles, à commencer par les deux principales, Alep et Damas, dont la joute, à plus d'une reprise, naguère, ébranla l'Etat.

Les portraits contrastés de l'une et de l'autre ont été souvent brossés. Riche de ses vingt kilomètres de souks médiévaux fabuleux, Alep est fière d'une histoire au moins aussi ancienne que celle de la capitale, puisqu'elle remonte à cinq mille ans. Troisième ville du Proche-Orient — après Istanbul et Le Caire — sous les Ottomans, son centre commercial de première envergure était animé par un double courant de réception et de redistribution vers l'Orient des produits manufacturés venus d'Europe. Il y réexpédiait, par ailleurs, les marchandises venues de son hinterland (le Taurus, le Kurdistan, l'Irak et même le Golfe). Alep (13) n'a jamais cessé de se déterminer en fonction de cette amplitude de marché, que l'indépendance lui a fait perdre et qu'elle rêve de retrouver. Convoitée par Bagdad, métropole du Nord, elle demeure la première ville de Syrie pour l'industrie, le commerce, les échanges agricoles et la densité de la population, mais tolère mal la tutelle de sa rivale, au sud, austère et rigoureuse, et persiste, comme l'écrit si bien E. Saab (14) à se sentir « plus proche du marché mésopotamien que du forum panarabe ».

L'autre au contraire, (15) altière et drapée dans ses souvenirs, belle, mais avec âpreté, pudeur et crispation, braquée, incomparable par la qualité et l'inquiétude de ses élites et par l'irréductible individualisme de ses mentalités, a usé successivement les maîtres qui croyaient la subjuguer. « Le sultan pouvait bien », remarque Pierre Rondot, « se parer du titre de " maître de Damas, odeur du paradis ", plus réalistes

(13) Voir notamment J. Sauvaget : *Essai sur le développement d'une grande ville*, Paris, 1941 ; A. Hamid : *La ville d'Alep*, Paris, 1959.

(14) Dans *Le Monde* du 27 janvier 1962.

(15) Sur Damas, voir notamment Mohamed Kurd Ali : *Damas, ville féérique et poétique* (en arabe), Le Caire, 1941 ; P. Loir : *Vieux Damas*, Aubanel éd., Avignon, 1947 ; J. Sauvaget : *Esquisse d'une histoire de la ville de Damas*, Paris, 1935.

le soldat et l'administrateur turcs disaient volontiers dans leur langue verte qu'ils ne pouvaient supporter " ni les sucreries de Damas ni la gueule des Damascains " ; à son tour le mandat français s'exténuera dans la tension nerveuse de cette atmosphère », dont « la République syrienne indépendante ne cesse de subir l'épreuve » (16). « Subtils et inquiets » — et c'est Pierre Lyautey cette fois qui parle (17) —, « langoureux puis violents, ambitieux et parfois excessifs », ses habitants échappent à qui prétend les pénétrer et « leurs enthousiasmes sont vite fébriles ». L'obsession des gloires d'autrefois sans doute encore les émeut : c'est entre 660 et 750 que l'âge d'or de la ville se situe. Une longue succession de guerres et de redditions en ont scellé ensuite la décadence. Mais sa renaissance en a fait, dès le XIX[e] siècle, le foyer du nationalisme arabe. Capitale, depuis, et dominante par la politique d'abord et par l'esprit, mais aussi par la foi (n'y a-t-on pas recensé plus de 250 mosquées ?), son horizon reste celui des mythes et des projets dont l'âme arabe est envahie ; même si parfois l'image de Beyrouth, sa voisine et son envers, courtisane, occidentalisée, facile et pervertie, la trouble et jette en ses rigueurs la tentation d'amolissements vagues.

Telle est donc la Syrie : espace conflictuel, antagonique, confrontation de deux grandes cités sur un peuple de jonction, allant du jardinier des monts au fier bédouin des steppes. Mais le paysage à lui seul ne résume pas toutes les contradictions du pays : il y en a d'autres encore et, si l'on veut achever de les inventorier, il faut voir aussi qui l'habite.

(16) Dans la *Revue de l'Action Populaire*, 1957, p. 1 237.

(17) *La magie de Damas*, 1[er] décembre 1961.

CHAPITRE III

LES HOMMES

Quelques chiffres s'imposent d'abord, encore qu'ils ne puissent être que relativement imprécis, dans un pays où le dernier recensement remonte à 1970, mais où, pendant longtemps, nombre d'obstacles, qui n'ont pas totalement disparu, ont interdit de disposer de statistiques sûres : les défaillances de l'état civil, le nomadisme et certaines pratiques ou traditions qui conduisent, surtout à la campagne, les gens à désirer se soustraire à des investigations jugées par eux indiscrètes ou gênantes.

La population syrienne (1) était estimée, au début du mandat, à 1 300 000 habitants. En 1947, elle en comptait déjà 3 millions. Le cap des 6 millions a sans doute été franchi aux environs de 1970 et le Bureau central des statistiques prévoit 10 millions d'habitants en 1985 et 18 millions en l'an 2 000. C'est dire que le taux d'accroissement naturel est fort : de l'ordre de 30 ‰ (en raison de la baisse de la mortalité : 14 ‰ et du maintien d'un rythme de natalité soutenu : 25 à 30 ‰ dans les villes et 50 ‰ dans les campagnes). Si la Syrie n'est pas pour le moment un pays surpeuplé, compte tenu de sa superficie et de ses possibilités de développement, elle devrait, à terme, se préoccuper de maîtriser son expansion démographique, afin que ne soit pas annulé le bénéfice des progrès de son économie.

Cette population est très inégalement répartie selon les

(1) Voir notamment E. de Vaumas : « La population de la Syrie », *Annales géographiques*, janvier 1955, p. 74 ; Izzat Nouss : *La population de la République arabe syrienne*, thèse, Paris, 1951 ; J.-C. Chasteland et L. Seray-Dorian : « La situation démographique dans les pays du Moyen-Orient et la République arabe syrienne », dans *Proche-Orient. Études économiques*, mai-août 1972 ; Documentation française, *Notes et études documentaires*, n° 3 095 du 25 mai 1961.

régions et principalement concentrée dans la portion syrienne du « Croissant fertile », la densité étant en rapport direct avec le volume des pluies et le nombre des points d'eau : 10 habitants au kilomètre carré dans l'arrière-pays continental, mais 48 dans le *mohafazat* d'Alep, 82 dans celui de Lattaquié et même 220 dans la *Ghoûta* de Damas (2).

Cette population est aussi très jeune : 49 % de moins de quinze ans, ce qui pèse sur l'économie du pays, où une population active peu nombreuse doit, par son travail, assurer la subsistance de l'ensemble : 30 % des Syriens (dont 60 % d'agriculteurs, 20 % de commerçants, 10 % d'ouvriers et d'artisans, 10 % d'employés et de fonctionnaires). Le taux d'urbanisation est assez fort, puisqu'un Syrien sur deux environ vit à la ville : c'est beaucoup pour un pays en voie de développement surtout rural. L'histoire et la géographie l'expliquent ; mais aussi un fort exode des campagnes vers les villes, que le gouvernement tente d'enrayer en suscitant des départs de zones surpeuplées (*Ghoûta* de Damas, Djebel Druze...) vers de nouvelles zones de mise en valeur où, sous l'effet de la réforme agraire et des grands projets en cours, des terres sont disponibles, dans la Djéziré notamment. Alors qu'elle n'en comptait, en 1960, que 550 000, Damas approche à grands pas du million d'habitants, soit près de 15 % de la population du pays, ce qui pose à la capitale des problèmes de plus en plus aigus, d'ordre social et de logement. Alep dépasse les 600 000 habitants, après avoir, pendant un temps, doublé Damas au cours des années 1930. Homs (200 000 habitants) et Hama (150 000), chefs-lieux de régions agricoles prospères, conservent un caractère plus provincial et sont à peine touchées par la modernisation. Lattaquié (100 000 habitants) est un port qui connaît un rapide développement et aimerait rivaliser avec Beyrouth. Plus petits, Banyas et Tartous revivent grâce au pétrole, tandis que Deir-ez-Zor et Raqqa sur l'Euphrate, Hassethché sur le Khabour ne sont que de grosses bourgades en expansion.

Depuis le début du siècle, un demi-million de Syriens environ ont émigré aux Etats-Unis et au Canada — surtout jusqu'en 1924 — puis en Amérique du Sud, en Afrique Noire, en Egypte, pour ne pas parler du Liban où nombre de possédants vinrent s'installer avec leurs capitaux à la suite de la

(2) La densité de la population rurale est forte dans les régions qui possèdent des terres exiguës mais bien irriguées par les eaux fluviales (Damas, vallée de l'Euphrate) ou pluviales (Alep) et dans celles qui possèdent peu de bonnes terres agricoles mais ont servi de refuge (Djebel Druze et Djebel Alaouite). Densité globale en 1972 : 35,4 habitants au kilomètre carré.

prise du pouvoir par le Ba'th dans les années 1960. L'immigration en revanche a pratiquement cessé, après avoir alimenté pendant des siècles la Syrie, terre d'asile pour les réfugiés venus des contrées environnantes. Les brassages de population que le pays a connus sont bien sûr à l'origine directe de l'hétérogénéité de peuplement qui le caractérise, hétérogénéité moins prononcée peut-être qu'au Liban (où c'est à une véritable pulvérisation des communautés que l'on assiste) ou en Irak (où les Kurdes et les chiites posent de sérieux problèmes du point de vue de la cohésion nationale), mais qui n'en marque pas moins, à bien des égards, la vie politique et sociale et s'ordonne autour de trois axes principaux de diversité.

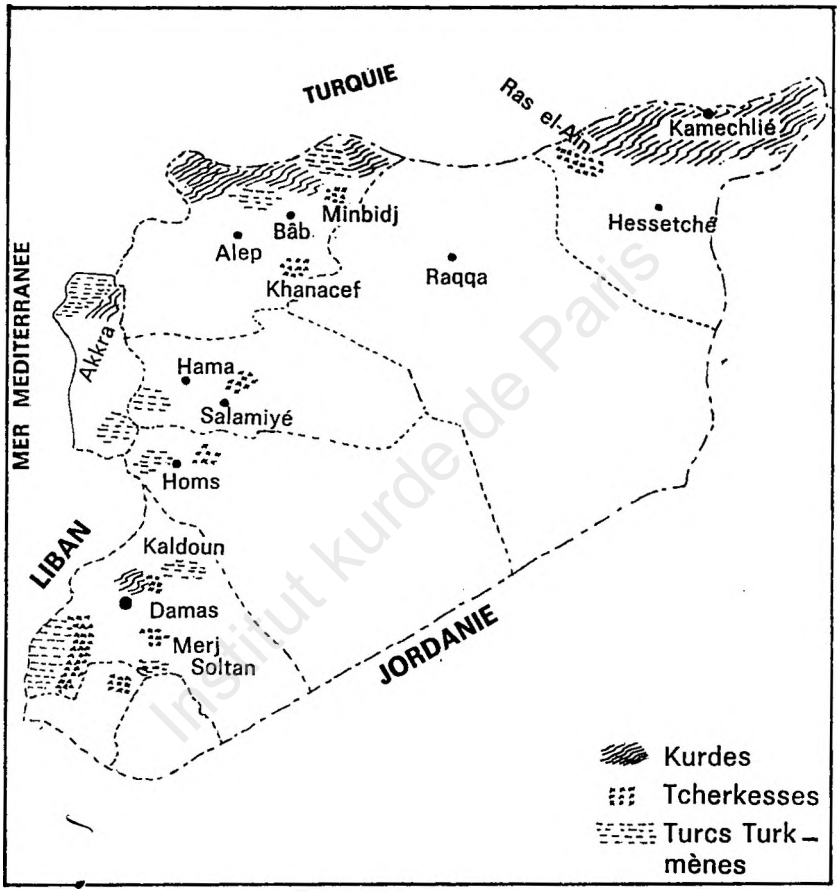
1. *La race*

Depuis sa conquête par les armées d'Omar, « la Syrie », écrit Edmond Rabbath (3) « a vécu de la vie des Arabes et de l'Islam, de leur langue, de leur esprit et pendant de nombreux siècles, jusqu'à la conquête ottomane, elle a fait partie essentielle de leur empire : une si longue histoire, ne pouvait que laisser une empreinte profonde [...] sur les populations ». De fait, la Syrie est et se veut arabe de langue et de culture, de sentiment et de comportement ; de race aussi, dans la mesure où les populations d'autre souche qui cohabitaient sur son territoire avant le VII^e^ siècle ou qui sont venues s'y établir par la suite, numériquement faibles et géographiquement dispersées, ont été la plupart du temps assimilées à la majorité. La présenter, à l'instar de beaucoup, comme une mosaïque d'ethnies est donc sans doute quelque peu excessif.

Mais il est vrai d'abord que bien peu, parmi les Arabes qu'on y rencontre sont de race pure, sauf dans le cas des nomades de l'Est, qui représenteraient le type le plus proche de celui des tribus primitives du Hedjaz, et dans certaines campagnes chez les bédouins sédentarisés (qui ont conservé le costume et les traditions de leurs ancêtres), ou dans le Hauran. Ailleurs, les brassages ont été bien entendu innombrables. Des Maghrébins sont venus quelquefois colorer de leur touche particulière la palette arabe de Syrie : des Algériens sous la conduite d'Abdelkader, à la suite de l'annexion de leur pays par la France (4), des Tunisiens et des Marocains

(3) *L'évolution politique de la Syrie sous mandat*, Paris 1928, p. 20.

(4) Le général Abdel Rahman Khleifaoui, à plusieurs reprises président du Conseil sous le général Assad, est par exemple d'origine algérienne.



Les minorités ethniques en Syrie

Institut kurde de Paris

fuyant le protectorat, des Tripolitains après l'occupation de la Libye par l'Italie... Et, parmi les Arabes des villes, de nombreuses familles sont d'origine allogène, bien qu'elles soient aujourd'hui parfaitement arabisées, de sorte qu'on les offenserait beaucoup si l'on faisait allusion devant leurs membres à leur extraction : turkmène par exemple (pour plusieurs notables de Homs), kurde (les Barazi de Hama, riches et influents ; les Mardam de Damas, qui ont donné au pays plusieurs hommes politiques de valeur et un poète arabe contemporain très connu), ou turque (l'ancienne classe latifundiaire d'Alep, ou les Azem de Hama et de Damas)... Une enquête intéressante pourrait être ainsi menée au niveau des promoteurs et des leaders du courant nationaliste arabe en Syrie : elle montrerait que beaucoup appartenaient à des milieux qui n'étaient arabisés que depuis quelques générations.

Si les Arabes dominent, des minorités n'en subsistent pas moins d'ailleurs, dont tous les éléments sont loin d'avoir été parfaitement intégrés et dont le persistant particularisme pose à l'Etat quelques problèmes. Elles représentent à peu près 13 % de la population totale actuelle et sont formées de groupes humains arrivés postérieurement à la conquête arabe et souvent à l'époque ottomane, quand la Syrie était pour l'empire un véritable dépotoir, soit que la Porte y envoyât les sujets musulmans de possessions que des Etats chrétiens lui avaient arrachées (Tcherkesses des Balkans, musulmans de Crète, Albanais...), soit qu'il s'agît de gens chassés de Turquie, de manière à renforcer l'homogénéité ethnique de l'Anatolie au détriment de la cohésion des provinces arabes (Kurdes, Turkmènes, Arméniens...).

Peuple guerrier et pastoral de souche indo-européenne, les *Kurdes* (5), au nombre d'environ 300 000, sont arrivés en Syrie en plusieurs vagues successives, dont la plus ancienne remonterait aux XI^e^-XIII^e^ siècles, sous les Atabegs et les Ayyoubides. Mais le mouvement devait continuer au XV^e^ siècle vers les plaines fertiles de la Syrie centrale, puis sous l'Empire ottoman, encouragé par les autorités, pour se poursuivre sous la forme d'une infiltration lente mais continue au lendemain de la Première Guerre mondiale et depuis, en liaison notamment avec les persécutions dont les Kurdes ont eu à souffrir

(5) Voir notamment Messoud Fany : *La nation kurde et son évolution sociale*, Paris, 1933 ; L. Rambout : *Les Kurdes et le droit*, Paris, 1947 ; P. Rondot : « Les Kurdes de Syrie », dans *France-Méditerranée et Afrique*, 1939, p. 91.

en Irak et en Turquie. Leur degré d'intégration varie selon la date de leur implantation dans le pays. Ceux qui y sont établis depuis des siècles se sont en général arabisés, alors que les derniers venus ont conservé intact l'usage de leurs coutumes et de leur langue, apparentée à l'iranien. 80 % de la communauté vit dans le Nord, tout au long de la frontière turque : dans le Djebel Akrâd (la « montagne kurde ») entre Alep et Lattaquié, où ils sont entièrement sédentarisés et où la petite propriété domine ; au nord d'Alep, dans la région d'Aafrine, Aazaz et Djerablous, plateau steppique assez ingrat, où ils mènent une existence semi-sédentaire et se sont largement mêlés à la population arabe (les villages portent ici des noms turcs, mais on y parle arabe, on chante en kurde et l'on s'habille en bédouin...) ; et en haute Djéziré, où l'organisation tribale est encore la règle (les tribus sont parfois à cheval sur la frontière) et où la culture du riz repose en grande partie sur eux (6). Ruraux à 86 %, on en rencontre cependant aussi quelques milliers en Alep et 30 000 à Damas, sur les pentes du Djebel Qassioun : mieux assimilés dans ce cas que les autres, ils sont alors commerçants ou fonctionnaires et jouent un rôle non négligeable dans la vie politique et administrative. Ils pratiquent l'islam sunnite et leur présence n'a jamais pris la forme jusqu'à présent d'une revendication autonomiste comme en Irak ou d'une opposition chronique au pouvoir comme en Turquie ou en Iran (7).

Estimés à 130 000, les *Arméniens* forment un autre groupement, déjà moins important, d'origine aryenne. Organisés en communauté chrétienne indépendante dès le V^e^ siècle, ils étaient répartis dans le passé entre la Cilicie, l'Anatolie orientale et les montagnes qui formeront plus tard l'Arménie soviétique, jusqu'à ce que les sanglantes persécutions dont ils furent l'objet dès la fin du XIX^e^ siècle de la part des Ottomans, ne marquent pour eux le début d'un douloureux exode. Pendant la Première Guerre mondiale, de nombreuses familles sont ainsi déportées en Syrie : elles n'échapperont souvent au mauvais traitement des Turcs que pour succomber sous l'épée des bédouins pillards. Mais c'est surtout au lendemain de la guerre — et jusqu'en 1929 — qu'à la suite du massacre perpétré par le nouveau régime d'Ankara, le grand départ s'orga-

(6) Voir R. Montagne : « Quelques aspects du peuplement de la haute Djéziré », dans le *Bulletin d'études orientales de l'Institut français de Damas*, 1932, tome II.

(7) Le gouvernement les tient cependant en suspicion et il est arrivé dans un passé récent encore (en particulier sous la R.A.U.) qu'ils fassent l'objet de mesures discriminatoires ou répressives de la part des autorités.

nise. Il a lieu principalement vers la Syrie et le Liban où, avec l'aide des organisations internationales et de la France, des dizaines de milliers de réfugiés affluent. Plusieurs repartiront vers l'Europe, les Etats-Unis, l'Amérique du Sud ; mais beaucoup aussi resteront. Artisans et commerçants pour la plupart, ils s'installent dans les villes, où ils concurrencent la main-d'œuvre locale et provoquent un effondrement des salaires, au moment même où, du fait de la crise économique, il n'y a plus assez de travail pour tout le monde. Aussi les frictions sont-elles multiples au départ avec la population locale, qu'inquiète en outre l'arrivée de ce groupe compact d'allogènes toujours très solidaires entre eux. De plus, lors de l'insurrection syrienne de 1925, beaucoup sont contraints de s'enrôler dans l'armée française et participent à la répression. Depuis, les Arméniens se sont intégrés. Mais, chrétiens de rite orthodoxe ou latin selon les cas, ils ont conservé leur langue et leurs traditions (à l'exception d'une minorité arabophone totalement assimilée) et les efforts pour essayer de les orienter vers l'agriculture ont en général échoué : ils restent artisans par vocation (malgré quelques exemples de réussite sociale brillante) et les métiers de tailleur et de cordonnier leur appartiennent presque tous. On en rencontre sur l'ensemble du territoire : mais c'est en Alep que leur communauté est la plus nombreuse et socialement la plus importante.

Entre les *Turcs* et les *Turkmènes,* la principale différence est d'ordre linguistique. Les seconds parlent un vieux turc mélangé d'arabe et sont un rameau détaché de la branche turco-tartare actuellement fixée dans le Turkménistan soviétique, entre l'Amou-Daria et la Caspienne. Les premiers éléments se sont infiltrés en Syrie du Nord dès le XI^e^ siècle : mais c'est depuis la conquête ottomane que leurs tribus ont été systématiquement dirigées vers toutes les régions du pays pour en faciliter la colonisation. Au nombre d'environ 30 000, on en trouve surtout dans les régions de Homs et d'Alep et en haute Djéziré. Quant aux Turcs proprement dits, il en reste une dizaine de milliers dans la province de Lattaquié, en Alep et dans le secteur de Djerablous.

Les *Assyriens* habitaient, avant la Première Guerre mondiale, en Turquie, en Iran et même en Russie. D'origine araméenne, ils s'étaient constitués dès le VI^e^ siècle en Eglise indépendante, dite nestorienne, et avaient eu maille à partir bien des fois avec les Turcs et les tribus kurdes voisines. Aussi les voit-on en 1915 prendre les armes contre les Turcs. Mais, abandonnés par leur allié russe, ils doivent fuir et par-

viennent au prix d'énormes pertes à se réfugier en Iran et en Irak, d'où leurs mauvais rapports avec les autorités de Bagdad les amènent à émigrer, à partir de 1933, vers la Djéziré sur les rives du Khabour. La France et la S.D.N. entérinent, en 1935, le fait accompli. Des terres leur sont concédées. Ils fondent des villages et sont, depuis, restés dans la région. Estimés à 15 000, ils ont conservé leur dialecte et en partie leur organisation sociale et renforcent par leur présence le vieux fond araméen, dont quelques traces affleurent par ailleurs dans le Djebel Qalamoun près de Damas.

Les *Tcherkesses* sont des Caucasiens qui ont émigré de Russie à différentes époques, en particulier sous les Mamelouks, puis sous les Ottomans, à la fin du XIX[e] siècle, pour s'établir dans les pays arabes (8). Musulmans sunnites, ils parlent, outre l'arabe, le circassien et restent attachés à leurs mœurs et à leur costume traditionnel. On en a recensé quelques milliers, dispersés dans le pays, près de Minbidj dans le Nord, dans les provinces de Homs et de Hama et surtout dans le Golan, qu'ils ont dû fuir depuis l'occupation israélienne, pour s'enrôler dans l'Administration et l'armée. Celle-ci compte d'ailleurs une brigade tcherkesse réputée. D'autres habitent la Jordanie.

Les *Juifs* ne seraient plus aujourd'hui que près de 4 500 et, s'il fallait en croire une certaine propagande, malmenés et menacés à tout instant d'extermination. Qu'en est-il en réalité ? Près de la moitié d'entre eux habitent Damas, dans la proximité des vieux quartiers chrétiens, et il est vrai qu'ils y sont pauvres en général, exerçant de petits métiers dédaignés par les musulmans, tels que ceux d'égoutier, de cireur, ou de chiffonnier — à moins qu'ils ne soient orfèvres ou dinandiers. Mais en Alep (où vit l'autre moitié), leur sort est souvent bien meilleur et l'on rencontre quelques gros commerçants dans leurs rangs. 6 à 7 % enfin sont établis en Djéziré. Pour ce qui est des « restrictions » dont ils sont l'objet, leur situation vaudrait d'être comparée à celle des Arabes vivant dans les territoires sous administration israélienne. La période 1947-1949 — marquée par un important exode de la communauté — mise à part, aucun mouvement d'hostilité n'a été constaté en direction des quartiers juifs lors des guerres successives entre Israël et la Syrie, même pas en octobre 1973 où, pourtant, le gouvernement de Tel-Aviv avait cru pouvoir ordonner impu-

(8) Voir M. Proux : « Les Tcherkesses », dans *France-Méditerranée et Afrique*, 1938, fasc. 4.

nément le bombardement des principales agglomérations du pays (9).

Quant à la population européenne, il ne vaut pas la peine d'en parler : elle a toujours été beaucoup moins nombreuse ici qu'au Maghreb, faute d'une colonisation terrienne équivalente à celle qu'ont connue les pays d'Afrique du Nord. Les Français établis en Syrie ne dépassent pas actuellement le millier.

Les races qui cohabitent dans ce pays sont donc toutes orientales même si, ici et là, dans la montagne côtière notamment, des mèches blondes et des prunelles bleues rappellent avec insistance le passage des Croisés... Elles sont nombreuses, on vient de le voir, mais on aurait tort de leur accorder trop d'importance et l'on ne peut parler à leur propos, comme en Europe par exemple, de nationalités. Car les seuls regroupements conséquents, les solidarités, les affinités les plus fortes sont ici d'un autre type : ce sont celles que fonde l'appartenance religieuse. Elles pèsent en Syrie d'un poids très lourd. Il est temps par conséquent d'en parler.

2. *La confession*

Le problème confessionnel ne s'est jamais posé en Syrie de façon aussi aiguë qu'au Liban, sans doute parce que les rapports de force n'y sont pas du tout les mêmes. Nettement minoritaires en effet, les chrétiens ne peuvent prétendre jouer dans ce pays un rôle aussi important qu'au Liban, où ils représentent la moitié de la population. D'autant plus que les maronites, qui en sont là-bas l'aile marchante la plus nombreuse, engagée et militante, ne sont, de ce côté-ci de la montagne, qu'une poignée. Et, chez les musulmans, le sunnisme rallie confortablement à ses règles la grande masse des croyants, au lieu qu'au Liban (et en Irak) le chiisme, désormais semble-t-il en première position, les lui dispute.

Mais pour assuré qu'il soit, le courant dominant n'en a pas moins ses susceptibilités. Les villes syriennes ont bien des fois été le théâtre, et tout récemment encore, d'incidents sanglants, dont la défense de l'orthodoxie musulmane avait fourni le prétexte. La politique syrienne, à tout instant, peut être amenée à buter sur des considérations d'ordre religieux. Et les différentes communautés, même lorsqu'elles sont infi-

(9) Le général Assad aurait donné son accord, vers la fin de l'été 1976, au départ des Juifs de Syrie, dont la plupart auraient depuis émigré vers Israël, l'Europe et l'Amérique latine. Voir les informations que donne à ce propos A. Kapéliouk dans *Le Monde diplomatique* de décembre 1976, p. 14.

mes, conservent toute leur vigueur parce que, comme le souligne Edmond Rabbath (10), « par suite des invasions qui ont déferlé [...] en laissant toujours des traces de races et d'idées, par suite aussi des visées politiques de certaines puissances et surtout des différences de religions et de l'antagonisme politique de l'islam et du christianisme, de tous temps, dès l'arrivée des Arabes, les gouvernants de la Syrie ont favorisé les autonomies particulières de ces différentes communautés ». Le statut personnel (mariage et divorce par exemple) continue ainsi à relever des tribunaux communautaires et les chefs religieux possèdent de larges pouvoirs, en matière d'organisation spirituelle, mais aussi dans des domaines tels que l'assistance et l'enseignement. Un tableau succinct des confessions s'impose donc.

Les *musulmans* sont l'écrasante majorité : 86 % de la population. D'obédience sunnite pour la plupart (82 % des fidèles, 70 % de la population), ils pratiquent les règles de l'islam orthodoxe, traditionnel, selon le rite hanéfite dans les villes (où il a été répandu par les Turcs), chaféite dans les campagnes et malékite dans quelques rares villages (tels que Douma dans la *Ghoûta* de Damas). Mais leur prépondérance n'exclut pas la présence de sectes, pendant longtemps persécutées : car c'est entre musulmans que les conflits confessionnels ont revêtu dans le passé, en Syrie, le plus d'acuité et non pas, comme on pourrait le penser à l'exemple du Liban, entre chrétiens et musulmans.

Les *alaouites* (ou *Noçairis*, selon l'appellation antérieure au mandat) sont la principale de ces sectes — et d'ailleurs celle qui pose le plus de problèmes : 500 000 adeptes environ, soit 13 % des musulmans et 11 % de la population totale (11). Leurs convictions religieuses procèdent de la prédication d'Ibn Noçaïr (la seconde moitié du IX[e] siècle) et dérivent de l'ismaélisme et par conséquent, comme lui, du chiisme, auquel elles s'apparentent (les alaouites sont quelquefois qualifiés de « chiites initiatiques extrémistes »), tout en s'en distinguant par certains aspects syncrétiques avec le christianisme (des traces de trinitarisme dans la doctrine, mais aussi divers emprunts aux rites de l'Eglise, pour la célébration du pain et du vin par exemple). Aussi, les alaouites devaient-ils faire l'objet, à partir des années 1920 et à la faveur du détachement

(10) *Op. cit.*, p. 14.

(11) Voir notamment Mounir al-Charif : *Les Alaouites : qui sont-ils ? Où sont-ils ?* (en arabe), Damas, 1946 ; J. Weulersse : *Le pays des Alaouites*, Tours, 1940.

de leur région du reste de la Syrie, de tentatives de conversion répétées au catholicisme, menées aux environs de Safita par les sœurs indigènes des Saints-Cœurs (patronnées et spirituellement dirigées par les jésuites). L'entreprise n'aura pas beaucoup de succès, sauf au niveau de quelques dizaines de postulants qui avaient espéré pouvoir échapper par là à la misère et à la servitude dans lesquelles ils végétaient (12). La secte avait dû d'ailleurs, dans le passé, farouchement combattre pour sa survie, contre les druzes, les ismaélites et les maîtres sunnites du pays ; et l'Histoire a laissé le souvenir de quelques sauvages pogroms (20 000 alaouites égorgés dans leurs villages en 1317 par exemple). Sous les Ottomans, leur situation s'était un peu améliorée ; davantage encore sous le mandat ; et, à la Libération, leur chef Sleiman Morched, capturé et pendu au terme d'une rapide expédition militaire organisée par le gouvernement syrien, semble avoir eu quelques sympathies pour Abdallah de Jordanie. La communauté est essentiellement rurale et en général plus pauvre et moins instruite que la moyenne des Syriens. Elle vit concentrée sur la côte et dans la montagne qui la surplombe, en tribus fortement organisées et disciplinées (les Haddâdine, les Matâoura, le Khayyâtine, les Kalbiyé...) sous la conduite de chefs héréditaires. Mais un certain nombre de ses membres ont essaimé depuis le départ des Turcs vers le Liban-Nord (dans l'Akkar, à Tripoli) et surtout vers les principales villes de Syrie, et fourni à l'armée et au parti Ba'th quelques-uns de leurs leaders : on en reparlera.

Beaucoup moins nombreux et issus eux-aussi du chiisme, les *ismaélites* (environ 50 000, 1,3 % des musulmans) forment, comme les druzes et les alaouites, une congrégation politico-religieuse qui a dû lutter pour subsister. Leurs guerres contre les Croisés (13), les Ayyoubides, les Mamelouks et les Ottomans remplissent une bonne partie des vieilles chroniques syriennes, pour ne pas parler de leurs affrontements fréquents avec leurs frères, ennemis et voisins alaouites. Leur doctrine est aussi secrète que la leur et la plupart des adeptes n'en connaissent que l'aspect le plus extérieur, l'obéissance absolue à leur imam, l'Aga-Khan. Peuple de paysans incultes groupés sous la houlette de seigneurs féodaux encore influents (les Tamer, les Mirza...), ils habitent sur la côte, autour de Banyas et de Tartous, à

(12) Voir à ce propos les rapports de la France à la S.D.N. pour la période 1930-1932 ; et L. Jalabert : *Syrie et Liban : réussite française ?*, Paris, 1934.

(13) Rachid eddine Sinan, le « vieux de la montagne » des récits francs, était leur chef.

Massyaf dans la montagne et, surtout, à l'est de Hama, dans le *caza* de Salamiyé, qu'ils considèrent comme leur berceau, encore qu'ils en aient été chassés par Baïbars en 1273, pour n'y revenir qu'au XIX^e siècle sous le sultan Abdul-Mejid.

Les *chiites* sont difficiles à dénombrer, car « la dissimulation par prudence » (la *taqyya*), est devenue l'un des préceptes essentiels des religions issues de la Chi'a et décimées pendant des siècles par la répression, sous les Omeyyades, les Abbassides, les Ayyoubides et les Mamelouks. Aussi, les voit-on, à partir de 1936, demander avec insistance la suppression, à côté du qualificatif de « musulman », de la mention « chiite » sur leur carte d'identité. Le gros de la communauté ne vit pas en tout cas en Syrie, mais en Iran, en Irak, au Liban et même au Yémen (où ils portent le nom de zéïdites). Ils ne seraient, ici, que 20 000 à 30 000, dispersés, qui plus est, dans la province d'Alep (où plusieurs villages entiers sont chiites dans les *cazas* d'Aazaz et d'Idlib), le long de l'Euphrate, et à Damas. Ils ne pèsent donc pas d'un poids particulier dans ce pays. On n'ignore pas ce qui fait, au sein de l'islam, leur spécificité : le chiisme n'était à l'origine qu'un parti qui revendiquait, face à d'autres prétendants, le khalifat pour les descendants d'Ali ; mais il est devenu par la suite une secte, dont le principe est la croyance en la vertu des imams issus de la maison du gendre du Prophète, infaillibles et sans péchés, porteurs de la lumière divine et investis du soin d'achever la mission de Mohamed.

Faut-il renvoyer à Gérard de Nerval pour mieux connaître les *druzes ?* Initiatique et mystérieuse, leur foi prétend opérer, entre différentes religions, une sorte de syncrétisme, en empruntant aux unes et aux autres ses éléments : à l'islam dont elle procède, mais aussi au christianisme, au culte de Zoroastre, à l'hindouisme. Son origine remonte aux extravagances du khalife fatimide Hakim, au X^e siècle : mais c'est à la prédication de Hamza Ibn Ali et d'Ismaël al-Darazi qu'elle doit de s'être rapidement répandue hors d'Egypte, sur les hauteurs du Liban-Sud, à Safed et au Mont-Carmel en Palestine, dans le Hermon et dans la région d'Alep. La communauté reste d'ailleurs dispersée aujourd'hui entre Israël, le Liban et la Syrie. Mais l'implantation du gros des druzes de Syrie (180 000 environ, soit un peu moins de 3 % de la population) dans le Hauran et dans la montagne qui porte leur nom, au sud du pays, est assez tardive et remonte à la fin du XVII^e siècle où, en 1685, 1 500 druzes du Liban conduits par leur émir Alam eddine el-Maan sont venus s'installer dans la région après en avoir chassé les bédouins à demi sédentarisés qui l'occu-

paient. Au début du XVIII[e] siècle, un autre contingent descend d'Alep. Le but de ces migrations est d'ordre surtout économique. Il s'agit pour les druzes d'en finir avec le métier d'ouvrier agricole et de métayer sur les terres des féodaux sunnites, pour devenir eux-mêmes propriétaires dans une contrée dont ils seraient les maîtres. L'occupation égyptienne provoque, entre 1831 et 1840, de nouvelles arrivées : les druzes fuient cette fois la conscription. Enfin, à partir de 1860, un dernier exode se produit, dû aux troubles qui les affrontent aux maronites dans la montagne libanaise. La terre qu'ils ont choisie est pourtant ingrate et l'habitat s'y cristallise dans les vallons et les cuvettes où la roche désagrégée permet l'exploitation du sol (14). Mais ils s'en expatrient rarement et vivent accrochés à leurs rochers en communautés de familles, dont chacune obéit à un chef héréditaire. Les Attrache, puissants et nombreux, donnent à la communauté son émir et dominent à Soueïda et à Salkhad, mais les Amer à Chabha, les Halabi à Saoura, ou les Houdjari et les Hennaoui dans le domaine religieux, ne sont pas non plus sans influence. Peuple fier et viril, d'esprit grégaire et guerrier, possédant un sens très vif de l'honneur, ils sont farouchement attachés à leur autonomie et à leurs traditions et n'ont cessé de s'insurger chaque fois qu'ils estimaient avoir à les défendre : en 1925 encore, contre la France ; puis en 1947 et en 1954 contre le pouvoir établi à Damas — encouragés chaque fois, en sous-main, par les autorités d'Amman, trop heureuses de pouvoir s'en faire un moyen d'action à l'encontre de qui règne en Syrie (15).

Les *yézidis* enfin (3 000 à 6 000) ne méritent d'être signalés que pour le plaisir de l'ethnologue (16). A cheval sur la frontière d'Irak, où se situe d'ailleurs l'essentiel du Djebel Sindjâr qu'ils habitent, et de race kurde, leur surnom d'« adorateurs du diable » leur vient sans doute de ce qu'ils croient à la réhabilitation future de l'ange déchu. Mais ils craignent d'en prononcer le nom et tout mot qui pourrait y conduire

(14) La communauté druze de Syrie est rurale à 98 %.

(15) Sous le mandat déjà, Soltan Pacha el-Attrache avait trouvé refuge à Amman après la défaite infligée à ses hommes par les troupes françaises et des promesses de large autonomie avaient été faites à sa communauté par la Grande-Bretagne, pour le cas où les druzes en viendraient à se placer sous sa protection. En 1947, puis en 1954, la manœuvre recommence, orchestrée cette fois par le roi de Jordanie. En 1966, c'est encore à Amman qu'iront trouver asile les putschistes malchanceux de Soueïda (voir *infra* [p. 204]) : mais en 1976 l'alliance du roi Hussein permettra au général Assad d'affronter plus aisément au Liban le druze Kamal Joumblatt. Sur l'ensemble de la question, cf. notamment : H. Blanc : « Druze particularism: modern aspects of an old problem », in *Middle-East Affairs*, novembre 1952, p. 315 ; N. Bouron : *Les Druzes*, Paris, 1930 ; J. Mascle : *Le Djebel Druze*, Beyrouth, 1944.

est prohibé de leur langage. Prêchée par Cheikh Adi au XI[e] siècle, leur religion ne présente plus guère d'analogie avec l'islam, mais on y trouve nombre de survivances d'antiques cultes orientaux, tels que le mazdéisme ou le manichéisme. Vivant dans des conditions économiques précaires, l'usage de l'écriture et de la lecture leur est interdit par leurs chefs. Ils ont horreur du bleu.

Quant aux *chrétiens*, leur part dans la population syrienne (600 000 à 700 000 : 13 %) aurait plutôt tendance à décroître en raison de leur niveau socio-culturel en général plus élevé — d'où procède un taux de natalité plus faible — et de l'émigration. Plus précocement ouverts aux incitations venues d'Occident et accessibles plus tôt aux idées nouvelles, nombre d'entre eux ont figuré parmi les protagonistes et les doctrinaires du nationalisme syrien. Ils ont été amenés, du fait de leur éducation et de leur dynamisme, à jouer un rôle économique et social hors de proportion avec leurs effectifs. Aussi, les mesures de nationalisation et de réforme agraire les ont-elles proportionnellement plus touchés que les musulmans. La plupart d'entre eux habitent les grandes villes, à commencer par Alep (17). Mais on en rencontre aussi à la campagne et il s'agit alors de gens moins évolués et moins occidentalisés, établis en particulier dans la montagne côtière, au voisinage des alaouites, et dans la Djéziré, où ils ont été attirés depuis la guerre par les terres vierges à cultiver.

75 % d'entre eux sont de rite orthodoxe. Parmi eux, les Grecs orthodoxes dominent (alors qu'ils n'arrivent au Liban qu'en seconde position après les maronites). Ils représentent l'élément le plus ancien dans le pays. Arabes, ils suivent la liturgie grecque héritée de Byzance, leur Eglise est indépendante et le patriarche d'Antioche en est le chef. Les Arméniens grégoriens forment l'autre communauté orthodoxe importante (environ 120 000 personnes). Bien moins nombreux, les Syriens jacobites (environ 50 000) se réclament de l'ancienne chrétienté araméenne de Syrie et leur langue liturgique est le syriaque : d'abord agriculteurs, beaucoup ont quitté la région de Homs où ils se trouvaient, pour la Djéziré.

Les catholiques sont éparpillés en une poussière de communautés, dont la plus conséquente est celle des Grecs catholiques ou melkites (60 000 environ), centrés sur Damas. Comme

(16) Voir R. Lescot : « Enquête sur les Yézidis de Syrie et du Djebel Sindjâr », *Mémoires de l'Institut français de Damas*, tome V, 1938.

(17) Environ 30 % des chrétiens de Syrie habitent la province d'Alep.

les Grecs orthodoxes, ils pratiquent la liturgie byzantine, célébrée en grec et en arabe, mais ils sont unis à Rome depuis le XVII[e] siècle. Les Syriens catholiques (environ 20 000) sont d'anciens jacobites convertis depuis plus de trois siècles. Ils ont les mêmes rites que les orthodoxes, mais acceptent l'autorité du pape et dépendent d'un patriarche qui leur est propre à Antioche. La plupart sont citadins, surtout en Alep, mais quelques-uns ont émigré vers la Djéziré. Les maronites (environ 20 000 également), entièrement rattachés à Rome, sont les frères en religion de ceux du Liban. Leur liturgie est célébrée en arabe et en syriaque et ils vivent partie à la montagne, partie en ville, surtout dans le *mohafazat* de Lattaquié. Les latins (10 000 environ), pour la plupart Syriens convertis par les missionnaires, habitent principalement Alep. Les chaldéens (quelques milliers), unis à Rome depuis le XIII[e] siècle et principalement citadins (Alep), ne sont qu'une fraction de l'Eglise de Mésopotamie, pour l'essentiel irakienne. Quant aux Arméniens, une petite partie d'entre eux sont catholiques.

Les nestoriens ne sont rien autre que les Assyriens dont on a parlé plus haut : tous villageois, leur Eglise est indépendante et ne reconnaît pas l'autorité du pape.

Enfin, 15 000 à 20 000 Syriens sont protestants, parmi lesquels beaucoup sont d'anciens orthodoxes convertis par des missionnaires américains, anglais, irlandais, danois et français, qui ont profité de l'influence que leur ouvraient leurs écoles et leurs hôpitaux pour faire des adeptes. Mais une partie de la communauté est formée d'immigrants venus d'Alexandrette après la perte de cette province. Plusieurs sont arméniens. Ils prospèrent surtout dans les régions d'Alep et de Lattaquié.

Le tableau est donc, on le voit, des plus variés. Il doit être complété par l'étude d'une troisième espèce de clivage : celui qui oppose, aux confins orientaux du pays, les nomades aux sédentaires.

3. *Le genre de vie*

Les tribus arabes nomades à cheval sur le Nedj, l'Irak, la Jordanie et la Syrie, se livrent depuis des siècles à des mouvements périodiques, qui les ont amenées, à différentes époques à s'infiltrer vers le couchant en direction du « Croissant fertile » syrien. Il s'agissait le plus souvent de petits groupes venus rejoindre certains des leurs, émigrés auparavant ; mais aussi, dans quelques cas, de déplacements plus massifs, provoqués par des événements exceptionnels et affec-

tant la totalité d'un clan ou d'une tribu : les Anezé par exemple, venus du Nedj s'établir dans le désert de Syrie, à la fin du XVIII[e] siècle avec leurs 20 000 tentes ou les Chammar, arrivés au lendemain de la Première Guerre mondiale, chassés par l'avance des partisans d'Ibn Séoud, auxquels de violents combats les avaient opposés plus au sud.

Une importante population de bédouins habitent ainsi la Syrie (18), dont la présence ne pouvait manquer de se révéler préoccupante à partir du moment où le pays entendait s'ériger en Etat moderne, dans des frontières précisément fixées. Car, pour ces gens, les frontières n'existent pas et leur domaine est fluctuant : il s'étend à l'ensemble des steppes de l'intérieur ; mais il en déborde aussi parfois au gré de leurs entreprises ; et la division du pays en *Bâdiet*, où s'étendrait leur règne, et *Maamura*, région sédentaire à l'ouest, résulte d'un acte administratif sans grande portée, puisque les nomades pénètrent régulièrement dans la seconde pour y estiver...

En outre, il n'existe pas entre l'état de nomade et la sédentarité vers laquelle tendent les bédouins, de séparation tranchée, mais au contraire, comme l'écrit Victor Müller (19), « une graduation complète comportant des nuances infinies ». Seules les tribus chamelières, en déclin, correspondent à l'image traditionnelle du grand nomade, noble et guerrier, pillard et n'écoutant, sur les vastes espaces où ses chevauchées le conduisent, que son audace et la voix de son chef. Ainsi, les Chammar passent l'été entre le Hauran et Qalamoun et s'enfoncent, pendant l'hiver, dans le Hamâd jusqu'en Arabie ; les Anezé estivent entre l'Euphrate et Palmyre pour descendre ensuite vers l'Irak ; les Ubayd ou les Bani Khaled. Ces grands nomades méprisent les tribus moutonnières (les Maouâli, les Hadidiyyine...) avec lesquelles la transition déjà s'amorce. L'amplitude de la transhumance de ces derniers diminue dans l'espace et dans le temps : parties vers la fin de l'automne, elles reviennent, dès le printemps, à leur point d'attache et possèdent aussi quelques terrains qu'elles cultivent. A la limite, des tribus semi-sédentaires à très faible

(18) On ne les confondra pas avec les Nouar, bohémiens de langue suidienne, que les Arabes appellent *Zott*, *Ghadjar*, *Djeidi* (vagabonds) ou *Kharbâte* (par allusion aux tziganes des Carpathes) et qui, au nombre de quelques milliers, viendraient de l'Inde et campent aujourd'hui dans l'entourage des grandes villes ou nomadisent à la recherche d'un travail agricole. Ils ont laissé leur nom à un quartier de Damas, Al-Zott, considéré comme celui des gens vils et de basse extraction.

(19) *En Syrie avec les Bédouins*, E. Leroux éd., Paris, 1931, p. 109.

transhumance (les Djebbour, les Ogueidat, les Baggara...) préparent le passage à la situation de paysan : elles élèvent encore le mouton, mais l'agriculture leur fournit l'essentiel de leurs ressources ; autour des tentes, des enclos surgissent et bientôt naissent des villages.

Impossible dans ces conditions, bien sûr, de prétendre à un recensement précis : selon l'estimation des services des Nations Unies, les nomades seraient environ 340 000 en Syrie, contre 50 000 en Jordanie, 200 000 à 400 000 en Irak et 600 000 à 2 millions en Arabie Saoudite... Mais l'importance des bédouins ne se mesure pas à leur nombre (il diminue), ni à leur influence politique (elle régresse). Elle tient aux valeurs qu'ils incarnent et dont la société arabe, qu'elle le veuille ou non, reste encore imprégnée — à la force, en somme, d'un « mythe bédouin » diffus et à la survivance, estompée, d'un système de pensée aux antipodes de notre civilisation technique. Du même coup, ils ne peuvent manquer de poser, à une société en voie d'intégration et de progrès, nombre d'épineux problèmes. Problèmes d'ordre politique et administratif, par le ferment d'anarchie qu'ils représentent : comment les obliger à accepter une autorité autre que celle de leurs chefs traditionnels, à renoncer au port des armes, à remplir comme les autres citoyens devoir fiscal et service militaire, à respecter des frontières d'Etat qu'ils n'ont jamais connues ? Problèmes économiques aussi : car le nomadisme contribue fortement à l'érosion et à la dégradation de la couverture végétale et, si l'on prétend fixer les bédouins, encore faut-il leur donner des moyens de subsistance nouveaux et leur dispenser la formation qui leur permette de s'en accommoder. Problèmes financiers enfin : par la mise sur pied et l'entretien des services chargés de s'occuper d'eux et de diriger le processus de leur intégration ; et à cause de l'amoindrissement de ressources que les changements subis leur imposent (à commencer par l'interdiction des razzias et le remplacement du chameau par le camion comme moyen de transport).

Aussi, les bédouins avaient-ils fait l'objet, dès le mandat, d'une réglementation particulière, tenant compte de la spécificité de leurs coutumes ; gérées par un service idoine, le Contrôle bédouin, les tribus étaient placées sous la responsabilité directe des autorités françaises, les cheikhs étaient nommés par le haut-commissaire et des officiers du Service des renseignements placés auprès d'eux en qualité de conseillers. Depuis l'indépendance, une Direction générale des tribus a succédé, auprès du ministre de l'Intérieur, au Contrôle bédouin et des directeurs régionaux des tribus ont remplacé

in loco les officiers français. Surtout, outre un certain nombre de mesures d'ordre fiscal, administratif, judiciaire et policier, le gouvernement s'est préoccupé d'amorcer la sédentarisation, grâce notamment à des distributions de terres. Mais l'objectif n'est pas facile à atteindre : car pour les bédouins le nomadisme est une garantie d'indépendance à laquelle ils renoncent mal ; et des erreurs ont été commises au départ, comme de laisser les chefs de tribu se constituer de vastes domaines gérés par leurs clients, de sorte que le régime latifundiaire se trouvait aggravé au moment où l'on aurait voulu par ailleurs le combattre (20)...

Voici donc le cadre dépeint : beau décor foisonnant et contrasté, où des pénombres traînent. Nés de lui, enfermés dans ses limites, des acteurs s'y agitent, que de chatoyantes parures habillent. Derrière le masque, qui sont-ils ? Quels sont leurs rôles ? Et comment s'ordonne le jeu ?

Institut kurde de Paris

(20) La sédentarisation ne peut être de toute façon que très progressive et les structures et traditions bédouines peuvent lui survivre longtemps au niveau des populations qu'on est parvenu à fixer. A Deir-ez-Zor par exemple, qui s'est formée essentiellement à partir de l'apport en hommes des déserts environnants, la subdivision de la ville en quartiers correspond en partie encore à d'anciens clivages tribaux. Sur la question, voir en particulier M. Awad : *La sédentarisation des tribus nomades et semi-nomades du Moyen-Orient*, Genève, 1959.

DEUXIEME PARTIE

LES PROTAGONISTES

Institut kurde de Paris

Institut kurde de Paris

Déroutante et mystérieuse, la politique syrienne se dérobe et glisse entre les doigts de qui prétend la saisir. Schismes et intrigues, retournements brutaux d'alliances, évolutions contre-nature, alchimies de sérail, un certain byzantinisme la caractérise. Le flou domine. L'imprévisible. Et quand on croit en avoir enfin forcé les portes, de vastes zones d'obscurité subsistent, on s'en aperçoit vite : d'inviolables sanctuaires, auxquels seuls les maîtres du culte ont accès...

Il existe pourtant un moyen d'en venir à bout : et c'est de l'aborder nu, dépouillé des critères et des réflexes d'Occident, avec en main les clefs que seule une analyse des réalités sociales du pays peut fournir. Des conflits de forces et de classes apparaissent alors, dont l'embrasement éclaire jusque dans ses détails la lutte pour le pouvoir. Leur origine est double.

Elle tient d'abord au caractère fragmentaire, pulvérisé, de la société syrienne. L'analyse des divisions d'ordre ethnique, confessionnel, écologique qui la travaillent, en a fourni plus haut l'illustration. Mais il en est d'autres. Et la persistante vitalité de particularismes de micro-groupes (familles et clans, clientèles, quartiers, coteries, associations secrètes...) intervient aussi : survivance d'archaïsmes vigoureux, elle entretient des allégeances qui, en interférant avec de plus modernes appartenances (celles dont il sera question dans les pages qui suivent), démultiplient les rapports et le jeu des partenaires sociaux en un système d'entre-croisements et de superpositions d'une extrême complexité.

Cette société, d'autre part, est en pleine transition. Péniblement, un ordre nouveau s'y prépare, qui voudrait rompre avec les contraintes nées du sous-développement et de l'asservissement à l'étranger. De profondes mutations, depuis la Première Guerre mondiale, sont en cours, rapides et convulsives. Et, entre les forces de conservation et les forces de progrès, un combat est engagé, que les secondes devraient remporter à la longue, mais qui parfois n'exclut pas dans

l'immédiat un regain des premières, dont l'acharnement à durer ne peut être sous-estimé. Un certain désordre en résulte, d'innombrables tensions et des péripéties qui ne surprendront qu'un observateur non averti.

L'étude des classes sociales, dans leur évolution, devrait permettre de mieux cerner ces quelques intuitions de départ. Quant aux partis et à l'armée, ils puisent dans ces classes leurs racines : leur description viendra ensuite. D'autres protagonistes mériteraient qu'on les dépeigne. Ils surgiront, par le biais, à partir de l'exposé des « grands rôles ».

Institut kurde de Paris

CHAPITRE I

LES CLASSES

A travers bien des nuances, le même schéma se retrouve presque partout dans le monde arabe, au moment où la colonisation européenne vient le frapper. Une situation de type féodal prévaut, où s'opposent quelques possédants et une masse de paysans analphabètes, exploités, écrasés de charges et de misère. Dans le modèle le plus primitif, comme au Yémen, par exemple, à l'époque de l'imam, la classe dirigeante est représentée par une aristocratie religieuse et foncière de type traditionnel, réseau de familles apparentées, qui dominent le pays. Mais, le plus souvent, un système déjà plus évolué l'emporte, dans lequel une bourgeoisie opulente et peu nombreuse (propriétaires de vastes domaines établis en ville et commerçants aisés) tient en main les affaires : au Maroc, en Egypte, en Irak...

Avec la colonisation, cette bourgeoisie s'étoffe et se diversifie. Tout y contribue : les réformes introduites, l'ouverture du marché, les progrès de l'instruction... Mais frustrée et dépouillée par l'occupant du rôle auquel elle pourrait prétendre, elle s'insurge bientôt et prend la tête du mouvement national. Les différentes couches qui la composent serrent les rangs et parfois cherchent, par un travail de propagande en profondeur, à se donner les assises populaires qui leur font défaut. L'indépendance est enfin arrachée.

Tout naturellement alors, la grande bourgeoisie terrienne et commerçante tend à se substituer au colonisateur. Elle confisque le secteur moderne établi par lui en ville et à la campagne, et s'enlise dans la conservation d'un *statu quo* qui lui profite. Mais, du même coup, l'alliance tactique qu'elle avait nouée, à l'époque héroïque, avec des éléments plus

modestes de la petite bourgeoisie socialisante et réformiste, ne tarde pas à se rompre.

Dans certains cas, la grande bourgeoisie parvient cependant à se maintenir au pouvoir durablement comme au Maroc ou en Tunisie. Dans d'autres, les classes moyennes, avec l'appui de l'armée et des couches populaires, réussissent au contraire à l'en chasser. Des régimes plus radicaux s'installent : nationalistes et « progressistes », ils prétendent parfaire la libération du pays et réaliser la réforme agraire, les nationalisations, le décollage économique que les gouvernants d'hier n'avaient pas su vouloir.

Ont-ils pourtant, mieux que ceux-là, réussi ? Il ne le semble pas. Bureaucratique et militaire, la nouvelle classe dirigeante n'est que très rarement arrivée, jusqu'à présent, à renverser les obstacles accumulés sur la voie de l'édification d'un Etat moderne affranchi. Impuissante à mobiliser les masses et à engager vraiment les transformations décisives qui s'imposeraient, elle finit par donner à son tour l'image du népotisme et de la corruption et par s'engluer dans la défense stérile de ses privilèges. Un nouveau conservatisme s'installe, d'autant plus insidieux et pervers que les profiteurs de tous bords qu'il accueille et favorise évoluent masqués sous les attributs du socialisme. Est-ce un retour au passé ? Pourtant le contexte n'est plus le même. Les réformes opérées l'ont bouleversé et les bénéficiaires de celles-ci accepteraient mal d'être lésés des fruits qu'ils en attendent. Une autre opposition surgit, qui exige pour l'avenir une plus authentique révolution. Deux voies, ainsi, s'offrent une fois encore : « libéralisation » ou surenchère à gauche, entre lesquelles il faut choisir.

La Syrie reproduit à sa manière ce schéma, non sans particularités, autour de deux traits dominants, qu'on ne peut manquer de souligner aussitôt (1).

Le premier n'est pas original — mais bien des tensions en résultent. Société rurale d'abord (par la structure de sa population et le poids de l'agriculture), le leadership y est urbain depuis toujours. Il le demeure encore, le régime ba'thiste, malgré quelques racines à la campagne, n'ayant pas réussi à intégrer les paysans au système. Il n'en est pas moins,

(1) Pour une interprétation de classe, intéressante, mais un peu trop systématique et parfois contestable, de l'histoire contemporaine de la Syrie, voir l'article de Burhan Ghalioun : « L'énigme syrienne », in *Politique aujourd'hui*, mai-juillet 1974. Voir aussi T. Foley : « Syria and the Middle-East », in *Political Affairs*, décembre 1968 ; et G. Chamy : « L'énigme syrienne », dans *Etudes méditerranéennes*, automne 1957, p. 47.

bien sûr, d'une nature profondément nouvelle. En brisant, par une plus large ouverture sociale et géographique, le plan local où s'ancrait l'influence de l'ancienne classe dirigeante (chefs de quartier, patriciens et prédicateurs d'Alep et de Damas), dont l'éventuelle autorité au sommet dépendait de la solidité de leurs positions à la périphérie et des clientèles, qu'à ce niveau, ils pouvaient manipuler, il a donné au pouvoir la dimension nationale qui lui faisait défaut et dont l'absence avait jusqu'alors entravé la construction de l'Etat.

L'autre trait est plus spécifique et fondamental : le pays a connu, très tôt, l'essor d'une classe de commerçants qui, en quelques générations, est parvenue à s'assurer le contrôle de la société. Noyau de la classe dirigeante, ces commerçants, dont la fortune était à cheval sur la terre et le négoce, ont conservé une influence politique que même le Ba'th n'a pu éliminer. Ils reprennent dans la conjoncture actuelle une importance croissante. Une attention particulière doit donc leur être consacrée.

Mais les rapports de classe en Syrie ne se résument évidemment pas à ces deux caractères et ils doivent être envisagés dans une perspective évolutive, en deux périodes.

1. *Le règne de la grande bourgeoisie*

Trois éléments principaux composent, sous le mandat, la bourgeoisie syrienne, dont l'élite — à moins qu'elle ne collabore — anime la résistance politique à l'occupation française.

Le premier est représenté par la grande bourgeoisie traditionnelle : notables de quartier, gros commerçants des souks et propriétaires fonciers de souche aristocratique. Les leaders du mouvement national en sont parfois issus. Pourtant, il s'agit d'une classe héritée du passé et dont le déclin est déjà amorcé.

Une grande bourgeoisie moderne, dynamique et de formation plus récente prend en effet son essor au même moment, à la faveur des progrès techniques, économiques et culturels du pays, du début de développement industriel et de l'extension d'activités nouvelles rémunératrices : le commerce d'import-export stimulé par l'élargissement du marché, le bâtiment, le textile, l'alimentation... Cette classe montante tire en outre sa force de son alliance avec les leaders traditionnels. La Seconde Guerre mondiale lui donne un autre coup de fouet. Elle s'enrichit encore, pendant les années difficiles, en accaparant quantité de denrées de première nécessité puis en profitant de l'expansion des échanges, après la

cessation des hostilités. Essentiellement citadine au départ et formée de négociants, de cadres, de hauts fonctionnaires et de membres des professions libérales, elle s'intromet cependant bientôt à la campagne, en y achetant des terres ou en se liant, par une habile politique de mariages, à la classe latifundiaire — jusqu'à se confondre avec elle...

Enfin, les classes moyennes, elles aussi, s'étoffent. Marchands, artisans, employés des services publics, enseignants, étudiants, petits propriétaires et tenanciers terriens surtout spécialisés dans la sériciculture et l'exploitation de vergers autour des villes (qui n'exigent ni de vastes surfaces ni beaucoup d'argent) voient s'accroître leur influence. La prédominance de types de production d'échelle réduite, le retard persistant de la croissance d'un grand capitalisme, la modernisation de l'appareil de l'Etat et les progrès de l'instruction expliquent la prolifération de cette bourgeoisie plus modeste que l'autre, mais envahissante. Presque exclusivement d'extraction urbaine (les classes rurales n'ont pas encore les moyens de financer l'éducation de leurs fils), elle est cependant peu homogène, dispersée et se cantonne d'abord dans une attitude de suivisme vis-à-vis de la grande bourgeoisie nationale, à laquelle elle apporte, dans sa lutte contre l'occupant, un appréciable renfort. Mais cette convergence n'est que provisoire et, dès 1936, où les perspectives de l'indépendance se précisent, attentisme et flottement entre la bourgeoisie dominante et les classes pauvres annoncent, du côté des classes moyennes, un renversement d'alliance.

La rupture est progressive et la grande bourgeoisie abandonne peu à peu, au fur et à mesure que s'approche le départ de la France, le leadership de la rue et des quartiers populaires, pour graviter autour du pouvoir puis, en 1946, s'y installer et mobiliser à son profit les terres, les sociétés commerciales, les banques, les fabriques. Les « grandes familles », les Atassi, les Azem, les Mardam, s'emparent alors de tous les rouages de commande et entreprennent de mettre l'Etat en coupe réglée. Pour elles, c'est l'apogée, mais aussi le commencement, rapide, de la chute.

2. *L'essor des classes moyennes*

La défaite en Palestine, dont les gouvernements sont rendus responsables par l'opinion, la corruption et le scandale, l'anarchie parlementaire, l'incapacité de la classe dirigeante à contrôler l'armée et les masses ou à entraîner la jeunesse, son échec à relever les défis posés par l'indépendance, pré-

parent, en effet, les conditions d'une relève. Handicapée par ses orientations mercantiles, elle se désintéresse de tout projet industriel ou d'infrastructure et se crispe sur la défense du *statu quo* qui garantit ses privilèges. Le changement s'amorce donc contre elle, catalysé par les premiers coups d'Etat militaires ; et les assauts répétés de la contestation qui déferle finiront par définitivement briser son empire au début des annnées 1960.

Parallèlement se poursuit l'inexorable ascension des classes moyennes. Elles s'organisent et cherchent à se doter d'instruments politiques qui leur soient propres. L'apparition de partis tels que le Ba'th illustre cet effort et cet élan. Les mutations dont l'armée est le siège les servent. Elles en entreprennent avec patience le noyautage et, au moment de s'emparer du pouvoir, le concours des militaires leur sera décisif. Renforcées par la montée, après la guerre, d'une classe rurale de moyens propriétaires, elles s'appuient enfin sur les masses déshéritées, dont elles utilisent l'appétit de progrès et de réformes pour s'imposer et engager les transformations que requiert le développement du pays. Ce faisant, elles reprennent à leur compte les traditions du mouvement national de libération — alors que la classe au pouvoir, menacée, y renonce quant à elle, et voit de plus en plus dans l'étranger (anglo-hachémite, américano-saoudite, égyptien...) le garant le plus sûr de l'ordre semi-féodal qui prévaut encore.

Mais l'hétérogénéité et les divisions des classes moyennes ne sont pas pour autant résorbées. Pendant un temps, la vieille classe en profite, en jouant sur elles, pour essayer de s'accrocher au pouvoir, puis d'y revenir. Elles alimenteront ensuite, au sein du régime établi par le Ba'th, nombre de tensions et de désordres et quelques changements d'équipe parfois sanglants.

Une nouvelle classe dirigeante s'est ainsi installée en Syrie. Issue principalement de la petite bourgeoisie et de la paysannerie moyenne, elle évolue actuellement à son tour vers une sorte de conservatisme fondé sur la défense des intérêts acquis. Elle cherche toujours à s'appuyer sur les masses, mais sans leur laisser l'initiative et sans les associer véritablement au pouvoir.

Un débordement, de ce côté, est-il possible ? S'il se produit jamais, la paysannerie n'en sera sans doute pas davantage ici qu'ailleurs, le moteur. Sans doute a-t-elle accédé à un niveau d'éveil supérieur au passé : autrefois certaines campagnes syriennes, plus turbulentes que d'autres, ont d'ailleurs été à la pointe de la revendication du progrès. Mais le

sort des paysans s'est amélioré dans les dernières années et ceci devrait contribuer à les attacher au régime. En réalité, seul un bilan de la réforme agraire, qui sera tenté plus tard (2), peut permettre, en l'occurrence, de risquer un jugement.

Le développement, tardif mais important, d'un prolétariat conséquent mérite au contraire de retenir l'attention. En 1913 la Syrie ne comptait encore que 20 000 à 30 000 ouvriers. Leur conscience de classe restait faible, du fait de leur nombre réduit et de leur isolement, jusqu'à ce que, sous le mandat, la consécration du droit syndical (reconnu en 1939 pour 47 professions) ne favorise, une maturation, en même temps que le début du mouvement d'industrialisation élargissait leurs rangs. Les chiffres officiels font état aujourd'hui de 100 000 travailleurs du secteur privé et de 60 000 employés des entreprises publiques. On mesure le chemin parcouru.

Cette classe est appelée à s'accroître plus vite encore dans les temps à venir, en raison de l'expansion indusrielle. Elle pèsera certainement d'un poids toujours plus marqué dans la vie du pays : le Ba'th, ou l'armée, en conservera-t-il toujours le contrôle ?

Le moment est d'ailleurs venu de traiter des forces politiques que le combat social a suscitées et qui le mènent sur le devant de la scène.

Institut kurde de Paris

(2) Voir p. 225 et ss.

CHAPITRE II

LES PARTIS

Selon Maurice Flory et Robert Mantran (1), les pays arabes seraient voués à subir le joug d'un parti dominant, qui exprimerait, par son monolithisme et son homogénéité, la cohésion profonde de la communauté des Croyants, l'*umma* (2).

La Syrie échappe, en tout cas, à ce modèle. Elle a commencé par connaître pendant plusieurs années un système de multipartisme particulièrement étalé (3). Et le parti dominant qui s'est installé au pouvoir depuis 1963, déchiré de tendances, est loin de refléter, c'est le moins qu'on puisse dire, une *umma* à laquelle il lui est arrivé au contraire assez souvent de s'affronter...

En réalité, deux générations de partis se sont jusqu'à présent disputé le pouvoir ici : des partis de notables et de clientèles, essentiellement sunnites, nés sous le mandat et dont les rejetons ont animé pendant un certain temps la vie parlementaire de la Syrie indépendante ; et de petits partis, plus modernes et plus durs, d'intellectuels, à vocation totalitaire et très ouverts aux minorités comme le Parti populaire syrien,

---

(1) *Les régimes politiques des pays arabes, op. cit., in fine,* p. 144 et ss. ss.

(2) Pour une critique du modèle « arabo-musulman » présenté par ces auteurs, voir notre étude : « Existe-t-il une spécificité du pouvoir dans les pays arabes ? » dans les *Mélanges Georges Burdeau* L.G.D.J., Paris, 1977.

(3) Voir à ce propos la Documentation française, *Articles et Documents,* n° 2046 du 20 décembre 1950 : « Les partis syriens » ; C. Chevalier : « Forces en présence dans la Syrie d'aujourd'hui », dans la revue *Orient,* n° 4, de 1957 ; A. el-Mendeh : *Les mouvements nationalistes arabes,* Bagdad, 1950 ; A. Moustapha : *Le développement des partis politiques en Syrie entre* 1936 *et* 1947, Paris, thèse, 1950 ; M. Rodinson : « Les partis politiques syriens », in *Moyen-Orient,* septembre 1950, p. 8.

le Parti communiste, le Ba'th... Les premiers ont disparu. Parmi les seconds, le dernier s'est imposé. On lui consacrera de plus substantiels développements.

1. *Les partis de notables*

Les sociétés secrètes, qui avaient animé la résistance à l'occupation turque, n'étaient que des clubs adaptés aux exigences de la lutte clandestine. Aussi, leurs responsables éprouvent-ils le besoin, à la fin de la guerre de 1914, de leur substituer des partis de rassemblement, qui puissent efficacement participer à l'organisation du nouvel Etat en gestation. Diverses formations émergent. Mais, plus que de partis modernes, il s'agit de vagues coalitions d'intérêts et de clientèles, agglutinées autour de personnalités influentes appartenant à des familles connues. Pendant une trentaine d'années, de schismes en réconciliations et d'osmoses en scissions, elles évolueront, dans le régime parlementaire, comme un poisson dans l'eau. Il faudra attendre les assauts successifs des militaires, impatientés, pour que leurs jeux soient perturbés, puis définitivement anéantis...

Les deux premiers partis à surgir, en 1918, sont le Parti de l'union syrienne (Al-Ittihâd) et le Parti de l'indépendance arabe (Al-Istiqlâl). Ce dernier, dont l'émir Fayçal est président d'honneur, domine l'éphémère royaume de Syrie. La plupart des anciens résistants s'y retrouvent. Les objectifs qu'il poursuit sont d'inspiration panarabe. Aussi, d'autres partis du même nom sont-ils fondés dans les pays voisins, entre lesquels la coordination restera symbolique... L'échec de Fayçal à Damas entraîne la fuite des responsables du mouvement ; son installation sur le trône d'Irak provoque une première scission entre partisans et adversaires d'une coopération avec les Anglais.

Dans les années qui suivent, les tendances prolifèrent : Parti du peuple (dirigé par l'ancien leader d'Al-Fatât (3), Jamil Mardam), Parti libéral, Parti constitutionnel libéral... La situation est plutôt confuse et il faut attendre les élections de 1928 pour qu'elle se clarifie. A partir de cette date, deux fronts s'opposent : les modérés (autour de Tâj eddine al-Husseini) partisans de la collaboration avec la France, et le Bloc national, où convergent autour d'Ibrahim Hanano, les différentes fractions du courant nationaliste. On y retrouve les principaux leaders de l'ancien Istiqlâl, Choukry Kouatly, Abdel Arslan,

(3) Voir *supra*, p. 30.

et les chefs de nombre de grandes familles, Hachem Atassi, Jamil Mardam, Sâdallah Jabri, Farès al-Khoury..., qui apportent avec eux leurs clients. Très vite, le mouvement, d'une élection à l'autre, s'impose. De 1936 à 1939 et de 1943 à 1947, il dirige le gouvernement et c'est avec lui que la France doit négocier les conditions de l'indépendance. Aristocratie de l'argent, il réunit propriétaires de vastes domaines et riches commerçants des villes, auxquels s'adjoignent quelques intellectuels de rang social inférieur. Son fonctionnement repose sur les liens traditionnels entre notables, assurés de pouvoir, par le canal du clientélisme, manipuler les masses à leur guise.

Sa prédominance dans les années 1930 n'exclut pas, bien sûr, la survivance ou l'apparition d'autres partis du même type, moins influents et sur lesquels il est donc inutile de s'attarder, tels le Front populaire (Gabha Chaabeya) du docteur Chahbandar qui, fondé en 1937, prétend combattre le Bloc national en raison de son acceptation du projet de traité de 1936 (4) et regarde avec intérêt du côté de Bagdad, où les Anglais et la dynastie hachémite sont assurés de ses sympathies.

Seule la Ligue d'action nationale (Osbat al-Amal al-Qawmi) mérite quelque attention. Née en 1932-1933, elle se présente au début comme un simple prolongement du Bloc national, dont elle voudrait être le fer de lance, notamment au niveau de la jeunesse. En fait, elle est bien davantage : un mouvement organisé, flanqué de formations paramilitaires chargées de canaliser les manifestations patriotiques de masse anti-françaises. Elle traduit par là un retour à l'esprit « pur et dur » des sociétés secrètes, tout en inaugurant un genre de parti dont on verra s'épanouir au Proche-Orient, dès lors, bien d'autres exemplaires. Mais surtout elle révèle, au niveau de la bourgeoisie nationale, le commencement d'un phénomène de fissuration et le premier effort des classes moyennes pour prendre leurs distances à l'égard d'une grande bourgeoisie dont elles se détacheront tout à fait par la suite. Dès 1936 d'ailleurs, la rupture se dessine, à la suite de l'adhésion des vieux leaders au projet de traité avec la France. La Ligue réclame l'indépendance totale de la Syrie dans le cadre de l'unité arabe et, en 1938, son ex-secrétaire général, Sabri al-Assâli, issu d'une famille aisée de Damas, est expulsé de ses rangs pour avoir accepté d'entrer au gouvernement. La mort de son premier président, Abderrazak Dandashi, entraînera sa dislocation. Mais le Ba'th en recueillera d'une certaine façon

(4) Sur le traité de 1936, voir *infra*, p. 144.

l'héritage : l'un de ses « pères fondateurs », Zaki Arsouzi, avait été, de 1933 à 1939, l'un des militants les plus actifs de la Ligue.

Avec l'indépendance cependant, le Bloc national lui-même ne tarde pas à éclater. Deux partis s'en répartissent les dépouilles.

Le gros des troupes passe au Parti du peuple (Hizb al-chaab). Mais le Parti national (Al-Rizb al-watani) réunit, autour de Choukry Kouatly, quelques leaders chevronnés : Sabri el-Assâli, Nabil el-Azmé, Loutfi Haffar, Rached Jabri, Jamil Mardam. Plus traditionaliste et conservateur que son rival, il tire son élan de Damas, dont la vieille aristocratie lui est acquise. De nouveaux riches y côtoient les anciens notables, mais il représente d'abord les intérêts de la grande propriété foncière. Peu homogène, des dissensions et des querelles de clans et de familles le travaillent. Il est partisan du neutralisme positif, ses sympathies vont plutôt à l'Egypte (5), et il sera entraîné, à l'approche de sa fin, à s'allier à la gauche, en contradiction avec les intérêts objectifs de ses membres (6). Deux quotidiens lui ont longtemps servi de porte-parole : *Al-Kabas* (« La Flamme ») à Damas et *Al-Chabab* (« La Jeunesse ») en Alep.

Le Parti du peuple penche au contraire vers Bagdad et, plus d'une fois, il s'associe à des entreprises visant à sceller l'union de Damas avec les hachémites d'Irak. Son point d'ancrage est Alep (7) et aux élections de 1954, la moitié de ses députés (le quart du Parlement) sont originaires de cette ville. En fait, il exprime surtout les intérêts de la bourgeoisie d'affaires du Nord, hantée par l'obsession des débouchés et convaincue que la vocation de sa région est d'ouvrir aux plaines mésopotamiennes un couloir vers la Méditerranée. Fondé en 1947 à la conférence de Falougha, il se développe rapidement sous la conduite de Maarouf Dawalibi, professeur de droit originaire du *sandjak* d'Alexandrette, de Rushdi Kekhia et de Nâzem Koudsi, et à la faveur d'une propagande démagogique se réclamant du progrès en général. Mais si, lors de sa création, il est de tendance libérale assez radicale et pro-occidental, il évolue ensuite vers un conservatisme de plus en plus marqué,

(5) A partir de 1954 cependant, un courant pro-irakien, dirigé par Loutfi Haffar, apparaît au sein du parti.

(6) Politique à laquelle s'opposera vigoureusement, jusqu'au seuil de la dissidence, la section alépine du parti.

(7) Et accessoirement Homs, où la sympathie de la famille Atassi (opposée à Jamil Mardam et Choukry Kouatly par des conflits d'ambition) lui vaut également quelques clientèles.

qui lui vaudra d'être mis sur la touche au moment où la gauche, alliée au Parti national, accédera au gouvernement. Trois journaux, *Al-Cha'ab* (« Le Peuple ») à Damas, *Al-Suri al-jadid* (« Le Nouveau Syrien ») à Homs et *Al-Nazer* (« Le Gardien ») expriment les vues du parti.

Ces deux partis dominent la vie politique du pays jusqu'en 1952 : ils se partagent le pouvoir ou s'efforcent de le reprendre aux militaires, lorsque ceux-ci les en ont écartés. Leur souci commun est la peur du peuple et le désir de prévenir tout mouvement de revendication sociale. Mais l'essor de la gauche amorce leur déclin et, contraints de l'associer au pouvoir, ils sont très vite éliminés.

D'autres petits partis cohabitent avec eux durant cette période, reflet des ambitions de chefs de clientèles confrontés aux combinaisons que l'alchimie parlementaire suscite : Parti républicain de Jamil Mardam, Groupe parlementaire populiste de Barmada et Rifaï, Parti arabe national de Hachem el-Atassi, Parti républicain démocrate du docteur Ihsan Cherif, Parti socialiste coopératif de Fayçal el-Assâli (8), parti du Destour de Mounir Ajlani... On n'en finirait pas de les recenser.

Quant aux Frères musulmans, il est difficile de parler de parti à leur propos (9). Malgré leurs efforts, ils ne sont jamais parvenus, en Syrie comme en Egypte, à faire de leur association un mouvement politique à racines populaires étendues. Mais ils n'en exercent pas moins une certaine influence, à l'origine de troubles confessionnels et politiques qui ont ensanglanté le pays à plusieurs reprises. Issus de la Jeunesse de Mohamed, organisation créée en 1944, ils recrutent leurs sympathisants surtout dans les classes pauvres et moyennes, notamment dans les régions de Homs, de Hama, et en Djéziré, et avaient transféré leur centrale à Damas, au moment où, au Caire, ils étaient en butte, aux persécutions nassériennes. Ultra-conservateurs, leur méthode est d'utiliser le sentiment religieux au service d'objectifs nettement réactionnaires. Les mosquées et les prêches des *Oulémas* sont le véhicule de leur propagande. Leur leader est le cheikh Moustapha Sibaï (10). Ils représentent une force avec laquelle le pouvoir, surtout lorsqu'il est de gauche, doit compter.

---

(8) Parti de droite d'inspiration religieuse, ses violentes attaques contre l'armée n'ont pas peu contribué, en 1949, à la prise du pouvoir par Zaïm.

(9) Voir notamment F. Berthier : « L'idéologie politique des Frères musulmans », dans *Les temps modernes*, septembre 1952 ; J. Romier « Les Frères musulmans et leur influence », dans *Etudes*, 1959 ; Im. Husaini : *The Moslem Brethren*, Beyrouth, 1956.

(10) Certains hommes politiques connus, tels que Maarouf Dawalibi (leader des populistes) ont parfois milité aussi dans leurs rangs.

2. *Le Parti populaire syrien*

Original et très typé, on aborde avec ce parti un genre d'organisation beaucoup plus moderne et structurée que les précédentes. Il n'en échappe pas moins aux catégories courantes de la science politique et peut donner un certain vertige à l'observateur occidental (11).

Son premier caractère est de se situer, comme le Ba'th, dans un cadre interarabe, puisqu'il refuse les frontières imposées au Proche-Orient par la colonisation. Mais, à la différence de celui du Ba'th, son nationalisme relève davantage d'un irrédentisme spécifiquement syrien que du panarabisme. Il prétend œuvrer en vue de la réalisation de la « grande Syrie », dont le Liban, la Palestine, la Jordanie, le Sinaï et Chypre (12) feraient partie, et, poussant jusqu'au bout la logique de son choix, il n'accepte pas les institutions des Etats en place qu'il voudrait détruire, ce qui ne l'empêche pas de les utiliser au besoin pour parvenir à ses fins. Pourtant son influence n'est pas à la mesure des perspectives dans lesquelles son action s'inscrit et, jusqu'à présent, le Liban surtout et la Syrie ont été ses principaux points d'appui.

Son nationalisme pansyrien et le laïcisme qu'il prône ont attiré vers lui nombre de minoritaires, sensibles à l'idée d'un vaste ensemble déconfessionalisé où, regroupés avec leurs congénères des pays voisins, ils pourraient disposer d'un potentiel humain plus considérable. C'est là un autre caractère qu'il partage avec le Ba'th — pour des raisons analogues. Issu d'une famille de commerçants aisés de Lattaquié, son fondateur Antoun Saadé, était chrétien (grec orthodoxe), comme le seront plusieurs de ses successeurs à la tête du parti : Georges Abdel-Massih par exemple ou Elias Girgi.

---

(11) Voir notamment P. Rondot : « Le P.P.S. et la violence dans le Proche-Orient », in *Vie intellectuelle*, juin 1955, et « Quelques aperçus de la doctrine du P.P.S. », dans la revue *Orient*, nº 40 de 1966 ; L. Z. Yamak : *The P.P.S. : an ideological analysis*, Harvard Univ. Press, 1956 ; et P. Seale : *The struggle for Syria, op. cit.*, p. 64 et ss. Quant à la doctrine du parti, elle est exposée, en arabe, dans deux ouvrages d'A. Saadé : *Nushu'al-Umam* (« Le surgissement des nations »), Beyrouth, 1938, et *Al-ta'alim al-suriyya al-qawmiyya al-ijtimaiyya* (« La doctrine populaire sociale syrienne »), Beyrouth, 1947.

(12) « La patrie syrienne est cet environnement géographique dans lequel la nation syrienne s'est développée. Elle possède ses frontières naturelles (...) et s'étend de la chaîne du Taurus au nord-ouest et du Zagros au nord-est jusqu'au canal de Suez et à la mer Rouge au sud y compris la péninsule du Sinaï et le golfe d'Akaba, et de la mer de Syrie (Méditerranée) à l'ouest, y compris l'île de Chypre, à l'arc du désert d'Arabie et du golfe persique à l'est. Cette région est aussi appelée le Croissant fertile syrien et l'île de Chypre est son étoile. » (A. Saadé : *The principles of the Syrian social nationalist party*, p. 22.)

Mais des druzes en font partie et des alaouites y ont milité : Mohamed Hassan Nasser (autrefois commandant de l'aviation syrienne) et surtout Ghassan Jedid, frère du ba'thiste Salah Jedid. Un Kurde d'origine, Adib Chichakly, avant que, plus tard, il ne s'empare du pouvoir, a aussi transité par lui...

Subversif par ses objectifs, il l'est aussi par ses méthodes qui conjuguent, écrit Pierre Rondot, « la propagande ouverte de quelques publicistes et tribuns de talent avec l'action [...] d'hommes de main qui savent aller [...] jusqu'au crime » ; et d'ajouter qu'il faut reconnaître en lui « une redoutable volonté de puissance nourrie du double goût de la violence et du secret » (13). Aussi, les gouvernements lui ont-il mené la vie dure en échange de ses efforts pour les renverser ; et la clandestinité a été le plus souvent son lot.

Fondé en 1933 par un Syrien retour du Brésil, dissous en 1937, reconstitué peu après, poursuivi de nouveau, il réapparaît en 1944 sous le nom provisoire de Parti populaire social. Son leader avait émigré durant la guerre à Berlin et en Argentine et certains de ses membres avaient déployé une activité d'espionnage et de propagande au profit de l'Allemagne. En 1949, le complot qu'il fomente au Liban est éventé ; condamné à mort, livré par la Syrie, Antoun Saadé est exécuté : il sera vengé avec éclat par l'assassinat de Ryad Solh à Amman en 1951. Son fils, Abdallah, lui succède. Le parti se rabat alors sur la Syrie. Vers 1935 déjà il avait tenté d'y noyauter l'armée en introduisant notamment certains de ses partisans à l'école militaire de Homs. Autour des années 1950, il récidive, et les élections lui permettent, en 1954, d'envoyer deux députés au Parlement. Le lieutenant-colonel Ghassan Jedid est responsable du projet, mais il se heurte au Ba'th, pour le compte duquel un autre militaire se livre à un travail analogue : le chef d'état-major général adjoint, Adnan el-Malki, dont l'assassinat en avril 1955 entraîne l'interdiction du parti (14). Plusieurs de ses chefs sont alors arrêtés et condamnés aux termes d'un retentissant procès. En 1957, Ghassan Jedid est abattu à son tour, à Beyrouth, par des hommes du Deuxième bureau syrien. La montée du Ba'th ne permettra plus désormais au P.P.S. de s'imposer à Damas : il fait porter à nouveau, depuis, le gros de ses efforts sur le Liban, où il est divisé en deux groupes rivaux que président Inaam Raad et Elias Girgi.

S'agit-il, comme on l'affirme en général, d'un parti d'ins-

(13) Dans *Vie intellectuelle*, juin 1955, p. 8.

(14) Jusqu'à cette date, le journal *Al-Bina'* (« L'édifice ») exprime, à Damas, les vues du parti.

piration fasciste ? Il paraît difficile de se contenter d'une assertion aussi tranchée. Les origines du mouvement, ses liens avec le Parti populaire français de Jacques Doriot et le fascisme italien et son attitude pendant la guerre, contribuent sans doute à accréditer un pareil point de vue. Mais si certaines élites arabes, et pas seulement au P.P.S., ont pu subir, à l'époque, l'attraction des puissances de l'Axe, il ne s'est agi que d'une convergence de conjoncture, motivée par le souci d'affaiblir l'occupant britannique et français, et par la fascination que l'exaltation de la nation dans le cadre d'un Etat fort devait naturellement exercer sur des gens à la recherche de leur propre identité perdue.

L'organisation du parti évoque, elle aussi, le fascisme : structure hiérarchisée rigide, centralisation poussée, discipline de fer et surtout entraînement militaire de ses membres et présence d'une milice. Mais ce sont là des traits caractéristiques de nombreuses organisations politiques du Proche-Orient, situées aussi bien à droite, sans être nécessairement fascistes (les *Kataëb* de Pierre Gémayel par exemple), qu'à gauche. Le Ba'th lui-même possède ses milices, qui jouent un rôle essentiel, depuis qu'il est au pouvoir, dans la sauvegarde du régime. Il leur est arrivé, en 1963 par exemple, lors de la « terreur verte » en Irak, de se montrer particulièrement énergiques...

Plus troublants seraient divers aspects de la doctrine du P.P.S. et l'ambiance dans laquelle il baigne : mystique du chef « poussée, remarque Karim Pakradoni (15), jusqu'à la divinisation », culte de la violence, de l'action, de l'ordre et de la discipline, corporatisme — un enthousiasme, une sorte de lyrisme viril et sensuel, proche de ce qu'a pu être ailleurs le climat poétique d'un Brasillach. Comme tout fascisme enfin, le parti a cherché à s'attirer les classes pauvres, par un populisme — voire plus récemment un poujadisme — à bon marché. Mais sans succès : comme le souligne Maxime Rodinson (16), « il rencontre peu d'écho dans les masses, car il est à contre-courant, il se heurte à la force de l'identification arabe et musulmane ». Enfin, l'essentiel de ses adhérents se recrute dans des milieux de petite bourgeoisie, qui auraient pu le porter au pouvoir, s'ils n'avaient soutenu le Ba'th et si ce dernier n'était parvenu, mieux que lui, à se rallier l'armée...

Est-ce à dire que le P.P.S. doive être situé décidément à l'extrême-droite de l'échiquier politique ? Dans la guerre

(15) Dans *Le Monde* du 22 décembre 1972, p. 20.

(16) Dans *Marxisme et monde musulman*, Paris, le Seuil, 1972, p. 260.

civile libanaise, on le retrouve pourtant dans le camp dit « palestino-progressiste », auquel il apporte ses troupes, particulièrement combatives ; et les commentateurs ont pris coutume, depuis, de le situer parmi les forces de gauche...

3. *Le Parti communiste*

Le Parti communiste syrien, ne pèse plus guère dans la vie politique du pays : il est actuellement en déclin. Mais il a connu un certain rayonnement dans le passé. De type classique, formé en liaison avec les centres internationaux du communisme et fidèle à la ligne tracée par Moscou, il lui est arrivé de jouer un rôle non négligeable et il faisait figure d'organisme solide, éprouvé, modèle de référence pour ses congénères du Proche-Orient. Il mérite donc davantage que quelques commentaires rapides, d'autant plus que sa présence ne peut manquer de soulever, ici comme ailleurs dans le monde arabe, d'intéressants débats (17).

A. *Evolution*

Son origine est incertaine. Des cercles communistes semblent s'être constitués dans la région dès 1924, sous l'impulsion d'hommes tels que l'Egyptien (d'origine libanaise) Fouad Chémali, le Libanais Youssef Yazbek et l'Arménien Artin Madoyan, et auraient pris une part active à l'insurrection de 1925 contre la France. Vers 1930, ils se regroupent en un parti communiste organisé, mais clandestin, qui adhère à la III[e] Internationale. Le vrai départ se situe cependant en 1933-1934, lorsque des militants éduqués en U.R.S.S. dans les bonnes recettes du mouvement, remplacent les premières équipes. Le parti est alors syro-libanais. La décision d'en séparer les deux composantes, prise à la fin de 1943, ne deviendra effective qu'en 1964, un Comité central et un Bureau politique communs étant entre-temps maintenus.

De prime abord, les communistes syriens sont confrontés à des choix cruciaux : quelle position adopter face, notamment, à la revendication nationale ? Leurs adversaires leur ont reproché par la suite, pour le moins, une certaine mollesse

(17) Voir notamment L. Gardet : « Les Arabes devant la tentation du marxisme », dans la *Revue générale belge*, octobre 1967 ; M. Rodinson : « Les problèmes des P.C. en Syrie et au Liban », dans les *Cahiers internationaux*, février 1958, p. 76, et divers passages de son livre *Marxisme et monde musulman* (cité à la note précédente) ; H. al-Shawi : « Le contenu de la contestation communiste en Irak et en Syrie », dans *Maghreb-Machrek*, 1974, n° 63, p. 63.

sur ce terrain, sinon leur opposition à l'indépendance de la Syrie et du Liban. Mais une telle assertion relève de la polémique. Fondée dans le cas des partis communistes maghrébins, elle ne peut s'appliquer à ceux du Levant, où l'aspiration à une émancipation totale, inscrite dans la charte même du mandat, était considérée par chacun comme tout à fait normale et où l'absence d'une colonie française de peuplement de quelque importance ne permettait pas au P.C.F. d'exercer sur les communistes locaux la même emprise qu'en Afrique du Nord. En fait, reléguant au second plan le combat social, les communistes syro-libanais mettent au premier plan de leurs objectifs, dès 1936, la lutte pour l'indépendance immédiate (18). Nombre de faits et la plupart des documents publiés par eux à l'époque en témoignent. Mais cette position de principe n'exclut pas, bien sûr, des nuances dans la pratique. Le Bloc national, en effet, ne les enthousiasme guère et le nationalisme arabe leur apparaît, à travers le prisme des analyses de Moscou, comme une « idéologie bourgeoise réactionnaire », d'autant plus douteuse que des affinités, un courant diffus de sympathie, inclinent ses tenants vers le Troisième Reich. Or la lutte contre les fascistes européens est, pour les communistes du Proche-Orient, une autre priorité du moment. Ils sont d'ailleurs les seuls au Levant à avoir adopté pendant la guerre une attitude franche de lutte totale contre l'Axe aux côtés des Alliés. Autrement dit, avec l'occupant français (ou britannique), les ponts ne doivent pas être rompus, parce qu'il importe d'abord d'abattre l'ennemi commun. Et l'attitude assumée sera finalement très souple et fluctuante, suivant les oscillations de la politique de la puissance mandataire : une attitude opportuniste d'alliance avec les milieux « progressistes » français (en particulier lorsqu'ils sont au pouvoir sous le Front populaire) contre la « réaction » locale (les milieux nationalistes syriens) ; ou d'alliance avec

(18) Cette orientation est prise à la suite du revirement stratégique de l'U.R.S.S., sanctionné par le VII[e] Congrès du Komintern, en août 1935. Cf. H. al-Shawi (*op. cit.* à la note précédente, p. 65) : « Ce n'est qu'après quelques années qui avaient démontré leur impuissance à développer leur influence auprès des masses sur la base des thèmes socialistes, en faisant cavalier seul sur le plan du nationalisme, que les dirigeants communistes en sont venus à la conclusion que l'élargissement de leur clientèle passait nécessairement par le renforcement de leur image de marque nationaliste. Ceci impliquait un rapprochement avec le mouvement nationaliste panarabe — reconnaissance explicite du primat de la thématique purement nationale sur celle de la lutte sociale dans la « classe politique » et les masses citadines de l'entre-deux-guerres ». L'année 1936 marque donc « un tournant important dans la stratégie intérieure du P.C., non pas tant par l'apparition d'une nouvelle attitude communiste vis-à-vis des formations nationalistes que par [...] la mise en veilleuse [...] des thèmes du socialisme, au profit de celui de la lutte nationale ».

la bourgeoisie syrienne contre l'impérialisme fançais, dans le cas où un durcissement de Paris amène les Syriens à serrer les rangs...

Sorti de la clandestinité en 1936 (il sera interdit en 1939, puis autorisé de nouveau en 1941), le P.C.S. enregistre aussitôt le bénéfice de ses choix nationaux, d'autant plus que la ligne difficile qu'il avait décidée de suivre devient de plus en plus aisée à observer, à mesure que la situation mondiale se clarifie (recul des puissances de l'Axe, engagement de l'U.R.S.S. dans le camp des Alliés). En 1947, il est en Syrie le seul parti de masse digne de ce nom et rassemble sous sa bannière un nombre appréciable de militants conduits par un chef, Khaled Bagdache, dont le prestige est grand. Malheureusement pour lui, la prise de position soviétique à l'O.N.U. en faveur du partage de la Palestine et l'intérêt manifesté un moment par Staline pour l'Etat d'Israël vont lui causer un tort énorme. Il est interdit jusqu'en 1954 et pendant ces quelques années, c'est l'éclipse.

Il réémerge, à partir de cette date, à proportion de l'évolution de la politique des Russes dans un sens pro-arabe et du resserrement spectaculaire des liens entre Damas et Moscou. Dans l'histoire du parti, une autre période faste commence alors. Il profite de la poussée des forces de gauche : en 1954 son secrétaire général est élu au Parlement ; son influence s'accroît dans les milieux d'écrivains, d'étudiants et dans la nouvelle intelligentzia, mais aussi auprès des ouvriers et des masses ; il draîne des foules importantes à ses meetings et, en 1957, prend le contrôle des trois fédérations de syndicats (19). Cependant, malgré les sympathies de certains officiers, il ne parvient pas à s'implanter suffisamment dans l'armée. Et, comme son homologue en Egypte se heurte à Nasser, il est affronté au Ba'th dont il est, notamment au niveau des classes moyennes, le rival en puissance.

Dès les origines, d'ailleurs, un vif antagonisme avait opposé les deux partis, le Ba'th accusant les communistes de « trahison nationale » et de « collusion avec l'impérialisme français » (20), le P.C.S. dénonçant l'affection des ba'thistes pour le nazisme... La situation de concurrence existant entre les deux formations mais aussi, chez les marxistes, des raisons plus profondes expliquent cette hostilité. Le Ba'th prônait un

(19) Trois publications expriment alors les vues du parti : *Nidal al-Cha'ab* (« Combat du peuple ») qui paraît à Damas, irrégulièrement et de façon clandestine ; la revue *At-Talia* (« L'avant-garde ») et surtout l'hebdomadaire beyrouthin *Al-Akhbar* (« Les nouvelles »).

(20) Manifeste du Bureau politique du Ba'th en date du 11 mai 1945.

neutralisme encore exclu par la doctrine soviétique officielle (crispée sur la thèse des « deux camps » énoncée par Jdanov). Aussi le P.C.S. a-t-il commencé par juger de son devoir de « démasquer » les ba'thistes (comme d'ailleurs toute autre tendance « petite bourgeoise » de la même espèce), considérés par lui comme des exploiteurs subtils de la popularité croissante des idéaux socialistes, des ennemis du « camp de la paix » coupables, à ses yeux, d'appeler les masses à soutenir, non pas l'Union Soviétique, mais un non-engagement douteux. Parallèlement, le parti accentuait ses revendications sociales pour faire face aux surenchères sur sa droite : c'est l'objet, par exemple, du rapport de son secrétaire général, présenté devant le *plenum* du Comité central de janvier 1951 (21).

Pourtant, dans les années qui suivent, un revirement s'amorce, à la lumière des thèses du XX[e] Congrès du P.C.U.S., et à la faveur d'une prise de conscience plus aiguë des transformations de la société syrienne. Le Ba'th reste un rival, mais des alliances tactiques sont conclues avec lui contre la grande bourgeoisie au pouvoir. Cependant, c'est une convergence temporaire nassero-ba'thiste qui, avec l'appui de cette bourgeoisie et dirigée contre les communistes, conduit en 1958 à l'union de la Syrie avec l'Egypte.

L'union ouvre, pour le parti, une sombre période : il est décrété hors la loi, ses dirigeants doivent s'enfuir à l'étranger et, en juin 1959, le secrétaire général du P.C. libanais, Farajallah al-Helou est torturé à mort par les sbires du colonel syrien Sarraj.

Aussi le parti n'hésite-t-il pas, lorsque la R.A.U. s'effondre en 1961, à approuver les mesures de dénationalisation prises par le nouveau régime conservateur (22) et à se livrer à une apologie des milieux d'affaires syriens. La « réaction » est revenue au pouvoir, mais elle s'est montrée, somme toute, beaucoup plus tolérante vis-à-vis de lui que la gauche « petite bourgeoise »...

Avec le Ba'th, les rapports restent mauvais. Le vrai tournant dans l'attitude des communistes à son égard date de janvier 1965, au lendemain des nationalisations décrétées par le régime ba'thiste. A ce moment, encouragé par Moscou, le

(21) Peine perdue d'ailleurs, car dès cette époque, plus attractif en raison de l'amalgame qu'il opère entre un vigoureux nationalisme qui plaît aux masses et des préoccupations sociales dont le poids dans sa doctrine ne cessera de s'affirmer, le Ba'th va désormais drainer vers lui la clientèle potentielle du P.C., et même lui ravir une partie de ses adhérents.

(22) Il est bon d'ajouter que le parti avait, dans les mois précédents, critiqué les nationalisations et la réforme agraire décrétées par Nasser, en en dénonçant certains aspects jugés par lui hâtifs ou inopportuns.

parti croit pouvoir estimer que la situation commence enfin à évoluer dans un sens favorable aux intérêts des masses laborieuses. Mis sur la touche depuis plusieurs années, il voudrait ressurgir. Son secrétaire général adresse, de Prague, un télégramme de félicitations aux dirigeants ba'thistes. La prise du pouvoir par l'aile gauche du Ba'th, en 1966, permet l'entrée des communistes au gouvernement, à qui ils promettent leur « appui critique ». Le coup d'Etat du général Assad, en novembre 1970, est condamné par eux : ils le qualifient de « fasciste ». Mais, suite à la volte-face des Soviétiques, une marche arrière est vite amorcée et deux membres du Bureau politique du parti entrent dans la nouvelle équipe gouvernementale. Une « flexibilité tactique » s'impose, explique-t-on aux militants désorientés, « une politique de présence, tendant uniquement à ralentir ou à freiner le glissement à droite du régime, et à maintenir la politique de coopération avec l'U.R.S.S. »...

En fait les communistes syriens n'ont plus le choix : affaiblis, refoulés, ils ne jouent plus le rôle que de force d'appoint, d'alliés strictement confinés dans des tâches de propagande et de diffusion, tolérés seulement dans la mesure où ils servent le régime et lui sont fidèles. Ils savent, sinon, qu'on n'hésiterait pas à brutalement les réprimer et se contentent d'hiverner en attendant des temps meilleurs. Mais l'accélération de la « libéralisation » sous le régime du général Assad ne manquera pas, on l'imagine, de rendre leur position de plus en plus inconfortable. A moins que leur opportunisme soit sans limites... La grave crise intérieure qui secoue le parti depuis quelques années n'est pas faite, en tout cas, pour arranger les choses (23).

B. *Problèmes*

En mai 1971, profitant de l'absence de Khaled Bagdache, en voyage en Europe de l'Est, cinq des sept membres du Bureau politique s'insurgent contre le secrétaire général, dont ils condamnent les méthodes staliniennes. Ils lui reprochent aussi de se prêter aux manœuvres du gouvernement tendant à étouffer la voix du parti et font approuver par le Comité central un projet de programme peu « orthodoxe », en rupture totale avec la ligne officielle du parti, puisqu'il se prononce pour « la libération totale de la terre de Palestine » (en passant

(23) Voir notamment à son propos : *Les problèmes du différend intérieur du P.C.S.*, Beyrouth, Dar Ibn Khaldoun, 1972 ; Yasser Ali : « Crise au P.C.S. », dans *Africasia* des 6-19 mars 1972 ; et E. Rouleau dans *Le Monde* du 12 avril 1972.

sous silence la résolution 242 du Conseil de sécurité, cheval de bataille de l'U.R.S.S. et des P.C. arabes), formule de vives critiques à l'encontre de l'Union des républiques arabes (Syrie, Libye, Egypte) en gestation (24), souligne la « nécessité de faire la distinction entre régimes réactionnaires et régimes progressistes dans la région » et affirme l'urgence de ressouder l'unité du mouvement communiste mondial (sans dénoncer les responsabilités de Pékin dans le conflit sino-soviétique).

Rentré précipitamment à Damas, Khaled Bagdache tente de reprendre la situation en mains. Il entreprend une tournée d'explication dans toutes les régions, mais seules les sections d'Alep et de la Djéziré se rallient à son point de vue. Une série de péripéties se succèdent alors : arbitrage de l'Union Soviétique ; médiation des « P.C. arabes frères » qui s'efforcent sans succès de geler la crise ; victoire, en mars 1972, de la liste patronnée par la « nouvelle tendance » de Daniel Nehmé, lors des élections pour le renouvellement du Comité régional de Damas (Khaled Bagdache accuse alors les dissidents de « déviationnisme et d'activités suspectes anti-soviétiques ») ; scission en avril 1972, mais replâtrage en août, à la suite d'une nouvelle intervention de Moscou et du ralliement de Daniel Nehmé ; rebondissement à la fin de 1973 : d'autres « dissidents » font la fronde et réunissent en décembre un « IV^e^ Congrès » en l'absence du secrétaire général et avec la participation de 70 % des effectifs du parti, tandis que le Congrès de la tendance Bagdache, prévu pour juin 1974, ne peut avoir lieu... Depuis, la crise continue (25).

Les causes en sont multiples.

Les plus extérieures tiennent à la personnalité et aux façons d'agir du secrétaire général. Elles sont loin d'être négligeables. Nul doute, en effet, que le P.C.S. ne connaisse, depuis ses origines et sous la conduite du même homme, un régime de pouvoir personnel qui ne favorise guère sa vitalité et bloque toute évolution sérieuse. Né vers 1912 dans un milieu de moyenne bourgeoisie damascène et entré au parti vers 1928, Khaled Bagdache a été formé à l'école des cadres de Moscou entre 1933 et 1936 et il a toujours été considéré comme le chef de file du communisme arabe le plus fidèle à l'U.R.S.S. Il représente le type même du chef stalinien. Pourtant, les

(24) Les communistes soudanais viennent d'être éliminés avec l'aide de ces deux derniers pays.

(25) Daniel Nehmé est rentré dans le rang, mais les militants de Homs et de Lattaquié ont emprunté à leur tour le chemin de la dissidence, sous la conduite de Ryad Turk.

commentateurs de tous bords, fascinés par son ascendant, ne lui ménageaient pas, naguère encore, les éloges. Présenté en 1957, dans un opuscule de la Documentation française, comme « le leader communiste le plus capable et le plus écouté de tout le Moyen-Orient » (26), Eric Rouleau parle de lui comme d'un « orateur de talent et habile tacticien, sachant aussi bien subjuguer les foules que se livrer aux manœuvres parlementaires les plus complexes » (27). Mais c'est à Maxime Rodinson qu'on doit son portrait sans doute le plus flatteur : « personnalité puissante », écrit-il en 1958 (28), Khaled Bagdache est « un homme intelligent et souple, sans aucun attachement sentimental aux formules toutes faites, aux principes rigides, aux positions périmées, sachant voir loin et toujours prêt à aller de l'avant : rien d'un bureaucrate ni d'un doctrinaire ». Relativité des jugements ! Depuis, les critiques se sont fait jour et le même Maxime Rodinson a estimé utile, en 1972, d'introduire dans ses fanfares quelques bémols (29) : « incapable de supporter une supériorité à côté de la sienne », indique-t-il, et désireux de « prémunir contre toute contestation éventuelle son rôle de chef omnipotent », il n'a pas hésité à « éloigner du parti bien des hommes de valeur en les calomniant » ; et « son orgueil inné et sa volonté de puissance » l'ont amené à commettre des erreurs, surtout lorsque « dans ses séances de beuverie » il arrivait que « son contrôle de lui-même se relâchait sous l'effet de l'alcool »...

D'une telle personnalité, effectivement très stalinienne, le parti a bénéficié et souffert à la fois. Sous l'empire du culte dont son secrétaire général était l'objet, sa vie interne a toujours été très réduite : la date exacte de son premier Congrès est inconnue, le second a eu lieu en 1943 et le troisième en 1969 seulement ! Les discussions théoriques n'ont jamais été bien nourries en son sein et les efforts d'éducation de ses membres sont restés limités au strict minimum, le bagage idéologique d'un marxisme simplifié et figé autour de quelques sacro-saints principes. Khaled Bagdache « a étouffé l'opinion des bases », proclame Badr at-Tawîl, l'un des « dissidents » de 1971 (30), « sa voix est identique à celle de Staline ». « Bagdache », ajoute Ahmed Fayez al-Fouaz (31), « est devenu un dictateur concentrant tous les pouvoirs, il a falsifié les élections et fait disparaître le statut interne » et

(26) *Notes et études documentaires*, n° 2295 du 21 mai 1957.
(27) Dans *Le Monde* du 13 juillet 1966.
(28) Dans le fascicule n° 93 des *Cahiers internationaux*, p. 76 et ss.
(29) Dans *Marxisme et monde musulman*, p. 413 et ss.
(30) A la conférence du parti de novembre 1971.
(31) Même source.

« ce sont les positions adoptées sans consultation de la base ni des instances dirigeantes qui ont provoqué [...] l'isolement du parti ».

La querelle est donc sérieuse, mais elle est aussi plus profonde et tient surtout à la ligne imposée par le secrétaire général et que beaucoup aujourd'hui jugent trop prudente, à la limite de l'opportunisme, réformiste et lourde de compromissions injustifiables. Une ligne, pourtant, qui n'est pas si différente de celle de la plupart des autres P.C. arabes et qui tient à la marge d'action extrêmement réduite que leur laisse l'environnement dans lequel ils agissent (32).

Dans la phase transitoire que traverse le pays, il ne saurait être question, Khaled Bagdache l'a répété à de nombreuses reprises, de construire le socialisme, étape supérieure et but ultime qui ne pourront être atteints que plus tard (33). La tâche actuelle consiste à consolider l'indépendance et à réaliser « la révolution nationale démocratique ». Elle postule d'abord certaines réformes économiques et sociales qui élargissent « la tendance nationale progressiste » dans le pays et préparent la future révolution sociale : élimination des séquelles du féodalisme à la campagne, industrialisation, extension et renforcement du secteur public, efforts en vue de « faire disparaître progressivement les rapports de production capitaliste » et de « développer les éléments non-capitalistes susceptibles, par leur nature, d'orienter vers le socialisme » (34). Mais elle postule aussi l'établissement d'une démocratie authentique. « Il existe en Syrie, assure Khaled Bagdache, de très grandes traditions démocratiques » et « la lutte pour la libération nationale a été liée organiquement à la lutte pour la démocratie ». Le pli est pris et le parti doit militer pour « le développement des libertés démocratiques » (35). Mais celles-ci sont entendues d'abord comme devant assurer l'épanouissement des ouvriers, des masses paysannes, des

(32) Voir notamment, parmi divers articles ou études de Khaled Bagdache : *Le P.C. dans la lutte pour l'indépendance et la souveraineté nationales*, Beyrouth, Saout ach-Chaab, 1944 ; « La Syrie sur une voie nouvelle », dans la *Nouvelle revue internationale*, mars 1965, p. 32 ; « Le mouvement de libération en Syrie », *id.*, juillet 1968, p. 143 ; « Contre l'opportunisme et le révisionnisme », *id.*, avril 1970, p. 5.

(33) Voir notamment le discours prononcé par Khaled Bagdache devant le Parlement syrien le 18 janvier 1955, mais aussi déjà son rapport au Congrès du parti en janvier 1944.

(34) Intervention de Khaled Bagdache devant la réunion élargie du Comité central du parti en juin 1966.

(35) Article publié par Khaled Bagdache dans *Démocratie nouvelle*, en février 1968, p. 134.

« intellectuels révolutionnaires » et des partis et mouvements qui les représentent et « leur participation à la construction du socialisme ». L'objectif est donc, là aussi, tactique. Il s'agit de permettre à la conscience de classe des travailleurs de s'affermir (en particulier par l'exercice des droits syndicaux) et au parti de croître sans restriction, de répandre sa propagande et de s'intromettre dans l'exercice du pouvoir.

Sous quelle forme ? Il n'est pas question, bien sûr, pour le moment, de prétendre à un rôle dirigeant... que le Ba'th monopolise : mais de coopérer, dans le cadre d'un « front national », avec tous les « nationalistes sincères », formule qui n'exclut pratiquement de cette alliance avec les classes moyennes que les féodaux du passé, la grande bourgeoisie et « les partisans et collaborateurs notoires de l'impérialisme ». Le front intérieur doit être étayé à l'extérieur par un resserrement toujours plus étroit des liens avec l'Union Soviétique et les autres pays socialistes, auquel le parti voudrait contribuer par sa présence (36). Mais les communistes devront s'efforcer de conserver leur indépendance et leur liberté de critique vis-à-vis de leurs partenaires, s'attacher à « défendre courageusement et inconditionnellement les intérêts des ouvriers, des paysans et des masses populaires » (37) et veiller à prévenir toute évolution droitière du régime, en particulier toute reconstitution de la grande bourgeoisie. Là encore, ressurgit le problème de la collaboration avec le général Assad... Les communistes l'ont préservée envers et contre tout, n'hésitant pas, en 1976 par exemple, à approuver son intervention au Liban contre l'O.L.P. et le « mouvement

(36) Sur le terrain, si sensible, de l'unité arabe, les positions des communistes proche-orientaux ont été définies dès 1931 ; elles n'ont guère varié depuis et le moins qu'on puisse dire est qu'elles manquent d'enthousiasme. Lors du combat national, ils recommandaient l'« union des masses populaires », pour lutter plus efficacement contre la domination coloniale. Fondée sur la communauté d'action des forces de gauche, cette union s'analysait surtout en une coopération sous leur impulsion des populations concernées, en vue de chasser l'occupant. Une fois l'indépendance acquise et la « démocratie intérieure » établie, les communistes admettent volontiers la réalisation d'une union de type fédéral entre plusieurs Etats arabes (non pas une fusion) ; mais ils la conçoivent essentiellement comme une étape sur la voie du renforcement de l'internationalisme prolétarien et assignent donc au mouvement unitaire d'identification nationale le rôle d'un moyen au service des fins qu'ils poursuivent : le triomphe de la révolution sociale à l'échelle du monde. C'est dire que le fossé qui les sépare dans ce domaine du Ba'th (voir *infra*, p. 112), et plus généralement de tous les théoriciens du panarabisme, est énorme. Cf. en particulier sur ce problème : « Le P.C.S. et l'union arabe », dans la revue *Orient*, n° 26 de 1963 (extraits du journal *Al-Akbar*) ; et « Le problème de l'unité arabe dans le programme du P.C.S. », Beyrouth, publ. du journal *Al-Nida*, 1970, p. 104 et ss.

(37) Article publié par Khaled Bagdache dans *Démocratie nouvelle*, en février 1968.

national » de Kamal Joumblatt, dans les rangs desquels figurent pourtant nombre de marxistes authentiques... Il y a donc loin, une fois de plus, des déclarations de principe aux réalités...

Le déclin du parti eut-il été enrayé s'il avait adopté une ligne plus dure, plus révolutionnaire ? On peut en douter, mais peut-être aurait-il conservé, à travers les persécutions qui se seraient alors abattues sur lui, davantage de crédibilité. Affaibli au sein de la classe ouvrière, son implantation ne reste plus effective auprès d'un certain nombre d'intellectuels et d'étudiants (38), et spécialement chez les populations minoritaires, kurdes, arméniennes, chrétiennes... Khaled Bagdache lui-même est kurde, sa popularité est importante parmi ses congénères du quartier Hayy al-Akrâd de Damas et certains estiment que les difficultés récentes du parti ont pu être aggravées par son origine ethnique. Ainsi se trouve confirmé, au niveau du P.C.S., le phénomène qui veut que les populations minoritaires du Proche-Orient subissent l'attraction des petits partis modernes de caractère idéologique, de préférence aux autres (39). Le Ba'th en fournit une autre illustration, plus remarquable encore.

4. *Le Ba'th*

Le clair-obscur a toujours plu au parti Ba'th. Un goût assez pervers pour le secret le distingue. Et les intrigues des coteries et des factions lui ont composé très tôt une existence riche et tourmentée, mystérieuse. Aussi, n'est-il pas aisé, pour un observateur de l'extérieur, d'en rendre compte (40).

(38) D'après les documents publiés par la conférence du parti en date du 26 novembre 1971, la composition de cette conférence, à l'époque, était la suivante : petite bourgeoisie : 48,3 %, ouvriers : 22,2 %, secteur privé : 9,2 %, universitaires : 7,4 %, délégués syndicaux : 12,9 %, aucun paysan.

(39) Dans le cas du P.C., l'universalisme inhérent au marxisme et la réfutation par lui de la religion et du traditionalisme ambiant expliquent sans doute cette préférence ; comme l'écrit très bien Hamid al-Shawi (*op. cit.* p. 81, à la note 17), « faisant figure d'intruse et de force contestataire dans la société à dominante arabo-musulmane, l'idéologie communiste, vidée de son contenu politique, s'est muée globalement en symbole, a cristallisé autour d'elle les comportements sociaux non conformes aux valeurs dominantes et est devenue pour les minoritaires un système de sécurisation ».

(40) Il existe sur le Ba'th une abondante bibliographie. Outre les ouvrages cités page 283, dans la bibliographie générale, et les études concernant plus particulièrement l'idéologie du parti (voir page 107, note 66), on pourra consulter notamment trois livres, qui ne couvrent malheureusement pas les dernières années de l'histoire du parti et ne sont pas toujours d'une parfaite objectivité :

— Kamel S. Abu Jaber : *The Arab Ba'th Socialist Party, history, ideology and organization*, Syracuse Univ. Press, New-York, 1966.

Le Ba'th existe-t-il toujours d'ailleurs ? La question vaut d'être posée. Paradoxes et contradictions jalonnent son histoire. Ils marquent aussi sa doctrine. Et, au plan de l'action comme à celui de l'idéologie, bien des métamorphoses l'ont affecté, jusqu'à la singulière transparence qui paraît actuellement le caractériser. Elles méritent une analyse attentive.

A. *Evolution*

Son aventure est étonnante. Elite rassemblant, autour de quelques intellectuels, une poignée de militants, il n'est jamais parvenu à conquérir, en Syrie, une majorité. En 1963, il ne s'en empare pas moins du pouvoir — comme par accident... Son dynamisme propre et le concours de l'armée, dont il a organisé le noyautage avec méthode, le lui permettent. Alliance dangereuse car, comme le souligne Hamid al-Shawi, « l'interaction parti-armée tend à revêtir politiquement et sociologiquement la forme d'un conflit entre organisations complémentaires et rivales » (41). Sous la façade, les militaires poussent leurs pions et, à leur tour, prennent le contrôle du parti. En apparence, le Ba'th conserve le pouvoir. En fait, il le leur a

---

— Itamar Rabinovitch : *Syria under the Ba'th* 1963-1966, *the army-party symbiosis*, Israel Univ. press, Jérusalem, 1972.

— Moustapha Dandashli : *Aspects idéologiques et historiques du parti Ba'th arabe socialiste*, thèse de troisième cycle, Paris, 1975.

Parmi les études publiées dans diverses revues, on signalera, entre autres :

— M. Colombe : « Remarques sur le Ba'th et les institutions politiques de la Syrie d'aujourd'hui », dans la revue *Orient*, n° 37 de 1966.

— S.G. Haim : The Ba'th in Syria, in *People and politics in the Middle-East*, M. Curtis éd., New-Brunswick, New-Jersey.

— N. Kaylani : « The rise of the syrian Ba'th », in *International Journal of Middle-East Studies*, janvier 1972.

— P. Rondot : « Quelques remarques sur le Ba'th », revue *Orient*, n° 31 de 1964.

— E. Rouleau : « Le Ba'th après 20 ans d'expérience tumultueuse », dans *Le Monde diplomatique* de septembre 1967.

Parmi les publications du parti, on retiendra le livre *Etude historique de la lutte du Parti de la résurrection arabe socialiste* 1943-1971, édité par la Direction nationale du Ba'th, Damas, 1971. Diverses études polémiques, la plupart en arabe, ont été écrites enfin par des membres du parti, des sympathisants déçus ou des adversaires ; on retiendra par exemple :

— Sami el-Joundi : *Al-Ba'th*, Beyrouth, éd. Dar al-Nahar, 1969.

— Tawfik Indani : *Al-Ba'th ala tariq al-nidal* (« Le Ba'th sur la route de la lutte »), Damas, 1965.

— Mounif al-Razzaz : *Al-tajriba al-murra* (« L'expérience amère »), Beyrouth, 1967.

— Moutah Safadi : *Al-Ba'th : ma'sat al-mauled, ma'sat al-nihayat* (« Le Ba'th : tragédie de sa naissance, tragédie de sa fin »), Beyrouth, 1964.

— Ibrahim Salamé : *Al-Ba'th : min al-madâriss ila al-thakanât* (« De Ba'th : des écoles aux casernes »), Beyrouth, 1969.

(41) « Le Ba'th et l'armée en Irak et en Syrie », dans *Maghreb-Machrek*, n° 71 de 1976,, p. 66.

cédé et n'est plus qu'un appareil, dont le rôle est secondaire, docile entre leurs mains.

Entre-temps, au tournant des années 1960, des transformations l'ont bouleversé dans sa substance : rajeuni, radicalisé, mais déchiré, le « nouveau Ba'th », qui émerge alors pour se lancer à l'assaut du régime, est très différent de celui des origines. Il triomphe. Mais les germes de la décadence déjà l'habitent. Le déclin s'amorce pour lui de l'intérieur, au moment même où le succès paraît lui ouvrir les voies de l'avenir.

1) *La genèse*

Le Ba'th n'est pas né *ex nihilo* : il s'inscrit dans le courant de fermentation nationaliste qui travaille, au début du siècle, le Proche-Orient arabe. Ses racines doivent être recherchées au niveau des clubs politico-littéraires et des sociétés secrètes apparues à l'époque contre la domination ottomane. Dans ses premières années, il leur ressemblera beaucoup et il en conservera la prédilection pour la lutte clandestine et les élaborations souterraines soulignées plus haut. D'aucuns voient dans le vieux parti de l'Istiqlâl son ancêtre. C'est sous son couvert, en tout cas, qu'il a inauguré ses activités en Irak, avant de s'y présenter comme un mouvement spécifique. Avec la Ligue d'action nationaliste, issue d'ailleurs de l'Istiqlâl, la filiation est plus nette. Elle se veut, déjà, laïque et panarabe. De nombreux Libanais chrétiens y militent et l'un des pères fondateurs du Ba'th, Zaki Arsouzi, en a fait partie.

Lorsque la Ligue éclate, en 1939, Arsouzi fonde le Parti nationaliste arabe (Al-Hizb al Qawmi al-Arabi), dont le symbole est le léopard. Mais cette formation ne vit que quelques mois. En novembre 1940, le Parti de la renaissance arabe (Hizb al-Ba'th al-Arabi) prend le relais : le mot est lancé, la graine est semée, qui germera bientôt.

Alaouite d'Alexandrette, Zaki Arsouzi est professeur de philosophie. Il a fait des études en Sorbonne et, dès son retour, milite dans sa ville natale contre la présence française, inspiré par l'exemple de son père, que les Turcs avaient exilé à Konya pour ses activités nationalistes. La perte du *sandjak* est très vivement ressentie par lui : il émigre alors à Damas avec plusieurs de ses élèves, s'installe en 1939 à Bagdad, mais revient dès 1940 s'établir en Syrie. Ainsi, au départ, le parti n'est rien d'autre que la réunion de quelques étudiants autour de leur maître. Des idées simples l'animent : les Arabes constituent une nation, qui doit se regrouper autour d'un chef

chargé d'en exprimer les énergies ; la langue arabe, qui a modelé cette nation, en est le principal ciment ; une renaissance des Arabes est possible et il leur appartient, s'ils le veulent, de reprendre en mains leur destin.

Amer et désabusé, découragé par les persécutions, Arsouzi ne devait pas tarder, cependant, à s'effacer : en 1941, il est exilé de Damas par les autorités du mandat ; en 1943, il se détourne de l'action politique militante et, en 1944, il se retire à Lattaquié, puis à Tartous. Il ne redeviendra que beaucoup plus tard, dans les années précédant sa mort, en 1968, le prophète écouté d'un parti à son zénith (42). Mais, dans l'immédiat, d'autres sont là pour relever le flambeau.

En 1940, en effet, deux professeurs de l'école secondaire officielle de Damas organisent, avec leurs disciples, un autre cercle d'intellectuels qui s'intitule « De la Résurrection arabe » (Al-Ihya al-Arabi). Le mouvement offre lui aussi l'image d'une assemblée d'élèves guidés par leurs maîtres et il s'adonne à des activités culturelles (conférences, débats, lectures, traductions...). Ces leaders ont été formés, comme Arsouzi, dans l'université parisienne (entre 1928 et 1932). Le premier, Salah Bitar, enseigne la physique. Musulman sunnite, il appartient à un milieu de moyenne bourgeoisie damascène et il fera, par la suite, une brillante carrière gouvernementale. L'autre, Michel Aflak, né en 1911, est professeur d'histoire, écrivain et poète. Grec orthodoxe, il est d'une famille de commerçants du quartier al-Midâne de Damas, en étroits rapports économiques et sociaux avec les druzes du Sud du pays. De là ses liens, qui seront exploités politiquement, avec cette communauté. Très cultivé, il est le doctrinaire du parti et jouera le rôle jusqu'au début des années 1960, de maître à penser et le principal animateur du Ba'th (43).

Un certain antagonisme l'oppose au départ à Arsouzi ; ils sont rivaux. Mais lorsque ce dernier abandonne la politique, la majorité de ses élèves se rallie au groupe Aflak-Bitar. Le congrès d'unification a lieu au café *Luna-Park* à Damas en avril 1947. La renaissance arabe reste l'oriflamme du parti, le Ba'th est désormais fondé. Pendant des années, l'orientation imposée par Michel Aflak prévaudra, sans que pourtant disparaisse la spécificité du courant « arsouziste » — facteur de division au sein du parti, marqué par un certain messianisme

(42) Deux ouvrages publiés à Damas en 1958 résument assez bien la pensée d'Arsouzi : *Al-Umma al-Arabiyya* (« La communauté arabe ») et *Mashâkiluna al-Qawmiyya* (« Nos problèmes nationaux »).

(43) C'est dans son livre « La voie de la Renaissance » (*Fi sabîl al-Ba'th*), publié en 1950, que l'essentiel de sa pensée est exposé.

proprement alaouite, un « ruralisme » plus marqué (beaucoup des jeunes élèves d'Arsouzi provenaient des villages proches d'Antioche et d'Alexandrette), un plus large penchant pour le socialisme. Le mérite revient aussi à Arsouzi d'avoir doté, pour la première fois, le Ba'th d'un embryon de structures partisanes, que le groupe Aflak-Bitar ne possédait pas. Dès novembre 1940, une section politique et une section culturelle avaient été constituées et un trésorier chargé de gérer les finances de l'organisation. L'impact du « grand absent » continuera ensuite à se manifester par l'intermédiaire de ses anciens disciples (Wahib Ghanem (44), Sleiman Issa, Sedqi Ismaël (45)...), qui joueront un rôle important dans le parti et reprocheront souvent à Michel Aflak ses compromis, son opportunisme, sa tiédeur à l'égard du socialisme. Enfin, plusieurs de ses ex-partisans se retrouveront dans les équipes « gauchisantes » qui, à partir des années 1960, contre les volontés d'Aflak et de Bitar, chercheront à entraîner le Ba'th sur des voies nouvelles.

Pour le reste, les deux courants, lors de leur réunion, étaient très proches : même type de relation maître-disciples, même caractère de clubs, de cercles de discussion plus que de partis, même tendance à mettre l'accent sur les valeurs éthiques et culturelles de la civilisation arabe ; mais aussi même pot-pourri d'influences européennes. Une attirance pour le national-socialisme, en tout cas pour un certain nationalisme de droite, y transparaît : Houston Stewart Chamberlain, Fichte, Nietzsche, les théoriciens nazis (à commencer par Alfred Rosenberg) figurent parmi les auteurs dont Arsouzi et Aflak recommandaient le plus volontiers la lecture à leurs troupes, mais aussi, pour le second, Mounier, Bergson et Gide, qui paraît avoir exercé sur lui un certain ascendant. La mystique du chef par exemple, telle qu'elle est exposée chez Arsouzi, ou l'idée qu'il développe, selon laquelle la décadence des Arabes aurait commencé du jour où leur race, supérieure aux autres, aurait perdu sa pureté en entrant en contact avec d'autres nations islamiques, ont un relent qui ne trompe pas. Mais la convergence avec le fascisme européen n'est que partielle, tactique et momentanée. Et comme le souligne Éric Rouleau (46), « les ba'thistes ont eu le mérite, à l'époque, de raviver l'espoir, de redonner confiance à certaines élites en

(44) Animateur pendant longtemps de l'aile gauche du parti (opposée à l'aile droite, que dirigeait au début des années 1950 Jallal Sayyid).

(45) Tous les trois originaires du *sandjak* et de confession alaouite.

(46) Dans *Le Monde diplomatique* de septembre 1967, p. 6.

proie au désarroi : exalter l'âge d'or des Arabes, leurs conquêtes et leurs réalisations passées, dire à leurs descendants qu'ils constituent une "nation pas comme les autres", chargée d'une "mission" à l'égard de l'humanité, avait de quoi alimenter l'optimisme et, partant, l'esprit de résistance, même si celui-ci devait être d'essence xénophobe ». En 1941, sans doute, les amis d'Aflak se mobilisent pour soutenir le putsch de Rachid Ali Kailani à Bagdad, inspiré par l'Axe contre les Anglais. Mais Arsouzi décline au même moment les avances qui lui viennent d'Italie et se prononce en faveur de la victoire des Alliés.

Mêmes racines aussi et mêmes bases sociales, même raison d'être des deux formations dont procède le Ba'th. On l'a souligné : vers la fin des années 1930 et avant même que l'occupant ne se soit retiré, la grande bourgeoisie s'installe partout aux postes de commande et s'apprête à prendre la relève. Entre elle et les classes moyennes, urbaines et rurales, qui l'avaient un moment soutenue dans son combat contre la France, l'alliance est rompue. Très proche des classes populaires par la faiblesse de ses revenus et son absence de capitaux, la petite bourgeoisie se sent de plus en plus opprimée par la classe au pouvoir, écartée des responsabilités auxquelles elle pourrait prétendre, dépouillée au profit de cette dernière des fruits du progrès. Le Ba'th exprime alors ses aspirations et son effort pour se doter d'une organisation politique autonome au service de ses objectifs. Nombre de jeunes y confluent, impatients, désappointés, parce qu'à l'élargissement du savoir dont ils ont bénéficié ne correspond pas une ouverture équivalente sur les responsabilités et l'aisance que d'autres monopolisent. Nombre de « minoritaires » affluent aussi : des alaouites, des ismaélites, des druzes, des chrétiens... Le parti s'est en quelque sorte formé à partir de certaines catégories de l'intelligentzia, isolées par rapport à la majorité des intellectuels de confession sunnite, mal à l'aise et préoccupées par la perspective d'un Etat indépendant dans lequel elles craignent de ne pas avoir leur place. Rassemblement de frustrés en tout genre, le Ba'th résume ainsi, au moment où il apparaît, l'élan de couches sociales en marge, inquiètes et ambitieuses, que leur commun intérêt à monter à l'assaut de la vieille société dominée par la bourgeoisie urbaine sunnite, réunit et prédispose à un certain radicalisme d'allure révolutionnaire. De cet élan naît la vigueur du parti. Mais l'hétérogénéité des forces sur lesquelles il s'appuie est une cause de faiblesse, tout autant que leur instabilité psychologique (les jeunes), sociale (les minorités, les ruraux urbanisés) et écono-

mique (les classes moyennes en général). Bien des vicissitudes en résulteront par la suite.

Lorsqu'il apparaît en tout cas, sa propagande est exclusivement axée sur la lutte pour l'indépendance et l'unité territoriale, le retour d'Alexandrette à la patrie syrienne et la dénonciation des progrès du sionisme en Palestine (47). A l'occasion des troubles de mai-juin 1945, il organise des unités populaires de résistance et ses jeunes militants participent à l'insurrection déclenchée contre la France après le bombardement de Damas. L'indépendance l'exclut du pouvoir. Mais il flirte avec les premières dictatures militaires : Michel Aflak est, en 1949, ministre de l'Education nationale sous Hennaoui. Le véritable essor du parti commence alors, avec les années 1950.

2) *L'ascension*

Jusque vers 1960 pourtant, les caractères essentiels du Ba'th ne varient pas. Le parti demeure une élite révolutionnaire organisée autour de petites cellules secrètes et dominé par un pur intellectuel. Il manque de cadres et d'adhérents et ses membres actifs ne sont guère plus de 400 à 500, parmi lesquels beaucoup d'étudiants. Mais l'impact de ses mots d'ordre sur la population ne cesse de croître. Des clientèles de plus en plus nombreuses le suivent. Il développe un mouvement de masse et il est le premier à profiter du glissement à gauche de l'opinion. L'abaissement du droit de vote à dix-huit ans, sous le dictateur Husni Zaïm, l'a sans doute favorisé. Pourtant, aux élections de 1949, il ne conquiert que quatre sièges à l'Assemblée constituante. A celles de 1954, il en enlève vingt-deux, pénètre dans plusieurs circonscriptions dont il était absent et devient l'arbitre des majorités gouvernementales. En fait, à partir de ce moment, la conjonction de deux facteurs le pousse irrésistiblement en avant.

Le premier est sa fusion, en 1953-1954, avec le Parti socialiste arabe (Al-Hizb al-arabi al-ishtiraki) d'Akram Haurani, dont il est temps de dire quelques mots (48). L'homme qui le dirige est originaire de Hama. Appartenant à une famille de propriétaires fonciers appauvris, il s'est consacré très tôt à la lutte contre la féodalité terrienne, dans une région que des jacqueries ont à plusieurs reprises secouée. A la diffé-

(47) Le Ba'th est le premier parti arabe à avoir prôné, d'autre part, dès son Congrès de 1947, le non-alignement.

(48) Sur ce parti, voir notamment J. Rastier : « A la recherche du socialisme syrien », dans *Orient*, n° 4, p. 175.

rence des premiers leaders du Ba'th, c'est un homme d'action et un tacticien, d'ailleurs « indiscipliné, écrit Abou Jaber (49), et tenant beaucoup plus au pouvoir et au succès qu'aux principes ». Fondateur du Mouvement de la jeunesse (d'abord affilié au P.P.S.), qui deviendra le Parti socialiste, il a été élu en 1943 à la Chambre grâce au soutien de la droite. Lors de la première guerre israélo-arabe, il se porte volontaire en Palestine, où il entraîne à sa suite des paysans et de jeunes militaires qui joueront plus tard un rôle de premier plan. Et, dans la Syrie indépendante, il sera le premier à lever l'étendard de la révolte contre les possédants à la campagne.

Il apporte d'abord au Ba'th une véritable stratégie de l'action politique, qui lui faisait auparavant défaut et qui, combinée avec l'idéologie populaire de ce parti, assurera bientôt son succès. Mais la fusion ne sera jamais complète : entre Akram Haurani, esprit pratique et opportuniste plein de souplesse, et l'idéalisme d'Aflak et de son groupe, une dualité subsistera, source de conflits (50).

D'autre part, le Parti socialiste apporte au Ba'th un plus ample contact avec les milieux ruraux ainsi que sa capacité de mobilisation des masses paysannes dans une zone turbulente et vitale — élargissant ainsi en son sein la veine issue, par l'intermédiaire d'Arsouzi, des villages du *sandjak* et du plateau de Homs.

Enfin, les amitiés que Haurani entretient dans l'armée vont se révéler d'un extrême intérêt dans la perspective de la conquête du pouvoir. Sans doute, plusieurs des officiers supérieurs qui dirigeront la Syrie après 1963 proviennent-ils, là encore, de l'aile « arsouziste » du parti : dès 1946, Wahib Ghanem s'était établi dans la province de Lattaquié, qui fournissait à l'armée l'essentiel de ses recrues, et y avait noué des liens solides avec des sous-officiers de la région, qui feront beaucoup parler d'eux plus tard. Mais, en entrant dans le Ba'th en 1954, Haurani y renforce tout d'un coup une convergence entre le parti et l'armée, qui jusqu'alors n'était qu'une vague tendance.

Ses relations avec les militaires sont anciennes et multiples. Nées dans certains cas à Hama, elles se sont surtout tissées à l'occasion de la campagne d'aide à la révolte de Rachid Ali, en 1941, puis de la participation à la guerre de Palestine dans les bataillons de Faouzi Kawoukji en 1948.

(49) *Op. cit.*, p. 33.

(50) Michel Aflak n'a d'ailleurs accepté la fusion qu'avec beaucoup de réticences.

De 1949 à 1954, il n'est d'ailleurs pas un putsch dans lequel Haurani n'ait plus ou moins trempé. Il fait figure d'éminence grise et, il devient pendant quelques mois, ministre de la Défense. Le deuxième facteur de l'ascension du Ba'th est ainsi cerné : dès 1949, les coups portés par les militaires au vieux système, lui ont frayé la voie. Leur intervention, quelques années plus tard, le portera au pouvoir. Entretemps, il est parvenu, par un savant travail de pénétration et d'endoctrinement, à s'en assurer sinon le contrôle, du moins les sympathies agissantes. Les développements consacrés plus loin à l'armée permettront de mieux comprendre comment. En fait, le rapprochement s'était esquissé dès les origines du parti, du côté d'Arsouzi notamment. A cet égard, les commentateurs n'ont peut-être pas assez souligné l'effet produit par la cession du *sandjak* d'Alexandrette, où vivait une importante population alaouite, à la Turquie. L'événement devait provoquer, chez de nombreux officiers de cette confession, une violente réaction nationaliste, qui rejoignait au même moment celle du premier fondateur du Ba'th. Par la suite, une convergence d'action devait se dessiner lors de la « traversée du désert » pour porter secours à Rachid Ali en Irak, lors du soulèvement anti-français de 1945, lors de la guerre de 1948-1949, lors des putschs de 1949. Une parenté idéologique rapproche également l'armée et le Ba'th : l'indépendance nationale, l'unité arabe sont des objectifs communs et, de part et d'autre, on voudrait en être l'artisan. Les idées « jeunes turques » et le souci de modernisation et de laïcisation sont aussi partagés. Animée par le parti, la revue *Al-Joundi* (« Le soldat ») exerce une certaine influence, et Haurani patronne la candidature à l'école des cadets et l'accession à l'état de sous-officier d'un grand nombre de ses clients et amis. L'un deux, Adnan el-Malki, fils d'un grand bourgeois et d'une Tcherkesse, chef de file du courant progressiste dans l'armée, sera, à l'école militaire de Homs, et jusqu'à son assassinat, le propagateur des idées du parti. Celles-ci seront d'autant plus facilement accueillies par les militaires qu'elles leur apportent un programme et une plate-forme correspondant aux aspirations qui les agitent, mais auxquelles ils seraient incapables de donner, eux-mêmes, une formulation précise.

Dès lors, le Ba'th met tout en œuvre pour accéder au pouvoir, utilisant à la fois les possibilités que lui offrent le régime parlementaire et l'action clandestine. En 1957, les premières véritables élections syndicales lui permettent d'amorcer, concurremment avec le P.C., l'encadrement du

monde ouvrier, jusqu'alors représenté par des organismes à la solde du patronat. C'est le début de l'ascension d'un homme tel que Khaled Joundi, qui n'est encore que président de l'Union des dockers du port de Lattaquié. Akram Haurani, à la Chambre dont il dirige les débats, donne le ton, en même temps qu'en province, il ne perd pas une occasion d'agiter les campagnes. Et le parti joue, selon les cas, l'alliance avec la droite ou la gauche, déclenche des grèves et des manifestations, fait de plus en plus directement appel à la population, amplifie l'effort pour répandre son idéologie (51).

En 1958, il contribue fortement à l'élan qui porte soudain Damas à s'unir à l'Egypte. Pressé par Nasser, Michel Aflak proclame l'auto-dissolution de son parti et appelle ses membres à rallier l'Union nationale, seule formation politique admise dans la R.A.U. Mais l'affrontement, qui ne tarde pas à se produire, entre le Ba'th et Nasser, et la répression qui s'abat sur le parti entraînent sa quasi-disparition et provoquent dans ses rangs une crise grave (52), dont il émergera, lors de l'éclatement de la R.A.U., en 1961, avec un tout autre visage.

3) *Le renouvellement*

La reconstruction du parti au début des années 1960 s'opère à travers deux processus, étroitement imbriqués l'un dans l'autre : une accentuation de ses divisions intérieures, mais aussi la poussée de forces nouvelles, plus radicales, qui finiront par s'imposer (53).

On n'en sera pas surpris si l'on rappelle à quel point le Ba'th première mouture était déjà hétérogène par sa base sociale et du fait de sa formation à partir de la confluence de trois « clientèles », jamais parfaitement intégrées : Arsouzi, Aflak et Haurani. Mais, vers 1960, cette hétérogénéité s'aggrave sous la pression de différents facteurs.

Le parti subit d'abord le choc des événements, à l'occasion desquels des choix, qui le fragmente, s'imposent. Ses membres, sur l'essentiel, vont s'affronter : le sabordage du Ba'th exigé par Nasser et que beaucoup n'approuvent pas ;

(51) Deux journaux servent à l'époque de support à la propagande du parti : *Al-Ba'th*, à Damas, et *Al-Tarbiya* (« l'Education ») en Alep.

(52) Voir notamment S. Jargy : « Le déclin d'un parti », dans *Orient*, septembre 1959, p. 21.

(53) Sur ce point, voir en particulier A. Ben Tzur : « Le parti néo-Ba'th de Syrie », dans les *Cahiers B. Lazare*, n° 32-33 de 1971.

la poursuite de l'expérience de l'union avec l'Egypte ; la participation à la conjuration qui y met un terme ; la collaboration avec les « réactionnaires » de retour au pouvoir ; la ligne à suivre après le putsch de 1963, face aux troubles provoqués par les réformes engagées...

Or, au même moment, la « gauchisation » de la société syrienne s'accélère, en particulier sous l'influence du nassérisme, dont l'audience ne cesse de croître auprès des masses. Le parti enregistre en lui-même cette évolution et une nouvelle génération, plus sensible aux idéaux du socialisme et plus intransigeante, y fait son entrée à la faveur de l'effort de réédification dont il est le siège. Obscurément d'abord, mais avec obstination, elle s'y love et fraie sa voie, sape les positions des modérés et parvient, en 1965-1966, à s'imposer à la tête du Ba'th et de l'Etat.

Curieusement, c'est des militaires que l'impulsion provient ici : comme si, dès cette étape, le parti commençait à perdre l'initiative au profit de l'armée. En conflit avec le Ba'th, Nasser, dès les débuts de la R.A.U., s'était en effet préoccupé de le priver de ses moyens d'influence dans l'armée syrienne. Une épuration avait eu lieu et plusieurs jeunes officiers avaient été transplantés sur les bords du Nil, où l'on espérait les tenir à l'écart des affaires de leur pays. Peine perdue : ils devaient répliquer, du fond de leur exil, en se réunissant dans un Comité militaire (54).

Ce comité jouera bientôt un rôle capital. Ses fondateurs sont tous trois alaouites : ils ont pour nom Mohamed Omrane, Salah Jedid et Hafez el-Assad. Mais la plupart de ses dix autres membres sont aussi des « minoritaires », parmi lesquels des druzes (comme Haman Ubaïd et Sélim Hatoum) ou des ismaélites (comme Abdelkerim Joundi et Alimad Mir). Hostiles au nassérisme qui leur vaut d'être proscrits et à l'Union par quoi l'Egypte étouffe leur pays, ils en veulent au groupe Aflak-Bitar d'avoir inconsidérément précipité la Syrie dans cette impasse et lui reprochent de n'avoir pas su exiger plus de garanties du *Raïs* avant de consentir à la dissolution du parti. Leur Comité prétend ressusciter l'« organisation militaire » informelle du Ba'th des années 1950. En fait, il rappelle plutôt les sociétés patriotiques de la Première Guerre mondiale ou les associations d'« officiers libres » qu'on a vu quelquefois surgir dans tel ou tel pays arabe pour travailler au renversement du régime établi. Il est bien sûr secret, et son existence sera longtemps ignorée même des membres civils

(54) Al-lajna al-askariyya.

du parti. Son objectif, dès l'éclatement de la R.A.U., est de saisir des positions-clés dans l'armée, de manière à mieux s'emparer ensuite du pouvoir et réaliser en Syrie les transformations révolutionnaires qu'il désire.

L'impulsion de quelques officiers a donc précédé la renaissance du corps civil du parti. Mais celle-ci ne tarde pas à se produire à son tour. Elle se manifeste, au départ, sous la forme d'un déplacement du centre de gravité du Ba'th vers les cadres locaux des capitales de province, spécialement dans le nord et l'ouest du pays où vivent des minorités : ces cadres n'ont pas été consultés lors de la dissolution du parti et ils en ont conçu quelque ressentiment ; isolés ensuite par la répression, ils ont cherché à assurer la survie de l'organisation à la base et ont pris l'habitude d'agir de leur propre chef. Aussi, font-ils irruption, quand la Syrie retrouve son indépendance, au premier plan de la vie du parti, d'autant plus que leur concours est indispensable pour le reconstruire. Nettement plus à gauche que les anciens leaders, à l'encontre desquels ils nourrissent de nombreux griefs, ils entendent préparer la relève et contribuer à acheminer le pays sur une voie résolument progressiste. La tâche leur est facilitée, parce que les chefs « historiques » s'intéressent davantage à la haute politique et aux rapports interarabes et s'en remettent à eux de la réorganisation de l'appareil. Ils en profitent pour le remodeler, chasser peu à peu de l'état-major et des cellules les partisans de la vieille garde et ouvrir largement le Ba'th à des jeunes recrues acquises à leurs idées. Leurs attaches avec le Comité militaire les aident dans leur entreprise ; beaucoup de « minoritaires » œuvrent d'ailleurs aussi dans leurs rangs, tels le druze Hamoud Shoufi, placé à la tête du nouveau Commandement régional en mars 1963, ou le docteur Ibrahim Marcos, alaouite et futur ministre des Affaires étrangères. Un fort parfum « minoritaire » imprègne ainsi les nouvelles équipes. Elles sont aussi plus « rurales » et acquises à un populisme radical de type agraire, teinté de nombreux emprunts au marxisme, qu'elles utiliseront pour mettre à jour l'idéologie du parti.

C'est en tout cas un Ba'th affaibli et déchiré, en voie de reconstitution, qui prend le pouvoir en 1963, et ce n'est pas le moindre des paradoxes de son histoire. Les divisions y prolifèrent et s'entre-croisent, en un jeu d'autant plus complexe d'alliances et d'antagonismes, qu'elles se reproduisent aussi bien dans sa branche civile que militaire, elles-mêmes rivales... Mais leur chatoiement ne doit pas masquer la fracturation

majeure qui polarise à l'époque les tendances, dans le parti, autour de deux camps principaux.

Le premier regroupe les modérés. Un plus grand nombre de sunnites s'y rencontrent. Il est surtout formé de civils. Son point d'appui dans les rouages du parti est le Commandement national (interarabe), contrôlé par Michel Aflak et Salah Bitar. Leurs adversaires les qualifient d'« intellectuels petits bourgeois », leur reprochent leurs liens avec la bourgeoisie commerçante des grandes villes et leur prédisposition au compromis avec les milieux conservateurs.

L'autre camp, au contraire, est plus jeune et rassemble les partisans d'une ligne dure, nettement progressiste. Il compte beaucoup de « minoritaires » et des militaires. Le Commandement régional (syrien) passera peu à peu sous leur coupe (55). Aile gauche du Ba'th, la révolution sociale est au premier rang de son programme, qui entend combattre avec vigueur l'impérialisme et la réaction. L'équation socialisme-« minoritaires »-armée n'est évidemment pas fortuite (56), car les jeunes officiers druzes et alaouites, qui, à ce moment, s'efforcent de prendre le contrôle de l'armée, du parti et de l'Etat, sont d'extraction modeste et représentent les couches les plus défavorisées de la population (57). Leur radicalisme s'explique en grande partie par un désir de revanche sur la bourgeoisie sunnite traditionnellement dominante et il exprime l'aspiration au mieux-être de classes et de confessions que, jusqu'alors, la société syrienne écrasait.

Le reste n'est que péripéties, dont on peut se contenter de rappeller les plus saillantes.

Au IV[e] Congrès national du parti, tenu à Beyrouth en août 1960, les premières critiques sérieuses affleurent à l'encontre de la ligne définie par la vieille garde. Il lui est reproché, notamment, d'avoir décidé sans réflexion de s'engager dans l'aventure de la R.A.U., de continuer à mettre l'accent sur les impératifs de l'unité plutôt que sur ceux du socialisme et de la démocratie et, enfin, de ne pas s'être suffisamment

(55) Le nom de « régionaux » (*Qutriyyun*) qui leur est parfois donné provient de l'« organisation régionale » que certains d'entre eux ont établie en Syrie, indépendamment du Commandement national, aussitôt après l'éclatement de la R.A.U.

(56) Mais cette équation oppose la branche syrienne du parti à sa branche irakienne ; car à Bagdad, où le Ba'th est essentiellement sunnite et urbain, les « minoritaires » se répartissent à égalité entre la fraction civile et la fraction militaire du parti et, pour un ensemble de raisons propres à ce pays, l'aile droite du Ba'th se situe principalement au niveau de la seconde (armée), alors que la première (civile) a toujours été beaucoup plus à gauche...

(57) Voir p. 122 et ss. les développements relatifs à l'armée.

souciée de renforcer l'implantation du parti dans les classes populaires. En fait, trois tendances se dessinent quant à l'attitude à adopter face à Nasser. Une petite minorité de pro-nassériens inconditionnels (dont quelques-uns ont été expulsés du parti à la fin de 1959 — comme le Jordanien Abdallah Rimawi — ou le seront en 1961 — comme l'Irakien Fouad Rikabi), entendent tout faire pour aider le *Raïs* (58). A l'autre extrémité, les « hauranistes » se déclarent résolument anti-nassériens : ils seront parmi les premiers à préparer la sécession de 1961. La ligne médiane défendue par Aflak-Bitar est équivoque, embarrassée et s'articule sur le slogan : « corrigeons l'Union de l'intérieur pour mieux en assurer la défense ».

Avec le putsch de 1961, les ambiguïtés s'accentuent, puisque le parti a été l'un des principaux artisans de la fusion, qu'il demeure « unioniste » par vocation, mais qu'une partie des siens a contribué à l'éclatement de la R.A.U. : un homme comme Salah Bitar, par exemple, a approuvé la sécession, qu'il regrettera ensuite (59)... Il faut attendre le V[e] Congrès national du parti, tenu à Homs en mai 1962, pour que des positions plus claires soient adoptées : la sécession est condamnée en même temps que tout retour inconsidéré à l'union, les erreurs commises sous la R.A.U. sont analysées, une nouvelle formule de type fédéral est proposée. Michel Aflak parvient ainsi à l'emporter sur l'aile anti-nassérienne du Ba'th (qui voudrait faire passer l'objectif du socialisme avant celui de l'unité) et l'aile nassérienne (pour laquelle l'union doit être rétablie coûte que coûte, quitte à renoncer dans l'immédiat à d'autres objectifs). En même temps, Aflak s'efforce de reprendre ses troupes en mains, en équilibrant au Congrès « national » (panarabe) la tendance libanaise (qui lui est hostile) (60) par la tendance irakienne (qui lui est acquise) et en faisant nommer un Commandement régional provisoire et un Comité de contrôle chargé de réorganiser (c'est-à-dire d'épurer) la branche syrienne qui lui échappe.

(58) N'ayant pas été concernées par l'expérience de la R.A.U., les branches non syriennes du Ba'th demeurent en effet à l'époque plus nasséristes que la branche syrienne, traumatisée par l'Union.

(59) L'événement a plongé en fait le parti dans l'une des plus graves crises de son histoire : si Bitar et Haurani ont signé la « Charte de séparation » et si l'aile libanaise du parti a chaleureusement applaudi la sécession, le Ba'th irakien a condamné le putsch séparatiste, tandis que les « socialistes unionistes » de Sami Joundi ont réclamé à Alep le rétablissement pur et simple de l'Union...

(60) En septembre 1962, le Commandement régional libanais du parti décidera cependant de rompre avec le Commandement national, coupable selon lui d'abriter dans ses rangs des partisans d'un retour à l'union sous la « dictature » de Nasser.

Enfin, avec Akram Haurani, la rupture est consommée : Michel Aflak lui reproche de s'être allié à la grande bourgeoisie pour faire éclater la R.A.U. Les « déviationnistes hauranistes » sont expulsés du parti et le Ba'th perd ainsi le gros de son aile anti-nassérienne (61).

La prise du pouvoir en 1963 aiguise, au sein du parti, les conflits (62), particulièrement entre la doite et la gauche, la tendance traditionnelle qui croit aux vertus du réformisme et d'une évolution réalisée en collaboration avec une partie de la bourgeoisie d'une part, et de l'autre, des « Jeunes Turcs », parmi lesquels beaucoup d'officiers issus du petit peuple, pour lesquels la violence est le seul moyen d'imposer la justice sociale. C'est au VI[e] Congrès national, tenu à Damas en octobre 1963, que le véritable tournant se situe. Un jeu très compliqué s'y livre, où les moins doctrinaires parmi les adversaires d'Aflak n'hésitent pas, au besoin, à s'allier à lui pour éviter que soient adoptées des résolutions trop extrémistes. Mais la gauche, déjà maîtresse du Commandement régional, marque des points appréciables. L'accent est mis sur la nécessité de changements révolutionnaires en Syrie et l'on décide de nationaliser « les moyens de production au profit des ouvriers et des paysans ». « Je ne reconnais plus mon parti ! », s'écrie Michel Aflak à l'issue du *plenum*. En fait, le processus est déjà très avancé, qui va permettre aux nouvelles équipes de prendre la relève — mais aussi à l'armée de dominer le Ba'th.

4) *Le tassement*

L'histoire ultérieure du parti se confond avec celle du régime. On l'intégrera donc aux développements de la troisième partie, les convulsions du pouvoir à Damas, à partir de 1963, correspondant à autant de mutations et de secousses dans le Ba'th.

Comment l'armée, bien que ba'thiste, en est venue à supplanter le parti (alors qu'à Bagdad il a finalement réussi à la refouler, en partie du moins, vers ses casernes [63]), voilà

(61) En octobre 1965, Akram Haurani et 17 de ses partisans (épargnés durant les premiers mois du règne du Ba'th grâce à l'amitié d'officiers influents) seront arrêtés et inculpés de haute trahison.

(62) Voir en particulier J. Jabale : « La crise du Ba'th », dans les *Cahiers de l'Orient contemporain*, avril 1966, p. 6.

(63) Le processus a commencé en Irak dès 1970, avec la destitution du général Takriti, vice-président de la République ; et il s'est poursuivi depuis sans relâche : même le Bureau militaire du parti est constitué de civils.

qui mérite en revanche d'être examiné dès maintenant, s'agissant d'un processus déjà très largement engagé en 1963 et qui n'a fait que se confirmer dans les années suivantes. Il a coïncidé, on le mesure mieux aujourd'hui, avec la résistible ascension du général Assad vers les sommets.

Pour le comprendre, on doit rappeler que, sans l'armée, le Ba'th n'aurait pu accéder au pouvoir. Elle l'y a porté. Mais, à partir de ce moment, il en devenait le prisonnier. Le rôle des militaires se trouvait ainsi valorisé. Gardiens du régime, ils ne pouvaient pas ne pas peser, désormais, sur son évolution et s'ériger, à la moindre crise, en arbitres.

Sans doute l'endoctrinement auquel le parti s'était livré dans leurs rangs, pour se ménager leur concours, aurait-il dû lui assurer leur dévouement. Mais l'espérer eut été méconnaître certaines évidences : que l'armée, bien que ba'thiste, n'en demeurait pas moins un corps distinct du parti (64) ; que ses chefs, bien que dûment catéchisés, n'en conservaient pas moins leurs ambitions ainsi que les réflexes, l'état d'esprit que leur formation d'officiers leur avait donnés ; qu'enfin il serait difficile d'éviter qu'une fois imprégnés d'une idéologie, ils ne s'en considèrent comme les dépositaires jusqu'à s'insurger au besoin contre des civils suspectés de vouloir la trahir. Une armée « doctrinaire » est une armée politisée, à vocation gouvernementale. Au mieux, les politiciens civils devront composer avec elle et parviendront à la contenir et à partager le pouvoir avec elle (Irak). S'ils n'y parviennent pas, elle les supplantera inévitablement.

Deux autres facteurs, propres à la Syrie, ont accusé ces tendances. De 1958 à 1961, l'éclipse du parti a permis, on l'a vu, à certains officiers ba'thistes, sensibilisés aux erreurs de la direction, de prendre l'initiative et de commencer à œuvrer pour la conquête du pouvoir. D'autre part, de la même façon que le parti s'était appuyé sur l'armée pour essayer de s'imposer, chacune des factions du « nouveau Ba'th » divisé allait à son tour essayer de s'attirer le soutien des militaires pour l'emporter sur ses rivales. Erreur capitale : c'était faire d'eux, une fois de plus, les arbitres des querelles intestines du mouvement, répercuter ces conflits à leur niveau, les irriter par l'étalage des faiblesses et des indécisions du Ba'th et les encourager à jouer sur elles pour mieux le dominer.

---

(64) L'appartenance au parti ne l'a jamais emporté sur l'appartenance à l'armée que pour un très petit nombre d'officiers : pour la plupart, la prédominance de la seconde sur la première leur a permis de conserver une liberté de manœuvre et de critique synonyme, en fait, d'une indiscipline partisane dont le Ba'th ferait les frais.

La tactique du Comité militaire mériterait à cet égard une longue analyse. A partir de 1962, on le voit interférer de plus en plus dans les opérations civiles et l'appareil du parti. Il pèse dans l'ombre sur toutes les décisions de quelque importance, à commencer par celle de déclencher le coup d'Etat de 1963, dans la foulée de celui de Bagdad, jusqu'au moment où il apparaîtra que c'est lui qui dirige, dans les coulisses, les affaires en Syrie. Pour y parvenir, il semble qu'il ait cherché le contact, dans un premier temps, avec tous les courants du parti, avant de se rapprocher des jeunes militants de l'aile « régionale » dont les positions étaient voisines des siennes. Mais lorsqu'ensemble, ils parviennent à chasser en 1965-1966 les vieilles équipes, les rivalités s'attisent à l'intérieur même du Comité militaire. Et c'est une autre tactique qui commence alors à se déployer, celle du général Assad. Elle consiste à prendre le contrôle de l'armée (puisque c'est par elle que le pouvoir est donné), puis, grâce à elle, à mettre la main sur les différents rouages autour desquels l'autorité s'articule. On en reparlera (65) ; mais il importait de souligner, dès à présent, à quel point une telle tactique laissait peu de place au parti, relégué au rang de force d'appoint, à laquelle il est demandé d'étayer une puissance conquise et fondée d'abord en marge de lui. D'ailleurs, lors du putsch de 1970, si le général Assad disposait de l'armée (d'où son succès), il était totalement isolé dans le parti, que ses rivaux avaient façonné à leur service.

C'est dès 1965, en tout cas, que la prééminence de l'armée dans le système paraît se consolider de façon irréversible : les décisions adoptées en avril, par la seconde convention régionale et le VIII[e] Congrès national du parti en témoignent. La fusion institutionnelle de la branche civile et de la branche militaire du parti est décrétée ; une structure hiérarchique plus rigide est introduite dans le cadre régional syrien, et les militaires obtiennent une représentation décisive à tous les niveaux de l'appareil du Ba'th. Aussi, bien que non élus, les membres du Comité militaire sont admis comme délégués à la conférence régionale ; les représentants de l'armée dans le Commandement régional passent de 20 à 40 % de ses effectifs ; et les civils, désignés par ailleurs, sont pour la plupart dévoués à Salah Jedid, homme fort, à l'époque, du Comité militaire.

Une intéressante résolution relative à l'organisation du parti dans l'armée exprime assez bien la nouvelle situation.

(65) Page 206 et ss.

On peut y lire, notamment, que : « 1. La discipline militaire est le principe fondamental de la vie de l'armée et la principale garantie de l'organisation du parti » ; « 2. Le principe de la nomination supplantera celui de l'élection », car « c'est un développement naturel en accord avec les dogmes de l'organisation du parti à l'intérieur des forces armées » ; « 3. La sélection des dirigeants du parti à l'intérieur de l'armée sera basée sur la valeur dans les fonctions militaires et partisanes [...] en tenant compte du rang militaire » ; « 4. Le secteur militaire du parti fait partie intégrante de l'organisation du parti dans son ensemble et maintient le contact avec les représentants du secteur civil à la convention régionale et panarabe et au niveau des dirigeants. » On ne saurait mieux marquer la pénétration du parti par l'armée.

C'est à partir de cette date, semble-t-il, que le Ba'th devient plus nettement un appareil bureaucratique manipulé par quelques officiers, entre les mains desquels reposent les destinées du pays.

D'aussi profondes mutations dans son rôle et sa manière d'être ne pouvaient manquer de s'accompagner de métamorphoses parallèles au plan de son idéologie — habillage et justification de l'action. L'analyse de ces transformations permettra de parfaire le tableau qui vient d'être brossé.

B. *L'idéologie* (66)

Historiquement, la doctrine du Ba'th représente la première tentative de définition d'un nouveau nationalisme arabe, en rupture avec celui, balbutiant, du début du siècle. Elle précède de quelques années le nassérisme auquel bien des traits l'apparente et elle est, au Proche-Orient, le seul système

(66) La pensée de Michel Aflak a longtemps résumé à elle seule cette idéologie : elle est contenue pour l'essentiel dans son livre *Fi sabîl al-ba'th* (« La voie de la Renaissance »), Beyrouth, Dar at-Talia, 2e éd., 1959. Voir aussi *Ma'rakat al-Masîr al-Wahîd* (« La lutte pour le destin commun »), Beyrouth, Dar al-'Adab, 3e éd., 1963 (recueil d'articles et d'éditoriaux du journal *Al-Ba'th*, organe officiel du parti à Damas, et de conférences de l'auteur) ; et, en français : « Entre le socialisme, le communisme et le national-socialisme » (extraits de « La voie de la Renaissance ») dans *Orient*, n° 26 de 1963 ; *Notre nationalisme libéral face à la discrimination raciale* (texte d'une conférence prononcée en 1955), *idem*, 1963, n° 28 ; et « L'idéologie du parti socialiste de la résurrection arabe » (extraits de « La voie de la Renaissance »), *idem*, n° 29 et 30 de 1964.

Les manifestes et tracts publiés par le parti de 1943 à 1958 ont été réunis dans un recueil édité à Beyrouth (Dar at-Talia) en 1964, sous le titre *Nidal al-Ba'th fi sabîl al-wahda wal-hurriyya wal-ishtirâkiyya* (« Le combat du Ba'th pour l'unité, la liberté et le socialisme »). Les actes de ses congrès (jusqu'en 1971) ont fait l'objet d'un livre publié à Beyrouth (Dar at-Talia)

de pensée qui ait essayé de rivaliser avec lui, en se plaçant sur les mêmes terrains. Ses obsessions sont identiques et elle les partage aussi avec la plupart des autres idéologies du Tiers-Monde : la libération nationale, la révolution sociale et l'unité retrouvée. Mais, elle n'en est pas moins, à plus d'un titre, très originale : par la vigoureuse simplicité de ses slogans, par l'état d'esprit qui l'imprègne, par les audaces très modernes qui la hantent. Aristocratique, elle compte sur une élite pour réaliser les changements qu'elle appelle de ses vœux. Personnaliste, l'individu est au centre de ses préoccupations. Une certaine spiritualité la sous-tend, ainsi qu'un dessein moral et le désir, par une éducation des masses, de parvenir à créer un homme nouveau dans une société régénérée. Elle se veut donc aussi pédagogique. Très idéaliste à l'origine, voire teintée d'utopisme, elle a néanmoins beaucoup évolué à l'épreuve des faits, dans le sens d'un pragmatisme plus terre à terre. Nombre de ses objectifs ont été mis en veilleuse ou trahis en pratique. Et l'ordre de ses priorités n'est plus le même.

Le nationalisme constitue la pierre angulaire de cette doctrine. Il est « amour avant toute chose », affirme Michel Aflak dans un essai de 1940 : *L'amour de la nation arabe* (67), et s'analyse, pour l'essentiel, en un message et en une espérance.

Le message est celui de l'arabisme, dont l'évocation suscite, çà et là dans les écrits ba'thistes, une éloquence messianique, généreuse, inspirée de Chekib Arslan et d'Abderrahman

---

en 1971, sous le titre *Nidal hizb al-Ba'th al-Arabi al-Ichtiraki ibra mou' tamarâtihi al-qawmiyya* (« Le combat du parti Ba'th arabe socialiste à travers ses congrès nationaux »).

On trouvera des commentaires critiques sur cette idéologie dans plusieurs ouvrages cités *in fine* dans la bibliographie générale, dans ceux énumérés page 90, à la note 40, et plus particulièrement chez P. Rondot : « Un socialisme arabe, le Ba'th », dans *Etudes*, juillet 1964, p. 70 ; M. Tissani : « Le Ba'th et le socialisme arabe », dans *Confluent*, novembre 1963, p. 810 ; G.H. Torrey : « The Ba'th, ideology and practices », in *Middle-East Journal*, automne 1969 ; J.P. Viennot : « Le Ba'th entre la théorie et la pratique », dans *Orient*, n° 30 de 1964 ; « Le rôle du Ba'th dans la genèse du nationalisme arabe », *idem*, n° 35 de 1964.

(67) Aflak s'est toujours refusé à donner une définition scientifique précise de la nation arabe. Mais il ne fait pas de doute que, dans le phénomène national, il accorde, comme un Michelet ou un Renan, la primauté aux éléments d'ordre spirituel sur ceux d'ordre matériel. « Le nationalisme, écrit-il par exemple, est dans ses aspects positifs l'expression des liens spirituels et historiques entre les membres d'une même nation marquée par l'histoire d'un cachet particulier » (dans *Orient*, n° 30 de 1964, p. 107). Et la nation arabe est bien autre chose qu'une simple « addition numérique de gens » : une « idée éternelle » (*Fikra khâlida*), omniprésente, puissante et créatrice, qui pousse l'être arabe à l'action et stimule les sacrifices (« Considérations sur le nationalisme et le socialisme », *op. cit.*, p. 14-15).

Azzab. La nation arabe, soulignent-ils, est investie face à l'Histoire d'une « mission éternelle » (68) : contribuer à travers sa spécificité propre, sa culture et le discours qu'elle véhicule, « à rénover les valeurs humaines, à stimuler le progrès, à accélérer l'harmonie et la coopération entre les peuples » (69). Elle se veut donc ouverte sur le monde et entend, par delà le sentiment qu'elle a de son identité particulière, « tendre une main fraternelle aux autres nations et collaborer avec elles pour créer des régimes équitables, assurant [...] le bien-être et la paix, l'élévation morale et spirituelle » (70).

Mais, s'il est tourné vers l'extérieur et non pas chauvin, borné, agressif, l'arabisme recèle aussi, à l'usage des seuls Arabes, une espérance. Et, si « leur nation dont le passé fut glorieux est aujourd'hui minée par la désintégration et soumise à la domination étrangère », décadente, en proie à la « maladie du verbe » dont son impuissance se vêt, ils peuvent néanmoins se ressaisir, car « l'âme arabe qui s'est épanouie à l'âge d'or ne s'est pas éteinte quand le déclin est survenu » (71). Enfouie dans la conscience collective, elle sommeille et peut soudain ressurgir, radieuse, des dépôts de pourriture qui la recouvrent. Pour qu'elle émerge, un « soulèvement » (*inqilâb*) est nécessaire, un « éveil » brutal, total, rapide et vif, que seule une « avant-garde » (*taliâ*) opèrera : des bataillons de jeunes hommes formés dans l'idéal d'un esprit neuf et sain, qui refusent de marcher sur les traces honteuses de leurs aînés. Libérés des tares de la compromission, de la servitude et de l'immoralité et portés par leur amour de la patrie, ils ne sauraient manquer de vaincre (72).

Au cœur de l'arabisme, l'*islam* a joué dans le passé un rôle capital : « pulsion vitale », il « a fait des Arabes une

(68) On connaît le slogan du parti : « Une nation arabe avec une mission éternelle ».

(69) *Constitution du Ba'th*, 1947, 3e principe. Mais il arrive que, sous la plume de Michel Aflak, l'évocation de cette « mission » soulève de plus troublants échos lorsque, par exemple, il affirme que le « devoir des Arabes est de répandre dans le monde leurs vertus et leurs qualités, jusqu'à ce que les autres peuples puissent leur ressembler ou se hisser à leur niveau » ; même s'il indique, aussitôt après, qu'il s'agit d'un « devoir divin plein de vérité, de conviction, de pitié, de justice et de sacrifice » (discours « A la mémoire du prophète arabe », *op. cit. infra* p. 110, note 73).

(70) Même référence qu'à la note précédente.

(71) Même référence qu'à la note précédente.

(72) D'où une conception « élitiste », assez fermée, du parti. Pendant longtemps l'adhésion au Ba'th a donné lieu à une sélection qui se voulait rigoureuse et reposait sur des épreuves de nature à faire ressortir, davantage que l'intelligence des futurs militants, leurs qualités de courage, de sang-froid et d'endurance.

nation homogène et unifiée » en « leur révélant les forces latentes qui résidaient en eux » et les a « projetés sur la scène de l'Histoire » (73). Il fait partie intégrante de leur héritage et demeure la manifestation la plus brillante de leur génie.

Le nationalisme arabe en procède. Mais il en prend aussi le relais comme « force motrice première » et « mot d'ordre qui seul peut faire vibrer aujourd'hui les fibres du cœur des Arabes, parvenir jusqu'au tréfonds de leur être et répondre à leurs besoins véritables et essentiels » (74). « Mutilés dans leur liberté, leur souveraineté et leur unité, ils ne peuvent comprendre que le langage du nationalisme », et « de même qu'il ont répondu dans le passé à l'appel de la religion et ont pu ainsi réaliser une révolution économique, de même ils sont maintenant en mesure de réaliser la justice sociale [...] et la liberté, grâce à leur seule foi nationale » (75).

Le Ba'th, en ceci, s'écarte des intégristes de tout bord et des Frères musulmans, pour lesquels l'islam doit rester le principe de l'organisation sociale et le pôle autour duquel l'identité nationale se retrouvera. Il n'est pas athée pour autant, comme ses ennemis l'ont parfois prétendu, puisqu'il reconnaît la place éminente que l'islam occupe dans l'histoire et la vie des Arabes et milite pour une « promotion morale et spirituelle » (76), à laquelle les préceptes et les traditions issus de la religion contribueraient (77). Mais son laïcisme en revanche ne fait pas de doute.

Il tient à la sorte de sécularisation de l'islam à laquelle il procède, en en ignorant les aspects théologiques, juridiques et sociaux, pour l'envisager surtout comme un fait culturel et politique. Il en estompe les caractères de religion révélée et de système de vie collectif pour le considérer essentiellement comme la première manifestation historique de l'arabisme.

Il tient aussi à la dissociation, souhaitée par les ba'thistes,

---

(73) Discours prononcé le 5 avril 1943 par Michel Aflak à l'Université de Damas : *A la mémoire du prophète arabe.*

(74) Michel Aflak : *La voie de la Renaissance,* p. 202.

(75) Michel Aflak, cité dans *Orient,* 1964, p. 165.

(76) *Constitution du Ba'th,* principes fondamentaux et art. 5.

(77) Un certain mysticisme imprègne même la pensée des pères fondateurs du Ba'th. Zaki Arsouzi racontait volontiers à ses disciples l'« expérience métaphysique » qui lui avait été donné de vivre inopinément, un jour de 1928, à la sortie de la Sorbonne. Et l'un des plus beaux éloges qu'on ait pu entendre de la religion est sans doute celui que Michel Aflak lui a rendu dans son discours *A la mémoire du Prophète arabe,* déjà plusieurs fois cité.

entre le fait religieux musulman et la prédication nationale contemporaine. Il est ainsi, selon eux, le seul moyen d'associer les minorités non musulmanes à l'élan de libération du monde arabe et de donner à cet élan sa pleine signification de mouvement d'émancipation résolument moderne. Mais, du même coup, l'islam est remis à sa place. Il est coupé du politique et sa primauté disparaît. Le réveil national arabe s'était effectué, dans le premier quart du siècle, à partir d'une exaltation des valeurs retrouvées de l'islam, sous la forme, en particulier, du « salafisme » (retour aux sources et à la pratique des « pieux ancêtres »). Il comportait donc une connotation discriminatoire vis-à-vis des minorités non musulmanes et recélait, pour elles, une menace d'intolérance quant à l'avenir : de là le succès de la prédication laïque du Ba'th auprès de ces minorités.

Le laïcisme du parti tient enfin à son souci, très proche de celui d'un Bourguiba par exemple, de combattre toute espèce d'obscurantisme et de lutter « contre les superstitions et les traditions rétrogrades » (78). L'accent n'est cependant que très rarement mis sur ce troisième aspect, par crainte sans doute de provoquer la suspicion des milieux musulmans conservateurs.

D'ailleurs, ce laïcisme est beaucoup plus implicite qu'explicite, beaucoup plus dans le ton et les intentions, que dans les déclarations. Il reste diffus, à travers certaines lacunes savamment agencées au niveau des textes et des prises de position du Ba'th, mais jamais en tout cas dans de brutales proclamations qui braqueraient contre lui les croyants. Comme le souligne Pierre Rondot (79), « traiter l'Islam par prétérition » est déjà, en terre arabe, « une extraordinaire audace » : le parti n'a jamais pu aller au-delà. Il a même dû, dans les dernières années, faire machine arrière face aux violentes réactions populaires, que ses adversaires avaient su attiser contre lui, en mobilisant les foules autour de la défense de l'islam.

Nul ne s'y trompe au demeurant. Sur ce point, la doctrine du Ba'th exprime d'abord les préoccupations de minoritaires, qui voudraient se libérer de la prépondérance socio-politique de l'islam et du passage obligatoire par le canal des communautés et de leurs chefs, que le confessionalisme leur impose — situation qui leur paraît d'autant plus insupportable qu'ils ont découvert et vécu en France, durant qu'ils y étaient étudiants, un tout autre système. Mais, dans les

(78) *Constitution du Ba'th*, art. 44.

(79) Dans *Etudes*, juillet 1964, p. 79.

conditions actuelles du monde arabe, leurs desseins étaient pour le moins prématurés et ils ont dû rapidement les estomper.

Michel Aflak avait pourtant pris la précaution de souligner la nécessité, pour les chrétiens d'Orient, de « reconnaître en l'islam une culture nationale au sein de laquelle ils doivent s'immerger, afin de la comprendre et de l'aimer » et de « s'attacher à lui comme à l'élément le plus précieux de leur arabisme » (80). En fait la division même de l'univers arabe en confessions distinctes lui apparaissait comme une survivance néfaste du passé, un ferment de dispersion et de zizanie de nature à retarder la libération nationale, dès lors, notamment, que l'étranger serait tenté de jouer sur elle. En quoi il n'avait pas tort. Et le laïcisme aurait dû pouvoir, là encore, permettre de surmonter cette division. « Toutes les factions religieuses, communautaires, tribales, raciales ou régionales » sont ainsi condamnées par le parti (81). « Toutes les différences existant entre les Arabes doivent être éliminées avec l'éveil de la conscience arabe » (82), affirme le même texte ainsi que « les séquelles de la ségrégation politico-religieuse érigée en politique d'Etat par les Ottomans et qui tendent à privilégier, dans les populations, le sentiment d'appartenance à un groupe donné, aux dépens de l'idée de communauté nationale » (83). Mais on déborde ici sur un autre thème, celui de l'unité : car si la communauté des Arabes doit être soudée, homogène, à l'intérieur de chacun des Etats qui la composent, elle doit l'être aussi dans sa totalité, faute de quoi l'on voit mal comment son affranchissement pourrait s'accomplir.

L'objectif unitaire a dû être sacrifié, par le parti, dans les faits, après qu'il ait cherché pendant un certain temps, en vain, à le mettre en pratique. L'échec de la R.A.U. n'y a pas peu contribué, de même que les affrontements qui, par la suite, ont continué à l'opposer au nassérisme et au Ba'th d'Irak. Il a fini par ne plus se préoccuper que d'assurer sa domination exclusive à l'intérieur de la seule Syrie ; et, à partir de la mise à l'écart des « leaders historiques » et du triomphe de la jeune garde du parti beaucoup moins sensibilisée au problème, on ne le voit plus guère s'y référer que

(80) Cité dans la revue *Orient*, n° 33 de 1965, p. 72.

(81) *Constitution du Ba'th*, art. 15.

(82) *Idem*, premier principe fondamental.

(83) *Idem*, deuxième principe fondamental.

par une sorte de réflexe machinal sans implications pratiques (84).

L'unité arabe était pourtant l'une des priorités absolues pour les idéologues du parti (85), parce qu'ils avaient senti la force de l'attachement des foules à ce mythe et compris à quel point la libération nationale et sociale demeurerait factice, tant que n'auraient pas disparu les frontières imposées par des siècles de décadence et d'asservissement (86).

Le parti avait d'ailleurs été bâti de manière à refléter dans ses structures sa vocation panarabe (87). Et l'on sait que l'une de ses grandes originalités est d'avoir poussé, à partir de la Syrie, des rameaux dans la plupart des pays arabes, avec plus ou moins de succès, y compris dans les plus éloignés, comme la Tunisie ou la Mauritanie. Mais le Ba'th syrien est resté longtemps la tête du mouvement, jusqu'à ce que le parti ne s'empare durablement du pouvoir à Bagdad et ne connaisse alors un schisme entre deux églises rivales, jamais réconciliées depuis.

Au niveau de chaque Etat, un Commandement régional, élu par la convention régionale et dirigé par un secrétariat, rassemble les « branches », les « divisions », les « compagnies » et les cellules, qui constituent les plans inférieurs de la pyramide (88). Mais le sommet est au niveau interarabe : un Commandement national élu par le Congrès national, forme l'instance suprême du parti (89). Ce Commandement était autrefois installé à Damas et, manipulé par les dirigeants

(84) Par exemple dans la Constitution de 1973 (préambule) : « Toutes les réalisations accomplies ou pouvant l'être dans n'importe quelle contrée arabe, dans l'état de fait de fractionnement, restera incapable d'atteindre ses objectifs et exposée à l'altération et aux revers, si elle n'est pas étayée et protégée par l'unité arabe ».

(85) Voir en particulier Salah Bitar : « L'unité arabe », dans *Orient*, n° 37 de 1966.

(86) « Notre problème est celui d'une nation morcelée et soumise à la domination de l'impérialisme dans certaines de ses parties et le morcellement est le plus grand obstacle qui se dresse sur la voie de notre renaissance » (Michel Aflak, cité dans *Orient*, 1964, p. 105).

(87) L'adhésion au parti se fait en outre sans distinction de nationalité et l'on rencontre dans les instances « régionales » du Ba'th dans chaque pays (comme d'ailleurs dans les rouages de l'Administration, de la police et de l'armée, dans des postes parfois importants) de nombreux ressortissants d'autres Etats arabes.

(88) Le modèle communiste a servi, en fait, d'inspiration au parti : enracinement à la base par des cellules propices à l'action clandestine, prédominance des liaisons verticales, forte centralisation.

(89) La représentation de chaque pays y est fonction d'une pondération qui tient compte de l'importance relative de chacune des « régions » arabes en cause. Les décisions, prises selon la règle de la majorité, s'imposent, en principe, aux directions régionales.

syriens du Ba'th, il constituait le siège, entre les différentes tendances qui s'y disputaient la prééminence, de jeux subtils et imprévisibles. Organe d'arbitrage et de coordination, il a, pendant un temps, pesé d'un poids très lourd dans la vie politique de la Syrie. On n'en parle guère aujourd'hui, sauf pour apprendre, de temps à autre, la réunion, à Damas ou à Bagdad, de commandements nationaux rivaux, à la discrétion des dirigeants en place dans l'une ou l'autre capitale...

Et néanmoins, quel beau rêve l'unité n'était-elle pas ! Sans elle, estimaient les Ba'thistes, point de libération digne de ce nom, car on ne peut résister dans la dispersion à l'impérialisme. Et point de socialisme non plus, tant que pourront subsister dans certains pays arabes des régimes réactionnaires à la solde du grand capital étranger.

Dans la doctrine originaire du parti, *le socialisme* n'occupait que la troisième place par rapport à la double priorité de la question nationale et de l'unité arabe (90). Il était en outre fondamentalement anti-marxiste. Wahib Ghanem, par exemple, affirme que de longues discussions ont été nécessaires pour convaincre Michel Aflak de l'opportunité de préciser le contenu social de l'idéologie ba'thiste dans le texte de la Constitution du parti. Il rappelle que, lors des débats de son premier Congrès national, en avril 1947, il advint que le courant « arsouziste » qu'il animait fût taxé par les partisans d'Aflak d'« extrémistes marxistes » — déjà : car le débat devait rebondir par la suite, comme on le verra plus loin.

L'hostilité de Michel Aflak et de ses amis à l'égard du communisme mérite d'abord quelques commentaires (91).

(90) « Bien que la question sociale et économique soit chez nous d'une acuité particulière (...), elle dépend cependant d'une question plus importante et plus profonde qui est la question nationale. Et nous ne pourrons trouver une solution au problème économique que si nous le considérons comme une partie et une conséquence nécessaires de la question nationale » (Michel Aflak, cité dans *Orient*, 1964, p. 165). Et encore : « Notre socialisme ne pourra définitivement s'imposer que dans le cadre de l'Etat arabe unitaire, c'est-à-dire quand tout le peuple arabe sera libéré et quand disparaîtront les entraves qui, tels l'impérialisme, le féodalisme et les frontières géographiques imposées par la politique, font obstacle au succès du socialisme » (*idem*, n° 25 de 1963).

(91) D'autant plus qu'ils en ont, dans un premier temps, subi l'attraction — vers 1934, où ils ont collaboré à la revue marxiste *Al-Talia* (« L'Avant-garde »), dont l'audience alors était grande auprès de la jeunesse : curieuse courbe de la pensée d'hommes qui, quelques années plus tard, feront lire à leurs disciples Rosenberg... Le flirt avec les communistes ne devait d'ailleurs pas durer au-delà de 1936 où, déçu par l'opportunisme tactique du P.C.S.L. et par ses compromissions avec le Front populaire alors au pouvoir à Paris, M. Aflak allait prendre définitivement ses distances à l'égard des marxistes. Il s'en est expliqué dans un opuscule publié, en commun avec S. Bitar, en 1944 (*Al-Qawmiyya al-arabiyya wa mawqafuha'min al-shuyu'iyya :* « Le nationalisme arabe et sa position vis-à-vis du communisme »).

Elle reflète la pensée d'un homme qui a subi sans doute l'influence d'André Gide — celui du *Retour de Russie* — et doit être replacée, si l'on veut en comprendre la vivacité, dans le contexte de l'époque. La possibilité de « voies nationales » vers le socialisme n'étant pas encore admise par Moscou, les communistes syriens avaient adopté une attitude non dépourvue d'équivoques sur la question de l'indépendance et l'on pouvait craindre, dans le cas où ils accéderaient au pouvoir, que le pays ne retombe sous une autre hégémonie (92). Michel Aflak s'en est d'ailleurs longuement expliqué dans plusieurs de ses écrits : c'est dire à quel point la question lui tenait à cœur.

Il reconnaît sans doute au marxisme le mérite d'avoir analysé avec profondeur les problèmes sociaux, et adhère à sa critique du capitalisme et de l'impérialisme. Mais l'éloge ne va pas au-delà et le leader ba'thiste rejette en bloc tous les postulats de Marx, qui reposent à ses yeux sur « des lois économiques et historiques artificielles » et sur « une explication de l'univers, de la vie et de tous les aspects de l'activité humaine pleine de déformations et d'inventions par rapport à la réalité » (93). Le matérialisme qui l'imprègne lui paraît haïssable : il « nie les bases spirituelles (...) qui sont le fondement de la Nation » et le moteur de la renaissance arabe (94). Et « lorsqu'il croit que les liens qui rattachent entre eux les membres de la classe ouvrière et les exploités dans tous les pays du monde sont beaucoup plus forts que ceux du sentiment national qui rattachent une classe donnée à sa nation dans un pays déterminé », il commet une erreur capitale, en « ignorant la formation historique vivante des nationalismes » (95). La morale, la religion, la nation sont bien autre chose que des superstructures : des valeurs profondes, permanentes, éternelles. Les déprécier, c'est porter atteinte à l'homme dans sa substance.

Le marxisme est donc destructeur. Aux anciens maux,

---

(92) Dès cette époque, le P.C.S. apparaît en outre comme un dangereux rival pour le Ba'th. Il a pu, en 1936-1938, étendre son influence à la faveur du gouvernement de front populaire en France, puis pendant la guerre, à la suite de l'entrée des F.F.L. en Syrie. Le premier manifeste politique rédigé, en 1940-1941 par Michel Aflak et Salah Bitar, était consacré à une dénonciation du « caractère anti-national du communisme ». Voir aussi l'opuscule publié pour eux en juin 1944 sous le titre *Al Ba'th wa'l-huzb al-shuya'i* (« Le Ba'th et le Parti communiste »).

(93 Dans la revue *Orient*, 1963, p. 164 et p. 166.

(94) « Rien ne nous pousse à adopter la philosophie matérialiste, car le spirituel est pour nous l'espérance suprême et le moteur profond de notre renaissance » (*Orient*, 1964, p. 159).

(95) *Orient*, n° 30 de 1964, p. 104.

il en substitue un nouveau, le collectivisme. Face aux anciennes idoles, il en érige une autre, la société. Son tort, c'est de « n'accorder que peu d'importance à l'individu : il ne le respecte pas et bafoue sa liberté » et, ce faisant, « il conduit à la dictature » (96) et annihile, dans la société, tout élan créateur. Car « la force principale d'une nation réside dans les mobiles qui poussent les hommes à agir » (97) ; « la liberté de l'individu est une condition essentielle pour mouvoir une société et la sauver de l'inertie — et « une société saine ne peut être fondée que sur des hommes libres » (98).

Quant à la lutte des classes, elle est une des lois de l'évolution historique, le Ba'th ne le nie pas. Mais mettre l'accent sur elle contribuerait à diviser les Arabes, alors qu'il faut les rassembler ; et dans les pays arabes, c'est la quasi totalité de la société qui est opprimée et veut le changement (99). Le Ba'th refuse donc la lutte des classes et prétend la transcender en réduisant les disparités et en diminuant l'écart entre les riches et les pauvres.

En outre — péché majeur — le communisme est « une idéologie occidentale étrangère à tout ce qui est arabe », dans laquelle Marx « a insufflé quelque chose de son esprit juif vindicatif ». Il n'existe « aucun lien ni aucune parenté entre lui et l'histoire des Arabes, leurs traditions intellectuelles, leur vie passée et présente », de telle sorte que « la conscience arabe ne peut adhérer au communisme qu'en renonçant à l'arabisme » (100). Or « la nation arabe n'est pas une petite nation d'importance secondaire qui peut adopter un message autre que le sien, marcher sur les pas d'une autre nation et se nourrir de ses restes [...] ; elle a apporté à l'humanité toute entière un message divin, qu'elle ne peut échanger contre le message de Marx », qui est « la négation du message arabe éternel » (101).

Mais « tant que le nationalisme arabe ne se sera pas exprimé en une doctrine scientifique cohérente et globale,

(96) *Idem*, 1963, p. 163.

(97) *Idem*, 1963, p. 163.

(98) *Idem*, p. 166.

(99) « Les ennemis du peuple arabe ne sont pas seulement les capitalistes et les féodaux, mais aussi les politiciens attachés au morcellement de la nation arabe, parce que c'est là leur intérêt personnel [...], tous ceux qui entravent la libération de notre pays ou s'opposent à elle. Tous ceux-là, nous les avons rangés d'un côté et la masse arabe de l'autre. Mais nous ne pouvons pas dire que nous avons divisé notre pays en classes, dans le sens marxiste du terme » (*Orient*, 1964, p. 105).

(100) *Orient*, 1964, p. 153-154.

(101) *Idem*, p. 155.

apte à être appliquée dans la réalité concrète de l'action organisée, le communisme représentera pour lui l'un des plus graves dangers » (102) : il « menace de faire disparaître la personnalité nationale arabe ou, tout au moins, il est un obstacle à son épanouissement », impose « à la pensée arabe moderne, qui n'en est qu'au début de son éveil, un point de vue partisan et tendancieux de nature à en compromettre la liberté et l'intégrité » (103) et « fait peser sur elle les risques de la stérilité, du dessèchement et du tarissement » (104). En un mot « il s'oppose à la renaissance arabe » (105).

Enfin, les Arabes n'ont pas combattu une hégémonie pour retomber sous une autre : le communisme « établit entre eux et le monde un rapport de parti » (106) et, par l'internationalisme (107), « il tente de les entraîner derrière un autre Etat, la Russie » (108). C'est une autre importante raison de lui dire non.

Que propose en échange Michel Aflak ?

Son socialisme, très proche de celui de Nasser et de plusieurs théoriciens du Tiers-Monde, se veut d'abord essentiellement national (109) — et ceci d'une double façon. Il entend être spécifiquement arabe et, rejetant tout emprunt exogène, émaner des profondeurs de la nation, se rattacher aux courants spirituels dont elle est pétrie et s'adapter à ses besoins et à ses particularités. Il prétend surtout être un *instrument* au service de sa libération (110), « le moyen le plus sûr de réaliser sa renaissance », « parce qu'il n'est pas possible que les Arabes participent ensemble au combat s'ils sont exploités et restent divisés en maîtres et esclaves ». Supprimer l'exploitation de classe, « c'est aussi supprimer la classe qui a utilisé la question nationale à son profit » (111). L'analyse, on le voit, ne va pas très loin : les intentions non plus d'ailleurs.

---

(102) *Idem*, p. 153.

(103) *Idem*, p. 157.

(104) *Idem*, p. 167.

(105) *Idem*, p. 157.

(106) *Idem*, p. 156.

(107) « Nous rejetons l'internationalisme sous sa forme marxiste, mais nous approuvons une libre coopération entre peuples socialistes libres » (*idem*, p. 105).

(108) *Orient*, 1963, p. 165.

(109) « Le socialisme est une nécessité qui émane de l'essence du nationalisme arabe » (*Constitution du Ba'th*, art. 4).

(110) « Nous voulons que le socialisme serve notre question nationale » (*Orient*, 1964).

(111) *Orient*, 1963, p. 163-164.

Le socialisme de Michel Aflak est en effet, aussi, gestionnaire et réformiste, épris de progrès pratiques immédiats. Il rejette les « abstractions stériles », se veut le fruit de l'expérience vécue et se limite à « organiser l'économie en vue de redistribuer les richesses [...], de garantir la justice et l'égalité entre les citoyens et de promouvoir des transformations radicales dans la production et dans les modes de production » (112). Pas question, par exemple, d'abolir la propriété privée, mais simplement d'en limiter les abus (113). Le capital et l'entreprise privée doivent avoir leur place dans la construction nationale, sous le contrôle de l'Etat. Et l'individu doit rester le moteur et la fin des progrès entrepris, ce qui condamne toute espèce de collectivisme.

Car ce socialisme est aussi libertaire et c'est l'une de ses contradictions les plus apparentes, dans un pays en voie de développement, où seule une forte dose de contrainte peut permettre d'opérer les transformations nécessaires. Michel Aflak pourtant s'en soucie peu. Il importe, écrit-il, de « s'appuyer sur l'individu et sa libre personnalité » (114), « l'homme est la valeur suprême » et « le social doit donc prendre cette forme vivante, véridique et judicieuse qui consiste à détruire l'exploitation sous toutes ses formes, sans pour cela tuer la liberté individuelle » (115). On aimerait davantage d'explications.

La vision que le parti se faisait, au départ, du pouvoir et de sa propre organisation (116) correspond à cette conception. L'attachement aux libertés dans la vie publique et privée des citoyens apparaît dans de nombreux textes, notamment dans la *Constitution du Ba'th*, où l'on peut lire que le renouvellement de la nation arabe est « fonction de l'accroissement de la liberté individuelle » (117) ; que « le peuple doit être à même d'exercer ses droits dans la vie privée et natio-

(112) *Idem*, p. 162-163.

(113) « Le communisme est allé trop loin sur la voie des nationalisations : il a aboli le droit de propriété et, par voie de conséquence, a tué dans l'individu tout mobile instinctif et personnel. Au contraire, le socialisme du Ba'th (...) se garde d'abolir la propriété privée et se borne à la limiter par de lourdes entraves, de manière à empêcher tout abus » (*Orient*, 1963, p. 163-164).

(114) *Idem*, p. 163.

(115) *Idem*, 1964, p. 104.

(116) Pour l'ensemble des problèmes intéressant l'organisation du parti, voir notamment H. al-Shawi : « Le Ba'th, sa technique d'action politique », dans *Maghreb-Machrek*, n° 59 de 1973, p. 63.

(117) Deuxième principe fondamental.

nale » (118) et que la Constitution du pays « doit garantir à tous les citoyens arabes l'égalité absolue devant la loi, la faculté d'exprimer en toute liberté leur opinion » et « leur assurer ainsi une vie libre dans les limites de la légalité » (119). Le parti se déclare en faveur d'un régime parlementaie représentatif (120). Il condamne le pouvoir personnel et voudrait bâtir ses structures sur le principe de collégialité et les règles de la démocratie, qui veulent que les dirigeants, à tous les niveaux, procèdent de la base par une cascade d'élections. Comment concilier de telles professions de foi avec la volonté, affichée par ailleurs, d'un changement rapide et violent ? Nul ne le précise. Et la pratique se chargera de résoudre la contradiction, dans le sens de l'instauration d'une dictature qui, pendant quelques années, de 1966 à 1970, sera même très rude.

Mais le socialisme du Ba'th devait, dans les années 1960, subir d'appréciables métamorphoses. A partir de cette date, l'accent est mis sur lui et la réflexion à son endroit s'approfondit. Le marxisme prend alors sa revanche et le pénètre.

Diverses raisons expliquent ce tournant. L'indépendance est désormais un fait. Il faut aller au-delà, la consolider par une libération économique et sociale, de l'intérieur. L'échec de la R.A.U. fait rétrograder peu à peu à l'arrière-plan le souci d'unité, qui n'apparaît plus que comme un vœu pieux pour l'avenir. La compétition acharnée avec le nassérisme oblige à renforcer le contenu social de la doctrine, dont il convient de démontrer qu'elle est distincte de celle du *Raïs* (pour éviter de tomber sous l'accusation de chauvinisme et de séparatisme) et supérieure à la sienne (pour mieux lui disputer des masses sur lesquelles son influence s'étend). Enfin, la montée d'équipes nouvelles plus radicales, dont on a parlé, et les affrontements entre directions et factions stimulent le travail idéologique et conduisent à des surenchères, dont certaines conceptions vont sortir bouleversées.

La première approche du marxisme au sein du parti s'effectue sous l'impulsion d'un petit cercle d'intellectuels, dont certains appartiennent au Ba'th depuis longtemps, alors que d'autres ont un passé communiste : Jamal Atassi, Abdelkarim Zouhour, Yassin el-Hafez, Elias Murkos... Leur propos

(118) Art. 5 de la Constitution du Ba'th.

(119) *Idem*, art. 17.

(120) *Idem*, art. 1er : « Le régime de l'Etat arabe est un régime parlementaire constitutionnel ; le pouvoir exécutif est responsable devant le pouvoir législatif élu directement par le peuple ».

est de transformer le vague et romantique socialisme du Ba'th en une doctrine scientifique, révolutionnaire, en s'efforçant d'élaborer une version du marxisme qui soit adaptée aux conditions du monde arabe. Yassin el-Hafez, en particulier, publie, entre 1963 et 1965, trois études qui auront un certain impact (121). L'écho rencontré dans différentes couches du parti est important, mais les idées nouvelles ne sont pas toutes retenues. Un tri est opéré et un compromis permet de greffer les concepts marxistes sur les notions ba'thistes habituelles : il débouche sur les « Propositions théoriques » adoptées par le VI[e] Congrès national du parti, à Damas, en octobre 1963 (122). Leur analyse permet de mesurer le chemin parcouru.

Le principe d'une « voie arabe vers le socialisme » est retenu, mais le terme traditionnel de « socialisme arabe » ne disparaît pas pour autant. La « lutte des classes » est prise en considération (123) mais sans devenir la pierre angulaire de l'édifice révolutionnaire du parti, qui reste le thème de la nécessaire unité des Arabes. Le « parlementarisme bourgeois », les « libertés formelles » sont condamnés car, selon l'aile gauche, l'accent mis sur la liberté aurait fait osciller le vieux Ba'th entre la lutte parlementaire (qui fait le jeu des forces réactionnaires) et l'espoir du coup d'Etat (pour briser ces forces). On parle de « démocratie populaire », qui serait basée sur la « fusion organique de l'armée et du parti ».

En fait, c'est là que le bât blesse. Les marxistes du Ba'th sont anti-militaristes et s'inquiètent de la primauté de l'armée. Craignant une « fascisation » du régime, ils auraient aimé voir le Congrès affirmer la nécessité d'écarter celle-ci de la vie politique, en raison du risque de constitution d'une nouvelle classe dirigeante sous la forme d'une « bureaucratie militaire ». Mais ils ne sont pas suivis et la « fusion organique » prônée par le Congrès jette au contraire les bases,

(121) « A propos de la pensée politique » (*Fi al-fikr as-siyâsi*), 2 vol., Damas, 1963 ; « L'arabisation du marxisme » (*Ta 'rib al-marxiyya*), 1963 ; et « De quelques problèmes de la révolution arabe » (*Haul baêd qadâya ath-thaura al-arabiyya*), Beyrouth, 1965.

(122) Ces « Propositions » seront publiées en 1964 sous le titre *Ba'd al muntalaqât an-nazariyya*. Voir aussi l'opuscule *Quelques bases théoriques adoptées par le VI[e] Congrès national*, publié par le Bureau de propagande, d'édition et d'information du parti Ba'th.

(123) « La lutte des classes dans notre patrie ne s'est pas cristallisée sous la forme d'une division stricte de la société entre une minorité de capitalistes et une classe ouvrière. Elle a surgi de l'incapacité des classes dominantes, féodales et bourgeoises, à diriger et protéger la richesse du pays contre le pillage colonialiste. »

on l'a vu plus haut (124), d'une politisation de plus grande envergure de l'armée, et d'une ingérence encore plus marquée de sa part dans les affaires du parti et de l'Etat.

D'ailleurs, dans les mois qui suivent, le Comité militaire orchestre une contre-offensive, à l'occasion du Congrès régional, puis du VII[e] Congrès panarabe, en février 1964. Malgré le soutien de Moscou, la plupart des marxistes sont expulsés du parti et tiendront, en août, un Congrès séparé où ils dénonceront « la dégénérescence militariste de la révolution ». Mais la trace de leur passage restera gravée dans la doctrine du nouveau Ba'th, pour de nombreuses années — même sous l'emprise des militaires. Jusqu'à ce que l'idéologie finisse par s'étioler tout à fait, face aux réalités concrètes du pouvoir et aux exigences d'un pragmatisme sans complexes...

Institut kurde de Paris

(124) Page 104.

CHAPITRE III

L'ARMEE

230 000 hommes sous les drapeaux, mais 430 000 mobilisables, plus de 2 500 chars, 1 200 pièces d'artillerie, 400 avions de combat, 400 fusées sol-air, un service militaire de deux ans et demi... Il y a loin de l'actuelle armée syrienne aux quelques milliers de soldats mal équipés et piètrement préparés des temps révolus de la guerre de Palestine !

Pourtant, depuis l'indépendance, cette armée est la source du pouvoir en Syrie et sa prédilection pour la politique s'est très tôt affirmée : il faut essayer d'expliquer pourquoi (1).

Disons tout de suite qu'en dépit de changements fréquents dans la composition du corps des officiers, elle a très vite revêtu l'allure, dans ce pays, d'une armée essentiellement populaire dans ses racines, refuge des pauvres et des minoritaires. Un bref rappel historique en convaincra.

De nombreux officiers syriens servaient déjà, sous l'Empire ottoman, dans l'armée turque. La plupart étaient sunnites, car il importait au sultan que la même foi cimente ses légions. Aussi, les adeptes d'autres rites ou religions étaient-ils aisément exemptés du service militaire, en échange d'une modeste contribution financière (système du *badal* ou rachat). Mais le recrutement avait lieu en revanche dans les milieux ethniques les plus divers, la Turquie n'hésitant pas,

(1) Voir notamment à ce propos : M. Abdelwahab : *Armée et pouvoir politque en Irak et en Syrie*, thèse, Paris, 1967 ; E. Beeri : *Army officers in arab politics and society*, Jérusalem, 1969 ; J.C. Hurewitz : *Middle-East politics: the military dimension*, New-York, 1969 ; P. Vernier : *Armée et politique au Moyen-Orient*, Payot éd., Paris, 1966, et « Le rôle politique de l'armée en Syrie », dans *Politique étrangère*, 1964, p. 458.

en puissance coloniale avisée, à favoriser certains groupes non arabes pour affermir sa domination. Husni Zaïm et Sami Hennaoui, par exemple, qui avaient servi sous son étendard avant la guerre de 1914, étaient kurdes, comme on le sait, et Osman-Bey et Toufic-Bey, tcherkesses. Aucune exclusive n'était non plus posée sur le plan régional. Enfin, l'éventail social était ouvert. Si nombre d'officiers étaient d'extraction plutôt modeste, plusieurs appartenaient à des milieux aisés (Zaïm, Hennaoui...), voire à des familles aristocratiques de Damas (Youssef el-Azmé, Choukry el-Assâli ou Salim al-Djazaïri, descendant de l'émir Abdelkader).

Sous l'éphémère royaume arabe de Fayçal, les promotions interviennent d'ailleurs dans les rangs de ces derniers, parmi les anciens compagnons du souverain au sein des sociétés secrètes, qui font presque tous partie de la classe dominante traditionnelle : nommé par le roi ministre de la Défense et commandant en chef, tué à la bataille de Maysaloun, Youssef el-Azmé en est le meilleur exemple.

Avec la France, des bouleversements interviennent, qui vont marquer profondément cette armée pour l'avenir. La politique turque de recrutement parmi les groupes ethniques minoritaires est évidemment poursuivie. Mais la puissance mandataire va bien au-delà et ce sont, en fait, toutes les divisions de la société syrienne qu'elle s'efforce d'exploiter. Face à la population sédentaire des villes, qui lui est hostile, elle embrigade les bédouins dans des Compagnies méharistes d'élite. Et surtout, face au nationalisme sunnite qui la combat, elle se tourne vers les groupes minoritaires isolationnistes, non sunnites ou non musulmans, à partir desquels elle entreprend de former des unités distinctes et dévouées à son service. A côté d'escadrons kurdes, tcherkesses, une légion arménienne est fondée en 1919, un bataillon assyro-chaldéen et une milice ismaélite en 1921, des escadrons druzes en 1926, des bataillons alaouites... Trois régions sont ainsi privilégiées : la bordure du désert (bédouins, Tcherkesses...), les montagnes du sud et du nord (Kurdes, druzes...), les zones rurales et urbaines du nord-est (ismaélites, alaouites...).

Une telle politique présente, du point de vue français, de nombreux avantages : elle consolide la présence coloniale (du moins en apparence) ; répond à la nécessité d'élargir le recrutement pour faire front, en particulier, aux exigences du maintien de l'ordre ; et permet d'améliorer la qualité des troupes par l'appel à des populations montagnardes ou nomades, aux mœurs rudes et imbues de solides traditions guerrières.

La bourgeoisie sunnite contribue, par son attitude, à renforcer cette politique. Elle s'oppose à l'incorporation de ses enfants dans les Troupes spéciales du Levant — considérées comme un instrument aux mains des autorités françaises — tandis que les jeunes campagnards répondent au contraire avec faveur aux sollicitations dont ils sont l'objet, parce qu'ils y voient une possibilité de promotion sociale, le moyen d'échapper à un isolement séculaire et d'acquérir des compétences techniques utilisables ensuite dans la vie civile.

C'est donc une armée très fragmentée que la France lègue finalement à la Syrie. Des unités autonomes formées pour la plupart de minoritaires la composent, dont chacune est un tout humain cohérent, alors que l'ensemble demeure hétérogène. Le sentiment d'appartenance au groupe y est très fort, non pas au niveau de la totalité du corps, mais à celui de la brigade, du régiment, voire de la compagnie ou de l'escadron. La division de l'armée en factions puise peut-être là sa source principale : dès 1946 on y verra les centres de décision proliférer de manière anarchique, à l'échelon de chefs de grade inférieur, entretenant avec leurs soldats des rapports de clientèle de type paternaliste et pesant d'un poids souvent bien plus décisif que le chef d'état-major général...

C'est enfin d'une armée très plébéienne que la Syrie hérite à son indépendance et, pour peu que les tendances du mandat se fussent poursuivies un certain temps encore, elle n'eut pas tardé à devenir une sorte de milice prolétarienne, dont les soldats illettrés eussent été une force de frappe docile à l'impulsion des séditieux qui voudraient les utiliser.

Mais justement, à partir des années 1940, une réaction s'amorce. Les cadres finissent par faire défaut et le *badal* est supprimé. Si des dispenses restent possibles, elles ne pourront en principe être accordées aux recrues dont les connaissances dépassent le niveau du certificat d'études ; tandis qu'à l'inverse, des facilités sont prévues pour renvoyer dans leurs foyers les paysans, manœuvres, bédouins qui encombrent les rangs. La classe dirigeante se montre d'ailleurs très soucieuse, à cette époque, de reprendre le contrôle d'une armée qui lui échappait sous le mandat et dont, par conséquent, elle se méfie. De nombreuses promotions ou nominations d'officiers arabes sunnites, relevant de la grande bourgeoisie, interviennent — parmi les Mardam, les Atassi, les Kouzbari... qui se poussent au premier rang. L'enjeu est énorme : car, si elle veut maintenir sa domination sur l'Etat, la vieille

oligarchie urbaine sunnite doit pouvoir disposer de l'armée nouvelle.

Elle n'y parviendra pas et, de prime abord, ses rapports avec l'armée sont mauvais. Le décalage est d'ailleurs total. Il est social, ethnique, confessionnel, régional et, à tout prendre, l'armée est bien plus représentative du pays que la classe dirigeante. Un conflit de générations oppose aussi les officiers, souvent plus jeunes, aux dirigeants civils. Enfin, l'absence totale de relations organiques entre les politiciens et les militaires, pendant toute la période du mandat, ne contribue pas au rapprochement. Les militaires étaient alors étroitement soumis aux autorités françaises — c'était, au demeurant, une cause de conflit fréquente avec Paris — et le Bloc national avait, à plusieurs reprises, demandé, la dissolution de l'armée et son remplacement par un corps neuf, sans attaches avec l'occupant.

L'armée n'en est pas moins, en 1945, nationaliste à sa façon : sa participation aux émeutes de mai en témoigne. Mais c'est précisément son nationalisme qui l'amènera, dans les années suivantes, à renverser le pouvoir établi...

Dès 1949, en tout cas, la menace israélienne amène à élargir de nouveau le recrutement en direction des classes populaires, en même temps que l'humiliation de la défaite aggrave la coupure avec le pouvoir civil et prépare une radicalisation, qui s'accentuera peu à peu.

Pendant quelques années, l'armée reste à l'image de la transition que vit la Syrie, sollicitée par les factions rivales qui se disputent son appui et qui, par leurs manœuvres, provoquent, alimentent et accusent les clivages en son sein. La droite, la gauche, les nassséristes, les ba'thistes... tous les courants y sont représentés et s'y affrontent, jusqu'à ce que, d'épuration en épuration, le Ba'th enfin n'y domine, puis la gauche du Ba'th... en attendant qu'une stabilisation se produise, reflet de celle que le pays connaît lui-même.

Miroir de la société syrienne, l'armée est donc aussi, on le voit, dès les origines, au cœur de ses contradictions. Elle le doit d'abord à sa base populaire. Armée ouverte et non pas caste fermée, étroitement mêlée à l'histoire de la nation, perpétuellement branchée sur les couches profondes de la population avec lesquelles elle ne perd jamais le contact, elle n'est pas, comme celles d'Amérique latine, une armée de *pronunciamento*, aristocratique ou bourgeoise et, le plus souvent, à vocation conservatrice. Une saveur des campagnes la parcourt et, comme l'écrit Georges Vincent, « sous l'uniforme du soldat syrien [...] on retrouve le paysan, sérieux, bon

enfant, un peu lourd, comme tous ceux qui passent leur vie à peser sur le soc d'une charrue, mais nullement excité et sans haine » (2). Disons qu'en Syrie plus largement, les militaires proviennent, depuis longtemps, et dans leur majorité, des classes défavorisées du pays.

C'est la raison première de leur politisation précoce. Mais il en est d'autres. Le caractère composite de l'armée d'abord, qui favorise les heurts et les brassages, beaucoup plus qu'en milieu homogène. Sa fragmentation aussi, et la multiplication des centres d'impulsion et de commandement : les unités jouissant de la plus grande autonomie, comme la « garde du désert » et plus tard la « brigade des frontières », ont été le fer de lance de plusieurs coups d'Etat. D'autre part, sa participation à la résistance anti-ottomane et aux sociétés secrètes devait la prédisposer, dès la guerre de 1914, à faire de la politique. L'influence sur ses cadres des idées « jeunes turques » d'abord, puis républicaines françaises, a fait le reste, en orientant les officiers syriens vers des conceptions modernistes, réformistes et laïques, et par la suite, avec le nassérisme et le ba'thisme, plus nettement progressistes, conceptions qu'ils allaient être tentés d'imposer en s'emparant des rouages de commande.

Dans d'autres pays cependant, l'armée n'a joué qu'un rôle transitoire, soit qu'elle ait préféré elle-même restituer au bout d'un certain temps le pouvoir aux civils soit que ses échecs répétés l'aient contrainte de s'effacer. Mais, en Syrie, elle n'a cessé de régner toujours davantage. Et l'on peut affirmer que, depuis l'indépendance, c'est elle, en fait, qui anime ici l'Etat et le conduit — en général sous le paravent de civils, ba'thistes ou non, qui lui servent de complices et de couverture. L'analyse des péripéties de la vie politique syrienne devrait le montrer.

(2) « La Syrie : des jardins sur l'Oronte au barrage de l'Euphrate », dans la *Revue de Défense nationale*, juillet 1970, p. 1 112.

INSTITUT KURDE de PARIS
BIBLIOTHÈQUE

TROISIEME PARTIE

LES PÉRIPÉTIES

Institut kurde de Paris

Institut kurde de Paris

L'histoire de la Syrie contemporaine est pour le moins aussi tourmentée que son passé. De prime abord, trois traits la caractérisent, autant de clichés, un peu faciles, qu'un observateur plus averti n'accueillera qu'en les assortissant de nombreuses réserves.

Le premier est *une certaine précocité de l'évolution politique.* A l'avant-garde des mutations dont le Proche-Orient, depuis le début du siècle, est le siège, la Syrie a nourri le réveil arabe qui devait ensuite ailleurs s'épanouir. Seule dans la région à s'être libérée par les armes, sa réaction contre l'emprise occidentale consécutive à la guerre de 1914 est aussi plus vigoureuse et plus rapide. Une république aux structures plus ouvertes que les monarchies conservatrices des pays voisins s'y installe alors. Les ébranlements décisifs partent, dans les années suivantes, de Syrie. Les premiers putschs réussis du monde arabe s'y déroulent. Et vers 1950, avant Le Caire et Bagdad, c'est à Damas que la première poussée de la gauche arabe se manifeste.

Le tempérament national y est sans doute pour quelque chose. « Sujette aux entraînements les plus vifs » et sensible aux attraits de l'aventure, la Syrie est finalement, comme le souligne Pierre Rondot (1), « le moins conformiste des Etats arabes ». Les idées neuves y ont toujours trouvé un terrain d'ancrage favorable. Et l'extraordinaire brassage humain dont elle est le fruit, la tradition d'individualisme et d'hérésies qui est la sienne, avec une sorte de grâce insolente et téné-

(1) Dans *Etudes*, février 1956, p. 246.

breuse, lui ont donné très tôt le goût des éclosions soudaines et convulsives.

Qu'on ne s'y trompe pas cependant. Car de solides enracinements compensent en profondeur tant d'apparente impulsivité. Et la précocité va de pair avec *des pesanteurs qui l'équilibrent* et constituent, sur la voie du progrès, souvent autant d'entraves : poids de la religion, endurcissement des clivages, obstination des coutumes... Contradiction, dira-t-on ? Sans doute. Mais ce pays en est pétri et celle-là n'est pas la seule.

Le radicalisme, ainsi, paraît être un autre trait marquant de la politique syrienne : une fierté, une intransigeance ombrageuses et bruyantes. Et il est de fait que, pendant longtemps, à juste titre d'ailleurs, l'image de la Syrie a pu s'identifier à l'étranger avec celle d'un extrémisme, d'une rudesse de ton et de manières, d'une promptitude aux excès et d'une susceptibilité de comportement, qu'on a vu se manifester, selon les époques, sur les plans les plus divers, qu'il s'agisse des démêlés avec Paris du temps du mandat, du combat contre le sionisme ou de certaines orientations de politique intérieure, en particulier lorsque la gauche du Ba'th était au pouvoir.

Les durs défis auxquels le pays a été soumis dans les dernières décennies et le complexe aigu d'encerclement dont il a souffert expliquent assez bien, entre autres raisons, ces tendances. Aux menaces qui pesaient sur elle, la Syrie a répondu par une exaspération du sentiment national, un hérissement et une fuite en avant, qu'on serait mal venu de lui reprocher.

Mais là encore, pour peu qu'on s'efforce de mieux démêler la réalité, on la découvre aussitôt beaucoup plus nuancée. Derrière l'écran de fumée d'un extrémisme, au demeurant épisodique, une conscience aiguë des limites que le possible impose, une pondération, une prudence remarquables caractérisent, bien plus fréquemment que l'outrance, le comportement réel des dirigeants de Damas. Cette mesure trouve peut-être, sous le règne actuel du général Assad, son expression la plus accomplie. Et, plutôt qu'une persévérance dans l'intransigeance et une inclination constante à gauche, c'est *une alternance* que l'étude des péripéties révèle, entre des moments durs, autoritaires, où dogmatisme et dictature mènent le pays d'une poigne de fer sur la voie d'emballements dramatiques, et des temps de modération et d'ouverture, où la recherche

du compromis succède à la clameur des anathèmes, au profit d'assouplissements que le réalisme commande. Ce balancement, on le verra, est très frappant. Il est sans doute de la nature des choses, mais bien plus net ici qu'ailleurs, parce que le rythme des pulsations y est plus rapide, plus resserré et l'ampleur des creux et des pleins plus accusée. Il s'exprime aussi dès la période du mandat pour se prolonger jusqu'au sein même de l'ère ba'thiste ouverte en 1963. Il traduit une sorte d'hésitation fondamentale entre un socialisme radical, autoritaire et des méthodes plus libérales et pragmatiques : comme si le régime redécouvrait à chaque tournant qu'il n'a pas les moyens des options idéologiques qui l'inspirent.

L'instabilité est donc le troisième trait qui semble caractériser ici la vie politique. Elle oppose la Syrie à la plupart des autres pays arabes, à commencer par ceux du Maghreb, mais la rapproche de l'Irak. De l'indépendance à l'arrivée du Ba'th au pouvoir, n'a-t-elle pas connu presque vingt coups d'Etat ou tentatives de coup d'Etat, sans compter les crises ministérielles dénouées par la force ? On en pourrait recenser, depuis, près d'une dizaine, dont deux seulement il est vrai ont réussi, en 1966 et en 1970. Comme en Irak, cette instabilité s'accompagne d'une forte dose *de violence*, qu'expriment aussi les affrontements de rue, les émeutes, les soulèvements populaires, fréquents depuis les premiers pas de la Syrie moderne. Cette violence reflète, bien sûr, à la fois les mutations rapides qui travaillent une société en transition et les déchirements d'une nation encore en voie de construction.

Mais on aurait tort de trop insister sur elle, en négligeant d'apercevoir, au-delà des variations, *les constantes*. Il y en a plusieurs. Depuis l'indépendance, le pouvoir est en fait, à Damas, la chose de l'armée, soit que les militaires l'exercent directement, soit qu'il appartienne à des gouvernements inspirés ou soutenus par eux — voilà qui méritait d'abord d'être rappelé. D'autre part, l'évolution de la Syrie se situe, en dépit de fluctuations, dans un axe de gauche et traduit une attirance vers le socialisme, dont il faudra déterminer si elle ne risque pas, dans les années qui viennent, d'être contestée.

Enfin et surtout, il est bien évident qu'à partir de 1963, une stabilisation s'est produite, puisque le régime ba'thiste n'a pas été remis en cause. Sans doute de graves soubresauts internes l'ont-ils agité, au moins jusqu'en 1970. Mais le général Assad bat, depuis, tous les records de longévité politique à Damas, et il ne semble pas que son pouvoir, fermement

implanté, soit menacé dans l'immédiat, malgré les risques que comporte pour lui son engagement au Liban.

Cette stabilisation ne peut être comprise qu'à travers une analyse des troubles qui l'ont précédée. On l'effectuera en trois étapes, en fonction du découpage que la chronologie impose : le mandat, la république parlementaire et le règne du Ba'th.

Institut kurde de Paris

CHAPITRE I

LE MANDAT

L'expérience du mandat sur la Syrie n'est certainement pas à la gloire de la France (1). Non que la colonisation n'ait comporté, ici comme ailleurs, quelques aspects positifs : réalisation des conditions d'un modeste démarrage économique, modernisation des rouages de l'Administration, développement de l'instruction, progrès de la conscience politique qui subit l'influence de la gauche française et restera marquée du sceau de l'idéologie républicaine. L'implantation coloniale n'a jamais été, d'autre part, aussi profonde au Levant qu'au Maghreb. Il s'agissait surtout, pour la France et pour l'Angleterre, d'assurer leur présence politique et militaire, dans une région d'un intérêt capital. Mais l'exploitation systématique des richesses locales au profit de la métropole, l'arrivée massive de colons, la confiscation des terres..., tous ces phénomènes, qui ont accompagné ailleurs l'expansion outre-mer de l'impérialisme européen, n'ont eu, ici, ni le temps ni la possibilité d'exercer leurs effets néfastes sur les pays assujettis.

On n'en demeure pas moins confondu, avec le recul, de l'ampleur des maladresses commises en Syrie par la puissance mandataire et de la brutalité des affronts infligés par elle à des populations qu'elle avait pourtant pour mission de conduire sans tarder à l'émancipation et au progrès. Le souci de

(1) Sur cette période, voir en particulier : Ch. Ayoub : *Les mandats orientaux*, Paris, 1924 ; R. de Gontaut-Biron : *Comment la France s'est installée en Syrie*, 1918-1919, Paris, 1922 ; R. O'zoux : *Les Etats du Levant sous mandat français*, Paris, Larose éd., 1931 ; G. Puaux : *Deux années au Levant : souvenirs de Syrie et du Liban* (1939-1940), Paris, 1952 ; E. Rabbath : *L'évolution politique de la Syrie sous mandat*, Paris, 1928, et *Unité syrienne et devenir arabe*, Paris, 1937 ; P. Rondot : *L'expérience du mandat français en Syrie et au Liban*, Paris, Pédone éd., 1948, et son article à la *Revue générale de Droit international public*, 1948, n° 3 et 4 ; J. et J. Tharaud : *Alerte en Syrie*, Paris, 1937.

faire pièce aux manœuvres britanniques et la crainte qu'un affranchissement trop rapide du Levant n'encourage, au Maghreb, des revendications analogues, expliquent peut-être en partie que les erreurs et les aberrations de la politique coloniale aient été plus sensibles ici qu'ailleurs. Elles ne les excusent pas et les Syriens ne les ont pas oubliées : pendant longtemps, elles ont dressé entre les deux pays une barrière de méfiance et de rancœur, qu'il n'a pas été facile de surmonter puisque, même à l'heure de la grande réconciliation franco-arabe rendue possible par la politique du général de Gaulle, la Syrie est la dernière à s'être ralliée, non sans quelque réserve, au mouvement.

Les intrigues de la métropole ne pouvaient cependant que se retourner contre elle. En humiliant la Syrie, la France fustigeait son orgueil ; et en s'efforçant d'en briser l'unité et d'en différer l'émancipation, elle favorisait une prise de conscience nationale et l'insurrection d'un peuple bientôt déterminé tout entier à mettre un terme à son emprise. Du point de vue intérieur syrien, c'est évidemment là l'élément qui mérite, pour cette période, de retenir le plus l'attention : l'émergence d'une nation (et d'un Etat) dans le cadre pourtant artificiel des frontières que les combinaisons des puissances venaient de lui assigner.

Rappelons-le en peu de mots. C'est en Syrie d'abord que le nationalisme arabe, à la fin du XIX[e] siècle, s'est éveillé. Pansyrien, panarabe, unitaire, il débordait certainement les limites étroites de la future République arabe syrienne. Localement, d'autre part, la force des appartenances traditionnelles (familiales, tribales, confessionnelles, ethniques, géographiques...) demeurait très vive. Deux sortes d'allégeances se partageaient ainsi l'existence des Syriens : l'allégeance idéologique, mythique, à l'égard d'une entité arabe plus vaste que ne le serait l'Etat syrien ; et l'allégeance réelle et quotidiennement vécue au niveau des micro-unités sociales et régionales héritées du passé (2). Entre ces deux allégeances, il n'y avait point au départ d'échelon intermédiaire, point de patriotisme proprement syrien, puisque la petite Syrie, encore, n'existait pas.

Pourtant, lorsqu'elle surgit en 1920, entité douteuse, hétérogène, issue des remodelages territoriaux consécutifs

(2) Voir notamment M. Ma'oz : « Attempts at creating a political community in modern Syria », *Middle-East Journal*, automne 1972, p. 389 ; P. Rondot : « Tendances particularistes et tendances unitaires en Syrie, dans *Orient*, n° 5 de 1961, p. 135 ; M.H. Van Dusen : « Political integration and regionalism in Syria », in *Middle-East Journal*, 1972, p. 123.

à la Première Guerre mondiale, dès le mandat, puis par la suite avec toujours plus d'éclat, les traits d'un vigoureux individualisme national commencent à se manifester : une conscience aiguë de l'originalité propre de la Syrie nouvelle, un attachement farouche à l'indépendance arrachée. La sensibilité des masses syriennes aux entraînements de l'arabisme n'en disparaît pas pour autant, bien au contraire (3). Mais les deux dimensions coexistent — nationalisme étrange bifronts, ambivalent, où les retournements, les équivoques, les contradictions de la politique arabe de Damas trouveront leur source. Plus tardif mais plus vif, le sentiment national tend d'ailleurs peut-être à l'emporter désormais de plus en plus sur le sentiment panarabe (4).

Si ce sentiment a pu naître et s'épanouir à partir de l'éclatement de l'Empire ottoman, c'est sous l'effet de la création d'un Etat moderne, doté d'institutions propres, et à la faveur de la lutte engagée contre la présence française par les mouvements nationalistes. Mais il faut commencer, bien sûr, par remonter à la racine de l'événement.

1. *Le démembrement*

C'est un effet bien connu des guerres que, loin de dénouer les imbroglios, elles en créent de nouveaux, d'où naîtront les conflits futurs. La plupart des troubles dont le Proche-Orient continue d'être aujourd'hui le siège trouvent ainsi leur origine dans les arrangements qui devaient mettre un terme à la guerre de 1914 et dont, amère et mutilée, la Syrie moderne est issue. Parfaitement équivoques et contradictoires, on s'étonnerait qu'ils eussent conduit à autre chose qu'au chaos. Ils sont connus : de brefs rappels suffisent donc.

Lorsqu'en 1915 les Turcs entrent en guerre dans le camp des empires centraux, le pincipal souci des Alliés en Orient est d'entraîner les Arabes dans la lutte à leurs côtés, de manière à prendre l'Empire ottoman à revers, pour mieux s'en partager, le moment venu, les dépouilles.

La Grande-Bretagne s'y emploie. Elle n'ignore pas le rêve d'affranchissement et d'unité des Arabes et le flatte. Des promesses, relativement imprécises et mêlées, leur sont

(3) « Pour la Syrie, l'arabisme n'est ni un article de propagande, comme en Egypte, ni un alibi comme en Irak. La majeure partie des intellectuels rêvent à cette unité arabe » (E. Sablier dans *Le Monde* du 21 avril 1955).

(4) Le localisme lui-même subsistera (jusqu'à ce qu'avec le Ba'th il ne tende à s'estomper), alimentant, par une projection des luttes politiques locales sur la scène nationale, d'autres conflits et contradictions.

faites : ils pourront, au terme des hostilités, constituer un grand royaume arabe indépendant, pourvu que d'abord ils contribuent à la victoire des Alliés en se soulevant contre l'occupant turc. Tel est l'objet de l'échange de correspondance qui se déroule, de juillet 1915 à janvier 1916, entre Sir Henry Mac-Mahon, haut-commissaire de Sa Majesté britannique au Caire et le chérif Hussein Ibn Ali de La Mecque, descendant du Prophète. Le futur royaume arabe sera une confédération d'Etats (Hedjaz, Irak, Syrie), au sein de laquelle le trône de Syrie (entendue comme devant comprendre les *sandjaks* de Jérusalem et du Mont-Liban, les *vilayets* de Beyrouth et de Syrie et la partie occidentale du *vilayet* d'Alep) sera dévolu à l'émir Fayçal, le fils du chérif ; sur la foi de quoi, en juin 1916, Hussein se proclame roi des Arabes et déclenche la « révolte dans le désert ». Mais, comme il est bon de diviser pour régner, les Anglais ne manquent pas d'attiser en sous-main, au même moment, les ambitions rivales d'Ibn Séoud d'Arabie (5)...

Sous la pression conjuguée des troupes du général Allenby et de l'armée chérifienne conduite par Fayçal, le front turc ne tarde pas à céder et, le 1er octobre 1918, les bédouins Rouallah de Nouri Chaalan entrent à Damas en même temps que les Alliés, suivis deux jours plus tard par les contingents de l'émir. L'armistice est conclu le 30 à Moudros. Les Turcs se retirent définitivement de la région, qui est provisoirement divisée en trois zones d'occupation : sud (la Palestine), administrée par les Anglais, nord-ouest (la côte libano-syrienne et la Cilicie), sous contrôle français ; est (Syrie intérieure et Transjordanie), sous la responsabilité de Fayçal.

En juin 1919, se réunit à Damas le Congrès national syrien, première ébauche de parlement, formé des députés syriens déjà élus à la Chambre turque de 1908 ou, dans les zones occupées par les Alliés, désignés par de simples lettres de mandat. Il proclame, quelques mois plus tard, dans une motion adoptée à l'unanimité « la pleine indépendance de la Syrie à l'intérieur de ses frontières naturelles ». Le Congrès précise que les vœux nationaux des habitants du Mont-Liban seront pris en considération, dans les limites reconnues antérieurement à la guerre (régime d'autonomie) ; procède, le 8 mars 1920, à l'intronisation de Fayçal ; et s'attelle aussitôt à la préparation de la loi électorale et de la Constitution du nou-

(5) Voir notamment M. Laissy : « La Grande Syrie », dans *Ecrits de Paris*, août 1948, p. 112.

vel Etat. En avril, le projet est déjà très avancé (6). Il prévoit l'instauration d'un Etat fédéral, un régime parlementaire de type dualiste et une représentation adéquate des minorités dans les assemblées provinciales et au sein du Parlement national. Mais le cours des événements vient en interrompre brutalement l'examen.

Informée du contenu de la correspondance Hussein-Mac-Mahon et préoccupée des menées anglaises au Proche-Orient, où elle désire conserver sinon étendre son influence, la France s'est en effet montrée résolument hostile au projet d'empire arabe. De février à octobre 1916, une série d'accords ont été conclus entre Paris et Londres (auxquels les Russes ont été associés) : les accords Sykes-Picot. Leur objet est simple : en pleine guerre, on s'entend pour se partager une région encore placée sous l'autorité des Turcs et pour délimiter les zones d'influence respectives que les deux puissances s'y reconnaîtront à l'avenir. La Palestine, la Transjordanie et la Mésopotamie centrale (de Kirkouk à Bassorah), iront aux Anglais, et le reste de la Syrie, la Cilicie et le district de Mossoul, à la France (7). Un tel dessein, qui méconnaît les promesses faites par ailleurs aux Arabes, est évidemment tout à fait incompatible avec leurs rêves du moment, en même temps qu'en totale contradiction avec les accords Hussein-Mac-Mahon, qu'il rend caducs. Sans doute la Grande-Bretagne se réservait-elle d'expliquer par la suite à ses amis arabes que, si elle n'avait pu tenir ses engagements, c'était à cause de la France... Mais elle leur préparait, en réalité, d'autres surprises encore.

Le 2 novembre 1917 en effet, Lord Balfour, secrétaire au Foreign Office, adressait à Lord Rothschild, qui servait d'intermédiaire entre le mouvement sioniste alors en plein essor et les autorités britanniques, une lettre où il déclarait que « le gouvernement de Sa Majesté envisageait favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif » et « ferait tous les efforts possibles en vue de la réalisation de cet objectif ». Déclaration, à vrai dire, sans précédent dans les annales diplomatiques, puisqu'elle ne représentait rien moins, selon le mot d'Arthur Koestler, qu'un « document

(6) Texte (en arabe) dans le tome I des *Documents et textes* groupant les Constitutions des pays arabes et publiés par la Ligue arabe, Le Caire, 1955.

(7) Ces territoires seraient soit placés sous administration directe de l'une des deux puissances (côte libano-syrienne pour la France, sud de la Mésopotamie pour la Grande-Bretagne), soit administrés par l'une d'entre elles sous le contrôle de la communauté internationale (Palestine), soit constitués en Etats arabes jouissant d'une certaine indépendance sous tutelle étrangère (celle de Paris pour la Syrie centrale et la région de Mossoul, et celle de Londres pour la bande de terre allant de Kirkouk, au nord de Bagdad, à la Transjordanie et aux confins du Néguev).

par lequel une première nation promettait solennellement à une seconde le territoire d'une troisième »... La Palestine, presque exclusivement peuplée d'Arabes, faisait en effet partie intégrante de la Syrie historique et de la Syrie arabe délimitée par les accords Hussein-Mac-Mahon. En la considérant comme une entité distincte, où elle se réservait le droit de favoriser une colonisation de peuplement juive, la Grande-Bretagne trahissait d'une autre façon la parole donnée, et disposait de ce qui ne lui appartenait pas.

Dès lors en tout cas, l'engrenage était mis en route, qui devait conduire au dépeçage de la Syrie et, d'autre part, à la tragédie qui déchire, depuis, le Proche-Orient.

Déjà, le partage de la région en trois zones d'occupation, après l'armistice de Moudros, laissait mal augurer de l'avenir. Signé à Versailles en juin 1919, le pacte de la S.D.N. instaure le régime du mandat pour « certaines communautés qui appartenaient autrefois à l'Empire ottoman » et qui « ont atteint un degré de développement tel que leur existence comme nations indépendantes peut être reconnue provisoirement à la condition que les conseils et l'aide d'un mandataire guident leur administration jusqu'au moment où elles seront capables de se conduire seules ». Hypocrisie diplomatique habillée d'idéalisme, la solution proposée voudrait offrir en somme un compromis entre le désir légitime des intéressés d'accéder à la souveraineté internationale et le souhait des puissances victorieuses de les conserver sous leur coupe... Les vœux des populations de ces pays, précise encore le pacte, devront être pris en considération pour le choix du mandataire. Autre hypocrisie : une commission composée d'Américains est dépêchée sur place pour enquêter à ce propos, durant l'été de 1919 ; mais Londres et Paris manœuvrent habilement pour conserver les positions acquises et imposer, en fait, leur propre règlement. Par la convention du 15 septembre 1919, les deux capitales se mettent d'accord sur les modifications à apporter à l'occupation militaire en Syrie. La Grande-Bretagne accepte de retirer ses troupes de la zone attribuée à la France sur la côte et en Cilicie, mais il est convenu que ce retrait ne saurait avoir pour conséquence l'occupation par l'armée française des villes de Damas, Homs, Hama et Alep, où l'installation d'un Etat arabe, qui devra demander appui et conseil à la France, est encore envisagée. Mais c'est à la conférence de San-Remo, en avril 1920, que le sort des mandats orientaux est enfin réglé : moyennant quelques réajustements, les accords Sykes-Picot y sont entérinés par les Puissances. Outre l'Irak, l'Angleterre se voit confier la Palestine, dont elle va ouvrir

de plus en plus largement le territoire à l'immigration juive.

Dès le printemps de 1920, les premiers affrontements violents entre Arabes et Juifs éclatent. Par ailleurs, la Grande-Bretagne créera artificiellement, en 1921, la Transjordanie dont la couronne sera remise à l'un des fils du chérif Hussein, l'émir Abdallah. Quant à la France, le reste lui échoit, à l'exception de la région de Mossoul (rattachée à l'Irak), dont les pétroles sont le prix payé par Paris à Londres en échange de la promesse que les Anglais cesseront de soutenir le projet de royaume arabe indépendant en Syrie... Mais encore faut-il franchir l'obstacle du pouvoir chérifien établi à Damas.

En octobre 1919, le général Gouraud est nommé haut-commissaire en Syrie et Cilicie, en remplacement de Georges Picot. Entre les troupes débarquées sur le littoral et les nationalistes, les frictions se multiplient. Des incidents sont opportunément suscités. Le 14 juillet 1920, un ultimatum est adressé au roi Fayçal. Le 24, à Khan Maysaloun, c'est l'affrontement : les troupes arabes sont culbutées et, le lendemain, les Français entrent à Damas. Fayçal est sommé de quitter le pays : il s'embarque le 28 pour Haïfa. Quelques mois plus tard, les Anglais lui offriront, en compensation, le trône de Bagdad...

La délimitation des zones confiées aux deux puissances avait donné lieu, on l'imagine, à d'âpres marchandages (8). L'artificialité des frontières de la Syrie nouvelle n'en sera que plus accusée encore. Dans cette région où les souverainetés les plus diverses s'étaient toujours enchevêtrées, il était difficile, d'ailleurs, d'en trouver d'évidentes... Un premier projet étendait la Syrie jusqu'aux contreforts de l'Anatolie taurine. Mais on dut se résoudre bientôt à abandonner à la Turquie renaissante sous Mustafa Kémal, la plaine fertile de Cilicie et les villes islamo-chrétiennes d'Urfa, de Marach et d'Aïntab : le massacre des Arméniens devait s'en trouver facilité. Dans la Djéziré, la ténacité des négociateurs français permit de conserver au pays une fenêtre sur le Tigre, sous la forme d'un « bec de canard » bizarrement étranglé, mais non le Djebel Sindjar, attribué à Bagdad. Sur l'ensemble des confins irakiens, d'ailleurs, et enfin du côté de la Transjordanie (où l'attribution des cités ghassanides en ruines devait donner lieu à de rudes démêlés), le tracé ne put intervenir qu'après de laborieuses tractations. Mais les Syriens n'en étaient pas pour autant au bout de leurs peines.

Le premier soin de la France installée à Damas fut, en

(8) Sur ce point voir en particulier E. Naïm : *La Syrie, ses frontières*, Paris, 1934 ; et P. Rondot, article dans la *Revue de l'Action Populaire*, 1957, p. 1 237.

effet, de parachever dans les territoires confiés à son administation, la vivisection commencée de concert avec les Anglais, de manière à y consolider son emprise, en les divisant. Deux manœuvres furent tentées à cette fin, dont l'une devait être un succès (encore qu'on en mesure aujourd'hui, avec la guerre civile libanaise, la dérisoire fragilité), et l'autre (grâce à la résistance des Syriens) un rapide échec.

L'un des fondements de l'influence de la France dans les échelles du Levant avait été, depuis des siècles, les relations privilégiées qu'elle entretenait avec les populations chrétiennes du Mont-Liban. Il était donc naturel qu'elle fût tentée, une fois les Turcs chassés de la région, de faire droit au désir de ces populations de s'administrer dans un cadre autonome, avec l'espoir que, par leur intermédiaire, le rayonnement des intérêts français serait par la suite garanti dans une zone à tant d'égards si essentielle. Mais un « petit Liban » limité aux bastions maronites de la montagne n'eut pas été viable. Qu'à cela ne tienne : l'annexion au Mont-Liban du plateau de la Bekaa et des riches plaines côtières de Tripoli, Sour et Saïda, régions d'abord musulmanes, permettrait de surmonter la difficulté, en dotant le pays d'une plus large façade maritime et de zones rurales prospères, tout en faisant en sorte que, dans le nouvel ensemble, les chrétiens restent bien sûr majoritaires... Dès août 1920, un « grand Liban » est ainsi créé. Détaché de la Syrie, il évoluera désormais de sa vie propre, sur la base d'un équilibre précaire, artificiel, mais dont l'essor d'une classe marchande active et attachée à la défense de ses privilèges, et le développement, pendant l'entre-deux-guerres, d'un nationalisme libanais islamo-chrétien, sous l'égide de cette classe, devaient donner l'impression, illusoire, qu'il s'était enfin consolidé (9). L'opération avait été évidemment menée aux frais de la Syrie. Aussi, n'y a-t-il jamais eu depuis d'ambassade entre les deux pays, car les Syriens considèreront qu'ils sont au Liban chez eux...

L'autre manœuvre est plus grossière encore. Il s'agissait de scinder en entités distinctes ce qui pouvait rester du territoire syrien, en jouant sur les clivages, notamment confessionnels, hérités de l'Histoire. De 1920 à 1922, quatre « Etats » autonomes sont créés (Damas, Alep, les Alaouites, le Djebel Druze), dotés d'autorités locales dépendant étroitement de l'Administration française) et deux territoires (Lattaquié et le *sandjak* d'Alexandrette) sont placés directement sous le

(9) Sur l'ensemble de la question, voir notamment E. Rabbath : *La formation historique du Liban politique et constitutionnel*, Beyrouth, 1973.

contrôle de cette Administration (10). L'opposition provoquée par ce dépeçage amène Paris, en 1922, à essayer une autre formule : les « Etats » de Damas, d'Alep et des Alaouites sont regroupés en une confédération coiffée d'un conseil fédéral, qui désigne chaque année le président de la confédération, mais dont les décisions doivent être soumises pour approbation au haut-commissaire français. L'échec de cette nouvelle formule incite en 1925 le général Weygand à réunir enfin en un seul Etat les territoires de Damas et d'Alep. Ceux du Djebel Druze et des Alaouites demeureront autonomes jusqu'en 1936. Mais le dernier coup de bistouri restait encore à donner.

Débouché naturel d'Alep et de tout le nord du pays et peuplé à l'origine presque exclusivement d'Arabes, le *sandjak* d'Alexandrette avait accueilli, à la faveur de l'occupation ottomane, de nombreux éléments turcs. Dès le début du mandat, quoique rattaché administrativement à l'Etat d'Alep, puis à celui de Syrie, il avait bénéficié, en fonction de cette hétérogénéité de peuplement, d'un régime d'autonomie particulier. En 1930, le haut-commissaire le dote d'un règlement organique qui accentue cette autonomie. Les pressions et la propagandes turques, encouragées par Londres en coulisse, font le reste. En 1937, la S.D.N. élargit encore cette autonomie, et, en 1938-1939, le souci de se concilier les faveurs d'Ankara à l'approche de la guerre amène la France, à l'issue d'un plébiscite assez formel, à céder le territoire à la Turquie, en violation des termes du mandat, qui lui faisaient obligation (art. 4) de « garantir la Syrie [...] contre toute perte ou prise à bail de tout ou partie des territoires, et contre l'établissement de tout contrôle d'une puissance étrangère »...

Tête de pont de la lutte contre la domination ottomane, la Syrie est ainsi, paradoxalement, celui des pays du Proche-Orient qui a été le plus affecté par sa liquidation. Dotée d'un territoire réduit, mais néanmoins sans homogénéité, et privée d'une bonne partie de son littoral et de son hinterland naturels, on voit où s'alimentent les sources d'une susceptibilité et d'un irrédentisme, dont on n'a pas fini sans doute de recenser aujourd'hui encore, à travers le drame palestino-libanais, les prolongements. Une méfiance viscérale à l'égard de l'Occident et des sympathies très tôt marquées pour l'Union Soviétique trouvent peut-être aussi, dans les vicissitudes qui viennent d'être rappelées, leur origine. Mais le tableau n'est pas encore complet des démêlés qui ont conduit, de soubre-

(10) La Djéziré étant dotée en outre d'un régime administratif particulier, en raison de son hétérogénéité de peuplement.

saut en soubresaut, Damas à arracher à Paris son indépendance.

2. *Le combat national*

Rarement présence coloniale aura été aussi mouvementée, en aussi peu de temps, que celle de la France en Syrie. A Beyrouth, l'existence d'un gouvernement légal, issu d'élections au suffrage universel, devait permettre de maintenir dans l'ensemble, pendant toute la période du mandat, un dialogue relativement amical avec les Libanais. Ce ne fut jamais le cas à Damas, malgré l'alternance (comme ailleurs, au Maghreb par exemple) de périodes d'accalmie (où un haut-commissaire plus souple s'efforçait de trouver un terrain d'accord avec les milieux nationalistes), et de moments d'affrontement, à vrai dire bien plus fréquents (où la tension était portée à son comble par les mesures d'autorité décrétées par la France en vue de reprendre en main une situation qui lui échappait). Pendant plus de vingt ans, la France s'est efforcée en vain de mettre en place un gouvernement syrien qui accepte de collaborer avec elle. La brutalité même des attentats dont Paris s'était rendu coupable à l'encontre des aspirations profondes du peuple syrien ; les erreurs et l'aveuglement obstiné du gouvernement français ; la présence à Damas d'une tradition nationaliste déjà ancienne et vigoureuse ; l'existence de partis, dirigés certes par des notables, mais non sans racine dans les masses et déterminés à faire front pour chasser l'occupant ; les intrigues, enfin, et le soutien des Anglo-Saxons peu favorables à une présence française concurrençant la leur dans une région où ils auraient aimé être les seuls à régner en maîtres ; toutes ces raisons devaient rendre impossible, entre la puissance mandataire et ses « protégés », la moindre entente. C'est donc à travers une série de heurts et de malentendus, et dans le fracas des armes, que les Syriens ont finalement conquis leur indépendance.

Les premiers troubles graves éclatent, en septembre 1925, dans le Djebel Druze, où la population s'insurge sous la conduite de Soltan Pacha el-Attrache ; mais la révolte gagne rapidement d'autres régions. Damas est à deux reprises bombardée par les troupes françaises et le calme ne reviendra, après de longs mois de combats, qu'au printemps de 1927.

Paris accepte alors de transiger et de laisser les Syriens se gouverner eux-mêmes. Le haut-commissaire Henry de Jouvenel, puis son successeur Henri Ponsot, entreprennent de lutter contre les abus de l'Administration, engagent quelques

réformes et s'efforcent de gagner la confiance des nationalistes. Taj eddine al-Hassani devient président du Conseil en février 1928 et, en avril, une Assemblée constituante est élue, dans des conditions de liberté qui permettent le triomphe des partis nationalistes. Déposé en août, le projet de Constitution (11) s'inspire de celui, avorté, de 1920, de la Constitution libanaise de 1926 et du modèle de la III[e] République. Il fait de la Syrie une république parlementaire classique, ayant à sa tête un président élu pour trois ans par le Parlement (monocaméral) et investi, à la différence de son homologue libanais, de pouvoirs limités. Les ministres, responsables devant la Chambre, ne le sont pas devant le président, qui ne peut dissoudre celle-ci que sur avis conforme du conseil des ministres, qu'il ne préside pas. Aucune allusion n'est faite au mandat ni au rôle de la France. Bien au contraire, certaines des attributions de la puissance mandataire sont transférées aux autorités locales. Et l'« unité politique des territoires syriens détachés de l'Empire ottoman » est solennellement proclamée, étant entendu que « les divisions survenues après la fin de la guerre mondiale ne sauraient être prises en considération » (art. 2) — dispositions que Paris pouvait difficilement accepter.

Le haut-commissaire rejette donc le projet, puis dissout l'Assemblée et se résout, en mai 1930, à promulguer de sa propre autorité, une nouvelle Constitution, qui n'est rien d'autre que celle de 1928, expurgée et amendée par les soins de ses services (12)... Mais il ne trouve plus alors, pour gouverner le pays avec lui, que des hommes sans audience ni autorité. En 1932, des élections brusquées conduisent à la désignation d'une Chambre où les nationalistes sont très minoritaires et qui, peu après, choisit comme président de la République (le premier du genre en Syrie) un homme docile aux directives de l'occupant. Les nouvelles institutions sont transparentes, discréditées dans l'opinion. Pourtant, entraîné par les députés du Bloc national, le Parlement fait la fronde et le haut-commissaire de Martel se décide, faute de mieux, à suspendre, en 1933, une Constitution qui n'intéresse plus personne.

En réalité depuis 1926, la pierre d'achoppement et le principal objet de controverse entre Paris et Damas était ailleurs, dans la négociation d'un traité destiné à remplacer

(11) Texte (en arabe) dans le livre de Loutfi Yafi : *Le grand regretté Faouzi Ghazzi*, Damas, 1929.

(12) Texte dans la brochure *Statut organique des Etats du Levant sous mandat français*, éditée par le Haut-Commissariat, Paris, 1930.

le mandat et qui, tout en assurant l'indépendance de la Syrie, garantirait à la France la sauvegarde de ses intérêts dans la région. En 1926, déjà, un projet acceptable de Henry de Jouvenel avait été rejeté par le gouvernement français. La question était revenue sur le tapis à l'Assemblée constituante. En 1930, la conclusion d'un traité anglo-irakien lui donnait un regain d'actualité, tout en fournissant un modèle. Sans doute l'indépendance reconnue de l'Irak demeurait-elle formelle et la Grande-Bretagne conservait-elle, en fait, la haute main sur le pays et, en droit, de très larges privilèges ; mais l'Irak était admise à la S.D.N. et ses rapports avec Londres définis sur la base d'un accord bilatéral permettant de sauvegarder les apparences. Aussi, les négociations reprennent-elles à Damas, en 1932-1933, avec les nationalistes. De Martel soumet aux Syriens un projet ; mais la Chambre le rejette, sous la pression du Bloc national (d'où la suspension de la Constitution) et, de nouveau, c'est l'impasse.

La gravité des désordres survenus en 1936 à l'occasion de la mort du leader nationaliste Ibrahim Hanano permet cependant de relancer les contacts. La France cède enfin aux pressions du Bloc national et de la rue et accepte de conclure un traité relativement équilibré, puisqu'il consacre la souveraineté de la Syrie et fait partiellement droit à ses préoccupations unitaires, en lui transférant les prérogatives de souveraineté sur les territoires de Lattaquié et du Djebel Druze, tout en instaurant entre elle et la France des relations d'amitié et une alliance politique et militaire de nature à préserver les intérêts français. Nouvelle occasion perdue : car si la Chambre syrienne, élue en novembre 1936, décide aussitôt de ratifier le traité, celui-ci ne sera même pas, à Paris, soumis à l'examen du Parlement, la campagne déclenchée dans les milieux conservateurs contre « l'abandon de la Syrie » ayant fait apparaître le risque que le Sénat le rejette. La chute du Front populaire, la tension en Europe et la cession du *sandjak* d'Alexandrette à la Turquie anéantiront les derniers espoirs. Et seule la guerre mondiale et l'affaiblissement consécutif de la métropole, permettront enfin aux revendications syriennes d'aboutir.

En juin 1941, les Forces françaises libres et les forces britanniques pénètrent en Syrie, qui était demeurée sous le contrôle du gouvernement de Vichy. Dès septembre, le général Catroux, au nom du Comité national de libération, proclame formellement l'indépendance de la Syrie. Mais les négociations piétinent et le malaise persiste. Organisées sous la pression des Anglais, les élections de juillet 1943 se soldent par le

triomphe du Bloc national : elles aboutissent — progrès décisif — à la formation d'un gouvernement nationaliste dirigé par Saadallah Jabri et à la désignation de Choukry Kouatly comme président de la République. Ce n'est pourtant pas encore le dénouement et quelques épisodes dramatiques restent à jouer ; car les autorités de la France Libre entendent retenir l'exercice des principaux pouvoirs, tant que n'aura pas été signé, en remplacement du mandat, le fameux traité, dont les Syriens ne ressentent plus la nécessité, puisque l'indépendance leur paraît désormais à portée de main...

A la fin de 1944, la crise se cristallise sur la question du maintien des troupes françaises au Levant. La tension monte, attisée en sous-main par les Anglais, qui appuient les extrémistes. En mai 1945, un début d'insurrection se produit : des postes français sont attaqués, Damas est une nouvelle fois bombardée. Mais les forces britanniques interviennent, à la demande des autorités syriennes, et contraignent la France à cesser les hostilités. Péripéties malheureuses, que le général de Gaulle a retracées dans ses *Mémoires de guerre* (13), où il fustige avec rancune la « trahison » du gouvernement britannique et « l'insulte (faite) à la France dans un moment où celle-ci n'était pas en mesure de la relever ». Des tractations s'engagent cependant. Depuis le début de 1945, la Syrie est, en fait, déjà indépendante. Elle a été invitée à la conférence de San-Francisco, adhère à la Ligue arabe et, le 17 avril 1946, obtient que le dernier soldat étranger quitte le territoire national.

C'est donc dans une atmosphère de rupture que, finalement, elle se sépare de la France. Mais, plus heurtées qu'ailleurs, les conditions de son émancipation lui ont forgé plus de résolution aussi. Plus tardive, son indépendance, au moment où elle l'acquiert, libre de toute occupation étrangère comme de tout traité inégal, est plus directe, plus franche, plus complète que celle de pays comme l'Irak, l'Egypte ou la Transjordanie, qui pourtant avaient pris sur elle une longueur d'avance.

L'union des forces nationales dans le combat le lui a permis ; mais cette union ne survivra pas à la victoire. Lorsque la France s'en va, la violence soudain vers d'autres pôles se déplace ; les ambitions libérées s'affrontent ; et la quête commence, interminable et chaotique, d'un centre de gravité que le pays sera long à trouver.

(13) Tome III, p. 184 et ss.

CHAPITRE II

LA REPUBLIQUE PARLEMENTAIRE

De 1945 à 1963, un ordre nouveau germe en Syrie, laborieusement (1). La succession du colonisateur est assurée par les classes aisées de la nation, qui avaient animé le combat libérateur. Dans la démocratie parlementaire léguée par la IIIe République, elles s'épanouissent d'abord avec volupté et se partagent l'héritage. Mais leur triomphe est éphémère. Incapables de s'atteler sérieusement aux tâches que la construction de l'Etat requiert, engluées dans l'immobilisme où la défense de leurs privilèges les cantonne, elles ne tardent pas à reculer sous la pression des classes moyennes, impatientes de les supplanter et plus sensibles aux aspirations des masses. Les premiers coups d'Etat ébranlent leur empire : les militaires catalysent le changement. Mais la transition n'est pas facile et le transfert du pouvoir à d'autres couches sociales ne s'effectuera pas sans heurts ni sans détours.

Armée de moyens d'influence qu'aucune réforme en profondeur n'est encore venu entamer et solidement installée dans les bastions de la légitimité, la classe dominante oppose en effet aux assauts qui déferlent sur elle une résistance obstinée. Par trois fois le pouvoir lui échappe, par trois fois elle le reconquiert. Les divisions de ses adversaires, leur inexpé-

(1) Pour l'ensemble de cette période, voir en particulier : S.M. Ajani : *La démocratie parlementaire occidentale en Syrie et son échec*, thèse, Paris, 1965 ; A. Ghassan : *Les thèmes dominants de la vie politique syrienne de 1945 à nos jours*, thèse, Paris, 1962 ; M.S. Mahayni : *L'évolution constitutionnelle de la Syrie indépendante*, thèse, Paris, 1972 ; G. Mazloum : *Le mouvement constitutionnel en Syrie avant le Ba'th*, thèse, Beyrouth, 1973 ; P. Rondot : « Dix ans de fluctuations politiques en Syrie », dans *Etudes* de février 1956, p. 236 ; P. Seale : *The struggle for Syria : a study of post-war arab politics*, 1945-1958, Oxford, 1965 ; G.H. Torrey : *Syrian politics and the military*, 1945-1958, Columbus, Ohio, 1964.

rience, leurs hésitations l'y aident puissamment. Mais l'on ne peut jeter toute la lumière sur les vicissitudes de cette époque si l'on n'introduit pas aussi, dans le champ de l'analyse, l'examen des interférences extérieures.

Mal centrée sur elle-même, la Syrie est alors, au sein du monde arabe, écartelée entre deux pôles. Convoitée par ses voisins, en même temps que par les puissances qui voudraient y combler le vide que la France a laissé, une oscillation la saisit — accentuée par la propension des forces qui s'y disputent le pouvoir à l'intérieur, à chercher auprès de l'étranger des appuis, soit en vue de préserver l'ordre ancien menacé (classe dominante), soit au contraire pour conforter les tentatives de le mettre bas (forces montantes).

D'où, pendant toute cette période, un mouvement en zigzag, une sorte de va-et-vient, dont l'analyse doit rendre compte, mais qui ne peut dissimuler la ligne de fond : l'épuisement progressif de la vieille oligarchie déclinante face à l'ascension lente, irrésistible, des forces nouvelles.

1. *La république des patriciens*

Les premières années de l'indépendance syrienne offrent un excellent exemple de l'inadaptation des mécanismes de la démocratie représentative à l'occidentale au contexte du sous-développement. Artificiellement transposée dans un pays qui n'était pas préparé pour l'accueillir et où les conditions indispensables pour qu'elle fonctionne harmonieusement ne sont pas réunies, elle se détraque en effet aussitôt. Détournée par la classe des possédants à son profit, elle devient dans leurs mains un instrument qui leur permet de perpétuer leur domination, de préserver leurs privilèges et d'empêcher, par là, les transformations qui devraient conduire au progrès.

Sans doute les Choukry Kouatly (2), Hachem Atassi, Saadallah Jabri, Jamil Mardam... qui gouvernent la Syrie à partir de 1943 sont-ils des politiciens de valeur. Artisans de la lutte de libération, ils ont conquis, en combattant, leurs lettres de noblesse et le droit de commander sur quoi repose leur autorité. Mais, notables bourgeois ou propriétaires fonciers influents, ils disposent, à la campagne, de clientèles dociles à leurs consignes et, en ville, d'un réseau de relations qui, par le truchement des chefs de clan ou de quartier, consentent

(2) Elu président de la République en 1943, Kouatly est né en 1891 dans l'une des familles les plus en vue de Damas. Il a tôt milité pour l'indépendance du pays, contre l'occupation turque d'abord, puis contre l'occupation française sous le mandat.

de rallier autour d'eux des foules nombreuses. Les élections s'en trouvent faussées, et le gouvernement peut être assuré de mener tranquillement la politique de conservation que la défense de leurs intérêts réclame, sous le couvert d'un Parlement composé de députés dévoués à leur service (3). Jusqu'au moment où il advient, bien sûr, que, trop comprimée, la chaudière éclate...

A partir de 1945, le pays est ainsi mis en coupe réglée par ses dirigeants. C'est à qui, parmi eux, opérera la ponction la plus avantageuse sur le revenu national. Le « cartel des cinq » tient en mains la vie économique : comment ne serait-il pas tenté d'en profiter pour étendre sa puissance ? Un régime de corruption et d'anarchie s'installe. Et les scandales ne se comptent plus, au demeurant vite étouffés. Le ministre des Finances trafique les licences d'importation. Celui de l'Agriculture s'est fait une spécialité de dispenser, moyennant pots de vin, des impositions en nature. En moins de deux ans, il parvient à faire enregistrer à son nom 80 000 hectares des domaines nationaux de la Djéziré. Les « manipulations » foncières sont d'ailleurs monnaie courante. Il n'est pas rare, par exemple, que des fonctionnaires du cadastre s'enrichissent en « vendant », à l'insu de leurs propriétaires, des terres à qui veut bien les leur acheter. En octobre 1948, un juge de paix accorde les circonstances atténuantes à un petit percepteur accusé d'abus de confiance, motif pris qu'il s'agirait d'un « abus médiocre par rapport aux vols commis par les chefs de l'accusé ». C'est pourtant le juge qui sera révoqué. Quant au président de la Commission d'achat des fournitures militaires, il adjuge régulièrement aux membres du « cartel des cinq » les commandes de l'armée. Cela permettra au neveu du président du conseil des ministres, Fouad Mardam, de livrer aux Juifs, en pleine guerre de Palestine, un chargement d'armes à prix d'or...

Comment s'étonner, dès lors, de l'impopularité croissante du régime ? Différentes mesures prises, par ailleurs, pour rompre l'isolement du pays (accord monétaire avec la France, pourparlers avec Esso en vue de la construction d'un oléoduc...), aggravent, au même moment, le mécontentement des masses, exploité par les partisans actifs des souverains d'Amman et de Bagdad et les agents à la solde de Londres, qui ne serait pas fâché de voir Damas basculer du côté des

(3) Dès cette période cependant, l'instabilité ministérielle, alimentée par les querelles de clans et de coteries, est l'une des caractéristiques du régime : d'août 1943 à mars 1949, dix gouvernements se sont succédés, soit près de deux cabinets par an.

monarchies hachémites sous sa coupe (4). Le projet de « Croissant fertile » et celui de « grande Syrie » sont au service de cette politique. Le premier vise à réunir, autour de l'Irak, la Syrie, le Liban et la Palestine. Il puise, dans le vieux rêve unitaire un instant incarné, lors de la Première Guerre mondiale, par le chérif Hussein, sa légitimité. Les ambitions des héritiers du roi Fayçal, autrefois brutalement privé du trône de Damas qui devait lui échoir, lui servent de support. Quant au second, il voudrait rassembler, sous l'autorité du roi Abdallah, les mêmes territoires — et cristallise les sentiments de frustration et les appétits refoulés d'un homme auquel Bagdad avait été promis et non Amman — et les quelques arpents de désert, qu'en manière de consolation, les Anglais lui avaient permis, en 1921, d'administrer (5)... L'un et l'autre projets se heurtent, bien sûr, à l'hostilité de l'Egypte et de l'Arabie Saoudite, car ils donneraient à leurs rivaux hachémites la prépondérance dans la région. Ils trouvent en Syrie leurs partisans (les « populistes », représentants de la bourgeoisie, notamment alépine, du Nord ; un certain nombre de grands féodaux qui ne seraient pas mécontents de se placer sous la protection du pouvoir musclé qui règne sur le Tigre ; des chefs de tribus de l'Euphrate ; les habitants du Djebel Druze...) ; mais se heurtent aussi à de farouches oppositions (les grandes familles de la capitale, la petite bourgeoisie montante attachée au régime républicain, de nombreux officiers nationalistes...) qui ressuscitent la vieille querelle entre Damas omayyade et Bagdad abbasside. Il en résulte, pendant des années, une déchirure, source de heurts et de violences. Avec la montée d'un nouveau pouvoir au Caire, une autre fracture viendra, plus tard, prendre le relais de celle-ci, divisant nassséristes syriens tentés par la fusion avec l'Egypte et adversaires de « l'impérialisme pharaonique » établi sur les rives du Nil (6).

---

(4) D'importantes livraisons d'armes accompagnent les séductions britanniques ; et l'aviation syrienne est, à cette époque, équipée et entraînée par Londres. La France se rattrapera en livrant des Mystère à Israël...

(5) L'analyse la plus pertinente et la plus approfondie de ces différents projets est donnée dans le livre de Patrick Seale (*The struggle for Syria*) cité dans la bibliographie générale. On pourra consulter aussi M. Khadduri : « The scheme of Fertile Crescent unity : a study in interarab relations », in R.N. Frye, *The Near-East and the Great Powers*, New-York, 1951.

(6) Plusieurs raisons expliquent l'échec des projets hachémites : la rivalité même de Bagdad et d'Amman, les manœuvres du Caire et de Ryad, l'émergence d'un patriotisme proprement syrien lors du combat contre la France, l'attachement des nouvelles élites de Damas au régime républicain et leur peu de propension à renoncer aux charmes et aux profits d'une indépendance toute neuve encore... Ajoutons que, compromise par ses liens avec l'Occident et par son attitude de temporisation face au sionisme, la monarchie haché-

L'étranger ne menace donc pas seulement la jeune Syrie, à peine libérée de la France, dans son indépendance. Il s'efforce aussi d'en miner la fragile cohésion intérieure, de manière à pouvoir mieux, comme par le passé, mettre la main sur elle, en jouant sur les forces centrifuges qui la travaillent. Conscient du risque, le gouvernement aimerait éliminer les séquelles de la politique du mandat favorable aux minorités. Mais, ce faisant, il ne tarde pas à se les aliéner aussi et se coupe ainsi d'autres secteurs de la société syrienne. En novembre 1947, de graves incidents, attisés par la Transjordanie, enflamment, par exemple, le pays druze (7).

L'armée, enfin, échappe au régime qui s'en méfie. Le ministère de la Défense est confié à un civil, la gendarmerie et la Sûreté générale sont rattachées au ministère de l'Intérieur. C'est bien, d'ailleurs, du côté des militaires que viendra le coup qui renversera une première fois, en 1949, la république des patriciens.

Dès 1947, cependant, un premier test de l'impopularité du régime est fourni par les élections de juillet. En vigueur jusqu'à cette date, la réglementation électorale édictée par le haut-commissaire en 1928, prévoyait un suffrage masculin à deux degrés, entouré de nombreuses conditions restrictives, qui ne pouvait déboucher que sur une Assemblée de notables d'une extrême modération. En 1947, le suffrage universel direct, à deux tours, au scrutin de liste, est instauré. Il reste réservé aux hommes, mais permet une plus large expression des aspirations populaires. Le Parti national recule alors aux élections, tandis que le Parti du peuple enregistre un appréciable succès. Mince progrès en vérité, quoique significatif ; car, s'il permet à Khaled el-Azem, le futur allié de la gauche, de succéder à Jamil Mardam à la tête du gouvernement en décembre 1948, et si les populistes incarnent encore, par leur esprit revendicatif, les espoirs d'une partie de la jeunesse, des petits fonctionnaires et des intellectuels réformistes, on

mite, tant à Bagdad qu'à Amman, n'incarnait déjà plus, à l'époque, les idéaux du nationalisme arabe, avec lesquels elle s'était pendant un temps identifiée. Et le rêve unitaire, d'autres, au même moment, commençaient d'en ranimer les flammes, spécialement le Ba'th.

(7) Lors des fêtes de l'indépendance, les Attrache ne sont pas venus à Damas, mais de nombreux druzes ont assisté en revanche au couronnement du roi Abdallah à Amman. Les élections de juillet 1947 (voir *infra*) mettent le feu aux poudres : le gouvernement commet l'erreur de soutenir, contre le clan des Attrache, une liste populiste formée de mécontents et de membres de familles rivales, qui est battue, puis refuse de valider les résultats. D'où l'explosion.

n'ignore pas à quel point les deux tendances issues du Bloc national se retrouveront finalement voisines (8).

Aussi n'est-ce pas des urnes que le changement, quelques mois plus tard, va venir, mais des casernes. Et c'est un événement extérieur, la défaite arabe en Palestine qui, en faisant déborder la coupe des rancœurs accumulées, le provoque.

2. *Le régime des colonels* (9)

Dès le 15 mai 1948, en effet, la Syrie était entrée en campagne, aux côtés des pays arabes voisins, contre l'Etat d'Israël proclamé la veille, à Tel-Aviv, par David Ben Gourion. La disproportion des forces était considérable. Mais les Juifs en définitive l'emportèrent. Du côté de leurs adversaires, l'inexpérience, le mauvais équipement et le manque d'esprit combatif de certaines unités, la corruption et l'inefficacité des bureaux, l'absence de coordination et même les rivalités entre alliés expliquent en grande partie la déroute. Elle devait être, pour les masses arabes, un violent traumatisme, à l'origine du mouvement de radicalisation qui, à travers les émeutes d'Amman et la prise du pouvoir par les Officiers libres en Egypte et, plus tard, la guerre civile libanaise de 1958 et la révolution irakienne du 14 juillet de la même année, détermineraient ici et là, dans les années suivantes, des bouleversements profonds.

Pourris et inféodés à l'étranger, les régimes en place étaient rendus responsables de la défaite par l'opinion et par les militaires, qui leur reprochaient de n'avoir pas su ou pas voulu conduire la lutte arabe. La diffusion au niveau des officiers, par d'habiles prédicateurs, de l'arabisme révolutionnaire aiguillonnait leur impatience, en les préparant à prendre la relève. Et presque partout, sous leurs assauts, les vieilles équipes allaient tomber, balayées. Mais la Syrie, plus fortement, avait été secouée : aussi donne-t-elle le signal. Le pre-

(8) La consultation a surtout marqué en fait le recul des grands féodaux, propriétaires fonciers qui « faisaient » seuls les élections jusqu'alors, au profit des classes moyennes (bourgeoisie industrielle et financière et petits propriétaires fonciers), qui ont su canaliser vers elles le mécontentement né des scandales. L'opposition devait recueillir 53 sièges, le Parti national 24 et les « indépendants » (pivot de toute coalition gouvernementale) une cinquantaine.

(9) Sur cette période, voir notamment *Politique internationale* de novembre 1949, p. 173 (« La révolte de l'armée syrienne ») ; *Notes et études documentaires*, n° 1 700 du 29 janvier 1953 (« La République syrienne depuis les événements de décembre 1949 ») ; A. Carleton : « The Syrian coup d'Etat of 49 », in *Middle-East Journal*, janvier 1950, p. 1 ; L. Charentenay : « Où va la Syrie ? », dans *Afrique et Asie*, n° 8 de 1949 ; G.L. : « Il regime dei colonelli », in *Relazioni internazionali* du 10 janvier 1953, p. 27.

mier putsch a lieu, à Damas, le 30 mars 1949. Le 14 août, puis en décembre, deux autres suivent.

Le nouveau pouvoir qui s'installe alors dans le pays est autoritaire. Comment, d'ailleurs, en irait-il autrement, puisque les mécanismes de la démocratie parlementaire sont précisément utilisés par l'oligarchie traditionnelle pour perpétuer son règne et qu'il s'agit, par des mesures énergiques, de briser le carcan des intérêts établis ? Mais l'autoritarisme ne va pas sans inconvénients. Aucune légitimité ne le fonde et les politiciens d'hier, bousculés, ont beau jeu de se parer des restes de la leur, pour revendiquer la restauration de la légalité républicaine. Ils ne manquent pas non plus d'exploiter les erreurs et les maladresses des centurions qui les remplacent ainsi que les inquiétudes ou l'hostilité que les procédés brutaux du pouvoir et les réformes entreprises ne peuvent manquer de soulever. De deux choses l'une : ou bien sur la pente de la dictature, les militaires ne cessent de toujours davantage glisser, en durcissant encore leurs méthodes pour mieux réprimer l'opposition que leurs initiatives soulèvent ; ou bien alors, débordés, ils sont contraints de céder la place aux forces du passé, restaurées, triomphantes. Les deux choses, à vrai dire, se sont produites en Syrie successivement.

Faut-il dans ces conditions parler d'échec ? Aux colonels des années 1950 revient certainement le mérite d'avoir, en portant les premiers coups au système en place (même s'ils n'ont pas été décisifs dans l'immédiat), amorcé le changement et préparé les conditions d'un transfert du pouvoir à d'autres forces, plus populaires. Sans eux, le déblocage aurait été sans doute plus long, ou plus tardif : la transparence de l'armée tunisienne ne l'a pas permis par exemple, à Tunis, ni à Rabat les sanglantes bévues des mutins de Skhirat ou de Kénitra. Mais, pour le reste, le bilan est plutôt mince.

Les officiers qui s'emparent du pouvoir en 1949 n'appartiennent pas encore, en effet, aux jeunes générations plus radicales et imbues de socialisme, qui leur succèderont. Ce sont des hommes du passé. Indignés par le spectacle que les politiciens leur donnent, humiliés par la défaite de leurs soldats et, bien sûr, poussés aussi par leur propre ambition, ils manquent d'expérience des affaires publiques et n'ont pas, au moment d'accéder aux responsabilités, de dessein précis. Les assimiler aux dictateurs fascistes du type latino-américain serait cependant une erreur. Patriotes vigoureux et de bon sens, ils voudraient simplement consolider l'indépendance nationale. En politique intérieure, le kémalisme est leur modèle. Ils aimeraient, à l'exemple d'Ataturk, moderniser la

Syrie. Un réformisme teinté de paternalisme les inspire. Ils sont épris de concret, aussi peu idéologues que possible et, proches du petit peuple, ils ne parviendront jamais à obtenir l'adhésion des élites à leurs projets. Certaines des mesures qu'ils ont adoptées, quoique parcellaires et dispersées, étaient utiles. Mais faute de s'attaquer aux fondements du pouvoir de l'ancienne classe dirigeante, elles en laissaient la puissance intacte — d'où sa résurgence rapide à la tête des affaires. Elles ne donnaient en rien le branle au processus révolutionnaire, que seule l'impulsion du nassérisme permettrait, quelques années plus tard, de déclencher. Un bref rappel des événements en convaincra.

Le colonel Husni Zaïm ouvre le feu : à la tête de quelques unités venues du front de Palestine, il marche sur Damas, dépose le 30 mars 1949, sans verser une goutte de sang, le président de la République et le gouvernement et déclare dans une proclamation vouloir « venger la Palestine et épurer le pays de la vieille classe de politiciens qui l'a conduit au bord de l'abîme ». Kurde d'origine, fils de cheikh, il est âgé de cinquante-cinq ans et a commencé sa carrière dans l'armée ottomane. En 1941 ses sentiments pro-allemands lui ont valu d'être interné pendant quelques mois par les Alliés à leur arrivée à Damas.

Pour lors, la principale menace contre l'indépendance syrienne lui paraît venir de Londres et d'Amman : hostile au projet de « Croissant fertile » (encore qu'il ait esquissé dans les premiers jours de son règne une timide ouverture vers l'Irak), il se rapproche de la France, jugée désormais moins dangereuse que l'Angleterre, mais aussi des Etats-Unis, de l'Egypte et de l'Arabie Saoudite, inaugurant ainsi le balancement qui, pendant des années, entre le Tigre et le Nil, écartèlera la Syrie.

A l'intérieur, il réalise en quelques semaines une œuvre non négligeable : imprégné d'esprit « jeune Turc » et fasciné par l'exemple de Mustafa Kemal (dont il n'a pas l'envergure...), il s'attaque, dans tous les domaines, à la modernisation du pays. Les réformes pleuvent, pour la plupart improvisées. Il s'en prend d'abord, non sans témérité, à la pesante tradition islamique et son audace la plus grande est peut-être de paraître, le jour de son élection à la présidence de la République, tête nue en public. Un décret uniformise, en effet, les vêtements des civils, à qui le port de la culotte bouffante et du voile de tête est interdit ; les titres de bey et de pacha sont supprimés ; les biens *wakf* (10) sont sécularisés et affectés à

(10) Biens de l'islam.

la défense nationale (sauf lorsque des particuliers laïques en tirent seuls bénéfice). Quelques mesures sociales s'efforcent, d'autre part, de répondre aux besoins les plus urgents de la masse populaire, une réforme agraire est remise à l'étude, et les boulangers accapareurs sont traînés en place publique pour y être fouettés. Le code pénal, le code de commerce, le code civil, à l'étude depuis des années, sont promulgués. L'Administration est assainie, l'Université réorganisée, un impôt sur le revenu institué... Enfin Zaïm se montre soucieux de redorer le prestige de l'armée : une « journée » lui est dédiée, des collectes ont lieu à son profit, ses effectifs et son budget augmentent, la police et la gendarmerie lui sont rattachées. Mais elle est, aussi, sévèrement épurée.

Ce réformisme débridé ne permet cependant pas à Zaïm de rallier les concours dont il aurait besoin pour gouverner : bien au contraire, il les lui aliène. Il tente de légaliser son entreprise, mais la classe politique se dérobe. Réduit à placer aux postes de responsabilité des relations personnelles ou des membres de sa famille, il durcit ses méthodes. La presse est surveillée, les manifestations interdites ou réprimées, les partis et le Parlement dissous ; il se fait plébisciter à la tête de l'Etat et se proclame lui-même maréchal... Mais le maréchal-président est un homme seul et, contre lui, les oppositions convergent : celle des partisans de l'Irak et des nationalistes ultras qui désapprouvent le rapprochement avec Paris et la conclusion d'un accord d'armistice avec Israël, des anciens politiciens évincés, des milieux religieux et bourgeois et des commerçants que ses réformes indisposent, des libéraux qu'effraie la dictature, de l'armée surtout, où licenciements et épuration dressent contre lui nombre de ses pairs. La démagogie dans laquelle il donne avec de plus en plus d'outrance ne parvient pas à le sauver. A peine a-t-il régné plus de cent jours : le 14 août, les blindés du colonel Sami Hennaoui montent à leur tour à l'assaut du pouvoir. Arrêté, le « tyran sanguinaire » est accusé d'avoir « déshonoré la glorieuse armée syrienne » et exécuté sur le champ, en compagnie de son Premier ministre, Muhsen Barâzi, kurde comme lui.

Dans les semaines précédant sa chute, la presse d'Amman s'était d'ailleurs déchaînée contre lui dans des termes d'un étonnant racisme (11). Dans les heures suivant le putsch, la

(11) « N'oublions pas, lit-on par exemple à l'époque dans le quotidien *Al-Urdan*, que Husni Zaïm est d'origine kurde ! Que son président du Conseil l'est aussi ! Qu'un nombre appréciable de ses ministres le sont également ! A notre sens, les pays arabes ne devraient pas être le jouet d'expériences personnelles ou le champ d'action de minorités nationales. Les Arabes sont

reconnaissance immédiate du nouveau régime par le roi Abdallah, ses déclarations, son télégramme de félicitations ne laissent aucun doute sur la satisfaction des autorités jordaniennes. Aussi n'est-il pas difficile d'apercevoir d'où le coup est parti (12). C'est donc sur des questions de politique étrangère beaucoup plus que de politique intérieure que Zaïm a été abattu.

Son successeur n'est rien d'autre, en effet, qu'un agent à la solde des intérêts anglo-hachémites. Il semble qu'un officier britannique du nom de Sterling l'ait poussé à agir. Né en 1898 près d'Alep et vétéran lui aussi des armées ottomanes, éduqué à la turque, ses sympathies pro-irakiennes et pro-jordaniennes sont connues. Il entreprend aussitôt d'engager avec Bagdad des pourparlers qui devraient permettre au « Croissant fertile » de voir le jour avec la bénédiction de Londres.

En Syrie, un effort d'ouverture est tenté, car Hennaoui voudrait s'attirer la collaboration des politiciens civils. Le 15 novembre, une Assemblée constituante à base communautaire est élue. Boycottée par le Parti national, la consultation assure le succès du Parti du peuple, au demeurant pro-irakien. Quelques satisfactions sont données à la gauche : Akram Haurani entre dans le gouvernement populiste de Hachem Atassi, où il s'occupe d'un premier projet de réforme agraire, en même temps que Michel Aflak se voit confier l'Education nationale.

Mais la Syrie n'a pas acquis son indépendance pour retomber aussi vite sous la coupe de l'étranger. Le projet d'union avec l'Irak déclenche, en Assemblée et dans le pays, de chauds débats, d'autant plus que l'opinion, fermement républicaine, s'inquiète d'une possible restauration de la monarchie sous l'égide des hachémites. L'armée elle-même se refuse, dans sa majorité, à cautionner une pareille politique. Et, le 19 décembre, Hennaoui est à son tour renversé par un autre militaire. Arrêté, puis contraint de s'enfuir à Beyrouth, il y tombera, dix mois plus tard, frappé par la vendetta kurde...

---

une race fière, qui a toujours suivi la voie de l'honneur et, au cours de leur histoire, ont toujours placé à leur tête des chefs provenant de leurs rangs. » Et encore : « Toute personne qui vit dans les pays arabes et qui parle arabe doit s'intéresser à la gravité de la situation en Syrie, car la Syrie elle-même n'oubliera pas celui qui a causé du tort, et il aura l'occasion de s'en repentir ».

(12) Ajoutons que plusieurs officiers druzes ont participé à l'opération, parmi lesquels des sympathisants du P.P.S., désireux de venger la mort d'A. Saadé, livré au Liban quatre semaines plus tôt par Zaïm.

Le troisième homme, Adib Chichakly, est d'une tout autre trempe. Il le prouvera en restant à la tête des affaires près de quatre ans, durant lesquels il marquera d'une empreinte énergique son pays. Un peu plus jeune que ses prédécesseurs (il est né en 1909), il est d'origine kurde comme Zaïm et appartient à une famille de propriétaires fonciers de Hama. Volontaire sur le front palestinien, il s'y est battu dès la première heure et a participé aux deux premiers putschs. Avec l'aide de son ami Akram Haurani, il a préparé soigneusement le troisième. Mais, propulsé sur le devant de la scène politique, il garde la tête froide. Son style est à mi-chemin de l'autoritarisme de Zaïm et de l'effacement de Hennaoui. Il préfère, au début tout au moins, rester au second plan, animateur efficace et vigilant de la vie publique, derrière le paravent de tel ou tel de ses camarades officiers, voire de civils, auxquels les responsabilités suprêmes sont en apparence confiées.

Pourtant, la courbe de son pouvoir est, à peu de chose près, la même que pour tant d'autres du même genre, en dépit d'un balancement, qui pourrait faire illusion, entre des temps de souplesse et d'ouverture et des temps de fermeté et de rupture. Coupé peu à peu de la classe politique et des masses, dont il ne parvient pas à encadrer les sympathies diffuses, il se retrouve finalement seul à son tour, entraîné sur la pente qui, par le resserrement progressif de l'autorité, mène à la dictature. Son régime s'effondre le jour où son dernier appui, l'armée, se dresse contre lui.

Le premier temps est cependant modéré. Hennaoui chassé, le nouveau venu remet noblement la conduite de la Syrie « à ses dirigeants légitimes » et se contente du poste de chef d'état-major adjoint ; mais il se réserve d'intervenir dans le cas où un « danger extrême » se manifesterait et constitue un Comité militaire secret, dont il s'adjuge la direction. L'Assemblée constituante reprend ses travaux : ils aboutissent, en septembre 1950, à la promulgation d'une Constitution qui, sur trois points au moins, s'écarte significativement de la précédente (13). Sous la pression des députés ba'thistes, la vocation arabe de la Syrie est pour la première fois assurée avec vigueur (14). Des préoccupations sociales apparaissent au

(13) Texte dans le n° 1413 du 20 décembre 1950 des *Notes et études documentaires*. On pourra consulter à son propos D.B. : « Un compromis malaisé : le projet de Constitution syrienne », dans *Moyen-Orient*, juillet 1950, p. 4 ; et S. Tarazi : « La nouvelle Constitution syrienne », dans la *Revue du Droit public*, juillet-septembre 1951, p. 789.

(14) « Nous, représentants du peuple syrien arabe, lit-on dans le préambule, proclamons que notre peuple, qui constitue une partie de la nation

niveau du préambule, qui souligne la nécessité de « libérer les citoyens des malheurs, de l'indigence, de la maladie, de l'ignorance et de la peur, en établissant un régime économique et social de nature à réaliser la justice sociale » et « d'assurer l'accès de chaque citoyen aux richesses du pays ». Enfin, si le régime parlementaire est restauré, il penche nettement, sur le modèle de la Constitution française de 1946, vers le régime d'assemblée et la Chambre, dont les prérogatives sont élargies, est réputée en état de session permanente. C'est dire que les politiciens professionnels ont repris de l'assurance. D'ailleurs, ils aimeraient bien — et le déclarent — que l'armée rentre tout à fait dans ses casernes.

Leurs critiques, en même temps que la reprise des jeux stériles du passé, ne tardent pas à irriter les militaires. Des désordres se produisent, ici et là. Un attentat est perpétré contre Chichakly. Le 29 novembre 1951, il réagit : le « noble peuple syrien » est informé que « l'armée a pris en mains la responsabilité de l'ordre national ». Le président du Conseil, les membres du gouvernement et plusieurs députés sont arrêtés, la Chambre est dissoute et le président de la République, Hachem Atassi, contraint de démissionner.

Le deuxième temps commence alors. Chargé, par le Conseil militaire suprême qu'il dirige, d'assurer les fonctions de chef de l'Etat, Chichakly fait nommer, peu après, son ami le colonel Faouzi Selo, kurde comme lui, président de la République, président du Conseil et ministre de la Défense. Il se réserve, quant à lui, les responsabilités de vice-président du Conseil, de ministre de l'Intérieur et de chef d'état-major... En avril 1952, il décrète la dissolution de tous les partis et interdit la presse d'opposition (15). Quelques mois plus tard, en août, il lance son propre parti, le Mouvement de libération arabe. L'objectif est double : donner au régime, par un encadrement des masses, une assise populaire, et briser le système pourri des partis de clientèles. Adoptée par voie de référendum en juillet 1953, une nouvelle Constitution complète le dispositif en substituant au parlementarisme honni, dans lequel ces

---

arabe par son histoire, par son présent, par son avenir, appelle de ses vœux le jour où notre nation arabe sera de nouveau réunie en un seul Etat. Il déploiera tous ses efforts pour faire de cette aspiration sacrée une réalité dans l'indépendance et la liberté. » Et encore l'art. I : « Le peuple syrien est une partie de la nation arabe ».

(15) La rupture avec A. Haurani, mais aussi avec M. Aflak et S. Bitar, date de la fin de 1952, où les trois leaders se réfugient au Liban. En même temps que l'amorce d'une convergence d'action plus nette entre les trois hommes, elle marque un tournant important dans l'ère Chichakly.

partis se sont épanouis, un régime présidentiel (16). Chichakly est élu, le même jour président de la République. L'entreprise n'est-elle pas, avec cinq ans d'avance sur la France, gaulliste en quelque façon ? Elle ne pourra, en tout cas, se développer plus de quelques mois.

Dès septembre en effet, un troisième temps s'esquisse. Soucieux de trouver une formule de compromis avec l'opposition, qui reste virulente et entretient des troubles dans le pays, et désireux de ranimer la vie politique dans le cadre fixé par lui, Chichakly autorise de nouveau les partis politiques. Mais ceux-ci boycottent les élections d'octobre (que remporte donc, haut la main, le M.L.A.), s'organisent en un front national (pacte de Homs, juillet 1953, où le Ba'th et les communistes s'allient tactiquement aux formations traditionnelles), réclament l'annulation des élections et le retour à la démocratie parlementaire, et appuient leurs revendications par une vaste campagne de manifestations populaires, encouragées et financées en coulisses par l'Irak.

Le quatrième temps marque un retour à la fermeté. Mais il est trop tard. Chichakly répond à l'extension de l'agitation par une accentuation de la répression et fait arrêter plusieurs des leaders de l'opposition (17). Peut-être aurait-il pu tenir si son parti, corps sans âme aux effectifs squelettiques, avait eu le temps et la capacité de s'implanter. Face à la coalition de ses adversaires, seule l'armée pouvait lui permettre de durer encore. Mais la caste des officiers est, en fait, de plus en plus mécontente et le Ba'th en a déjà largement entrepris le noyautage. Le mouvement part cette fois, le 25 février 1954, d'Alep, où un natif de Hama, ami et disciple d'Akram Haurani, le capitaine Mustafa Hamdoun, prenant prétexte d'une manifestation de lycéens que certains de ses camarades ont appuyée, lance un appel à la révolte. De nombreux commandants de garnison se rallient à lui. Damas, sans doute, reste sous le contrôle de Chichakly. Mais ce dernier se refuse à engager un affrontement sanglant dont l'issue serait d'ailleurs incertaine, et préfère abdiquer : il part pour Beyrouth, et se réfugiera en Arabie Saoudite, puis en France, avant de mourir au Brésil, en 1964, assassiné par un druze (18).

La période que son départ venait de clore, quoique tour-

(16) Texte dans le n° 1785 du 22 septembre 1953 des *Notes et Etudes documentaires*.

(17) Janvier 1954 : au même moment, le Djebel Druze est en insurrection (voir *infra* p. 160).

(18) Sur ces événements, voir en particulier *Révolution prolétarienne* d'avril 1954, p. 98 (« Que s'est-il passé en Syrie ? »).

mentée, n'en a pas moins été féconde. L'ère Chichakly a, en effet, laissé en Syrie des traces profondes.

Défenseur intransigeant de l'indépendance du pays, il a su résister aux sirènes anglo-saxonnes et maintenir la balance égale, pendant quatre ans, entre l'Egypte et l'Irak (19), tout en entretenant avec l'Arabie d'excellents rapports. On ne peut d'ailleurs bien comprendre les soubresauts de son règne, si on ne les situe dans le contexte international, qui souvent les explique. La période 1949-1954 coïncide, en effet, avec les premiers efforts de la diplomatie américaine, soudain prise de pactomanie, pour embrigader les peuples du Proche-Orient dans sa croisade anti-communiste (20).

Cependant, pour les Arabes l'éclairage est tout autre : seule la lutte contre le sionisme les intéresse. Or, les Etats-Unis soutiennent celui-ci de plus en plus ouvertement : leurs avances sont donc suspectes ; et leurs pactes semblent autant de leurres destinés à prendre les Arabes à la glu d'une alliance qui neutraliserait leurs velléités de résistance au fait accompli israélien. La cause au service de laquelle on voudrait les embrigader n'est pas la leur. Et si les Russes leur proposent un appui que Washington leur marchande, pourquoi le répudieraient-ils ? Ombrageuse, la Syrie est la première à s'engager à cet égard sur la voie d'un neutralisme sympathique à l'Est que d'autres suivront — et c'est avec Chichakly qu'elle commence à le faire. Dès 1950, il refuse sèchement d'adhérer au « Point IV » du président Truman. En mars, à la tribune de la Ligue arabe, au Caire, l'un de ses ministres déclare avec éclat : « Au cas où la pression américaine persisterait sur les pays arabes dans le sens où elle s'est exercée jusqu'ici et qui ne peut aboutir qu'à leur judaïsation, je souhaiterais

(19) Ou la Jordanie : en octobre 1950, une tentative de coup d'Etat subventionnée par le roi Abdallah est éventée et le docteur Mounir Ajlani est arrêté en même temps que plusieurs officiers soupçonnés d'avoir trempé dans le complot.

(20) La fameuse « déclaration tripartite » par laquelle, en 1950, la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis s'engageaient à garantir le *statu quo* dans la région, est la première manifestation tangible de ce souci, en même temps qu'elle traduit une première percée de l'impérialisme américain qui bientôt (après la crise de Suez) prendra le relais de l'impérialisme franco-britannique jusqu'alors prépondérant au Proche-Orient. Notons-le d'ailleurs : en 1950, les Etats-Unis sont encore hostiles au projet anglo-hachémite de « Croissant fertile », parce qu'il leur paraît devoir conduire à une sorte de protectorat britannique auquel ils aimeraient substituer le leur. D'autre part, le rassemblement d'une puissante fédération arabe aux portes d'Israël leur paraît dangereux pour la survie de l'Etat juif. Sous Hennaoui par exemple, ils jouent, contre les Anglais, la carte d'un rapprochement de Damas avec Le Caire. Mais ils reprendront bientôt à leur compte les projets de Londres, auxquels ils donneront une toute autre ampleur, en s'efforçant, dans les années suivantes, de neutraliser la turbulente Syrie par son adhésion au pacte de Bagdad (voir *infra* p. 164).

qu'un plébiscite fût organisé dans ces pays, afin que le monde sache que les Arabes préfèreraient mille fois devenir une république soviétique plutôt que de servir de proie à Israël ». Quelques semaines plus tard, en mai, c'est un Frère musulman, député, qui n'hésite pas à s'écrier, à l'Assemblée constituante : « Nous sommes décidés à nous tourner vers le camp oriental si les démocraties ne nous rendent pas justice » ; et d'ajouter : « A ceux qui prétendent que le camp oriental est notre ennemi, nous répondons : quand donc le camp occidental a-t-il été notre ami ? Nous nous lierons à la Russie, fût-elle le diable ! » On verra plus tard la crise, à ce propos, plus gravement rebondir (21).

La même intransigeance caractérise, en politique intérieure, l'action de Chichakly, dès lors que l'unité nationale, fragile encore est en cause. Son souvenir restera lié à celui des premières mesures prises en vue d'effacer les différenciations confessionnelles (comme de supprimer la mention de la religion sur les cartes d'identité). L'abolition du régime spécial des bédouins est son œuvre. Et lorsque, en janvier 1954, les druzes se révoltent, agités par des politiciens qui voudraient s'en faire des alliés contre le régime, il n'hésite pas à faire intervenir l'aviation pour mater la sédition (22).

Un énorme travail de rénovation, autoritaire mais graduel, éclairé par un sens lucide des nécessités de l'Etat moderne et frappé du sceau d'un populisme national assez complaisant à lui-même, doit être d'autre part mis à son actif. On peut dire que, véritablement, il a touché à tout, avec plus de méthode cependant que Zaïm : mise sur pieds de mouvements de jeunes, réforme administrative, réorganisation de la justice, abolition des titres, régime d'occupation du domaine public, renforcement du secteur public (création d'une banque centrale)... Bien sûr, l'armée n'a pas échappé à ses initiatives :

(21) Jusqu'à l'affaire de Suez et spécialement sous Chichakly, les rapports resteront assez bons avec la France, les dirigeants syriens (dont la plupart ont été formés à l'époque du mandat et sont donc de culture française) n'étant pas fâchés de trouver du côté de Paris un éventuel contrepoids aux menées anglo-saxonnes et une voie moyenne, qui leur permettrait de ne pas avoir à choisir entre Russes et Américains. La guerre d'Algérie contribuera aussi à détériorer ces rapports.

(22) La répression de la révolte de 1954 marque un tournant dans l'équilibre des forces entre le pouvoir central et les communautés turbulentes des montagnes : la fin d'un isolement et d'une autonomie de ces communautés, dangereux pour l'intégration nationale et utilisés contre la fragile Syrie par des appétits extérieurs ; et le début d'une période où l'on va assister à la transposition des particularismes régionaux, ethniques, confessionnels, sur le terrain de la lutte pour le pouvoir, au sein des partis politiques et de l'armée. Les développements ultérieurs en convaincront amplement.

stages de perfectionnement en Occident, accroissement des effectifs, nouvelles promotions parmi les jeunes...

L'ère Chichakly est importante enfin, d'un dernier point de vue. Dans son Parlement de 1953, pour la première fois, apparaissent en nombre des éléments des classes moyennes urbaines. Akram Haurani est associé pendant un temps au gouvernement et son parti fusionne avec le Ba'th. En fait, le décollage de la gauche date de cette époque et le mouvement commence à se dessiner, de progrès social, de libération et d'unité arabe qui, quelques années plus tard, impérieusement entraînera la Syrie sur des voies nouvelles.

Aussi la restauration des notables que permet, en 1954, la chute de Chichakly ne manque-t-elle pas d'être équivoque. Elle ne peut être, aussi, que très précaire. Car, revenus triomphants au pouvoir, les grands bourgeois d'avant la guerre vont être contraints de collaborer avec les forces montantes, qui bientôt les balayeront.

3. *La poussée à gauche*

Complexe, agitée, la période 1954-1958 est d'un extrême intérêt (23). Le tournant y est pris. Entre les forces nouvelles qui s'enflent tout d'un coup et les nantis de la vieille société en décomposition, le véritable combat se déclenche, feutré encore, jalonné de compromis et de trêves, sans issue pourtant, on peut déjà le pressentir, pour les maîtres d'hier. Mais la vague de radicalisation dont le pays est l'un des premiers à subir les effets, au même moment commence à partager aussi, dans le monde arabe, les régimes — selon que, conservateurs inféodés à l'Occident, ils la refusent, ou que, « progressistes » séduits par l'Est, elle les emporte. Et la Syrie, enjeu et foyer, est au cœur de cette autre confrontation. Ses déchirements n'en sont, bien sûr, que plus violents.

A l'intérieur, les progrès de la gauche sont le fait dominant. Ils s'accompagnent d'une accentuation des divisions et des conflits. Car, si l'alliance des ba'thistes, des communistes et des « indépendants progressistes » leur permet de contrôler assez bien le cabinet, ils ne peuvent gouverner sans la droite, dont ils s'efforcent de saper le pouvoir... (24). D'ailleurs,

(23) Voir notamment à son propos le numéro de la revue *Economist* du 23 juin 1956, p. 1198 (« Who runs Syria ? ») ; A. Carleton : « Syria today », in *International Affairs*, janvier 1954, p. 24 ; E. Sablier : « La montée des périls en Syrie », dans *Le Monde* des 20-23 avril 1955, et « La Syrie entre le rêve et la réalité », dans *Le Monde* des 20-21 octobre 1957.

(24) L'instabilité ministérielle reste très marquée au cours de cette période : sept cabinets de mars 1954 à mars 1958.

nombre de contradictions les opposent entre eux, d'autant plus marquées que leur destin s'éclaire. Enfin, l'appui de l'armée leur est indispensable, dès lors qu'en l'absence de réformes substantielles, les bases de la puissance de la classe traditionnelle et les clientèles qui lui donnent la majorité au Parlement, restent largement inentamées. Cet appui est acquis, en coulisses, à proportion de la pénétration de l'idéologie ba'thiste dans les rangs des officiers, et des sympathies agissantes d'activistes tels que le dynamique colonel Abdulhamid Sarraj. Mais l'armée est elle-même écartelée en de multiples factions et comporte des éléments de droite, qui n'entendent pas rester inactifs non plus...

Quant à la politique étrangère, le même glissement détermine, à la même époque, des orientations parallèles. Les pressions de la gauche l'expliquent, mais aussi l'opportunisme et les sentiments anti-occidentaux de nombreux « indépendants » et même de la droite, que son nationalisme inspire. Les uns et les autres ne font, au demeurant, que s'aligner sur les tendances profondes de l'opinion. On a vu en effet comment, dès Chichakly, les conditions d'une crise ultérieure dans les rapports de Damas avec l'Occident s'étaient trouvées réunies. A partir du départ du colonel, les progrès de la gauche syrienne avivent encore les inquiétudes américaines. Aussi, Washington multiplie-t-il les mises en garde et bientôt les menaces, lesquelles produisent l'effet inverse de celui recherché. Un cercle vicieux s'instaure. Plus la Syrie évolue à gauche, plus on cherche, par des mesures comminatoires, à la « récupérer » ; mais plus on s'y essaie et plus elle bascule, par réaction, dans le sens qu'on voulait éviter ! Un complexe aigu d'encerclement ne tarde pas à s'emparer d'elle et la conduit, sous l'effet de l'exaspération du nationalisme arabe et du patriotisme syrien conjugués, à des réflexes de défense parfois brutaux. Il l'incite d'abord à un rapprochement spectaculaire avec l'U.R.S.S. (25). Il la précipite, d'autre part, vers l'Egypte, c'est-à-dire, là encore, à gauche, rallumant l'éternel problème, entre Bagdad et Le Caire, des attractions contraires, mais lui donnant aussi une dimension nouvelle. Car le nassérisme, qui exerce un ascendant croissant sur les masses syriennes, rayonne désormais à partir de la rive égyptienne, alors que

(25) Sur l'évolution des rapports entre la Syrie et l'Union Soviétique, voir notamment H. Carrère d'Encausse : *La politique soviétique au Moyen-Orient*, 1955-1975, F.N.S.P., Paris, 1975. Parmi les études plus anciennes, on pourra consulter aussi W.Z. Laqueur : *The Soviet Union and the Middle-East*, New-York, 1959, et F. Laurent : « L'U.R.S.S. et le Moyen-Orient », dans la revue *Orient* n° 2 de 1957.

l'Irak, où la révolution n'a pas encore eu lieu, fait figure, sous Noury Saïd, de bastion de l'influence occidentale au Proche-Orient.

Rien d'étonnant, dès lors, que de 1954 au coup de théâtre de 1958, une série de crises secouent le pays. Elles représentent autant de paliers à travers lesquels il est possible d'apercevoir la progression, en crescendo, du double mouvement, interne et externe, de la poussée à gauche qui vient d'être indiquée.

Après quelques flottements, politiciens et militaires commencent par se mettre d'accord, en mars 1954, pour refermer la parenthèse Chichakly. Le Parlement de 1953 est dissous et l'Assemblée constituante de 1949 rappelée pour en tenir lieu, le président Atassi rentre dans ses fonctions, un gouvernement est formé sous la conduite de Sabri Assâli pour préparer des élections et, pendant quelques mois, les populistes règnent de nouveau à Damas. Mais il serait illusoire de penser qu'un retour pur et simple au passé soit possible. Les militaires, notamment, ne le permettraient pas, parmi lesquels un groupe d'officiers progressistes, rassemblés autour du colonel el-Malki, a contribué activement à la chute de Chichakly. Les forces de gauche y ont aussi travaillé, entendant bien mettre à profit la restauration du parlementarisme pour s'imposer.

Les élections de septembre 1954, qui se déroulent dans une ambiance de liberté exceptionnelle, sont pour elles l'occasion d'un premier succès d'importance, en même temps qu'elles offrent l'occasion de mesurer à quel point la Syrie est en train de changer. Les formations traditionnelles reculent, à commencer par les populistes, dont les menées pro-irakiennes ont indisposé de nombreux électeurs. Le nouveau Parlement comporte d'ailleurs beaucoup d'élus anti-occidentaux. Les indépendants sans parti y dominent et certains ont des sympathies pour la gauche. Surtout, la population de Damas choisit entre autres, pour la représenter, un communiste en la personne de Khaled Bagdache, et la paysannerie de la Syrie centrale, plusieurs socialistes se réclamant du Ba'th, qui enlèvent au total 22 sièges (26). Mais l'Assemblée reste divisée en trop de tendances pour qu'il soit possible de former

(26) Sur 142. Mais ses alliances avec d'autres éléments de gauche, sa tactique et ses appuis extra-parlementaires confèrent au Ba'th, dès cette époque, une importance dont le nombre de ses députés ne donne pas l'exacte mesure. Les autres sièges se répartissent de la façon suivante : 64 pour les « indépendants », 30 pour les populistes (contre 43 en 1949), 19 pour le Parti national, 2 pour le P.P.S., 2 pour le Parti socialiste coopératif, 2 pour le Mouvement de libération arabe, 1 pour le P.C.S.

autre chose que des cabinets de coalition faibles et instables. L'action gouvernementale ne tardera pas à s'en ressentir.

La désignation, en août 1955, de Choukry Kouatly comme président de la République ne peut s'expliquer que par des considérations de cuisine parlementaire. L'ancien chef de l'Etat conserve certes des partisans dans le pays, où une partie de la presse lui est acquise et une habile propagande du Caire et de Ryad en sa faveur ne manque pas de faire valoir, depuis qu'il est parti, que seul il serait capable de mettre un terme aux intrigues anglo-hachémites et de réfréner les ambitions des colonels. Mais c'est un homme du passé et l'opinion lie son souvenir à celui d'un régime de corruption et d'impuissance qu'elle ne souhaite pas revoir. Aussi n'est-il élu que grâce au report sur son nom des voix des députés populistes qui, faute de pouvoir imposer leur candidat, Nazem Koudsi, désirent avant tout barrer la route à leur adversaire numéro un, l'intelligent et ambitieux Khaled el-Azem, riche bourgeois de Damas, mais allié de la gauche, hostile à l'Irak, adversaire déterminé de l'union avec l'Egypte et partisan d'une alliance avec Moscou : le « millionnaire rouge » (27).

Choukry Kouatly trouve, à son retour, une situation déjà et de nouveau très dégradée. En février 1955, la conclusion du pacte de Bagdad, auquel adhéreront, outre l'Irak et la Turquie, l'Iran et le Pakistan, a fait considérablement monter la tension (28). Pressée de s'y associer par les Américains, qui arment Israël, la Syrie l'a ressenti au contraire comme un début d'encerclement et une menace directe à son indépendance (29). En avril, le colonel Malki a été assassiné par un membre du P.P.S. (30). Les factions se déchaînent de plus

(27) Il a été déjà président du Conseil à plusieurs reprises dans le passé : en décembre 1948, en décembre 1949 et en mars 1951.

(28) « Le pacte de Bagdad internationalisait la lutte pour le pouvoir au Moyen-Orient : il introduisait des slogans nouveaux et les rivalités de la guerre froide sur la scène déjà bien turbulente des antagonismes arabes locaux. En ce sens, 1954-1955, l'année du grand débat sur la défense qui a précédé la signature du pacte, est peut-être la plus importante de l'histoire arabe d'après-guerre » (P. Seale, *The struggle for Syria, op. cit.*, p. 238).

(29) Le président du Conseil Fares el-Khoury, âgé et isolé, ne paraît pas, au moment de la conclusion du pacte, en mesure de s'opposer aux manœuvres irakiennes : sous la pression de la rue et du Parlement, il est contraint de démissionner et c'est un cabinet résolument hostile qui lui succède, en février, avec à sa tête Sabri Assâli et, aux Affaires étrangères, Khaled el-Azem.

(30) Adversaire acharné du projet de fusion avec l'Irak, il venait de constituer, au début de l'année, avec le colonel Choukeir, chef d'état-major général, un Conseil de la révolution, inspiré du modèle égyptien et dont l'objectif principal était de combattre les partisans du « Croissant fertile ». Il était surtout, à l'époque, le principal rempart contre l'effort de pénétration

belle, jusqu'au sein de l'armée, où la droite et la gauche se disputent la prééminence. Le président rentre du Caire. Il y a vécu en exil depuis 1949, et y a noué de solides amitiés. Tout doucement, convaincu qu'il n'y a pas d'autre recours pour son pays déchiré, il va l'acheminer sur la voie qui le conduira, en 1958, à l'union avec l'Egypte. Dès octobre 1955, en réponse au pacte de Bagdad, il conclut avec elle un traité d'alliance militaire, qui prévoit notamment l'instauration d'un Commandement militaire commun avec quartier général à Damas. C'est un prélude.

Une ouverture vers l'Est l'accompagne. En novembre, deux accords commerciaux sont conclus, l'un avec Moscou et l'autre avec Pékin. Le troisième le sera, en janvier 1956, avec la Roumanie ; et en mars, une mission d'experts soviétiques se rend à Damas, où elle se déclare disposée à fournir aux autorités l'aide en techniciens et en capitaux que le développement du pays requiert. Mais, c'est sur le plan militaire que le rapprochement le plus spectaculaire s'ébauche. Depuis le raid israélien contre Gaza (février 1955), la pente est à la guerre dans la région ; et la Syrie a besoin d'armes pour se défendre, d'autant plus qu'au même moment, des concentrations de troupes turques et irakiennes viennent appuyer à ses frontières la conclusion du pacte de Bagdad. Ces armes, l'Occident les lui refuse. Le 23 mars, le ministre soviétique des Affaires étrangères, Molotov, informe l'envoyé de Damas à Moscou que « l'U.R.S.S. appuie l'attitude de la Syrie et est prête à lui fournir son aide, sous quelque forme que ce soit, en vue de sauvegarder son indépendance et sa souveraineté ». Au cours de l'automne, le premier accord est signé en vue de la livraison d'armes par l'entremise de la Tchécoslovaquie. D'autres suivront (31).

En novembre 1956, Damas manifeste avec éclat sa solidarité à l'Egypte attaquée : les oléoducs qui acheminent à travers le territoire syrien le pétrole irakien et saoudien vers la Méditerranée sont sabotés, des troupes pénètrent en Jordanie pour répondre aux mouvements de l'armée de Bagdad ; et le président syrien se rend à Moscou, accompagné de ses principaux ministres et de son chef d'état-major, afin d'y négocier l'éventuel envoi de volontaires soviétiques d'Asie centrale. Le communiqué final de la rencontre condamne la triple agression contre l'Egypte et souligne la volonté des

(31) C'est à la conférence de Bandœng, en avril 1955, qu'il faut faire remonter la première démarche arabe (effectuée à l'initiative de Nasser et répercutée à Moscou par la Chine), en vue d'acheter des armes à l'Est.

Russes de fournir aux Syriens tout l'armement nécessaire à leur défense.

C'en est assez pour qu'en Occident, une vaste campagne se déclenche, visant à dénoncer la pénétration soviétique au Proche-Orient, dont la « communisation » de la Syrie serait, proclame-t-on, le premier jalon. Il s'agit, en fait, d'impressionner les dirigeants de Damas, au point de les contraindre à faire marche arrière ou, à défaut, de provoquer, au besoin par la force, un renversement du régime en place. La presse du « monde libre » fait état de l'arrivée massive d'armes et d'experts soviétiques, qu'elle serait bien en peine de prouver... Mais le plan de subversion comporte d'autres aspects : fin novembre, un complot pro-irakien est éventé à Damas ; une brochette hétéroclite d'inculpés est déférée devant les tribunaux. Le procès a lieu au début de 1957, appuyé, sur tous les canaux de la propagande officielle, de sorties d'une rare violence contre l'Irak et l'Occident (32). Il contribue à précipiter le glissement à gauche et le rapprochement avec l'Egypte, d'où déferle, depuis la nationalisation du canal et la « victoire » de Suez, le nassérisme sur les masses syriennes fascinées (33).

Mais les tensions s'en trouvent exacerbées dans le pays. Fin janvier, de graves désordres ont lieu en Alep, dans lesquels trempent des militaires qu'inquiète l'emprise croissante de la gauche. Celle-ci cherche, de son côté, à mieux s'organiser ; non sans peine, car ses progrès attisent dans ses rangs les dissensions, et une lutte aiguë d'influence oppose le Ba'th au

(32) L'inspirateur et l'organisateur du procès est, déjà, le colonel Sarraj, dont il sera beaucoup question par la suite. L'événement le met en vedette : sa vigilance a sauvé le régime. Financée par Bagdad et orchestrée par certains émissaires occidentaux de manière à porter ses fruits autant que possible au même moment que l'attaque de Suez contre l'Egypte, la conspiration visait à ramener brutalement vers l'Ouest le balancier de la politique syrienne. Les milieux les plus divers y ont trempé : les leaders du P.P.S., réfugiés au Liban depuis le procès de 1955 (le parti devait fournir à la conjuration ses troupes de choc), nombre d'officiers syriens en exil (à commencer par l'ex-dictateur Chichakly et son frère Salah, mais aussi l'anti-chichakliste Mohamed Safa...), le leader druze Hassan el-Attrache et plusieurs politiciens connus, tels Mikhaïl Ilyan (Alépin gagné de longue date au projet d'union avec l'Irak, malgré son appartenance au Parti national), Adnan et Faydi Atassi (apparentés à l'ex-président Hachem Atassi), Mounir Ajlani ou Sami Kabbara...

(33) Enoncée en janvier 1957, la « doctrine Eisenhower » ne pouvait qu'accentuer, d'autre part, le mouvement : le président des Etats-Unis était autorisé par le Congrès à utiliser la force armée pour protéger l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de toute nation du Proche-Orient qui lui demanderait assistance contre une agression armée émanant de l'un des pays contrôlés par le communisme international. Coupable aux yeux de l'Occident de flirter de plus en plus avec Moscou, la Syrie était en fait, bien sûr, directement visée par la formule. Elle allait réagir en resserrant, au Caire et à Moscou, les liens qu'on aurait précisément voulu, en la menaçant, l'amener à distendre...

P.C.S., l'un et l'autre essayant d'exploiter la situation à son profit. Le Ba'th lance l'idée d'un front national progressiste, dont il espère que le contrôle lui échoiera. Les élections partielles de mai 1957 sont, en effet, un succès pour les éléments qu'il regroupe et qui, dans le nouveau cabinet, se taillent la part du lion, cependant qu'Akram Haurani est élu président de la Chambre (34).

Mais le régime lui-même, ou du moins les éléments les plus modérés de la coalition au pouvoir, s'inquiète de la vague qui l'emporte qu'il ne contrôle plus. Les grands bourgeois nationalistes qui participent encore au gouvernement, sous la férule de Choukry Kouatly et du président du Conseil, Sabri Assâli, ne peuvent assister indifférents au travail de sape que le Ba'th accomplit. Le Ba'th, de son côté, craint que, portés par l'aide et l'amitié des Soviétiques, alors très populaires, les communistes ne le doublent et ne transforment à la longue la Syrie en satellite de Moscou... Aussi, des coups de frein sont-ils donnés au cours du printemps 1957. Mais ils échouent et auront pour effet de faire basculer tout d'un coup la Syrie dans les bras de l'Egypte.

Le principal concerne l'armée. En juillet 1956 déjà, le turbulent général Choukat Choukeir avait été remplacé dans ses fonctions de chef d'état-major par un militaire plus modéré et plus docile aux ordres du pouvoir civil, le général Tewfiq Nizamuddine. En mars 1957, le chef de l'Etat décide une série de mutations par lesquelles il voudrait réduire l'emprise de la gauche sur les casernes. Elles concernent notamment les colonels Sarraj et Nabih Sabbagh, nommés respectivement au Caire et à Amman dans des postes de responsabilités au sein du Commandement arabe commun. Mais le ministre de la Défense, Khaled el-Azem, leur vient en aide : il refuse de contresigner les ordres de transfert et démet le chef d'état-major de ses fonctions. L'arbitrage de l'Egypte permet, au dernier moment, d'éviter le pire. En mai, la droite revient à

(34) De 1956 à 1958, il devient manifeste que le pouvoir est, en fait, aux mains d'une petite équipe d'hommes de gauche, dont chacun s'appuie, dans les rangs de l'armée, sur d'actifs « supporters ». On y trouve l'ambitieux et brillant Khaled el-Azem, dont le correspondant à l'état-major est le général Amine Nafoury, lui-même à la tête d'un petit groupe d'officiers « indépendants ». Elle comprend également le dirigeant communiste Khaled Bagdache qui, non investi de responsabilités gouvernementales mais porté par l'alliance de la Syrie avec Moscou, joue un rôle actif en coulisses et bénéficie des sympathies du colonel Afif Bizri, président de la cour militaire chargée de juger les conjurés du complot de novembre 1956, bientôt nommé général et chef d'état-major. Cette équipe compte enfin les ba'thistes Akram Haurani et Salah Bitar, dont le ténébreux Abdulhamid Sarraj et d'autres officiers influents, tels les colonels Mustafa Hamdoun et Abdelghâni Qannout, sont les alliés militaires.

l'assaut. Mais la gauche réplique en créant un Conseil de commandement révolutionnaire dans lequel se retrouvent, avec quelques civils, la plupart des officiers « progressistes » menacés d'épuration. L'un d'entre eux, le général Afif Bizri, réputé pour ses sympathies communistes, succèdera en août au général Nizamuddine à la tête de l'état-major, et organisera aussitôt une purge parmi les officiers conservateurs...

A la même époque, les dirigeants, soucieux de ne pas dépendre trop exclusivement des Russes, tentent vers l'Ouest une ultime démarche. Le ministre de la Défense, Khaled el-Azem, et celui des Affaires étrangères, Salah Bitar, se rendent à Paris dans l'espoir de pouvoir, par la France, toucher discrètement Bonn, Londres et Washington, en vue de négocier une aide qui balancerait celle que les Soviétiques leur octroient. Ils attendront en vain une réponse — dont le défaut ne pouvait bien sûr que les renvoyer... à Moscou. Fin juillet, le « millionnaire rouge » y débarque de nouveau, à la tête d'une délégation qui comporte notamment le chef d'état-major. Il y négocie un important traité d'assistance économique et technique, doublé d'une aide militaire, qui, conclu le 7 août, met aussitôt le feu aux poudres.

Ce que la presse occidentale appelle alors, dans ses manchettes de première page, « l'affaire syrienne » (35), atteint son paroxysme (36). Une savante intoxication avait, quelques mois plus tôt, préparé l'opinion. Cette fois, l'artillerie lourde est employée... La Syrie risquait d'être communiste : eh bien, elle l'est devenue ; et cela ne peut évidemment être toléré, car cela fait peser sur le « monde libre » une insupportable menace ! Quelques titres, puisés ici et là, donneront le ton — dans le *New York Herald Tribune* du 20 août : « Red coup in Syria » ; dans la *Gazette de Lausanne* du 22 : « Rouge Syrie ? »; dans *Le Figaro* du 20 : « L'armée et le gouvernement totalement aux mains des communistes » ; et dans *Combat* du 7 septembre : « La révolution communiste s'achève en Syrie »...

On demeure confondu, avec le recul, d'un pareil aveuglement — ou d'une pareille hypocrisie : la Syrie communiste, alors qu'elle se débattait précisément pour ne pas le devenir !

---

(35) Voir notamment à son propos : la revue *Economist* du 6 juillet 1957, p. 41 (« Syrian sismograph ») et du 18 mai 1957, p. 604 (« No snow, no boots, no bases ») ; *Relazioni internazionali* du 12 janvier 1957, p. 38 (« Incertezze e pericoli della situazione siriana ») ; P. Rondot : « La crise syrienne », dans la *Revue de l'Action Populaire*, décembre 1957 ; E. Sablier : « La Syrie, Etat test », dans *la Nef*, décembre 1957 ; R. Vallet : « La satellisation de la Syrie », dans la *Revue de Défense nationale*, décembre 1957.

(36) Voir notamment les analyses de presse recueillies dans la série *Articles et documents* de la Documentation française, n° 545 du 20 août 1957, 546 du 22 août, 547 du 24 août et 550 du 31 août.

Etait-il si difficile de comprendre que seul le souci de son indépendance l'avait conduite à Moscou, non pas, bien sûr, pour la sacrifier sur d'autres autels ; et que le meilleur moyen de l'en faire revenir était que cessent justement à l'Ouest, les menaces pesant sur elle en vue de l'y contraindre ? (37)

Pour l'heure, en tout cas, ces menaces s'alourdissent : concentration de troupes turques à la frontière nord et irakiennes à l'est, violations répétées de l'espace aérien syrien, manœuvres de la VI[e] flotte au large des côtes, livraisons d'armes à Amman, échange d'invectives entre les « deux grands »... La Syrie riposte à sa manière, en bandant son orgueil : trois fonctionnaires de l'ambassade des Etats-Unis sont expulsés, on creuse fébrilement des tranchées dans les villes, une mobilisation en masse de la population commence... En septembre, le roi d'Arabie tente de s'entremettre et de se poser en arbitre de la querelle américano-syrienne. Mais Nasser en prend ombrage et, en octobre, dépêche à Lattaquié un bataillon symbolique. Alors, soudain, la tension se relâche. La fermeté syrienne, sans doute, a été assez éprouvée ; Damas a tenu bon ; et puisque le chantage n'a pas été payant, Washington amorce un recul et déplace son action sur d'autres claviers.

A l'intérieur, en effet, plus que jamais, les passions, alimentées à l'étranger, se donnent libre cours ; les désordres se multiplient ; les factions en viennent aux mains ; l'anarchie gagne et l'ordre public ne peut plus être maintenu. Face aux périls qui l'assaillent de toutes parts, un vent de panique souffle sur le pays. La Syrie, aux abois, cherche une issue ; et ne la trouve que dans la fuite en avant — mal préparée, brusquée, mais empoignante comme un mythe et gonflée d'espoirs, l'union avec l'Egypte. En novembre le Parlement la réclame dans une résolution sans ambiguïté. Le 12 janvier 1958, une quinzaine d'officiers conduits par le chef d'état-major et bientôt rejoints par le ministre des Affaires étrangères, Salah Bitar, se rendent en Egypte pour en discuter avec Nasser. Trois semaines plus tard, le 1[er] février, elle est, au Caire, solennellement scellée.

4. *L'union avec l'Egypte*

Extraordinaire mouvement, à vrai dire, que celui-ci. Leur indépendance, les Syriens y sont attachés farouchement,

(37) « C'était une situation, écrit P. Seale (*op. cit.*, p. 292) à propos de laquelle on pourrait dire que les Etats-Unis ont été hypnotisés par un monstre de leur propre création... »

comme à leur bien le plus précieux. Mais voici que soudain, avec allégresse, sur les autels de l'arabisme, ils y renoncent et s'en remettent à l'étranger de leur destin ! Aucun peuple n'est plus divisé qu'eux. Mais, tout d'un coup, une exceptionnelle unanimité les emporte et, dans la fièvre, ils accomplissent la démarche unitaire la plus retentissante que le monde arabe ait connue jusqu'alors ! Et cependant, cet élan est un mouvement de l'âme, sentimental, non raisonné : fugace, instantané. Aussi l'union ne durera-t-elle guère plus de trois ans (38). Car, si le balancier, dans leur être partagé, les fait pencher, pour l'heure, vers elle, rien n'interdit que, demain, le patriotisme, brimé, ne se réveille avec colère. Et l'accord qui, dans l'immédiat, les rassemble est fragile, puisqu'il ne repose pas sur une base sociale et politique stable et délibérément construite, mais sur la conjonction éphémère de facteurs momentanés et de forces habituellement divergentes.

Parmi ces facteurs, le coefficient personnel, l'ascendant de Gamal Abdel Nasser est sans doute le plus puissant. L'autre est l'angoisse de tout un peuple. L'homme de Suez et du défi à l'Occident, le libérateur, le chantre de l'arabisme apparaît, pour le moment, aux Syriens que son charisme subjugue, comme un recours : le seul capable de les soustraire à leurs démons et de les arracher aux périls divers qui les assiègent. Impuissants à s'engager de leur propre élan sur la voie des transformations décisives auxquelles ils aspirent, ils espèrent aussi de lui la justice et le progrès, dont il leur semble qu'il vient de semer les graines en Egypte. Et, de l'oblation qu'ils lui font d'eux-mêmes, ils attendent enfin que, par le retentissement de l'exemple, d'un bout à l'autre du monde arabe, une dynamique se propage, de renaissance et d'unité, irrésistible. Mais que le prestige de l'homme se ternisse ; que les bénéfices attendus de sa médiation tardent à se faire sentir ; que la vague se fige autour d'un difficile dialogue à deux dont on escomptait un déferlement, et l'on verra les forces qui

(38) Sur la R.A.U. et son échec, voir notamment : D. Hunebelle : « Pourquoi nous avons chassé Nasser », dans *Réalités*, mars 1963, p. 40 ; S. Jargy : « La Syrie, province de la R.A.U. », dans *Orient*, n° 8 de 1958, et « La Syrie d'hier et d'aujourd'hui », *idem*, 4e trimestre 1961, p. 67 ; G. Leczowski : « Syria : a crisis in arab unity », in *Current history*, avril 1962, p. 200 ; P. Lyautey : « Le chemin de Damas », dans la *Revue des deux mondes* du 1er janvier 1961, p. 321, et « Syrie et Proche-Orient », *idem*, 1er juin 1962, p. 361 ; P. Rondot : « La crise syrienne, sa genèse, ses circonstances, son bilan, décembre 1961, avril 1962 », dans la *Revue de Défense nationale*, juin 1962, p. 1 000 ; E. Sablier : « Les causes économiques profondes d'une rupture », dans *Croissance des jeunes nations*, novembre 1961, p. 19 ; P. Seale : « The break-up of the U.A.R. », in *World Today*, novembre 1961, p. 47.

s'étaient un instant liguées pour que naisse la R.A.U., brusquement se dresser contre elle et la détruire.

Ces forces, en 1958, des considérations d'idéal ou de tactique les jettent vers Nasser. Chez les ba'thistes, la part de l'idéal est peut être plus forte : le rêve unitaire est encore, à l'époque, leur obsession et le président égyptien leur apparaît comme le partenaire le plus convenable pour le réaliser (39). Son neutralisme en politique étrangère, son nationalisme et la coloration socialiste de ses premières réformes plaisent au Ba'th qui, seul, est impuissant à imposer à Damas la ligne analogue qu'il prône et désire faire triompher, en s'alliant à Nasser. L'enjeu est ainsi, pour les amis de Michel Aflak, de s'appuyer sur la force et le prestige de Nasser, auquel ils apportent le rayonnement de leur doctrine, pour imposer, en R.A.U. d'abord, puis dans le monde arabe, leurs idéaux — et leur règne. L'opération, sans doute, comporte un risque, du fait de l'existence d'un parti unique : mais le Ba'th, plus dynamique, espère que le nouveau parti envisagé par Nasser sera formé, sinon dans les deux « provinces », en tout cas en Syrie, autour de lui (40). De toute façon, le temps presse. Face au double péril de menées réactionnaires pro-irakiennes et d'une communisation du pays, la marge de manœuvre est étroite : elle passe par Le Caire. Khaled Bagdache, d'ailleurs, ne s'y trompera pas. Tactiquement, l'union vise d'abord à éliminer le P.C. devenu trop influent ; aussi, se réfugiera-t-il sans attendre à l'étranger, pour échapper aux persécutions qui ne tarderont pas à s'abattre sur son parti.

Pour les conservateurs, l'objectif est à cet égard le même : poussés par la menace israélienne et par les maladresses américaines à requérir la protection de Moscou, ils en mesurent les dangers et s'en effraient. Ils pensent que Nasser qui, en Egypte, a réduit les marxistes au silence, saura défendre, en Syrie, l'ordre établi contre les éventuels entraînements de l'extrême-gauche. Ils comptent aussi sur une relance de l'éco-

(39) Erreur d'appréciation lourde de conséquences : car l'arabisme de l'Egypte est un phénomène récent (il remonte au début des années 1940) et revêt une signification beaucoup plus équivoque, conjoncturelle et tactique que celui de la Syrie, qui est au contraire de conviction, de vocation. Une identité nationale plus ancienne, plus forte, dans le cas de l'Egypte, explique ce décalage. C'est d'abord comme un instrument exploité par les factions à l'intérieur même du pays, dans le cadre de leur lutte d'influence (conflit entre le roi Farouk et le Wafd), puis au service de la volonté de puissance de Nasser, que son ralliement progressif à l'arabisme s'est produit.

(40) « Nous serons officiellement dissous ; mais nous serons présents dans le nouveau parti unifié, l'Union nationale. Né de la fusion des deux pays, ce mouvement ne pourra être animé par d'autres principes que ceux du Ba'th » (déclarations de Michel Aflak au journal *L'Orient*, de Beyrouth, en date du 25 février 1958).

nomie, dont ils profiteraient (surtout les négociants), grâce à l'élargissement du marché intérieur aux vastitudes humaines de la vallée du Nil, et aux perspectives que l'existence, en Syrie, de cadres nombreux et, en Egypte, d'une main-d'œuvre inépuisable à bon marché, pourrait leur offrir.

Quant aux militaires, qu'ils soient de droite ou de gauche, leurs mobiles sont identiques à ceux des civils. Beaucoup, dans leurs rangs, considèrent en outre la fusion comme un remède possible au factionnalisme suicidaire qui les affronte les uns aux autres. Enfin, au Caire, l'armée domine le régime : aussi celui-ci leur est-il, par essence, sympathique ; et l'opération ne peut, à Damas, que renforcer leur propre emprise qui, depuis la chute de Chichakly, est très contestée.

Aussi, la R.A.U. est-elle proclamée, le 22 février 1958, dans l'enthousiasme général, au lendemain d'un référendum, où 98 % des votants de la « province Nord » du nouvel Etat se sont prononcés en sa faveur, contre 99,99 %, enthousiasme à peine plus marqué, dans la « province Sud » d'Egypte. Nasser se rend à Damas : une délirante ovation l'y accueille. On le compare à Saladin, sur la tombe duquel il s'incline. Et pourtant comme l'effondrement sera rapide ! Le 28 septembre 1961, Nasser n'est plus, pour les sécessionnistes qui viennent de rendre à la Syrie sa liberté, qu'un « émule de la tyrannie et de l'impérialisme », voué par une propagande déchaînée aux gémonies !...

Frustration et déception des Syriens, écrasés par l'union, au lieu qu'elle leur apporte les avantages qu'ils en escomptaient ; erreurs et maladresses d'exécution accumulées par les Egyptiens comme à plaisir ; difficultés de conjoncture : tout devait se conjuguer, en réalité, pour conduire à l'échec une expérience que, d'ailleurs, l'atmosphère d'improvisation dans laquelle elle avait été lancée hypothéquait sérieusement au départ.

Un malentendu fondamental en compromettait déjà, pour commencer, le succès. Riche en élites et cœur battant, depuis toujours, de l'arabisme, la « province Nord » pouvait espérer en effet que l'intelligence syrienne impose aux esprits égyptiens son impulsion. Au moins souhaitait-elle conserver sa personnalité et peser de tout son poids sur la vie du nouvel Etat. Mais le calcul de Nasser était tout autre : préoccupé d'une turbulence, d'une mobilité, d'une propension à l'anarchie si opposées au monolithisme et aux pesanteurs de la société égyptienne, et si dangereuses, il entendait au contraire tout faire pour gommer, dès que possible et dans tous les domaines, le particularisme syrien et hâter ainsi, estimait-il,

l'intégration des deux provinces. Et, naturellement, comme l'Egypte était, des deux, la plus puissante et la plus peuplée, son hégémonie allait succéder, dans la R.A.U., à l'association équilibrée qui seule aurait pu permettre à l'entreprise de réussir.

Les étapes de l'alignement politique de la Syrie sont assez faciles à suivre : elles vont dans le sens d'un appesantissement de l'autorité, accompagné d'une réduction de l'autonomie de la « province Nord » et d'un recul du rôle joué par les Syriens dans les instances centrales. Promulguée en mars 1958, la Constitution provisoire de la nouvelle république (41) prévoyait un Etat unitaire composé de deux provinces dotées chacune d'une certaine capacité de s'administrer elle-même. Au centre, le président de la République (Nasser) était assisté de quatre vice-présidents (dont deux Syriens : un représentant de la droite, Sabri Assâli, et un autre de la gauche, Akram Haurani) et d'un gouvernement de sept membres (dont un seul Syrien, ministre d'Etat). Quant à l'Assemblée nationale, la moitié au moins des députés seraient choisis parmi les Chambres syrienne et égyptienne. Sur le plan régional, chaque province avait à sa tête un Conseil exécutif et une Assemblée chargés de gérer les affaires locales, étant entendu que toute question intéressant les Affaires étrangères, la Défense, l'Intérieur, l'Education nationale et l'Industrie relèverait du pouvoir central. L'édifice était donc, on le voit, dès le départ, quelque peu déséquilibré au profit de l'Egypte. Mais ce déséquilibre devait s'accentuer par la suite, Nasser répondant au mécontentement grandissant des Syriens par une centralisation accrue. Ainsi, en octobre 1958, un remaniement ministériel intervenait : Sabri el-Assâli était écarté (42), Akram Haurani ravalé au rang de ministre de la Justice, la nouvelle équipe ne comportant plus que trois vice-présidents (dont un Syrien), mais dix-sept ministres (dont six Syriens). En janvier 1959, une commission ministérielle supérieure était instituée pour hâter « la réalisation du développement de la province syrienne et veiller à l'application stricte des législations élaborées depuis l'union ». Sur ses trois membres, deux étaient Egyptiens, tandis que le bras droit du chef de l'Etat, le maréchal Amer, se voyait confier « le contrôle politique général » de la Syrie. Enfin, en août 1961, les conseils exécutifs provinciaux étaient supprimés et l'Assemblée syrienne transférée au

(41) Texte dans *Notes et Etudes documentaires*, n° 2420 du 4 juin 1958.

(42) Les procès de Bagdad ayant révélé qu'il avait reçu, en 1953, 15 000 dinars de l'Irak pour comploter contre Chichakly.

Caire, en contrepartie de quoi les instances centrales étaient étoffées (sept vice-présidents, dont deux Syriens ; trente-neuf ministres, dont quinze Syriens) et le gouvernement de l'union invité à siéger trois mois par an à Damas.

Plus intéressante et plus significative est l'étude du processus de mise au pas du Ba'th. Concession majeure au principal artisan de la fusion, Nasser accepte d'abord que le parti conserve, au sein de l'Union nationale dans laquelle il doit se dissoudre, une certaine autonomie. Il le laisse, en Syrie, librement déployer son action et accueille au gouvernement central deux de ses dirigeants : Akram Haurani, vice-président ; et Salah Bitar, ministre de l'Orientation et de la Culture. Les ba'thistes en profitent pour tenter de s'installer aux postes de commande en Syrie. Leurs adversaires modérés s'en plaignent au président, qu'inquiètent d'ailleurs les appétits des amis de Michel Aflak et leur bellicisme aventureux (ils sont partisans d'une guerre immédiate avec Israël, dont le *Raïs* ne veut à aucun prix, occupé qu'il est à étendre son influence dans le monde arabe). Aussi ne tarde-t-il pas à prendre ses distances vis-à-vis d'eux, en s'appuyant, pour les refouler, sur leurs ennemis conservateurs : les élections de juillet 1959, pour la désignation des conseils locaux à la base de l'Union nationale, sont organisées de façon que le Ba'th n'y remporte que 2,5 % des sièges (43) et ses représentants sont, peu à peu, écartés des rouages de commande. Le Congrès que le Ba'th tient au cours de l'été 1959 marque le début de la rupture. Nasser a désormais perdu la confiance des ba'thistes, sauf celle d'un petit noyau d'inconditionnels regroupés autour du Jordanien en exil, Abdallah Rimawi. Otage en ses fonctions officielles, Akram Haurani démissionne avec éclat, à la fin de 1959, entraînant derrière lui les ministres du parti qui participent encore, au Caire et à Damas, aux instances gouvernementales. Le Ba'th passe alors dans la clandestinité et commence à saper l'union qu'il avait favorisée...

L'alignement politique se double cependant d'un alignement administratif et policier — et c'est une autre erreur que commet Nasser. La millénaire et pesante bureaucratie égyptienne a mauvaise réputation. Or, voici que des milliers de fonctionnaires venus du Nil déferlent sur le Nord, pour y répandre leurs ravages... Obnubilé par son désir d'effacer, entre les deux provinces, toute différence, le chef de l'Etat voudrait ainsi hâter l'intégration : il la compromet au contraire. La Syrie lui échappe. Il tente, par la rigueur, de la

(43) 250 sur 9 445.

reprendre ; et se l'aliène, par là, davantage... Une soupçonneuse surveillance est exercée sur elle. La répression s'installe et, bientôt, une dictature sans merci. Le colonel Sarraj en est, à Damas, l'instrument.

Secret, réservé, taciturne, il a servi d'abord dans la police, puis combattu en Palestine et contribué, en 1949, comme lieutenant de blindés, au succès du putsch de Zaïm, avant de se rallier à Chichakly. Mais sa véritable ascension date de mars 1955 où, remarqué par le général Choukeir, chef d'état-major, et placé par lui à la tête du Deuxième bureau, il se fait une spécialité de déjouer les nombreux complots dont la Syrie est à l'époque travaillée. Lié de longue date à Akram Haurani, originaire de la même ville que lui, ses sympathies le portent alors à gauche. Mais, allié du Ba'th, il en refuse la tutelle. Sa force, dans les années qui précèdent l'union, est sans doute d'avoir su éviter de s'identifier à quelque groupe ou faction que ce soit. Loup solitaire, à présent que le pouvoir, à Damas, par délégation sur lui repose, il peut enfin librement montrer ses crocs et se fait le serviteur trop zélé de la politique d'assimilation pratiquée par Nasser. On l'appelle « le Fouché de Hama ». Il se comporte, pendant trois ans, comme un vice-roi en Syrie, où le chantage, les arrestations arbitraires, les tortures font régner, en son nom, la terreur. Le Makhtab el-khass, le « bureau spécial », est son principal moyen d'action. Il dispose, sous la responsabilité du commandant Hassan Chreita, de 12 000 agents et s'appuie aussi sur « le Service des investigations », que dirige le commandant Marwan Sebahi. Un réseau proprement égyptien le double — et le contrôle, matérialisé par le « Service militaire de renseignements » du colonel Mohamed Stambouli (adjoint du maréchal Amer) et par le « Service des renseignements généraux » du colonel Bourhane Adham, relevant aussi du Caire. Les agents de Sarraj sont encadrés d' « experts » allemands envoyés d'Egypte par le ministre de l'Intérieur, Zakarya Mohieddine : l'un d'entre eux s'appelle Georg Fisher, c'est un ancien S.S. ; d'autres ont servi dans la Gestapo. Des atrocités seront commises.

Pourtant, la présence égyptienne en Syrie ne comporte pas que des aspects négatifs. Sous l'impulsion de Nasser, d'importantes réformes économiques et sociales sont entreprises : généreuses, elles ébranlent pour la première fois, de manière décisive, le vieil ordre de choses et laisseront des traces profondes. Mais, dans l'immédiat, elles se heurtent à des résistances et produisent des effets qui vont contribuer puissamment à l'échec de la R.A.U.

Toutes les couches de la société sont, à vrai dire, affectées par elles — à commencer par la classe marchande et la bourgeoisie d'affaires. Les mesures de socialisation décrétées par Nasser ne peuvent, en effet, avoir la faveur des possédants. Le dirigisme économique imposé par Le Caire signifie, à terme, la ruine de beaucoup d'entre eux. Et l'assaut donné à la grande propriété terrienne est ressenti plus fortement en Syrie qu'en Egypte, parce que de plus riches possibilités agricoles y ont permis l'édification de fortunes énormes reposant sur la terre, qui fonde en ce pays, depuis des générations, la puissance politique.

Mais les salariés ont eux-mêmes motif à se plaindre. Car, s'ils ont obtenu la semaine de 42 heures et une participation (théorique) de 25 % aux bénéfices de l'entreprise, la suppression du cumul et des heures supplémentaires aggrave, au lieu de l'améliorer, la situation de la classe ouvrière qui est la première, d'autre part, à souffrir du marasme économique consécutif à la création de la R.A.U. Il en va de même des paysans, qui ne disposent pas des capitaux nécessaires pour mettre en valeur les terres qu'on vient de leur distribuer et sont fortement touchés par le recul de la production agricole, auquel une réforme agraire hâtive et mal préparée, génératrice aussi de nombreuses faillites en ville, a conduit.

Les réformes nassériennes ne sont pas seules responsables, d'ailleurs, des graves désordres économiques dont la mise en œuvre de la R.A.U. s'accompagne. En fait, les deux économies, on s'en aperçoit un peu tard, n'étaient nullement complémentaires, mais concurrentes. Sa mise en compétition avec celle de l'Egypte, où les salaires sont bas et la main-d'œuvre abondante, voue l'industrie syrienne naissante à avorter. L'idée ne tarde pas à faire son chemin que l'Egypte entend s'industrialiser en maintenant la Syrie au stade agricole. Le commerce extérieur de la « province Nord » se trouve, d'autre part, entravé dans ses flux traditionnels par la fusion. La diminution des exportations provoque une ponction de devises et la baisse de la livre syrienne pour conduire au marché noir et à la contrebande. En contrepartie, le marché égyptien, qui fascinait les négociants syriens, ne s'ouvre qu'à demi, protégé qu'il est par un solide réseau de restrictions, de formalités et de licences. Et l'on commence à comprendre que, pour Nasser, outre les avantages politiques qu'elle lui procure, l'union est peut-être un moyen d'affronter le difficile problème du décollage de son pays, en le diluant dans un ensemble plus vaste. En un mot, alors que la situation de la Syrie était plutôt prospère en 1957, elle s'est dégradée et le sentiment se répand que

le pays est en train de faire les frais d'une opération dont l'Egypte seule profite.

Des difficultés de conjoncture viennent, au même moment, obscurcir encore le tableau. L'effondrement des cours mondiaux du coton en est une : il transforme en désastre le progrès enregistré par la production en 1959-1960. L'autre catastrophe se présente sous la forme d'une sécheresse exceptionnelle, qui calcine les récoltes, tarit les *oueds* et décime le cheptel : mais à peine la R.A.U. aura-t-elle éclaté que la pluie se remettra à tomber d'abondance sur tout le pays ! On imagine donc que les Syriens n'aient pas toléré longtemps un régime qui leur apportait en définitive tant d'inconvénients, à commencer par la malédiction du ciel, et si peu d'avantages immédiatement palpables. Au moins auraient-ils peut-être fait preuve de plus de patience si des satisfactions, à l'extérieur, étaient venues offrir un dérivatif à leurs désappointements de l'intérieur. Mais l'opportunisme du *Raïs* en politique étrangère devait les contraindre, pendant trois ans, à ravaler leur fougue, notamment quant à la cause palestinienne. A peine engagée, la dynamique unitaire s'était bloquée et Nasser avait enregistré ses premiers échecs : au Liban, où la guerre civile tournait à l'avantage des milieux conservateurs appuyés par Washington ; en Jordanie, où le roi Hussein parvenait, grâce à l'intervention des Anglo-Saxons, à faire front à la subversion organisée chez lui, à partir du Caire, pour le renverser ; en Irak même où malgré la révolution du 14 juillet, le nationalisme d'un Kassem allait bientôt s'opposer avec violence au nassérisme.

Ainsi, les Syriens étaient-ils, tout à la fois, brutalisés dans leur vie quotidienne, blessés dans leur amour-propre et déçus dans leurs aspirations profondes. Leur arabisme, certes, n'était pas en cause. Il faut mettre à leur actif que leur premier réflexe ait été, non de répudier la R.A.U., mais d'essayer de l'aménager mieux, en recherchant, au début de 1961, un compromis avec le maréchal Amer. S'ils en condamnaient les modalités de réalisation, ils demeuraient, en somme, attachés à l'union dans son principe, et on les verrait par la suite, s'acharner encore, après l'avoir rompue, à la restaurer... Mais les maladresses de Nasser ne leur laissaient pour le moment d'autre issue que la révolte. En écartant le Ba'th, il avait commencé par se couper du bâtisseur le plus sincère de la R.A.U. du côté syrien. Peu après, ses réformes devaient lui aliéner les milieux conservateurs. Jouant alors la carte Sarraj, il finit par s'effrayer des excès de son proconsul et, face à la montée des mécontentements, le nomme, en août 1961,

vice-président de la République, avec résidence au Caire, où il lui confie une sinécure sans portée politique, la direction de la réforme administrative... Il s'en fait, du même coup, un ennemi : Sarraj, qui était en Syrie son principal et dernier appui, se rebelle, démissionne, rentre à Damas où il s'efforce d'organiser une résistance. D'agent qu'il était de la politique nassérienne d'assimilation, il devient, un peu tard, le champion d'une autonomie qui sauvegarderait le particularisme de son pays. Mais surtout, sa mise à l'écart paralyse toute la machine policière installée par lui. Le putsch qui, en septembre, brise la R.A.U. en est facilité d'autant.

Car il n'est pas jusqu'à l'armée syrienne que Nasser n'ait aussi dressée contre lui. Systématiquement tenue en marge des plans du commandement égyptien, désarticulée par l'envoi jusqu'en haute Egypte d'une grande partie de ses cadres et frappée d'épurations successives, elle n'en restait pas moins travaillée de courants contraires — ba'thistes, communistes, populistes, voire officiers sensibles au souvenir de Chichakly... —, mais presque tous hostiles au maintien de l'union. Leur coalition hétérogène et provisoire (comme celle qui avait conduit à l'Union) allait, pour la mobile Syrie, une fois de plus, rallumer les flambeaux de l'aventure.

« Ici l'antre des lions, ici la patrie des braves, ici Damas, radio-diffusion syrienne ! » Le 28 septembre à l'aube, des troupes méharistes avaient investi la capitale, occupé les endroits stratégiques, arrêté le maréchal Amer... La R.A.U. avait vécu : la Syrie se retrouvait seule, en proie à ses démons.

5. *La seconde restauration parlementaire*

Le coup d'Etat est l'œuvre, cette fois, des milieux conservateurs. Réalisé avec l'aide d'une partie de l'armée (44), sous la conduite du colonel Abdelkarim Nahlaoui, il bénéficie néanmoins de l'appui, au moins tacite, des forces de gauche hostiles à la dictature de Nasser. Le Ba'th par exemple n'a pas trempé en tant que tel dans l'opération, mais il l'agrée ; et ses leaders, Michel Aflak et Salah Bitar, signent avec d'autres, début octobre, le « manifeste des 22 », qui dénonce « le régime de terreur et de déviationnisme instauré en Egypte et en Syrie », et réclame le rétablissement rapide de la démocratie à Damas. Khaled el-Azem s'y associe. Quant au P.C. (clandestin), il n'hésite pas à affirmer que « la victoire remportée par le

(44) Surtout des officiers sunnites de Damas, liés à la grande bourgeoisie de la capitale.

peuple syrien en collaboration avec son armée est une victoire historique », condamne « l'impérialisme et le despotisme pharaoniques » et se prononce, lui aussi, pour un retour à la démocratie parlementaire. Dans les jours qui suivent, les militaires remettent en effet le pouvoir aux civils. Des élections ont lieu et ramènent à la Chambre les vieux partis de notables, le Ba'th, de nombreux indépendants. Les anciens leaders refont surface. Les combinaisons s'élaborent. Et chacun se livre avec joie aux petits jeux exquis, qui recommencent (45)...

C'est dire que la première « restauration », celle de 1954, paraît se reproduire. Mais le parallèle s'arrête là : car la situation sociale a considérablement mûri ; la lutte politique s'est radicalisée davantage ; et si l'expérience de la R.A.U. a, d'une certaine façon, accentué le sentiment de l'identité syrienne, elle a surtout aggravé les déchirements du pays, où désormais les partisans et les adversaires de l'union, les pro- et les anti-nassériens, vont s'affronter aussi. La période qui va de la sécession à la prise du pouvoir par le Ba'th ne marque donc, en fait, qu'un effort sans lendemain de la droite pour s'accrocher au pouvoir qui lui échappe. Le régime « séparatiste » ne durera que dix-huit mois.

Des troubles aigus le ponctuent, que trois raisons expliquent.

La première tient à son inadéquation aux réalités du pays. La Syrie n'a cessé, dans les années précédentes, d'évoluer à gauche et elle vient de faire l'apprentissage, avec Nasser, d'un début de socialisation. Comment les équipes de privilégiés, usées, déconsidérées, débordées, dont le pays est las, pourraient-elles reprendre les choses en mains et tenir l'impossible pari de liquider les séquelles de la R.A.U. tout en conservant ses conquêtes sociales les plus généreuses, de rassurer les possédants sans exaspérer les ouvriers, les paysans, le petit peuple, de flatter enfin l'orgueil syrien par des initiatives unitaires retentissantes, sans emboîter de nouveau le pas à Nasser, ni inquiéter un particularisme avivé ?

La deuxième raison procède de l'attitude de l'armée et de ses divisions. Car, si les militaires ont rendu le pouvoir aux civils, ils n'entendent pas moins continuer à exercer sur eux une tutelle vigilante — tout en éprouvant un certain mal à y parvenir... La coalition d'officiers conduite par le colonel Nahlaoui s'est en effet désintégrée aussitôt après le putsch. Le factionnalisme de l'armée, pire que jamais, réduit ses possi-

(45) Notamment la valse des cabinets : de septembre 1961 à mars 1963, six gouvernements se succèdent à Damas.

bilités de pression et favorise même l'ingérence des politiciens dans ses propres affaires. Il s'ensuit bien des heurts entre le gouvernement et les militaires, et dans l'enceinte même des casernes.

Enfin, le nassérisme a introduit, par son impact, un facteur de trouble supplémentaire dans la vie politique syrienne, non seulement parce qu'une partie de la population lui reste attachée et qu'il est impossible de revenir sur les réformes amorcées sans que les bénéficiaires ne se révoltent ; mais aussi parce que Nasser lui-même est bien décidé à tout faire pour que s'effondre un régime qui est un affront permanent à son prestige (46). Sa première réaction a été de parachuter des troupes sur Lattaquié pour briser la sédition ; puis de tenter de s'opposer à elle en empêchant la reconnaissance du nouveau régime et en appelant, sur les ondes, les Syriens à s'insurger. Il se résignera par la suite au fait accompli, par réalisme et pour éviter que la Syrie ne bascule vers l'Irak. On le verra aussi faire son autocritique, rejeter sur les privilégiés la responsabilité de la sécession et choisir d'attaquer de front, plus vigoureusement, la « réaction », notamment en accentuant les mesures de socialisation en Egypte. Il ne renoncera pas pour autant à la tentation d'essayer de provoquer, par une propagande effrénée de « La voix des Arabes », génératrice de violences et d'émeutes, la chute des « séparatistes » de Damas — et finalement y parviendra. Mais, ce sera pour trouver en face de lui, avec le Ba'th, un adversaire plus résolu encore...

La succession, confuse, des événements illustre ces données.

Dès le lendemain du putsch, un avocat, Mamoun Kouzbari, avait été chargé de former le gouvernement. Ce n'était pas un inconnu. Appartenant à une famille de la grande bourgeoisie damascène, il avait été, en 1953, président de la Chambre élue sous Chichakly, puis leader du Mouvement de libération arabe regroupant les partisans de ce dernier et, à plusieurs reprises, ministre lors de la première restauration parlementaire. Adversaire déclaré de la R.A.U., il était normal que les sécessionnistes fissent appel à lui. On trouve, dans l'équipe qu'il réunit en octobre 1961, 4 avocats, 2 banquiers, 2 ingénieurs, 1 professeur de faculté, 1 médecin et 1 haut fonction-

(46) Comme le remarque fort bien I. Rabinovitch (*op. cit.* dans la bibliographie générale, p. 20), « si d'un côté la période de la R.A.U. a permis une intensification du sentiment d'unité et de solidarité syrienne, elle a aussi créé une autre ligne de division profonde dans une vie politique syrienne déjà très fragmentée ».

naire, aucun ba'thiste, 3 populistes, 3 membres du M.L.A., 1 du Parti national et 4 indépendants. Le haut-commandement militaire l'invite à mettre en place, à bref délai, « une démocratie qui ne mollirait pas jusqu'à l'anarchie et ne se rétrécirait pas jusqu'au despotisme et la dictature »... Il s'attelle à cette tâche. Le 15 novembre, une Constitution provisoire est promulguée (47), qui prévoit l'élection, pour le 1er décembre, d'une Assemblée constituante. Un président de la République, désigné par cette dernière, exercera le pouvoir exécutif, assisté d'un conseil des ministres.

Les anciens partis politiques ne sont pas autorisés à se reconstituer, mais l'appartenance des candidats n'est un mystère pour personne et l'on peut aisément chiffrer, à l'issue des élections, le nombre de sièges enlevés par chaque tendance, quoique les « indépendants » restent nombreux. Le scrutin traduit une remarquable solidité de la gauche dans ses fiefs de Syrie centrale et une vingtaine de sièges échoient au Ba'th, soit un peu plus de 1 sur 10. Mais la majorité est, comme en 1954, clairement orientée dans un sens conservateur (48). Restent à pourvoir les trois présidences : de l'Assemblée, de la République et du Conseil. La première revient au docteur Kouzbari, la seconde à Nazem Koudsi (député populiste d'Alep, ancien ministre, ancien chef du gouvernement) et la troisième à Maarouf Dawalibi. C'est un net coup de barre à droite.

La tâche du cabinet Dawalibi n'est pas facile, car on voit mal comment il pourrait satisfaire les intérêts qu'il représente, sans dresser contre lui les milieux populaires, ni apporter de l'eau au moulin de la propagande nassérienne, à laquelle les masses restent sensibles. Sur le plan social par exemple, la politique équivoque de compromis qu'il choisit d'adopter, indispose les classes défavorisées, sans pour autant paraître suffisante aux possédants qui le soutiennent. La réforme agraire n'est pas remise en cause, mais elle est freinée dans son application et aménagée dans un sens plus favorable aux propriétaires expropriés en ce qui concerne les conditions de leur indemnisation. En revanche, les nationalisations décrétées sous Nasser sont rapportées — ce qui a pour effet de déclencher une vague de manifestations dans le pays. Par contre, la décision de rendre effective la participation des ouvriers aux bénéfices de l'entreprise et d'inclure

(47) Texte dans la revue *Orient* du premier trimestre 1962.

(48) Voir A. Kapeliouk : « The Syrian elections », in *New Outlook*, janvier 1962, p. 37.

des représentants du personnel dans les conseils d'administration, soulève à droite une levée de boucliers, qui compromet l'existence du gouvernement.

S'agit-il, d'autre part, d'élargir la restauration de la démocratie libérale, comme de nombreux députés, particulièrement du côté du Ba'th, le réclament ? Les militaires y sont hostiles, car ils n'y voient qu'une manœuvre dirigée contre eux et le risque d'un retour aux intrigues parlementaires de naguère.

Le cabinet ne parvient pas davantage à assurer l'ordre public : au début de 1962, la propagande unioniste de Radio-Le Caire redouble de virulence ; l'agitation pro-nassérienne se développe ; le cycle infernal que la Syrie connaît bien désormais se renoue et les autorités sont incapables d'y faire face. Affolées, elles se tournent vers l'Irak. Sans doute n'est-ce plus celui de Noury Saïd et les excès de son régime effarouchent la bourgeoisie syrienne. Mais Kassem est aussi l'ennemi de Nasser, et celui-ci entretient en Syrie une subversion de jour en jour plus dangereuse... Le régime ne peut rester isolé. Déjà, en novembre 1961, un accord commercial avait été négocié avec Bagdad. En février 1962, un traité de défense avec échange de missions militaires est signé. Quelques jours plus tard, le 16 mars, Nazem Koudsi rencontre Kassem à Routba, dans le désert d'Irak : un important accord est conclu, qui prévoit notamment l'instauration d'un commandement commun. Inconstante Syrie ! N'a-t-elle rompu le charme qui la tenait aux rives du Nil enchaînée, que pour se livrer à l'est, entre-deux-fleuves, à d'autres maîtres ? Mais non, car l'armée, jalouse, veille et réagit une fois encore.

Le 28 mars 1962, un coup d'Etat « rectificatif » se produit (49), animé en coulisses par le même colonel Nahlaoui : l'Assemblée constituante est dissoute, la plupart des ministres et des députés sont arrêtés et un gouvernement militaire prend la direction du pays. L'accord de Routba a fourni le prétexte majeur du putsch. Mais il en est un autre : le débat qui vient de s'ouvrir à la Chambre sur une proposition de loi visant à mettre fin à l'état d'exception en vigueur depuis la sécession, de manière que les libertés publiques soient rétablies et que puissent se reconstituer les partis politiques. Les militaires y voient, non sans raison d'ailleurs, une démarche destinée à les mettre sur la touche. Ils se rendent bien compte, en outre, que la politique sociale du gouvernement est impopulaire et

(49) Voir M. Colombe : « La République arabe syrienne à la lumière du coup d'Etat du 28 mars », dans *Orient*, premier trimestre 1962.

voudraient faire du nassérisme sans Nasser. La proclamation qu'ils adressent au pays se termine par ces mots : « Cette fois, l'armée réfléchira longtemps avant de rendre le pouvoir aux civils ».

Pourtant, quelques jours plus tard ils y sont contraints... par la rue et par leurs pairs. Un certain nombre d'officiers ont refusé, en effet, de se rallier au mouvement ; d'autres, parmi les unionistes favorables à Nasser, ont profité de l'événement pour se mutiner à leur tour dans le Nord ; et de graves émeutes ont éclaté, ici et là, à Homs, en Alep... Après un invraisemblable chassé-croisé de péripéties, le président Koudsi est réintégré dans ses fonctions et un cabinet de transition désigné, sous la conduite de Béchir Azmé. Assez réaliste, relativement plus socialisant que le précédent et plus ouvert à l'Egypte, il est remplacé en septembre par une nouvelle équipe que dirige Khaled el-Azem, cependant que les députés, réunis à la hâte, malgré les réticences des prétoriens qui ne les aiment guère, décident de rétablir... la Constitution de 1950, moyennant quelques amendements. Puis, le pouvoir législatif est délégué au gouvernement pour un an et l'Assemblée dissoute, dans les règles. C'est le dernier tour de passe-passe de la droite pour se maintenir au pouvoir. Mais que pourraient ses leaders, essoufflés et malmenés, contre la gangrène de l'anarchie qui dévore le pays ? Tandis que les officiers, déçus, remâchent leurs rancœurs, la rue reste le siège d'une lutte sans trêve, où les factions s'affrontent. Et l'on ne compte plus les tentatives de subversion nassériennes, encouragées par « La voix des Arabes », qui ne cesse d'appeler les Syriens à la révolte.

Le complot le plus grave est déjoué au début du mois de février 1963. Au même moment, la « révolution » qui porte à Bagdad les ba'thistes au pouvoir, avec l'aide de l'armée, revêt valeur d'exemple : il faudra un mois à l'événement pour se répercuter à Damas. Le 8 mars, un coup de force militaire, mené par un officier unioniste, le colonel Ziyad Hariri, qui n'a pas supporté de se voir retirer son commandement sur le front israélien, vient inopinément jeter la Syrie dans une ère nouvelle.

CHAPITRE III

LE REGNE DU BA'TH

Très faible, le régime « séparatiste » s'est effondré sans opposer la moindre résistance. Mais la coalition qui l'a renversé est très hétérogène.

L'affaire a été menée, il est vrai, presque exclusivement par l'armée. Désireux de profiter des circonstances favorables nées du putsch irakien, les officiers ba'thistes du Comité militaire (1) en sont les principaux instigateurs. On n'ignore pas leurs griefs à l'encontre de la direction civile du parti, qui ne s'est ralliée d'ailleurs qu'avec réticence à l'opération. Mais ils n'en ont pas moins souhaité l'y associer, en raison de ce qu'elle représente politiquement. Ils se sont également assurés, pour étayer leurs chances de succès, du concours d'autres officiers, d'obédience variée.

Aussi, le Conseil national du commandement de la révolution, mis sur pied après de laborieuses tractations, comporte-t-il des représentants des trois principales tendances qui ont organisé le coup d'Etat : 4 indépendants progressistes (les généraux Luay Atassi et Ziyad Hariri, le colonel Ghassan Haddad et le lieutenant-colonel Fahd Cha'ir), 3 ba'thistes (les lieutenants-colonels Salah Jedid et Mohamed Omran et le major Moussa Zabi) et 3 nassériens (les généraux Mohamed Sioufi et Rachid Qutayni et le lieutenant-colonel Faouaz Mouharib). Par la suite, dix membres civils s'y adjoindront, dont 5 ba'thistes, ce qui portera leurs effectifs à 8, sur 20, dans le Conseil. Quant au gouvernement, ce n'est que pour donner une façade civile à leur pouvoir et parce qu'ils manquent de programme et de cohésion politique, que les militaires se sont résolus

(1) Voir *supra* p. 106.

à faire appel à Salah Bitar pour le former : les ba'thistes y détiennent 9 portefeuilles sur 20 (2).

Autant dire que le gros problème qui va se poser, dans les semaines suivantes, est celui de l'évolution des rapports du Ba'th avec ses partenaires et des mutations rapides qui l'affecteront bientôt, lui-même, au contact du pouvoir. A travers d'énormes difficultés et en dépit d'obstacles qui pouvaient paraître insurmontables, le parti parvient, en quelques mois, à s'imposer à la tête des affaires, après avoir éliminé, sur sa droite et sur sa gauche, ses rivaux. Le concours de l'armée le lui permet, mais il en devient, du même coup, le prisonnier. Car — et ce n'est pas le moindre paradoxe de son ascension fulgurante — en pleine réorganisation au moment où il s'empare des rouages de commande, il ne comporte alors qu'un très petit nombre de cadres et de militants (on a dit 400), et sa base populaire est trop mince pour qu'il puisse gouverner en s'appuyant sur elle.

Parallèlement, l'exercice des responsabilités creuse en son sein les divergences, aiguise les luttes et, transposant à l'intérieur même du régime l'instabilité chronique de la Syrie indépendante, amène les factions qui s'y disputent la prééminence à s'affronter dans une compétition quelquefois sanglante. Trois équipes se succèdent ainsi à la tête du pays, en trois étapes, dont chacune correspond à un stade de l'évolution économique et politique de la société syrienne.

De 1963 à 1966, sous la conduite des leaders « historiques », la droite du parti gouverne. C'est une période de transition, où le Ba'th combat pour s'imposer, tout en essayant de coopérer avec le capital privé, afin d'assurer, sans trop de heurts, le passage de l'ordre ancien au nouveau. Mais son échec à cet égard et la fermentation qui le travaille sous la pression des militaires et d'éléments plus jeunes, plus radicaux, déterminent un durcissement, que marque l'arrivée au pouvoir de l'aile gauche du parti. De 1966 à 1970, sous l'impulsion de celle-ci, le pays s'isole et s'enferme dans un dangereux extrémisme. La construction du socialisme est à l'ordre du jour. Une infrastructure économique est mise en place autour de pôles de développement. Mais le manque de réalisme politique et les excès de la seconde équipe la coupent du peuple et la condamnent à terme. En 1970, avec le général Hafez

(2) La composition de ce premier cabinet Bitar est intéressante d'un autre point de vue : il marque la fin de la primauté des grandes familles de Damas et d'Alep et l'irruption, à la tête des affaires, d'éléments d'extraction sociale plus modeste et d'origine géographique variée (2 ministres sont de Lattaquié, 2 du Djebel Druze, 3 de Homs, 2 de Hama, 1 de Salamiyé, 4 de divers villages...).

el-Assad, le balancier revient au centre : le pragmatisme est de rigueur et la Syrie connaît, au cours de cette troisième phase, une détente, une ouverture, par quoi le régime, en même temps qu'il se stabilise, cherche à se donner les assises populaires qui lui faisaient jusqu'à présent défaut. Mais le retour au centre n'est-il pas, en réalité, un glissement à droite ? Certains indices, pour la plupart postérieurs au conflit israélo-arabe de 1973, autorisent à le penser — dont le dernier, l'aventureuse et stupéfiante intervention dans la guerre du Liban aux côtés des chrétiens conservateurs, pourrait marquer, de ce point de vue, mieux qu'un tournant, une rupture, qui met peut-être en cause l'avenir même du régime.

1. *La transition*

Le coup d'Etat du 8 mars 1963 ne ressemble pas aux précédents. Préparé de longue date par un petit noyau de militaires ba'thistes regroupés dans une sorte de club clandestin, il n'a pu aboutir qu'avec le concours, au sein de leur propre parti, mais aussi dans l'armée, d'éléments étrangers à leur cercle. Mais ces militaires entendent bien, à présent que l'événement les a propulsés au premier rang, faire en sorte que le pouvoir leur échoie sans partage. Ils ne manquent pas d'obstination. Et la même ténacité qu'ils ont su employer à émerger leur permettra, on va le voir, de parvenir à leurs fins.

Non sans mal, cependant : car trois écueils, dans l'immédiat, les guettent.

Le plus redoutable est représenté par Nasser. Les ba'thistes avaient eu maille à partir avec lui, on s'en souvient, sous la R.A.U. ; et le *Raïs*, de son côté, sait qu'ils n'ont pas désapprouvé la sécession. Des nassséristes, pourtant, viennent de participer au putsch avec eux. Alliés d'un jour : ils demeurent, en fait, leurs rivaux les plus dangereux, parce que les plus forts. Faut-il composer, au risque d'être une nouvelle fois étouffé ? Ou les refouler — mais, dans ce cas, comment tenir et vaincre ?

La « réaction », deuxième écueil, demeure en effet puissante dans le pays. S'allier à elle contre Nasser, c'est bloquer toute possibilité de progrès et retomber dans les erreurs auxquelles la « révolution » du 8 mars a précisément voulu mettre un terme. D'ailleurs, la compétition avec le nassérisme exige qu'on se place sur le même terrain que lui. Une surenchère s'impose : il faut montrer aux masses, par des réformes osées, qu'on peut faire mieux, et rapidement. Mais

alors, on dresse les possédants contre le régime. Comment se battre simultanément sur deux fronts sans faillir ?

Le combat est d'autant plus difficile que le parti, enfin, n'est pas uni. Face aux périls, il ne sait pas serrer les rangs : au contraire, l'exercice des responsabilités avive en son sein les clivages. Les modérés s'opposent aux partisans d'une ligne dure, en un conflit somme toute classique, mais que compliquent, en l'occurrence, d'autres fractures propres au Ba'th. Pour le moment, les premiers l'emportent ; mais les seconds les contestent et placent leurs pions sous la tutelle des militaires qui, en 1966, imposeront un brutal coup de barre à gauche.

Côté Nasser, la situation se présente, pour les ba'thistes, sous un jour contradictoire. S'ils se sont emparés du pouvoir, ce n'est pas, en effet, pour retomber sous la coupe du leader égyptien. Quoique partagés à cet égard par des nuances, il le perçoivent désormais comme leur concurrent principal et n'ignorent pas que ses partisans manœuvrent pour les éliminer.

Mais ils savent aussi que le pays, comme la coalition au pouvoir, est écartelé par deux courants opposés : anti-nassérien (la bourgeoisie d'affaires, nombre de fonctionnaires et d'intellectuels, les officiers nationalistes...) et pro-nassérien (la paysannerie, le petit peuple, une partie de la classe ouvrière...). Des masses importantes, promptes à manifester, peuvent ainsi être manipulées par leur rival, qui dispose en outre de quelques positions-clés dans l'armée. Il est donc difficile de l'attaquer de front. Mal assuré sur ses bases, le parti a besoin d'un répit. Il lui faut se consolider d'abord, placer ses hommes et désarmer, pour un temps, la propagande meurtrière de « La Voix des Arabes ». L'union figure, d'ailleurs au premier rang de ses objectifs : il lui doit donc, au moins, un baroud d'honneur, ne serait-ce que pour effacer l'ombre d'illégitimité, la condamnation qui pèse sur la Syrie depuis la sécession et ne pas laisser à Nasser le monopole de l'utilisation d'un mythe auquel les foules arabes, notamment syriennes, restent aussi sensibles.

C'est dire que le Ba'th va mener pendant quelques semaines un savant double jeu, qu'il gagnera : il choisit d'endormir l'adversaire, en l'amusant de séductions diverses, pour mieux frapper ensuite ses partisans.

« C'est en exploitant les erreurs commises dans les débuts de l'union, affirme un communiqué diffusé le soir même du 8 mars par Radio-Damas, que la réaction, poussée par l'impérialisme et par l'opportunisme, a conduit la Syrie à cette

catastrophe qu'a été la séparation d'avec l'Egypte : mais l'armée veillait ». Elle est animée, indique la première proclamation du C.N.C.R., par « une foi inébranlable dans l'unité arabe établie sur des bases saines » et « agira pour réaliser cet objectif de l'unité le plus rapidement possible ». Formules habiles, qui ouvrent la porte au dialogue, tout en laissant entendre que tout n'a pas été parfait dans l'expérience précédente... Mais des déclarations ne sauraient suffire : il faut aussi donner quelques gages à Nasser et à ses alliés syriens. Les protagonistes civils et militaires du coup d'Etat séparatiste sont arrêtés et frappés d'« isolement civique » ; et des conversations tripartites syro-irako-égyptiennes — dépourvues de la moindre sincérité — s'engagent aussitôt au Caire (3). Le *Raïs* manifeste cependant quelques réserves : instruit par l'échec de 1961, il aimerait que l'union soit construite par étapes et préparée par un alignement progressif de la politique de ses partenaires sur la sienne. Il préconise donc, pour commencer, l'unité des objectifs plutôt que celle des structures. En outre, comme il est parfaitement conscient du fait, que les nouveaux régimes de Damas et de Bagdad ont besoin, pour se consolider, de sa bénédiction, il entend exiger d'eux qu'ils paient en échange le prix maximum et en profiter pour mieux pousser au premier rang, dans les deux pays, ses partisans... Quant aux ba'thistes syriens, ils ont fait un pas dans sa direction, en résistant à la forte tentation d'un dialogue exclusif avec Bagdad, où dominent leurs congénères et en acceptant que l'Egypte soit le pilier autour duquel l'entité nouvelle doit être bâtie. Mais, ils refusent de renoncer au rôle dirigeant qu'ils estiment devoir être le leur dans le front qui gouverne à Damas, réclament une présidence collégiale pour la fédération et insistent sur la nécessaire sauvegarde des particularismes « régionaux ». Les contacts débutent par l'échange sans aménité des griefs réciproques et aboutissent, le 17 avril, à la conclusion d'un accord prévoyant l'établissement, dans un délai de vingt-cinq mois, d'une fédération entre les trois républiques. Cet accord sera sans lendemain car, entre ba'thistes et nassériens, les escarmouches ont commencé sur le terrain, qui se transformeront bientôt en une guerre sans merci (4).

(3) Voir notamment à leur propos la revue *Orient*, n° 26 de 1963 (l'article de M. Colombe : « La seconde R.A.U. sera-t-elle proclamée ? », et des extraits de la presse ba'thiste et nassériennee relatifs à la question).

(4) Voir notamment pour les événements y relatifs, J. Goulaud : « Syrie, seconde victime », dans *Démocratie nouvelle*, avril 1963, p. 13 ; P. Rondot : « Six mois de crise syrienne (mars-août 1963) », dans la *Revue de Défense nationale*, octobre 1963, p. 1515.

Déjà, à la mi-mars, de rudes manifestations pro-nassériennes (par lesquelles le *Raïs* comptait sans doute faire pression sur ses invités au Caire) avaient secoué Alep et Damas. Elles sont dispersées par la force. Sarraj, réfugié en Egypte, s'était vu interdire de regagner son pays et 14 personnalités pro-nassériennes avaient été refoulées à leur arrivée à l'aéroport de Damas. Le 1er avril, la visite dans la capitale syrienne du colonel Boumedienne devait être l'occasion de chaudes bagarres entre ba'thistes et nassériens : les affrontements allaient, les jours suivants, s'étendre à toutes les villes du pays. Mais c'est fin avril-début mai que se situe la véritable rupture. Excédé, le Ba'th est décidé, à partir de cette date, à en finir à tout prix. La tactique qu'il met en œuvre pour y parvenir est simple et efficace : elle se déploie sur deux axes.

Il s'assure d'abord rapidement le contrôle exclusif de l'armée et du gouvernement. A l'initiative du Comité militaire, de nombreuses nominations ou réintégrations d'officiers ba'thistes interviennent ; des purges les compensent. Le 27 avril, par exemple, le parti s'estime déjà assez fort pour contraindre à la démission 47 officiers pro-nassériens soupçonnés d'avoir comploté. Leur départ est suivi, au début du mois de mai, par celui de 5 ministres et de 2 membres (également pro-nassériens) du C.N.C.R. Les émeutes d'Alep et de Damas fournissent, au même moment, le prétexte d'une nouvelle vague d'épurations et d'arrestations. En juin, c'est au tour du général Ziyad Hariri, auprès duquel tous les éléments non ba'thistes de l'armée se sont rassemblés, d'être limogé. Rallié du dernier moment à la conjuration du 8 mars, il avait contribué avec ses blindés au succès du mouvement : le général Amin el-Hafez, étoile montante, le remplace au ministère de la Défense. En juillet enfin, l'échec d'un putsch pro-nassérien permet de parfaire, dans tous les domaines l'emprise du parti. Au total, le nouveau régime aura écarté plus de 800 officiers — remplacés par plus de 900 sympathisants —, nommé dans toute l'Administration des ba'thistes bon teint aux postes de responsabilité et arrêté ou exilé ses adversaires les plus dangereux.

Une répression sans pitié des troubles que le nassérisme allume forme l'autre volant de cette politique d'implantation. Au début du mois de mai, Alep est en état d'insurrection et Damas en effervescence. Le soin est laissé au général Amin el-Hafez d'opérer le « nettoyage » de la capitale. Il réussit, en quelques jours, à la neutraliser, en ordonnant des perquisitions généralisées dans les quartiers rebelles. La quantité

d'armes saisies aurait pu équiper une division d'infanterie. On devra aussi, dans les semaines suivantes, à celui que ses hommes appellent familièrement « Abou Abdo », une campagne armée de « mise au pas » des camps de réfugiés palestiniens de Damas, Alep, Deir-ez-Zor et Jisr-el-Choghour, que leur sensibilité à la propagande nassérienne a transformés en foyers d'agitation gênants pour les autorités. L'un d'entre eux sera même réduit au mortier. Il existe, ainsi, entre le Ba'th et la résistance palestinienne, un passif assez ancien : peut-être n'était-il pas inutile de le souligner dès maintenant, pour éclairer les événements de 1976 ?

Cependant, c'est le 18 juillet que le grand règlement de comptes entre ba'thistes et nassériens se produit. Les partisans du *Raïs* essayent, ce jour-là, de prendre le pouvoir à Damas. On rencontre, parmi ces putschistes mal inspirés que dirige le colonel Yasser el-Alouane, un certain nombre d'éléments soupçonnés d'avoir plus ou moins trempé dans tous les mouvements séditieux visant, depuis la sécession, à restaurer la R.A.U., notamment plusieurs anciens officiers limogés par le Ba'th et des civils armés, parmi lesquels figurent de nombreux Palestiniens. La répression, qui donne lieu à des combats de rue acharnés, est féroce. Les milices de la Garde nationale, fort opportunément constituées en juin (à l'exemple des « brassards verts » de Bagdad), y jouent un rôle actif. Une véritable chasse aux nassériens est organisée : il y aura près d'un millier de morts.

Le 22 juillet, le chef de l'Etat égyptien, dans un violent discours, traite les ba'thistes de « fascistes » et d'« ennemis de l'unité arabe ». Mais que leur importe ? Le nassérisme syrien est, cette fois, frappé à mort. Et le Ba'th sort considérablement renforcé de l'épreuve, qui a montré sa vigilance et sa capacité de riposte. Dès la fin du mois, le général Luay el-Atassi, dernier îlot que la marée ba'thiste n'ait pas submergé, est à son tour écarté : il avait tenté, lors des sanglantes journées du 18 et du 19, d'amorcer une négociation avec Nasser. Le général Amin el-Hafez, dont les derniers combats ont, une fois encore, montré l'efficacité, le remplace à la tête du C.N.C.R. : c'est le nouvel homme fort de la Syrie. Mais pour combien de temps ?

A peine le Ba'th est-il débarrassé sur l'un de ses flancs, de l'hypothèque nassérienne, qu'un autre péril, à droite, le menace. On comprend pourquoi. Confronté seul, désormais, aux responsabilités du pouvoir, il ne peut échapper davantage à la nécessité de définir sans tarder la politique de socialisation que ses propres options, la revendication énergique

des masses et la concurrence du nassérisme lui font un devoir de mettre en œuvre. Mais il risque alors de voir se dresser contre lui la coalition des possédants et des conservateurs de tout bord, que son radicalisme effarouche.

Déjà, les mesures décrétées par le C.N.C.R., dès le 23 mars, à l'encontre d'une centaine de personnalités « séparatistes » (5), annonçaient la rupture ; de même la promesse, faite alors, de donner aux réformes amorcées sous la R.A.U., leur plein effet. Mais, jusque vers la fin de 1963, une sorte de trêve provisoire allait s'établir sur ce front. Pourquoi la vieille classe dirigeante serait-elle descendue dans l'arène ? Laissant ses ennemis s'y entre-déchirer, elle pouvait se contenter d'observer avec intérêt leur duel à mort. Quant au gouvernement, la présence à sa tête de ba'thistes modérés, désireux d'associer autant que possible les milieux capitalistes à leur action, plutôt que de les braquer, était pour un temps au moins, un facteur d'apaisement. Mais la trêve ne durera pas, à cause précisément du refus obstiné de ces milieux de collaborer avec un pouvoir dont, ne mesurant pas le progrès de l'Histoire, ils escomptaient la chute, et parce que, sous l'aiguillon de son aile gauche, impatiente, le parti allait être amené à engager le pays sur la voie de changements précipités. Une sorte d'alternance s'instaure alors : l'accentuation de la socialisation, voulue par la gauche, provoque des troubles, dont le pouvoir ne réussit qu'à grand peine à triompher ; la secousse ramène à la barre une équipe plus souple, plus conciliante ; mais comme elle ne parvient ni à arracher le pays au marasme économique, ni à rallier les possédants, son échec conduit à un retour de la ligne dure qui, ravivant les tensions, suscite de nouveaux troubles, etc. On peut suivre sans mal, de 1964 à 1966, ce balancement.

Au début de 1964, un premier léger déplacement à gauche, déterminé par l'évolution des rapports de force à l'intérieur du Ba'th, incite le gouvernement à procéder à divers aménagements du secteur économique et financier. Des nationalisations sont décrétées, en particulier celle des manufactures textiles d'Alep, qui vont servir de champ d'expérience à l'application du principe de l'autogestion, étendu aux autres branches de l'industrie et même de l'agriculture. Largement improvisées, ces décisions, qui ne sont accompagnées d'aucune mesure positive de nature à permettre à l'Etat ou aux bénéficiaires de cette politique de se substituer effectivement aux banquiers et aux féodaux dépossédés, aggravent le maras-

(5) Et la nationalisation, en mai, des grandes banques privées.

me, en provoquant notamment une asphyxie des liquidités sur le marché et une réduction sensible de la production. La réaction est violente, amplifiée par deux phénomènes qui, destinés à se répéter souvent à l'avenir, pèseront lourdement sur les destinées du Ba'th.

Directement touchés par les réformes et par la crise, les commerçants et les artisans des villes s'insurgent soudain contre lui et rejoignent l'opposition de droite. Ce développement ne peut, on le notera au passage, que davantage le rejeter lui-même vers les classes populaires et correspond, par conséquent, au glissement à gauche dont il est le siège à l'époque.

Mais, en même temps, cette opposition se confessionalise, comme si les différentes fractions de la bourgeoisie qui la composent, dans leur écrasante majorité sunnites, découvraient soudain avec horreur à la fois le fort parfum minoritaire du Ba'th et son laïcisme. En fait, il s'agit simplement de donner au combat social une couverture religieuse et, en conférant à la contestation des privilégiés l'allure d'une croisade contre une bande d'hérésiarques ou d'athées, d'utiliser les masses comme un bélier — toujours promptes à s'émouvoir dès que la défense de l'islam est en cause — pour enfoncer les portes du pouvoir. Comme souvent en Syrie, la coalition est hétéroclite, mais explosive : elle s'articule sur l'alliance des possédants avec les *oulémas ;* s'étoffe de l'afflux d'une classe moyenne indignée, à laquelle Frères musulmans et nassséristes survivants ouvrent tout grand leurs rangs (alliés en Syrie, ne sont-ils pas pourtant, au même moment, à couteaux tirés en Egypte ?) ; et voudrait s'armer, pour vaincre, de la colère du peuple...

En février 1964 déjà, des troubles confessionnels suscités par les Frères musulmans ensanglantent Banyas, où les alaouites sont descendus de la montagne proche pour défendre, aux cris de « Vive le Ba'th ! » les leurs, attaqués. Mais c'est à Hama, en avril, que se manifestent de la façon la plus tragique les premiers effets de ce mélange détonnant. Les souks ferment ; dans les mosquées, les prédicateurs appellent les fidèles à la « guerre sainte » contre les « ennemis de Dieu » et la foule en fureur pille et incendie. Il faudra, pour rétablir l'ordre, faire donner la troupe et soumettre à coups de canons les quartiers insurgés. La presse libanaise parle d'un « affreux carnage ». Entre-temps, la révolte a gagné Homs, Idlib, Ariha, Abou-Kemal... La grève est quasi générale dans le pays. L'armée doit intervenir massivement partout, pour réprimer la « rébellion du Nord » ; seules sa cohésion et la

vigueur de sa riposte permettent, avec l'appui des syndicats et des milices, de sauver le régime.

Une équipe plus modérée revient alors au gouvernement, en mai, et des mesures d'apaisement sont prises, en vue de rassurer les commerçants et les milieux d'affaires : les peines d'isolement civique prononcées en 1963 sont rapportées ; les détenus, incarcérés à la suite des émeutes de juillet 1963 et d'avril 1964, sont libérés ; et des assurances données à la bourgeoisie. Désormais, la transformation socialiste du pays, par le renforcement du secteur public, sera progressive et « les fortunes individuelles [...] fruit de l'effort et du labeur personnel », déclare le général Amin el-Hafez, seront respectées, « les producteurs des secteurs de l'industrie et du commerce [...] protégés et leurs activités coordonnées dans l'intérêt de la collectivité ».

Pourtant, dès octobre, à la faveur d'un nouveau déplacement à gauche, l'offensive contre la propriété privée reprend et, à toute allure, une série de nationalisations sont décidées, qui vont bouleverser la physionomie économique traditionnelle de la Syrie : ressources pétrolières et minières, au niveau de la production et de la recherche, en décembre ; activités industrielles, en janvier (une centaine d'entreprises représentant 80 % des capitaux investis dans l'industrie sont frappées, dans les domaines les plus divers : cimenteries, sucreries, verreries, textiles, matières plastiques...) ; en février, le commerce extérieur devient pratiquement un monopole d'Etat ; en mars enfin, toutes les sociétés étrangères de raffinage et de distribution de pétrole sont syrianisées.

Cette avalanche déclenche aussitôt (janvier, février 1965), de nouveaux troubles : fermeture des souks, prédications enflammées, émeutes et grèves. Mais, cette fois, l'impression prévaut que le régime, mieux installé, a délibérément provoqué l'épreuve de force pour crever l'abcès de manière définitive. Des tribunaux d'exception sont institués en vue de juger « tous ceux qui tenteraient d'entraver l'évolution socialiste » et « tout acte de sabotage contre les lois de nationalisation ». Le soulèvement est écrasé une fois encore, par l'armée et par les milices, dans le sang. L'épine dorsale de la bourgeoisie est brisée. Le Ba'th, qui a su résister à tous les assauts, tient enfin solidement la barre. Le conflit qui couve en ses rangs depuis longtemps peut alors éclater. En décembre, le balancier revient à droite : victoire éphémère des modérés ; car l'aile gauche a le vent en poupe et ne va pas tarder d'imposer au pays, et pour quatre ans, sa dictature.

Les fluctuations qui viennent d'être rappelées ne peuvent

s'expliquer, en effet, sans une référence aux luttes intestines qui déchirent, au même moment, le parti, comme d'ailleurs ces luttes elles-mêmes s'éclairent à la lumière des événements auxquels le parti a dû faire face et qui n'ont pas manqué de réagir sur lui et d'accuser ses divisions. Or, de 1963 à 1966, les rapports de force évoluent rapidement à l'intérieur du Ba'th dans le sens d'une prise de contrôle de l'appareil par les militaires et d'une relève de l'ancienne direction par la jeune aile marxisante.

Sous ses deux aspects, un tel processus n'est, bien sûr, nullement contradictoire. La fraction militaire du Ba'th étant, à l'époque, plus à gauche que la fraction civile dominée, quant à elle, par les leaders « historiques », la mainmise de l'armée sur le parti devait naturellement coïncider avec l'ascension des équipes nouvelles, plus radicales. Mais la réalité est, en fait, beaucoup moins simple qu'il n'y paraît de prime abord, en raison de l'existence, au sein même de la fraction militaire, d'éléments plus modérés, « centristes », auxquels l'affrontement droite-gauche a conféré momentanément une position d'arbitres (en particulier, le général Amin el-Hafez). C'est pourquoi, une fois réglé le conflit entre les militaires et les civils, au profit des premiers, un second conflit, doublé d'aspects confessionnels, surgit bientôt parmi les militaires eux-mêmes. La faction « gauchiste », composée en grande partie de « minoritaires », tente alors de jouer sur toutes les contradictions du parti pour éliminer la faction « centriste », où se retrouvent des officiers pour la plupart sunnites...

Le premier temps est donc marqué par le triomphe des militaires sur les civils. Il s'explique aisément. La coupure entre les uns et les autres remonte, on s'en souvient, à l'époque de la R.A.U. et elle n'a fait que s'accuser depuis. Or, la « révolution » du 8 mars a été voulue et réalisée essentiellement par les premiers, à la différence de celle du 8 février, à Bagdad, où la participation des civils semble avoir été déterminante. Par la suite, le régime syrien n'a pu survivre que grâce à l'intervention énergique de l'armée, que les événements ont donc placée en position de dicter ses conditions. Désorganisé et sans véritable base populaire, le parti, sans elle, ne serait rien.

Les dirigeants civils, autour du président du Conseil, Salah Bitar, n'en essaient pas moins, dans les premiers mois, de neutraliser les ingérences des militaires dans la décision politique, par des transferts ou des nominations d'officiers ba'thistes dans des fonctions diplomatiques : éternel problème, que les régimes précédents s'étaient ingéniés également

à résoudre, sans davantage de succès... Mais, à la fin de 1963, l'éviction, par le maréchal Aref, des ba'thistes à Bagdad, prive, à Damas, les amis de Michel Aflak d'un précieux soutien (6).

Apparemment, et jusque vers le milieu de 1964, sous l'empire de la Constitution provisoire du 24 mars 1963, le pouvoir appartient au C.N.C.R., organe d'impulsion (où les deux commandements, national et régional, du Ba'th sont représentés) et du conseil des ministres, organe d'exécution, désigné par lui. Civils et militaires y collaborent, sans qu'il soit toujours possible de déterminer nettement si le parti se sert de l'armée ou si c'est elle qui le domine. Mais derrière cette façade de collégialité, le Comité militaire est en fait le véritable chef d'orchestre et l'on assiste à la rapide émergence du général Amin el-Hafez. D'origine alépine, âgé de quarante ans, il est, dans le premier cabinet Bitar, ministre de l'Intérieur et gagne son autorité dans la répression des émeutes de mai et du putsch de juillet. Dans le second cabinet Bitar, formé le 13 mai 1963, il devient aussi vice-président du Conseil. Le 8 juillet, il succède au général Ziyad Hariri dans les fonctions de chef d'état-major et de ministre de la Défense et, en août, remplace le général Luay Atassi à la tête du C.N.C.R. Il abandonne alors l'Intérieur et la Défense, mais restera, jusqu'en 1966, le maître de la Syrie, jouant pour se maintenir les tendances du parti les unes contre les autres, et passant avec dextérité, au gré des circonstances, d'un camp à l'autre, jusqu'au moment où la vague « gauchiste » finira, quand même, par le balayer.

L'échec du putsch de juillet a, cependant, renforcé pour un temps la droite du Ba'th. Mais, en octobre, le VI[e] Congrès national du parti marque, comme on le sait, le premier succès notable de l'aile gauche (7). Aussi, en novembre, le troisième cabinet Bitar, formé en août, cède-t-il la place à une équipe plus dure : le général Amin el-Hafez est nommé président du Conseil. Mais les troubles d'avril 1964 l'incitent à revenir, avec l'appui des modérés, à plus de souplesse. Une nouvelle Constitution provisoire d'inspiration soviétique est promulguée le 25 avril : le C.N.C.R. exercera le pouvoir législatif, mais il

(6) Sous l'impulsion d'Ali Salih Sáadi, les ba'thistes d'Irak ont d'ailleurs glissé à leur tour, en 1963, vers des positions plus radicales, hostiles à la vieille garde du parti qu'ils avaient d'abord soutenue, au Congrès de 1962.

(7) Voir p. 99. Pendant toute cette période, l'aile gauche joue habilement des divisions du parti pour s'imposer : en 1963, elle s'allie aux marxistes contre la vieille garde ; en 1964, avec la droite contre l'extrême-gauche marxiste ; en 1965, elle emprunte aux gauchistes certains de leurs slogans contre les leaders « historiques »...

sera désormais coiffé d'un *praesidium* de cinq membres élus par lui, sorte de chef d'Etat collégial, où les modérés dominent (Amin el-Hafez président, Salah Bitar vice-président et Mansour el-Attrache) face aux délégués de l'aile gauche (le général Mohamed Omrane et le docteur Noureddine Atassi) (8) ; quant au conseil des ministres, qui exerce le pouvoir exécutif, Salah Bitar est une fois encore, en mai, chargé de le diriger (9).

Pourtant, le jeu de bascule continue. En octobre, Salah Bitar est écarté et, désireux de renforcer son pouvoir, le général Amin el-Hafez repasse dans le camp adverse : président du conseil des ministres pour la seconde fois, il conserve la présidence du C.N.C.R. et celle du *praesidium*, au sein duquel deux des leaders de l'aile gauche, le général Salah Jedid et le docteur Youssef Zuayyen, se substituent à Salah Bitar et à Mansour el-Attrache ; mais il est alors le prisonnier, au moment où le régime se lance dans la politique de socialisation accélérée dont on a parlé, d'une tendance qui ne cesse de se renforcer dans le parti et dans l'armée.

En avril 1965, en effet, l'aile gauche remporte sa deuxième victoire : le départ de Michel Aflak, remplacé, comme secrétaire général du parti, par le Jordanien Mounif Razzaz, modéré cependant lui-même. Elle devient, en août, largement majoritaire au sein du Commandement régional et se taille la part du lion dans le Conseil national de la révolution. Institué le 23, celui-ci est composé des membres du C.N.C.R., du Commandement national et du Commandement régional et de représentants des syndicats d'ouvriers et de paysans, des enseignants, des professions libérales, des mouvements de femmes, de l'armée et des « citoyens unionistes et progressistes révolutionnaires ». Sorte de pré-parlement, ce conseil est chargé de préparer la future Constitution. Enfin, dernière victoire de taille : en septembre, la pression de la gauche est telle que le général Amin el-Hafez lui-même doit reculer et laisser au docteur Zuayyen le soin de former un nouveau gouvernement.

Les tensions sont alors portées à leur paroxysme dans le parti ; entre la droite et la gauche bien sûr ; mais aussi,

(8) Ce *praesidium* semble avoir été institué surtout pour limiter les pouvoirs du général Hafez et freiner l'évolution vers le « pouvoir personnel ».

(9) Il y a donc, à ce moment, deux plans, en principe distincts, dans le système de gouvernement du pays : celui du parti (les deux commandements) et celui de l'Etat (le C.N.C.R., le *praesidium* et le conseil des ministres) — expression d'une confusion de plus en plus grande dans les mécanismes du pouvoir, qui contraste avec la cohérence du modèle soviétique dont on s'est inspiré et où le parti, centralisé et uni, domine.

de plus en plus ouvertement, au niveau des militaires, entre le général Amin el-Hafez, que soutiennent quelques partisans, et les extrémistes regroupés sous l'autorité du général Salah Jedid, qui lui dispute la première place.

Membre lui aussi du Comité militaire, ce dernier s'est en effet constitué une clientèle dans l'armée en réunissant autour de lui la plupart des officiers d'origine minoritaire, alaouites surtout, comme lui, et druzes, secoués par les purges qui, de 1961 à 1965, ont permis à des sunnites, tels le général Hafez, de reprendre les commandes. Aussi le conflit qui oppose les deux hommes, outre le choc de leurs ambitions concurrentes, revêt-il un caractère confessionnel marqué.

Durant l'été 1965 déjà, le chef de l'Etat avait essayé de refouler son rival en le privant de son poste de chef d'état-major. A l'automne, poursuivant le jeu de bascule qui lui a jusqu'à présent si bien réussi, il se rapproche (puisque le Commandement régional, dominé par Salah Jedid, lui échappe) du Commandement national, que la vieille garde des civils contrôle. Il en obtient, en décembre, la dissolution du Commandement régional et son remplacement par une direction provisoire, modérée, de cinq membres.

Le gouvernement Zuayyen démissionne alors. La composition du *praesidium* est remaniée. Et un cinquième cabinet Bitar est constitué. Il s'empresse, profitant du nouveau rapport des forces (la fraction militaire du Ba'th est affaiblie par ses divisions et le général Hafez a eu besoin des civils pour restaurer son autorité), d'essayer de remettre l'armée à sa place : le Service des renseignements militaires et le Service des renseignements généraux sont directements rattachés au Commandement national ; « l'armée, déclare Salah Bitar, a été convaincue de s'écarter du pouvoir et de se consacrer à la sauvegarde des frontières et à la défense de la révolution ».

Le 4 janvier 1966, un communiqué de la présidence du Conseil précise : « Le parti et le pouvoir doivent revêtir un caractère populaire et rejeter, à cette fin, toute tutelle militaire. » Louable tentative, mais vouée de toute façon à l'échec ; car l'armée n'est nullement disposée à restituer le terrain qu'elle a conquis — un violent exposé prononcé le 18 février par Michel Aflak contre les menées persistantes de la fraction militaire du parti en témoigne. A la même date, le C.N.R. est remodelé dans sa composition et élargi. Mais la victoire des modérés est éphémère. Et, au « coup de force » du 21 décembre, la gauche est bien décidée à répliquer à bref délai à sa façon : les Montagnards vont succéder aux Girondins.

2. *La radicalisation* (10)

Le putsch du 23 février 1966 est l'un des plus sanglants que la Syrie ait connus. L'affrontement auquel il donne lieu se déroule pourtant entre « frères ». Il aboutit, à l'issue de combats d'une rare intensité, à la prise du pouvoir par l'aile gauche du mouvement.

Officiellement, il s'agit de rétablir la « légalité » violée en décembre par la droite. En fait c'est une revanche, en même temps qu'une opération préventive menée par des hommes évincés, ou qui allaient l'être, le général Hafez s'apprêtant, à la veille du coup d'Etat, à procéder à une épuration d'envergure dans l'armée et à dissoudre la Garde nationale (contrôlée par les « gauchistes »).

Le premier soin des putschistes est d'arrêter ceux de leurs rivaux qui n'ont pu s'enfuir. Un lourd réquisitoire est dressé contre eux : « Les forces de la réaction et de l'arriération », affirme une déclaration du Commandement régional en date du 10 mars, « ont tenté de parvenir au cœur de la révolution pour la faire dévier de sa voie irrévocable et la conduire au gouffre de l'autocratie et aux procédés de compromission et d'abandon » ; et les anciens dirigeants sont accusés tout crûment d'avoir « pratiqué une politique opportuniste de droite, visé à abolir les nationalisations et voulu, avec l'appui de la bourgeoisie, saper l'expérience socialiste afin de rétablir le système de la libre entreprise ». Bien entendu, le Commandement national est destitué, le C.N.R. et le *praesidium*, supprimés. La Constitution provisoire, promulguée le 25 février, concentre les pouvoirs au niveau du Commandement régional qui est donc intégré dans les rouages de l'Etat et dont dépendent le conseil des ministres et le chef de l'Etat, nommés et révoqués par lui.

D'une moyenne d'âge de trente à quarante ans (11), la nouvelle équipe est très jeune. Elle offre deux visages.

Un trio de médecins la domine en apparence. Inséparables depuis 1958, où ils ont fait partie d'une mission médicale envoyée par le Ba'th en Algérie auprès du F.L.N., ils ont

(10) Pour cette période, voir notamment J. Couland : « La Syrie et la crise du Ba'th », dans *Démocratie nouvelle*, avril 1966, p. 45 ; A. Francos : « La Syrie des prolétaires », dans *Jeune Afrique* du 6 novembre 1966, p. 34 ; E. Rouleau : « La Syrie ba'thiste ou la fuite à gauche », dans *Le Monde* des 13-19 octobre 1966 ; M. Saliet : « Certains aspects de la situation en Syrie », dans la *Nouvelle revue internationale*, juin 1967, p. 171 ; I. el-Zaïm : « Damas, apports, faiblesses et perspectives du régime », dans *Démocratie nouvelle*, février 1968, p. 125.

(11) Le docteur Zuayyen, par exemple, n'a que trente-cinq ans.

progressé ensemble au sein du parti et vont jouer, jusqu'en 1970, un rôle appréciable à la tête des affaires. Chef de l'Etat et secrétaire général du parti, le docteur Noureddine Atassi appartient à la grande bourgeoisie sunnite de Homs. Son « clan », très influent, a produit dans le passé nombre d'hommes politiques connus, tels Hachem Atassi, président de la République sous Chichakly ; et Jamal Atassi, son cousin, leader des nasséristes (12). Lui-même ministre de l'Intérieur dans le cabinet Bitar d'août 1963, puis vice-président du Conseil dans le gouvernement Hafez de 1964 et membre du *praesidium* en 1965, sa promotion rapide s'explique par ses attaches familiales et par son appartenance religieuse. D'une extrême prudence, il apparaît un peu comme le plus grand dénominateur commun de toutes les tendances appelées à cohabiter dans le Ba'th et fournit au régime une caution et les apparences de respectabilité dont il a besoin pour s'imposer. Son compagnon, le docteur Youssef Zuayyen, chargé le 1er mars par le Commandement régional de former le gouvernement, est d'extraction plus modeste : fils d'un propriétaire foncier d'Abou Kemal (dans le grand Est) d'origine paysanne, il est également sunnite — à la différence du ministre des Affaires étrangères, le docteur Ibrahim Makhos qui, lui, est d'obédience alaouite.

Mais les civils ne sont là que pour servir de couverture à un pouvoir dont des militaires, pour la plupart de confession minoritaire, sont en réalité les véritables maîtres : des druzes, comme les colonels Sélim Hatoum et Talal Abou Assli, des ismaélites, comme le colonel Abdelkerim Joundi, chef des services de sécurité et, surtout, des alaouites, tels le général Hafez el-Assad, ministre de la Défense et le général Salah Jedid, qui se réclame d'Arsouzi et qui, profitant des leçons de Chichakly mais aussi de sa propre expérience au sein du Comité militaire, gouvernera de la pénombre avec vigueur, en tant que secrétaire général adjoint du Ba'th, pendant plus de quatre ans.

Un entretien accordé par le docteur Zuayyen à la revue *Jeune Afrique* en novembre 1966 (13), éclaire bien les orientations de cette équipe. « Nous ne sommes pas marxistes, y précise-t-il : mais nous croyons au socialisme scientifique [...]. La nouvelle direction du Ba'th croit à la lutte des classes, elle pense même qu'il faut tout faire pour l'intensifier, pour arriver au point où les gens se démasquent. » Et d'ajouter :

(12) Jamal Atassi a commencé par être l'un des leaders les plus actifs du Ba'th avant d'évoluer, à partir de 1953, vers le nassérisme.

(13) Numéro du 6 novembre, p. 38-39.

« Nous sommes en train d'opérer dans notre société une véritable coupure verticale : à gauche, il y a ceux qui veulent travailler avec nous, communistes, socialistes ou simplement intellectuels progressistes ; à droite, les féodaux, les Frères musulmans, les bourgeois et les anciens professionnels de la politique. » C'est donc un socialisme radical, empreint de populisme, mais volontiers dogmatique, que les auteurs du coup d'Etat de février entendent mettre en œuvre. Il répond à l'évolution de la base sociale de l'armée qui, frappée d'épurations et de mesures de réorganisation successives, comporte désormais de nombreux éléments issus des classes modestes, en particulier de milieux ruraux et semi-ruraux. En fait, la Syrie n'a pas connue de régime plus extrémiste que celui-là : pour le meilleur et pour le pire.

Le mérite revient certainement, à la nouvelle équipe, d'avoir engagé le pays sur la voie d'une modernisation décisive de son économie. Dès son installation, on la voit en effet s'atteler à détruire les bases de la domination des vieilles classes dirigeantes ; lutter contre l'emprise étrangère sur les richesses nationales ; entreprendre, par l'implantation de pôles de développement et le démarrage d'une politique de grands travaux, de doter le pays d'une infrastructure qui, jusqu'alors, lui faisait largement défaut : construction de routes, de voies ferrées (pour relier les différentes parties, isolées, du territoire et créer ainsi un véritable marché national)(14), mise en chantier du gigantesque barrage de Tabqa sur l'Euphrate (qui devrait élargir les capacités agricoles et donner un coup de fouet à l'industrialisation), utilisation des ressources minières en vue du décollage (phosphates, pétrole...), etc. En 1966-1967, le conflit qui oppose Damas à l'Irak Petroleum Company, dont les oléoducs traversent le pays, revêt valeur de symbole(15) : malgré les redoutables pressions qui s'exercent sur elle, la Syrie finit par l'emporter. C'est un succès qui, pour le monde arabe, fait écho à la nationalisation du canal de Suez par Nasser en 1956, et son retentissement est considérable.

Sur le terrain économique, le bilan de cette période est donc plutôt positif, surtout si on le compare aux graves désordres et au piétinement des années précédentes. Mais on n'en peut dire autant des autres domaines, où le manque de réalis-

(14) Insuffisant, l'ancien réseau des voies de communication favorisait le morcellement du pays : seules de mauvaises routes reliaient par exemple Alep à Damas, et Lattaquié (principal port et ouverture sur le monde extérieur) au reste du pays ; et les deux voies ferrées existantes, de gabarits différents, étaient orientées vers le Liban et la Turquie et non reliées l'une à l'autre...

(15) Voir *infra*, p. 269 et ss.

me et les excès de l'équipe Jedid-Atassi devaient rapidement la conduire à l'isolement et à l'échec.

En politique étrangère, le régime aimerait être la figure de proue de la lutte contre l'impérialisme au Proche-Orient et il se livre à des surenchères dont il sera la première victime. La coopération reprend sur une vaste échelle avec l'Union Soviétique. Dès avril 1966, le docteur Zuayyen se rend à Moscou où il obtient un prêt à long terme pour la construction du barrage de Tabqa ; et les pays socialistes contribuent massivement à l'effort de développement et d'armement de la Syrie. Un rapprochement est aussi esquissé avec Nasser ; car le monde arabe est à présent coupé en conservateurs et progressistes, et la communauté d'adversaires oblige Damas à se ranger dans le camp que dirige le *Raïs*. Le 4 novembre 1966, un traité de coopération militaire est signé avec Le Caire, en vertu duquel toute agression contre l'un des deux pays sera considérée comme une attaque contre l'autre, qui s'engage à lui porter secours. L'objectif des dirigeants syriens est en fait, de forcer la main à Nasser (qui ne veut pas d'une guerre à laquelle il estime que l'Egypte n'est pas préparée) et de l'entraîner, le moment venu, dans le conflit avec Israël que les ba'thistes appellent de leurs vœux.

En effet, gravement isolée face aux Américains, aux Israéliens et aux Etats arabes conservateurs, qui, tous, veulent sa perte, l'équipe au pouvoir à Damas sent bien que le succès de son entreprise exige une mutation du contexte régional dans un sens révolutionnaire. Elle éprouve le besoin, pour surmonter et masquer les divisions syriennes et les difficultés qui l'assaillent à l'intérieur, de mobiliser la population (et au-delà d'elle, espère-t-elle, les masses arabes), autour d'une croisade anti-israélienne, dont elle voudrait être le fer de lance. Mais les menaces proférées de Damas contre l'Etat juif ne peuvent laisser ce dernier indifférent. Bien au contraire, elles y font le jeu des extrémistes, auxquels elles fournissent des arguments à l'appui de la politique belliqueuse qu'ils prônent, et donnent à l'expansionnisme israélien, des alibis. A partir de quoi, un processus ne peut manquer de s'enclancher qui conduit à la guerre.

L'alliance avec l'Egypte y trouve sa place : elle vise à prendre Israël en tenaille, en préparant, pour le jour de la bataille, l'ouverture d'un second front sur le Sinaï. Le soutien que le gouvernement syrien choisit, au même moment, d'accorder à la résistance palestinienne en plein essor s'inscrit dans la même ligne. Les ba'thistes s'efforcent aussi, en aidant la résistance, de prendre le contrôle de ceux de ses éléments

établis en Syrie, grâce aux deux organisations de *fedayin*, la Saïka et l'Armée de libération de la Palestine (16). Les actions de commandos, de plus en plus audacieuses, se multiplient alors en territoire israélien. Elles fournissent un autre prétexte aux « faucons » de Tel-Aviv pour justifier le recours à la force qu'ils souhaitent. Pressé de toutes parts, le gouvernement Lévy Eshkol autorise alors la reprise, au printemps 1966, des attaques contre les chantiers arabes de détournement des eaux du Jourdain et, en juillet, des raids de représailles contre les pays voisins. Meurtriers, ceux-ci se font, au début de 1967, de plus en plus fréquents et en avril, l'aviation israélienne vient pour la première fois lâcher ses bombes jusque dans la banlieue de Damas, cependant que les duels d'artillerie ne cessent de gagner en intensité sur la ligne d'armistice. Parallèlement, les discours se font de plus en plus agressifs dans la bouche des responsables militaires de l'Etat juif. Arguant de concentrations de troupes israéliennes, Damas appelle en mai l'Egypte à son secours. C'est alors l'engrenage : retrait des casques bleus sur le front du Sinaï à la demande de Nasser, mise en état d'alerte des armées, blocus du détroit de Tiran, attaque israélienne du 5 juin...

L'armée syrienne entre en campagne. Mais elle ne peut redresser une situation irrémédiablement compromise du côté de l'Egypte. D'autant plus que le gouvernement ba'thiste, conscient de l'inéluctabilité du désastre et soucieux d'assurer sa protection, a préféré maintenir à Damas ses troupes d'élite (17). Le Golan est perdu : le principal souci des Syriens sera désormais de le récupérer. L'événement pèsera sur l'avenir du régime, coupable, aux yeux d'une opinion et d'une armée humiliées par cette nouvelle défaite de n'avoir pas

(16) De vaines tentatives ont été faites, auparavant, pour dominer le Fath, par l'intermédiaire d'un officier palestinien de l'armée syrienne, le capitaine Youssef Hrabi, bientôt assassiné à l'instigation, semble-t-il, de Yasser Arafat. Créée en 1964, l'A.L.P. relève de la direction politique de l'O.L.P., dont elle reçoit en principe ses ordres. Si le gros de ses divisions est stationné en Syrie, une partie de ses effectifs est également basée en Egypte. Mais, son quartier général est à Damas et son commandement militaire est étroitement contrôlé par les autorités syriennes : d'où de fréquents conflits entre ce dernier et la direction politique de la résistance. Quant à la Saïka, fondée en 1968, elle est totalement dominée par le pouvoir établi à Damas et reproduit en son sein les querelles et la vie tourmentée du Ba'th, dont elle est l'émanation. Des soldats et des volontaires syriens font partie de l'une et l'autre organisation.

(17) L'impression prévaut, au terme des combats, que, voulant ménager ses forces, la Syrie n'a livré qu'une bataille défensive, quoique acharnée : les brigades blindées n'ont pas été employées, l'aviation a été repliée d'urgence en Irak et, dans l'ensemble, le potentiel militaire du pays a été moins entamé que celui de l'Egypte.

su aligner ses prouesses militaires sur la virulence de ses prédications.

Pourtant, pris à leur propre piège, les dirigeants de Damas accentuent encore leur intransigeance : ils boycottent les « sommets » arabes de Khartoum (en juillet-août 1967) et de Rabat (en janvier 1970) qu'ils jugent inutiles ; rejettent la résolution 242 du Conseil de sécurité de novembre 1967 et condamnent, avec une égale fermeté, la mission Jarring, le plan Rogers et tous les efforts déployés en vue de la recherche d'une solution négociée au drame du Proche-Orient. Sous leur conduite, la Syrie fait figure alors de champion de la ligne la plus dure et de héraut passionné de la cause palestinienne. Son hautain refus n'est pas sans mérite, car elle a été rudement frappée et reste la plus exposée aux assauts d'Israël. Mais, irréaliste et en porte-à-faux avec l'évolution que connaît la région, son attitude contribue à l'isoler davantage, tout en la rendant plus dépendante que jamais du seul appui sérieux, mais équivoque, qui lui reste : celui de l'U.R.S.S., d'ailleurs gênée par un « aventurisme » qu'elle s'emploie, à plusieurs reprises, à tempérer. Car, à partir de 1968, il apparaît à l'évidence que le général Jedid et ses amis ont réussi, si l'on ose dire, cette étonnante performance de brouiller leur pays non seulement avec toutes les capitales occidentales, mais encore avec la plupart des Etats arabes. L'Egypte elle-même ne leur pardonne pas de l'avoir entraînée, par leur imprudence, vers la catastrophe.

A l'intérieur, le bilan n'est pas meilleur. La « gauchisation » du pouvoir et l'amitié soviétique favorisent, dès avril 1966, le retour de Khaled Bagdache (en exil depuis 1958) et l'entrée d'un communiste au gouvernement. Mais le régime ne trouvera pas d'autres alliés. Coupé, par son extrémisme, de fractions de plus en plus importantes de la population, contraint dans une ambiance de suspicion et de crainte, à une attitude défensive, il durcit, pour imposer son emprise, la répression. L'appareil policier, sur lequel il s'appuie, accentue le divorce du régime et de la nation : la Garde nationale est renforcée, les « bataillons de travailleurs » de Khaled Joundi — véritables « gardes rouges » à la manière maoïste — étoffés. Bientôt, une sorte de terreur appesantit sa chape sur le pays, comme aux plus beaux temps de Sarraj.

L'agitation n'en continue pas moins, tant dans les milieux hostiles au Ba'th que, surtout, dans ses propres rangs.

A peine en place, la nouvelle équipe commence par procéder à l'éradication soigneuse des partisans du régime précédent : nombre d'anciens dirigeants, dont Salah Bitar,

sont exclus du parti, l'Union nationale des étudiants syriens est épurée, ainsi que l'Administration, la Justice, la diplomatie et l'armée. C'est de bonne guerre.

Pourtant, au début de septembre 1966, une épreuve redoutable guette le pouvoir. L'un des conjurés de février, le colonel Sélim Hatoum, invite, dans ses terres de Soueïda, les principaux dirigeants à un banquet. La réception est fastueuse ; les plats défilent ; mais la surprise est au dessert où, soudain, les soldats surgissent, encerclent les convives et les retiennent en otages. Le coup de filet est magistral et l'appartenance religieuse de son auteur lui confère l'allure d'un règlement de comptes entre druzes et alaouites, malgré le caractère hétéroclite (comme à l'accoutumée...) et nettement conservateur de la coalition qui l'appuie. Une grève de soutien à la sédition est aussitôt déclenchée par les commerçants, cependant qu'à la frontière, une force rassemblant des Syriens en exil de tous bords se tient prête à intervenir avec la bénédiction des autorités d'Amman. L'opération est donc bien engagée. Mais elle échouera en quelques heures, lamentablement, grâce aux milices de Khaled Joundi, qui maintiendront l'ordre dans les villes, et surtout grâce au général Hafez el-Assad, arbitre de cette nouvelle péripétie. Invité, comme les autres, à Soueïda, il ne s'y est pas rendu : était-il au courant du complot qui se tramait ? Il est maître de l'aviation et d'une partie de l'armée. A-t-il hésité ? Toujours est-il qu'il n'intervient en faveur de Salah Jedid qu'à la dernière minute, par solidarité confessionnelle, diront certains. Sélim Hatoum est contraint de relâcher ses hôtes et, avec ses complices, il prend la fuite et se réfugie en Jordanie.

En mai 1967 les difficultés recommencent, mais sur un autre terrain. Après la publication, le 25 avril dans l'hebdomadaire ba'thiste *Jaych al-Chaab* (« L'armée du peuple ») d'un article athéiste sous la plume d'un aspirant officier, la passion religieuse, qui paraîssait apaisée depuis trois ans, se déchaîne de nouveau. La troupe doit intervenir pour réprimer grèves et manifestations dans les principales villes. Cependant, l'auteur de l'article et les deux responsables de la revue sont condamnés aux travaux forcés à perpétuité et révoqués de l'armée, pour avoir « provoqué une sédition confessionnelle et porté atteinte aux croyances religieuses ». La décision témoigne d'un certain glissement du Ba'th vers des positions plus prudentes en la matière.

Pour la première fois, des cercles chrétiens, choqués, se sont associés à la vague de protestation. Quelques mois plus tard, en septembre et octobre, l'étatisation brutale de

600 écoles privées, pour la plupart chrétiennes, fréquentées par 110 000 élèves oppose directement ces cercles au gouvernement. Toute velléité de résistance est brisée par la résolution des pouvoirs publics, non sans dommage pour la qualité de l'enseignement, dont le niveau (qui était excellent dans ces écoles, réservées à une élite bourgeoise) baisse brusquement... Même les grecs orthodoxes ont participé à la fronde. En novembre 1969, ils descendront dans la rue, à Homs, pour protester contre l'intromission des autorités dans l'élection d'un évêque.

En juillet 1968 enfin, et en août 1969, l'aile droite évincée fait un peu parler d'elle : deux complots sont éventés, le premier à l'initiative d'ex-responsables en exil au Liban, le second appuyé par Bagdad, où domine une tendance rivale du Ba'th.

Mais c'est à l'intérieur du pouvoir que se produisent en fait, durant cette période, les mouvements les plus intéressants. La contestation interne qui, en 1970, apportera le changement, couve déjà. Pour réduite que soit l'équipe dirigeante, le factionnalisme sévit aussi en son sein, et la fermentation des ambitions personnelles reçoit, de l'exercice du pouvoir, une puissante stimulation.

Le général Jedid, aussi radical soit-il, y occupe une position plutôt centrale. Sur sa gauche, des hommes comme le colonel Abdelkerim Joundi, chef du Deuxième bureau, sont alignés sur des positions plus intransigeantes encore que les siennes. Ils voudraient entraîner le Ba'th sur la voie d'un « marxisme authentique », mettre l'accent sur la lutte des classes, militent pour un pouvoir ouvrier et se déclarent hostiles à toute espèce de compromis. Sur sa droite, plus souple et plus réaliste, le général Hafez el-Assad, patiemment, a déjà commencé à poser les jalons qui l'amèneront à se hisser au sommet.

La défaite de 1967 provoque, parmi les dirigeants, les premiers remous graves. Le général Assad en sera, à terme, le grand bénéficiaire, dans la mesure où il saura exploiter, à son profit, le mécontentement de l'armée blessée. Le désastre, auquel la forfanterie de ses rivaux a conduit la Syrie, valorise aussi sa prudence. Mais dans l'immédiat, le clan Joundi surtout semble profiter de l'événement, parce que, dans l'exaspération de ses thèses, l'orgueil syrien souffleté peut trouver un dérivatif. Au Congrès régional de septembre 1967, cette faction marque donc quelques points, prône la guerre à outrance contre Israël et impute la défaite aux erreurs de Salah Jedid. C'est sous l'influence de Joundi que

le boycott de la conférence de Khartoum, la reprise de la guérilla par Palestiniens interposés, le renforcement des mesures de socialisation, la coupure de l'oléoduc de l'I.P.C. et le sabotage de celui de l'Aramco sont, par exemple, décidés.

Pourtant, les atouts sont déjà dans d'autres mains : celles du général Assad, ministre de la Défense qui, méthodiquement, depuis des mois, s'applique à prendre le contrôle de l'armée et s'efforce, avec plus de mal, d'élargir son audience dans le parti. Le Congrès régional de septembre 1968 lui fournit l'occasion de critiquer avec vigueur, pour la première fois, la ligne suivie par le clan Jedid-Atassi et de développer officiellement ses propres idées. Il voudrait réintégrer la Syrie dans le concert traditionnel arabe, amorcer un certain désengagement du côté de l'U.R.S.S. pour rassurer certains partenaires arabes et la petite bourgeoisie syrienne, mobiliser les forces vives du pays — afin de rompre l'isolement du régime, à l'intérieur et à l'extérieur, et de lui permettre de participer plus efficacement à la lutte contre Israël. En conflit avec le docteur Zuayyen sur tous ces plans, il obtient son départ. Un nouveau gouvernement est formé sous la conduite du chef de l'Etat, le docteur Atassi.

En février 1969, le général Assad revient à la charge. Avec l'aide du chef d'état-major, un fidèle, le général Mustafa Tlass, il s'assure du contrôle militaire de toute la Syrie et fait occuper l'immeuble de la radio et le siège des journaux. Le « suicide » du colonel Abdelkerim Joundi décapite opportunément l'aile extrémiste du Ba'th. Vingt-sept personnalités du groupe Jedid-Atassi sont autorisées à se réfugier au Liban, puis à Paris. Mais l'opération s'arrête là, car le ministre de la Défense préférerait s'imposer par la persuasion, la majorité du parti ne lui étant pas acquise et les Russes, qui lui sont hostiles, étant peut-être intervenus pour entraver son élan (18).

Il s'efforce alors de consolider ses positions, écarte de l'armée nombre d'officiers favorables à ses rivaux et prend, tout seul, l'initiative d'un rapprochement avec l'Irak. A son instigation, l'unification militaire du front oriental est décidée, un contingent irakien y est envoyé et des prisonniers politiques, appartenant à la tendance du Ba'th au pouvoir sur les rives du Tigre, sont libérés.

Réuni pour vider la querelle, le Congrès régional extraor-

(18) Dans les semaines qui suivent le « coup d'Etat blanc » de février 1969, les rapports se tendent quelque peu avec Moscou. En mai, le général Tlass se rend à Pékin en visite officielle, cependant qu'un voyage en U.R.S.S. du président Assad est ajourné à la demande des Russes...

dinaire de mars 1969 donne lieu à de vifs affrontements verbaux. Il se termine par un compromis. La ligne dure est maintenue, mais divers assouplissements lui sont apportés et, parmi les résolutions adoptées, certaines portent la griffe du général Assad, notamment celles qui recommandent « l'unification du Ba'th à l'intérieur et à l'extérieur de la Syrie » et « la réintégration des militaires exclus ». « Le renforcement du front intérieur » doit se faire, précise une autre résolution, par « la recherche de formules permettant le regroupement de tous les progressistes et patriotes sincères, à condition que leur participation ne fasse pas obstacle aux principes du parti et de la révolution ». Enfin, sont préconisés « la mobilisation de toutes les énergies du pays pour la bataille de la libération », et des efforts « pour jeter les bases d'une union avec les autres pays arabes progressistes » et pour « renforcer les relations amicales avec la France ». La nouvelle direction régionale élue reste, d'autre part, très proche de l'ancienne, mais le ministre de la Défense parvient à y faire désigner trois de ses partisans. Le cabinet est élargi, sous sa pression, de manière à comprendre, outre le communiste y figurant déjà, trois « socialistes unionistes ». Le général Assad impose enfin un début de démocratisation des rouages du pouvoir en faisant préparer une Constitution qui, promulguée le 1er mai (19), codifie dans un large préambule les principes de l'action gouvernementale et instaure un régime parlementaire avec une Assemblée du peuple, qui devait être élue à la fin de l'été — et ne le sera pas...

En fait, le compromis est précaire et, si le général Assad accepte provisoirement de se contenter d'un partage du pouvoir avec le clan Jedid, c'est parce que les rapports de force du moment le lui conseillent. Bien qu'il ait en mains les moyens matériels de s'emparer de l'Etat, il voudrait parvenir en douceur à ses fins, en recourant le moins possible à la violence. L'armée est en effet désormais presque tout entière à sa discrétion. Mais Salah Jedid dispose toujours de l'appareil du parti et des formations paramilitaires palestiniennes de la Saïka et de l'A.L.P. qu'il s'emploie fébrilement à renforcer, pour balancer l'armée acquise à son rival. Une épreuve de force risquerait donc d'être sanglante, comme en février 1966. Le ministre de la Défense préfère donc attendre son heure et l'occasion qui lui permettra d'évincer sans trop de dommage ses adversaires.

Celle-ci se présente en septembre 1970, lorsque le roi

(19) Voir notamment Bernard Vernier : *Remarques sur la Constitution syrienne du 1er mai 1969*, octobre 1969, p. 7.

Hussein entreprend, avec la bénédiction des U.S.A. et de l'Egypte, de liquider la résistance palestinienne en Jordanie. La crise se répercute en effet aussitôt en Syrie, où elle sert de révélateur. La direction régionale de Damas se trouve en effet divisée quant à l'opportunité d'un appui armé aux *fedayin* que pourchassent et exterminent les bédouins de Hussein. Le général Jedid — aux mains duquel, on vient de le voir, les organisations palestiniennes de Syrie sont un atout important dans la compétition qui l'oppose au chef de l'armée — pousse à l'intervention et, à son instigation, des unités blindées sont envoyées vers la frontière. Mais le général Assad — qui rejoint en cela le point de vue des Soviétiques, hostiles à l'aventure — désapprouve ce qu'il estime être une provocation dangereuse, persuadé qu'Israël ne peut manquer de saisir ce prétexte pour asséner un coup décisif aux armées arabes, engagées dans une lutte fratricide sur ses flancs (20). Obligé de couvrir l'opération, il lui refuse cependant le concours de l'aviation et provoque le retrait des éléments déjà entrés en Jordanie.

Le général Takriti, vice-président de la République irakienne, vient s'installer au même moment à la base militaire de Mafrak, dans le nord du royaume hachémite, pour veiller en personne à ce que les troupes irakiennes ne participent pas aux combats — contre la volonté de la fraction civile, conduite par Saddam Hussein et favorable à un engagement de l'Irak aux côtés de la résistance... Les deux généraux auraient d'ailleurs, selon certains, mis à profit l'événement pour conclure un accord en vue de renverser les deux régimes, de manière à imposer à Damas et à Bagdad une orientation plus modérée, frayant la voie d'une union étroite de leur pays : mais le général Takriti devait être évincé peu après. Il mourra assassiné, au Koweit, en 1971.

Ces péripéties valaient en tout cas d'être rappelées : elles jettent une singulière lumière sur les affrontements syro-palestiniens de 1976 et l'on y reviendra. Dans l'immédiat, l'abstention syrienne voulue par le général Assad facilite à Amman l'écrasement de la résistance. A Damas, inversement, la crise jordanienne va être utilisée par lui, pour franchir d'un bond les derniers obstacles qui le séparent encore du sommet.

Le drame de septembre a, en effet, laissé mauvaise conscience aux Syriens. Il est tentant, pour chacune des

(20) Des concentrations de troupes israéliennes face au plateau d'Irbid (accompagnées d'avertissements sans équivoque) permettent, au même moment, d'étayer ce point de vue.

factions du Ba'th, de s'en emparer afin de rejeter sur l'autre la responsabilité des massacres d'Amman ; et, de ce point de vue, le général Assad risque d'être mis en difficulté, s'il ne prévient pas rapidement la manœuvre de ses adversaires. Car la dispute autour de l'attitude de la Syrie face à la crise jordanienne n'est, somme toute, qu'un élément dans un conflit beaucoup plus large portant sur l'ensemble des orientations du gouvernement : il appartient au ministre de la Défense de le montrer en resituant cette dispute dans son contexte, et en s'appuyant sur elle pour mieux dénoncer l'irresponsabilité de la politique voulue par ses détracteurs.

La confrontation devait finalement se dérouler en deux temps.

A la fin du mois d'octobre 1970, la réunion à Damas du X[e] Congrès panarabe du Ba'th montre, une fois de plus, l'isolement du général Assad dans les instances du parti. A la tribune, il plaide pour une libéralisation de l'économie, une démocratisation de l'Etat, une attitude plus souple et plus prudente dans le conflit avec Israël, un rapprochement avec l'Irak et la Jordanie... On serait tenté d'écrire : déjà ! Ce faisant, il joue en fait la carte de la rue, car il sait à quel point l'opinion est lasse des excès de la dictature. Mais les motions votées vont à l'encontre de ses souhaits : elles réclament l'établissement en Syrie d'une véritable « démocratie populaire » et l'institution de « conseils du peuple », sortes de soviets qui prépareraient cette évolution ; rejettent tout compromis politique avec Israël et approuvent comme « une initiative positive », l'envoi de blindés en Jordanie... Plus grave, le général Assad est mis en accusation et il lui est reproché, outre son rôle dans la crise de septembre, de « vouloir s'emparer du pouvoir » et « d'avoir créé une dualité du pouvoir dans le pays et saboté le rôle dirigeant du parti dans l'armée ». Son départ du gouvernement est exigé, en même temps que le limogeage du général Tlass et de ses principaux collaborateurs.

Le point de non-retour est donc atteint : si le général Assad ne réagit pas vite et brutalement, le pouvoir, qui est à portée de sa main depuis des mois, lui échappera. Il ne peut influencer l'appareil du parti, qui d'ailleurs ne fonctionne plus correctement. Mais il sait qu'il interprète les aspirations des masses et il est le maître absolu de l'armée. Le 13 novembre, vingt-quatre heures après la clôture du Congrès, il fait occuper les édifices publics et arrêter ses adversaires. Une secousse a suffi : aucune proclamation radio-diffusée, pas de

discours ni d'éclat, pas de couvre-feu ; pas de fermeture des frontières. Propre et discret, le putsch n'en est pas moins un plein succès. Il inaugure pour la Syrie, un nouveau règne.

3. *Le « redressement »* (21)

D'origine paysanne, le général Assad est d'un tempérament prudent, obstiné et pragmatique, qui a longtemps pu faire passer pour de l'indécision ce qui n'était en réalité que matoise circonspection doublée d'indiscutables qualités manœuvrières au service d'une implacable volonté. Sa carrière est à l'image de sa personnalité : pierre à pierre construite, avec une patiente opiniâtreté, à l'ombre du Ba'th, qu'il finira par dominer.

Né en terre alaouite, près de Lattaquié, en 1930, il a adhéré dès l'âge de 18 ans au parti et milité, à l'époque, dans les milieux de lycéens. Elève à l'école militaire de Homs, il en sort en 1955 pilote de chasse, avec le grade de lieutenant. Mais c'est dans et par le Comité militaire, dont il est membre, que commence, dans la clandestinité, son ascension. Instigateur, avec ses camarades, de la « révolution du 8 mars », il est donc à partir de 1963 de ceux qui pèsent dans l'ombre sur le pouvoir : nommé en mars 1965 général à titre exceptionnel et commandant des forces aériennes, il utilise peu à peu ses fonctions pour asseoir son influence et, rallié au courant « gauchiste » de Salah Jedid, qui a le vent en poupe, il fait pencher la balance en sa faveur lors du putsch de février 1966, auquel il prend une grande part. Le 1er mars, il entre en qualité de ministre de la Défense dans le cabinet Zuayyen et, en septembre, on s'en souvient, il sauve le régime à Soueïda. Mais en fait, dès ce moment, il prépare en sous-main l'élimination de ses associés.

Sa tactique est progressive, car il doit tenir compte de pressions extérieures (en particulier, celle de l'U.R.S.S.) qui lui sont défavorables et des tensions internes d'un pays perpétuellement au bord de la guerre civile. Comme l'écrit Muhammed Bahi (22), elle s'apparente à celle de l'artichaut et consiste à utiliser les deux postes-clés que sont le commandement de l'aviation et le ministère de la Défense pour orga-

(21) Pour cette période voir notamment P. Balta : « La Syrie ba'thiste, an VIII », dans *Le Monde* des 23-26 mars 1971, et « Le changement dans la continuité », dans *Le Monde diplomatique* de mars 1973, p. 21 ; M. Ma'oz : « Syria under Hafiz al-Assad : new domestic and foreign policies », in *Jerusalem papers on peace problems*, n° 15, Université de Jérusalem, 1975.

(22) « Un an de régime Assad », dans *Africasia* du 15-28 novembre et du 29 novembre-12 décembre 1971.

niser la conquête méthodique de l'armée, avant celle de l'Etat. Il procède en nommant des hommes de confiance à tous les échelons et en éloignant ou en reléguant dans des fonctions administratives ceux qui lui échappent, mais aussi en recourant vis-à-vis des officiers à toutes les séductions imaginables : facilités pour l'obtention de voitures de luxe (dont l'importation est pourtant interdite), prêts pour la construction de villas et d'usines, voyages d'études ou de repos à l'étranger... Pendant la guerre de juin 1967, le général parvient à sauver presque toute « son » aviation en l'engageant peu dans la bataille. Salah Jedid fait d'ailleurs de même avec « ses » troupes d'élite, mais son rival marque un point capital sur lui en soustrayant à son contrôle toutes les formations paramilitaires du Ba'th, en 1968. En 1969, à la suite du « suicide » d'Abdelkerim Joundi, il en va de même des services de sécurité, dont il obtient le rattachement à l'armée — en attendant que les organisations palestiniennes ne tombent à leur tour sous sa coupe, à la fin de 1970. Au même moment, le propre frère du général, le lieutenant Rifaat el-Assad, se voit confier le soin de mettre sur pieds des « brigades spéciales », dont les membres, recrutés dans son village natal d'Al-Kardaha, vont constituer une véritable petite armée privée qui, au jour J, jouera un rôle essentiel en occupant le siège des directions nationale et régionale du parti, sa section de Damas, les locaux des syndicats et l'Université...

Une interview du général Assad publiée dans *Le Monde* du 8 juillet 1966 permet de mesurer assez bien l'évolution de ses idées. Elles ne se distinguent guère encore, à l'époque — et pour cause — de la ligne adoptée par la nouvelle équipe : il importe, précise-t-il, d'« accélérer la transformation de la société syrienne en appliquant les principes du socialisme », sous la responsabilité du Ba'th, qui doit « gouverner le pays en tant que parti dirigeant » ; il faut agir, sur le plan interarabe, en vue de la constitution d'un « front entre toutes les forces progressistes et révolutionnaires, pour faire face avec le maximum d'efficacité à l'offensive de la réaction et de l'impérialisme dans la région » ; enfin, la pierre angulaire des relations internationales du pays repose sur « une franche et loyale collaboration avec le camp socialiste, qui manifeste une grande compréhension et beaucoup de sympathie à l'« égard de la cause nationale arabe »... Si le ton est bien celui de la gauche, un certain flou baigne cependant ces déclarations. Aucun excès, aucune résonnance proprement marxiste ne les marque et, surtout, le général insiste déjà sur « la nécessité de mobiliser les masses pour résister aux

complots intérieurs et extérieurs » et de « les associer pleinement à l'œuvre du gouvernement ». Mais c'est à partir de 1968, on l'a vu, qu'il semble avoir définitivement déterminé le discours chargé d'étayer sa démarche vers le pouvoir et choisi d'opposer des attitudes dures qui isolaient le régime et développaient une sorte de lutte des classes étrangère à l'esprit du parti, une conception plus souple et plus libérale qui, le moment venu, guidera son action à la tête des affaires.

Deux mots la résument : ouverture et réalisme. Dans un premier temps, cette conception ne paraît pas impliquer de remise en cause des orientations fondamentales du pouvoir, mais simplement un certain nombre de réajustements, une rectification, une normalisation, qui touchent plus au style et à la surface qu'à la substance. Cependant, vers 1973, l'inclination à droite devient telle, qu'il est permis de se demander si le régime n'a pas en définitive, comme en Egypte, viré de bord.

Il faut, pour répondre à la question, se pencher d'abord sur les problèmes de politique intérieure. On a souligné que l'équipe Jedid-Atassi avait pourvu la Syrie d'une appréciable infrastructure économique. Il restait, comme Paul Balta le remarque justement (23), à « faire l'Etat » et à doter le pays d'une armature politique qui rétablisse le contact avec les masses. Le général Assad, soucieux d'asseoir son autorité sur un fondement populaire, devait s'y employer sans tarder.

Une alliance tactique avec des officiers alaouites de tendance relativement modérée lui avait facilité les choses le 13 novembre, mais il ne pouvait s'en contenter. Aussi le voit-on, après le putsch, mettre en place par étapes avec maîtrise le dispositif de l'ouverture. La base politique du pouvoir est d'abord élargie, grâce à la formation d'un « front populaire » entre le Ba'th et d'autres partis progressistes, auquel les communistes (encouragés par la volte-face de Moscou) et les nassséristes (conduits par Jamal Atassi) acceptent de participer. Les uns et les autres se voient attribuer quelques portefeuilles dans le gouvernement formé le 21 novembre par le général Assad. La coalition ne remet certes pas en cause le rôle dirigeant du Ba'th (24), qui est reconnu par ses partenaires, lesquels s'engagent à n'avoir aucune

(23) Dans *Le Monde diplomatique* de mars 1973, p. 21.

(24) « Le parti Ba'th arabe socialiste est le parti dirigeant de la société et de l'Etat. Il dirige un front national progressiste agissant en vue d'unifier les énergies des masses et de les mettre au service des objectifs de la nation arabe » (*Constitution de* 1973, art. 8).

activité au sein de l'Université et de l'armée. Mais elle lui apporte leur caution et le slogan « tout le pouvoir pour le Ba'th » est abandonné et remplacé par la formule « l'unité populaire est essentielle au progrès de la Syrie ». Parallèlement, des mesures de libéralisation rapide du commerce extérieur voudraient rendre au pouvoir l'appui des commerçants et de la moyenne bourgeoisie.

La deuxième étape suit aussitôt : en février 1971, un Conseil du peuple de 173 membres représentant les différentes régions et les principales couches de la population est nommé par décret présidentiel, pour préparer une Constitution. Sans doute ce Conseil ne procède-t-il pas du suffrage universel ; mais il comporte, outre les ba'thistes qui s'y taillent la part du lion (87 sièges), des communistes, des nassséristes et autres « progressistes » et des délégués des organisations professionnelles. Quatre femmes en font partie. C'est, depuis six ans, la première assemblée délibérante en Syrie.

Le mois suivant, l'élection du président de la République par le peuple est une autre mesure essentielle : rapprochant les institutions syriennes du modèle égyptien, elle personnalise le pouvoir (précédemment assuré par une direction collégiale) et confère au chef de l'Etat une plus grande indépendance par rapport au parti. 99,2 % des suffrages se portent, le 12 mars, sur le général Assad, candidat unique. Le général Abdel-Rahman Khleifaoui, sunnite d'origine algérienne, forme le nouveau gouvernement. Enfin, au mois de mai, la tenue d'un Congrès régional du Ba'th permet la mise en place d'une direction dévouée au général Assad.

L'étape suivante est franchie en mars 1972 : le front populaire est élargi et mieux structuré. Il prend le nom de Front progressiste d'union nationale et regroupe désormais, autour du Ba'th (qui détient 9 des 17 sièges du Comité central présidé par le général Assad) l'Union socialiste arabe de Jamal Atassi, le Mouvement des unionistes socialistes de Jamal Soufi, le Mouvement des socialistes arabes d'Akram Haurani et les communistes (25).

Enfin, l'année 1973 voit la mise en place, avec la Constitution, des dernières pièces du dispositif. Approuvé en février par le Conseil du peuple, le projet est soumis en mars à un référendum populaire qui le plébiscite à 97,6 %. Un régime parlementaire de type nettement dualiste est instauré : le chef de l'Etat, élu par le pays, a le droit de légiférer pendant les

(25) Voir l'opuscule *Pacte du F.N.P.*, publié par le Bureau de documentation, d'information et de diffusion du parti Ba'th.

sessions parlemenaires en cas de « nécessité absolue touchant les intérêts nationaux ou la sécurité nationale », le gouvernement est responsable devant lui. L'élection, en mai, de l'Assemblée du peuple représente un événement d'une particulière importance puisqu'il n'y avait pas eu en Syrie d'élections législatives depuis onze ans. Pourtant, le taux de participation est si bas, qu'il faut prolonger la consultation pour une journée supplémentaire. Malgré cela, à peine le tiers du corps électoral se rendra aux urnes. Le Front progressiste enlève 140 des 186 sièges du Parlement (une centaine pour le Ba'th) ; les autres reviennent à des « indépendants » (dont la plupart se sont d'ailleurs présentés sur les listes du F.P.) et à... quatre « opposants ».

Des mesures de libéralisation politique avaient accompagné, entre-temps, cette reconstruction progressive de l'Etat : abolition de la législation d'exception et réhabilitation de personnes frappées de mesures restrictives, assouplissement des formalités de sortie des Syriens pour l'étranger, amnistie pour les délits de fuite et d'expatriation illégale de capitaux... Enfin, des textes promulgués au début de 1971, en vue de prolonger sur le plan social local l'ouverture amorcée au sommet et de lutter contre les excès de la bureaucratie centrale, avaient donné le branle à un vaste mouvement de décentralisation, en prévoyant notamment l'institution d'assemblées régionales élues dans les *mohafazats* (26). Dans tous les domaines, des pas étaient donc accomplis vers plus de démocratie.

Démocratie dirigée pourtant, que celle-ci, autoritaire et fortement musclée. Car il est bien évident que, dans un pays aussi prompt aux accès de fièvre, le général Assad ne pouvait se payer le luxe d'une certaine aération du système que si, sous les apparences du velours, la poigne restait de fer.

L'un des principes du chef de l'Etat a consisté à continuer de s'appuyer sur le noyau de fidèles qui l'avaient soutenu lors de sa lente ascension vers le pouvoir et dont la plupart occupent, depuis 1970, des postes-clés dans l'armée et dans l'Etat : le général Mustafa Tlass chef d'état-major et commandant des blindés, sunnite ; le général Ali Zaza, alaouite, ancien chef des services secrets, responsables du Deuxième bureau et ministre de l'Intérieur jusqu'en août 1976 (où il a été évincé de ce poste au profit du général Adnan Daggah), le général Nagi Jamil, commandant des forces aériennes et le général Abdel-Rahman Khleifaoui, sunnite, son homme de

(26) Division administrative correspondant au district.

confiance depuis longtemps, à trois reprises Premier ministre (en avril 1971, en avril 1972 et en août 1976).

L'armée, bien sûr, a continué à faire l'objet de tous ses soins : épurations, faveurs, surveillance constante visent à la lui conserver loyale. Elle reste le principal pilier du régime. Les « brigades de défense » en sont un autre. Véritable garde prétorienne totalement indépendante de l'armée, elles ont été élargies depuis 1970. Leurs unités, d'abord concentrées à Damas, ont essaimé dans l'ensemble du pays. « Idéologue patenté du parti », s'il faut en croire Jean Lacouture, et « truchement du pouvoir avec les hommes d'affaires les plus agiles d'Occident » (27), le frère du chef de l'Etat, Rifaat, demeure à leur tête. Il est sans conteste l'un des hommes les plus influents du régime et les rumeurs les plus diverses, au demeurant bien difficiles à vérifier, courent sur ses méthodes.

Sous les dehors du sourire et de la main tendue, le pouvoir a ainsi conservé, avec le général Assad, des allures de coterie et de citadelle, moins assiégée sans doute que naguère, mais néanmoins très défendue et plutôt fermée. Le rôle du Ba'th totalement assujetti à l'armée, est réduit à sa plus simple expression. Ne devrait-il pas être d'abord une courroie de transmission (28) ? En tout cas, les activités du Front progressiste sont virtuellement gelées depuis le début de 1975. Alors qu'il aurait dû être présent à tous les échelons du pouvoir, de la base au sommet (29), il n'a jamais vraiment dépassé le stade de la participation symbolique de quelques personnalités, prises en otages, à un gouvernement refoulé dans des tâches de pure administration et à une assemblée de consultants sans la moindre vitalité. Enfin, le fait qu'un nombre appréciable des dirigeants actuels soient de confession alaouite, ou en tout cas « minoritaire », accentue encore l'impression d'« insularité » que donne la contemplation du régime.

La popularité du général Assad n'en est pas moins certaine — ne résume-t-elle pas, à elle seule, l'ouverture ? —

(27) « Le lion de la Grande Syrie » dans *Le Nouvel Observateur* du 15 mars 1976.

(28) C'était le souhait des alliés du Ba'th. Voir par exemple les déclarations de K. Bagdache à Paul Balta, dans *Le Monde* du 23 mars 1971 : « Le front devrait fonctionner de façon organique et être présent dans chaque ville, dans chaque quartier, dans chaque usine : c'est la seule façon de mobiliser la population ».

(29) Il est difficile d'évaluer la vitalité des « organisations de masse » qui regrouperaient 500 000 membres : la Fédération générale des syndicats ouvriers, l'Union générale des paysans, l'Union nationale des étudiants de Syrie, l'Union de la jeunesse de la révolution, le Syndicat des enseignants et l'Union générale des femmes.

et l'on comprend aisément pourquoi. Artisan d'une détente que ses concitoyens appelaient de tous leurs vœux, la Syrie a peu à peu perdu sous son régime le visage d'austérité farouche et crispée que la dictature socialiste lui avait donné. Timide, elle s'est ouverte à plus de mollesse, plus de facilité, plus de joie de vivre. En 1973, une demi-victoire sur le Golan a flatté son orgueil. Et la libéralisation économique, menée parallèlement à la normalisation politique, a ramené bientôt vers le régime certaines classes... et des capitaux qui s'en étaient éloignés, favorisant un étonnant début de décollage. On en reparlera.

Mais la médaille a son revers et la nouvelle équipe n'a pas tort de se montrer vigilante. Sur sa droite et sur sa gauche, deux séries de menaces n'ont jamais, en effet, cessé de peser sur elle. La marge de manœuvre du général Assad reste, en définitive, assez étroite, même si les moyens de dissuasion dont il dispose et la faveur des foules, au demeurant volages, lui permettent d'afficher un air de relative aisance.

La bourgeoisie, en Syrie, relève la tête. Dans ses rangs — comme dans ceux de ba'thistes modérés naguère évincés — il n'est pas rare d'entendre murmurer qu'après tout, elle-même serait mieux placée pour conduire la politique de collaboration avec le grand capital menée par le chef de l'Etat. Mais elle profite de cette politique ; aussi est-il difficile, comme dans la période 1963-1970, de parler d'opposition à son propos. Elle constitue plutôt un groupe de pression influent, gonflé par l'apport d'éléments nouveaux et que l'évolution du régime tend à réintégrer dans le système. Au moins courrait-il le risque, apprenti sorcier coupable de l'avoir ressuscitée, qu'elle se dresse contre lui s'il cherchait, à l'avenir, à remettre en cause les orientations présentes...

Plus préoccupante est en revanche, à droite, la fronde des milieux musulmans intégristes. Si, dans ces dernières années, ils ont mis quelque sourdine à leurs vociférations, le pouvoir alaouite n'en demeure pas moins à leurs yeux un pouvoir « usurpé » par une poignée de « conspirateurs », auxquels ils dénient tout droit de commander à la communauté des croyants de rite sunnite qui forment l'écrasante majorité de la population. Aussi le moindre prétexte est-il bon à leurs leaders, qui militent dans des organisations telles que les Frères musulmans, le Parti islamique de la libération et les Phalanges de Mohamed, pour relancer l'agitation et tenter d'abattre un régime honni.

On s'en est bien rendu compte, en 1973 par exemple, où la promulgation de la Constitution devait donner lieu à une

vague de grèves et de désordres sanglants à Hama, Homs, Alep, motif pris que le texte ne mentionnait pas l'islam comme religion du chef de l'Etat (30). L'analyse des résultats du référendum du 12 mars est d'ailleurs intéressante de ce point de vue, car les organisations d'extrême-droite avaient recommandé le boycott. Or, si la participation fut massive dans les campagnes habitées par des minoritaires, on devait enregistrer des taux d'abstention plus forts, voire de nombreux votes négatifs, dans des villes telles que Homs et Hama, où la population est largement sunnite. Prudent, le général Assad, qui ne manque pas une occasion de participer à la prière dans les mosquées, a multiplié, chaque fois qu'il l'a pu, les gestes d'apaisement. Et il n'a pas eu tort : car la contestation a glissé, depuis que le Ba'th a pris un caractère alaouite prononcé, de la dénonciation de son « athéisme » vers un terrain plus étroitement confessionnel, risquant de raviver les clivages ethniques et religieux, qui avaient eu tendance à s'atténuer en Syrie.

Malheureusement pour lui, son intervention au Liban, en 1976, aux côtés des chrétiens conservateurs, est venue donner à ses adversaires musulmans un excellent prétexte pour réveiller ces tensions, et cela, précisément, au moment où leur exacerbation dans le pays voisin comportait un gros risque de contagion pour la Syrie. Les alaouites n'ont-ils pas, en effet, disent les intégristes, partie liée avec les maronites activistes, dans le cadre d'une ténébreuse conjuration contre l'islam, voire contre la nation arabe ? Ne sont-ils pas des hérétiques pratiquant un culte inspiré du christianisme ? Ne descendent-ils pas des Croisés, qui ont proliféré dans la montagne de Lattaquié ? Etc. Des troubles récents ont montré, une fois encore, à quel point les masses syriennes restaient sensibles à ce genre de propagande : d'aucuns accusent la Libye, à tort ou à raison, d'y avoir trempé.

---

(30) Les Constitutions de la plupart des pays arabes font de l'islam la religion de l'Etat. Mais en Syrie, les représentants des minorités confessionnelles se sont opposés aux intégristes musulmans chaque fois que ces derniers ont œuvré en vue de faire consacrer une pareille disposition par le droit constitutionnel positif du pays. C'est dans un esprit de compromis entre les uns et les autres que, dès la Constitution de 1930 et dans toutes les Constitutions syriennes successives (sauf celles, « provisoires », de 1969 et de 1971), la formule « l'islam est la religion du président de la République » a finalement été retenue. Son absence dans le projet du général Assad a servi de prétexte aux troubles de 1973, qui ont abouti à la faire réintroduire dans le texte de la nouvelle Constitution. Voir, par exemple, à ce propos M. Ma'oz : « The background of the struggle over the role of Islam in Syria », in *New Outlook*, mai 1973 ; et A.R. Kedilar : « Religion and State in Syria », dans le livre de A. Sinaï et A. Pollack, cité dans la bibliographie générale.

Quant à l'opposition de gauche, c'est l'ensemble de la politique du général Assad qu'elle condamne, parce qu'elle y voit une trahison : trahison de la voie socialiste, dont les principales options auraient été remises en cause ; trahison du combat contre l'impérialisme, puisque le régime ouvrirait ses portes, après l'Egypte, à l'influence américaine et envisagerait un règlement négocié avec Israël ; trahison enfin, depuis 1976, de la cause palestinienne au Liban. L'intervention dans la guerre civile libanaise sert ainsi d'aliment, mais de façon bien différente, à deux formes de contestations extrêmes, celle de droite et celle de gauche. Il pourrait en aller de même du malaise social, que pourtant seule la gauche paraît, jusqu'à présent, avoir songé à exploiter.

Car, la politique économique du général Assad, les facilités accordées au secteur privé notamment, a engendré une licence qui a permis l'enrichissement rapide d'affairistes et de profiteurs sans scrupule — entrepreneurs, sous-traitants et intermédiaires — qui, le plus souvent sans engager leurs capitaux propres, ont amassé des fortunes considérables en se lançant dans des opérations spéculatives de toute espèce. Cette « nouvelle bourgeoisie » serait, à en croire le responsable même de l'économie dans le gouvernement, Mohamed Haydar (31), « plus riche et plus étendue que l'ancienne classe des possédants qui prétendait contrôler (...) aussi le pouvoir politique ». Elle risque, par sa présence et son influence, de contribuer à davantage infléchir à droite la pente du régime. Déjà la corruption semble, à son contact, atteindre des proportions inquiétantes dans l'Administration et de douteuses fortunes s'amassent parmi les grands commis de l'Etat (32). Les difficultés auxquelles le petit peuple et les classes bourgeoises modestes doivent faire face n'en sont que plus sensibles — conséquence de la crise libanaise, autant d'ailleurs que de la politique gouvernementale : le coût de la vie est en hausse constante, l'inflation ne serait pas loin du seuil de 30 % l'an et la crise du logement est devenue dramatique.

Si les différentes oppositions se coalisaient pour exploiter ce malaise, la situation pourrait, du jour au lendemain, devenir explosive. Le général Assad en est conscient. Mais pour prévenir une extension de la contestation, il semble jusqu'à pré-

(31) Cité par E. Rouleau dans son enquête sur « La Syrie dans le bourbier libanais », dans *Le Monde* du 4 juin 1976.

(32) Le chef de l'Etat s'en est inquiété dans plusieurs de ses discours publics et le remaniement ministériel d'août 1976 a été officiellement expliqué par la nécessité de reprendre en main une Administration qui avait tendance à se relâcher sous l'effet des mesures de libéralisation. De même, tout récemment encore, une large campagne contre la corruption a été lancée.

sent n'avoir vraiment frappé qu'à gauche : crainte de la plus grande virulence des extrémistes de droite, ou simple confirmation d'une orientation « droitière » de plus en plus avérée ? En tout cas, à plusieurs reprises, des arrestations ont été opérées parmi les communistes « dissidents » (33), dans les milieux ba'thistes eux-mêmes et au sein de l'armée, parmi les partisans du régime irakien ou de Salah Jedid (dont le cousin Izzat aurait comploté contre le gouvernement en 1972). L'Université, foyer traditionnel d'agitation, n'est pas épargnée, pas davantage que les alliés du Ba'th, à commencer par les amis de Khaled Bagdache, dont diverses mesures de « précaution » sont venues, depuis 1975, restreindre la liberté de manœuvre.

La politique étrangère est un autre domaine intéressant où tester les intentions du régime (34). Elle paraît avoir obéi à la même courbe que sa politique intérieure : décrispation et ouverture dans un premier temps, sans remise en cause des orientations fondamentales ; puis émergence d'attitudes et d'alliances qui, même si l'on parvenait à démontrer qu'elles sont purement tactiques, conjoncturelles, sont pour le moins stupéfiantes de la part d'un pays dit « progressiste », à moins que précisément il n'ait cessé de l'être...

L'un des premiers soucis du général Assad aura été dans ce domaine de désenclaver la Syrie dans le monde arabe, en la réconciliant avec ses « frères ». Dès novembre 1970, il adhère par exemple à l'alliance tripartite Egypte-Libye-Soudan, puis à l'Union des républiques arabes (Egypte, Libye), répondant ainsi à une aspiration unitaire toujours vive au cœur de ses compatriotes, mais aussi à la nécessité de ressouder le front à l'ouest, en prévision du nouvel affrontement qui se prépare avec Israël. La carte égyptienne est fondamentale de ce point de vue. Il la joue à fond et s'engage en compagnie d'Anouar el-Sadate, mais à pas plus mesurés, sur la voie d'une coopération avec les monarchies pétrolières, l'Arabie surtout, dont les fonds assureront une relance spectaculaire de l'économie syrienne et dont l'alliance permettra, à l'heure décisive, de jeter l'arme du pétrole dans la bataille. Une certaine brouille s'ensuit avec la Libye. Ailleurs, les rela-

(33) L'entrée des communistes au gouvernement visait à couper court, de leur côté, à toute contestation qui eut pu leur servir de tremplin dans l'opinion, tout en ne leur octroyant qu'un régime de liberté surveillée : mais la contestation ne s'en est pas moins perpétuée dans leurs rangs sous une forme marginale, à l'instigation d'un certain nombre de « francs-tireurs » et de « dissidents » hostiles à la coopération avec le régime voulue par Khaled Bagdache (et par Moscou).

(34) Voir en particulier P. Rondot : « La fin de la politique d'isolement », dans *Le Monde* des 14-15 mars 1976, p. 6.

tions sont rétablies ou améliorées avec toutes les capitales arabes : Rabat, Tunis, Beyrouth... mais non Bagdad. Entre les deux pays, le vieil antagonisme, qui remonte à la nuit des temps, ne parvient pas à s'éteindre. Bien au contraire, ressuscitant la lutte à mort qui, jadis, opposa les Abbassides aux Omayyades, l'opposition des tendances rivales au pouvoir sur le Tigre et sur le Barrada, lui confère une dimension nouvelle. La convergence syro-égyptienne ne peut d'autre part qu'indisposer les dirigeants irakiens. Enfin, le barrage de Tabqa est désormais un autre motif de tension entre les deux pays, Bagdad estimant avoir subi un grave préjudice du fait de la rétention des eaux de l'Euphrate et de leur accaparement à des fins syriennes.

Au même moment, le général Assad s'attache à accroître son audience internationale. Les liens privilégiés avec l'U.R.S.S. sont certes maintenus (35), car l'aide économique et militaire de Moscou lui est indispensable pour combattre Israël et se révèlera essentielle pendant la guerre de 1973. Mais il n'en manifeste pas moins son souci d'indépendance en éludant la signature d'un traité d'amitié, puis d'un accord de concertation voulu par les Russes. Il cherche aussi à développer ses rapports avec un certain nombre de capitales européennes et à intensifier ses échanges de tous ordres avec Paris (36).

Enfin, dans le conflit du Proche-Orient, l'attitude syrienne se fait plus constructive, plus souple. Toute démagogie est bannie du langage officiel ; la Syrie renonce à prôner la « guerre populaire de libération » qu'elle appelait auparavant

(35) Ils n'excluent pas d'aimables rapports avec Pékin, dont la Syrie a reçu, dans le passé, de nombreux éloges pour son esprit combatif, son action unitaire et la fermeté de son soutien à la résistance palestinienne... Lors de la guerre d'octobre 1973, la Chine a manifesté symboliquement son soutien par un don de 5 millions de dollars et l'envoi de 50 000 tonnes de blé. L'aide économique et technique chinoise à Damas n'est pas négligeable : elle repose sur des prêts sans intérêts, remboursables au terme d'un délai de dix ans.

(36) La fin de la guerre d'Algérie et la politique pro-arabe du général de Gaulle ont permis, dès le début de l'ère ba'thiste, une reprise des contacts entre Paris et Damas (en avril 1964 par exemple, le général Hafez s'est rendu en visite privée en France). Les firmes et les techniciens français ont été de nouveau sollicités — même pendant la période « dure » de 1966-1970 — à la suite de la visite à Paris du président du Conseil, le docteur Zuayyen, en 1967. Mais c'est surtout depuis l'arrivée au pouvoir du général Assad que les relations entre les deux pays ont repris une certaine densité (1971 : visite à Damas de Jean de Lipkowsky, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères ; octobre 1972 : visite à Paris d'Abdul Halim Khaddam, ministre syrien des Affaires étrangères et vice-président du Conseil ; février 1974 : visite à Damas de Michel Jobert, ministre français des Affaires étrangères et, en août, nouvelle visite à Paris de son homologue syrien ; signature en novembre d'un accord de coopération industrielle ; septembre 1975 : visite à Damas du ministre français du Commerce extérieur ; juin 1976 : voyage officiel à Paris du général Assad...).

de ses vœux pour détruire Israël, adhère en 1972 à la résolution 242 du Conseil de sécurité et laisse entendre, peu à peu, par la bouche de son président, qu'elle pourrait être disposée à envisager, à certaines conditions, un règlement négocié (37). Cette évolution ne l'empêchera pas de préparer activement l'assaut militaire d'octobre 1973 — destiné à favoriser un déblocage dans ce sens — et de remporter, aux premiers jours des hostilités, quelques succès éphémères sur le Golan. Ceux-ci seront d'ailleurs payés d'un prix élevé : la destruction, sous les bombes israéliennes, d'une partie appréciable de l'infrastructure économique du pays. Alors que, dans les semaines qui suivent, l'Egypte se prête déjà très largement aux manœuvres et succombe aux sirènes américaines, la Syrie reste bien, aux yeux du monde, pareille à elle-même. Fière et butée, elle demeure le bastion d'une certaine intransigeance : réticence à déposer les armes après la défaillance de l'Egypte, boycott de la conférence de Genève de décembre 1973, refus de communiquer la liste des prisonniers israéliens, résistance prolongée aux démarches de Henry Kissinger en vue de la conclusion d'un accord de désengagement sur le Golan analogue à celui qui vient d'être conclu sur le canal de Suez... Et pourtant les prodromes d'une diplomatie d'un tout autre genre ne tarderont pas à se manifester à Damas : repli tactique ou reniement ? Bientôt, on verra la Syrie changer de cap et, le vent pris, cingler soudain vers de bien singuliers rivages.

L'accord de « séparation des forces » qu'elle accepte de signer à Genève avec Israël en mai 1974, dans une ambiance il est vrai glaciale et après un mois de navettes du secrétaire d'Etat américain entre Damas et Tel-Aviv, marque l'amorce d'un tournant. La Syrie récupère une partie, modeste, du Golan, en échange de quoi le bruit court qu'elle se serait engagée secrètement à s'opposer aux infiltrations de *fedayin* vers Israël. Une force d' « observateurs » des Nations Unies est appelée à patrouiller dans une zone tampon établie entre les deux armées, ce qui devrait à l'avenir rendre plus difficile une reprise des hostilités. En contrepartie de la bonne volonté du général Assad, une aide économique et financière lui est promise par Washington — elle tardera d'ailleurs à se matérialiser —, les relations diplomatiques sont rétablies entre les deux pays et, le 16 juin, le président Nixon est cordialement accueilli dans la capitale des Omayyades.

(37) Pourtant, fin 1972-début 1973, Israël dirige contre la Syrie une série de raids meurtriers, visant à éprouver son potentiel militaire et à l'inciter à s'opposer à l'action des *fedayin* palestiniens.

En 1975, les liens se resserrent encore davantage avec les régimes arabes conservateurs, notamment l'Arabie, qui paraît dès cette époque peser fortement pour une « récupération » de la Syrie par le camp des modérés, déjà rallié par l'Egypte. Le roi Fayçal est reçu à Damas, en janvier, dans une atmosphère d'enthousiasme populaire extraordinaire, puis à son tour le roi Khaled en décembre, tandis que le général Assad se rend à Ryad. Mais c'est du côté de la Jordanie que les événements les plus étonnants se produisent. En juin 1975, après une intense campagne psychologique destinée à préparer une opinion plutôt encline à ne voir dans le roi Hussein que le « valet de l'impérialisme » et le responsable des massacres de « septembre noir », le président syrien effectue en Amman un voyage officiel très remarqué, au terme duquel est instituée une « Commission mixte supérieure » chargée « d'élaborer un plan d'action pour développer des programmes de coopération, de coordination et de complémentarité entre les deux pays dans les divers domaines politique, militaire, économique, pédagogique et culturel ». En août le souverain hachémite vient à son tour à Damas. Loué par son hôte pour son « patriotisme arabe », il s'y taille un assez franc succès. Un Conseil supérieur de commandement syro-jordanien est alors créé, avec pour mission d'harmoniser la politique des deux Etats, en particulier en matière de défense et de relations extérieures ; les deux armées sont entraînées pour ne faire qu'une, sous une direction unique, en cas de conflit ; les bases d'une coopération économique sont jetées (exemptions douanières, projets communs de développement industriel...) et l'on envisage l'unification des programmes d'enseignement.

En 1976 enfin, la Syrie lance au Liban son armée, qui jusqu'à présent n'avait combattu qu'Israël, à l'assaut des positions tenues par le camp dit « palestino-progressiste », dont elle entreprend avec brutalité la mise au pas : faute regrettable et qui mérite une réflexion approfondie.

4. *La faute*

Pour beaucoup d'Arabes, la cause palestinienne est sacrée. Foyer vers lequel convergent leur refus du fait accompli colonial, l'aspiration à transcender les divisions qui les déchirent et le désir diffus de mûrissements décisifs, elle revêt à leurs yeux valeur de symbole. Gonflée d'une forte charge mythique, elle se voudrait mobilisatrice, à l'instar du mot d'ordre de retour à la terre promise dont le sionisme s'est armé. Et cependant, lorsqu'au début des années 1950, une balbutiante

résistance, dans les rangs des exilés, a surgi, les régimes arabes ont fait l'impossible d'abord pour l'empêcher de naître ; puis, ayant mesuré les atouts qu'elle pouvait leur donner, pour la domestiquer. Leurs rapports avec elle sont toujours demeurés difficiles, empreints d'un manque total de sincérité et hachurés parfois de sanglants épisodes. Selon que le vent, du côté d'Israël, était à la confrontation ou à la négociation, on les a vus s'efforcer tour à tour de l'utiliser ou de l'étouffer, soit qu'elle leur apparût comme un renfort dans la bataille ou qu'ils y vissent un obstacle sur la voie du règlement recherché. Parmi eux, les plus engagés dans le conflit ont tenté — chacun en son temps et à sa manière, plus ou moins brutale — de s'en assurer le contrôle (en commençant par imposer leur mainmise sur les éléments opérant sur leur territoire), parce que le ferment révolutionnaire qu'elle recélait la leur rendait suspecte. Ils craignaient aussi que les entreprises des commandos ne les exposent à des représailles et ne les entraînent dans un affrontement avec Israël dont ils n'auraient pas voulu. C'était là, enfin, un moyen d'influence et d'action dans le jeu des surenchères et des manœuvres les opposant à leurs rivaux...

Même les régimes « progressistes » se sont servi de la révolution palestinienne, plus qu'ils ne l'ont servie : il y aurait beaucoup à dire par exemple sur l'attitude de Nasser à son égard ; et le « septembre noir » jordanien (au moment où le plan Rogers ouvrait des perspectives de paix négociée dans la région) n'aurait pas été possible sans l'acquiescement, au moins tacite, du *Raïs*. La Syrie pouvait-elle échapper indéfiniment à la règle ?

Sans doute sa sensibilisation particulière au problème en a-t-elle fait, pendant des années, l'adversaire le plus résolu du sionisme dans la région, en même temps que l'allié, semblait-il, le plus sûr des Palestiniens. Un ensemble de facteurs d'ordre géographique, historique, affectif et politique l'expliquent. Damas n'est pas plus loin, sur la carte, de la frontière israélienne que Fontainebleau de Paris à vol d'oiseau. La menace est donc ici plus vivement perçue qu'ailleurs. Le sentiment d'arabité est en outre plus fort, où s'alimente un ardent irrédentisme : la Palestine a été détachée, au lendemain de la Première Guerre mondiale, de la « grande Syrie » rêvée ; beaucoup à Damas ne l'ont pas oublié, qui la considèrent toujours comme une province arrachée. Il n'est pas rare d'entendre les Syriens, lorsqu'ils veulent convaincre tel interlocuteur français récalcitrant, évoquer à son propos l'Alsace-Lorraine.

Mais l'acharnement à combattre Israël est une chose et le soutien à l'O.L.P. en est une autre. Et si, dès le début, une chaleur particulière a marqué les rapports de la Syrie avec la résistance palestinienne, ce n'est en fait qu'à partir de 1966 que Damas s'est préoccupé de matérialiser de façon plus concrète son appui. Tout y poussait à vrai dire l'équipe Jedid-Atassi : des raisons « idéologiques », aussi bien que la volonté de rompre l'isolement du régime, en apparaissant aux yeux des masses arabes comme le champion d'une cause qui les faisait tellement vibrer. A partir de 1970 cependant, si cette convergence est préservée, elle change de nature et n'est plus que tactique. Hafez el-Assad a refusé son concours aux Palestiniens lors des massacres de septembre ; mais il juge utile ensuite de leur fournir aide et assistance... au Liban, où il est bien évident que, jusqu'en 1976, l'O.L.P. n'a pu se développer que grâce au poumon que représentait pour elle l'arrière syrien. Ainsi, le pragmatique général se réservait-il la faculté d'exercer sur elle un relatif droit de regard et de s'intromettre dans les affaires du pays voisin, tout en continuant à noblement se poser en protecteur de la cause palestinienne.

Cette collaboration privilégiée ne signifie pas que des bavures n'aient entaché, même à l'époque la plus faste (38), la lune de miel palestino-ba'thiste. Au nombre de 83 000 en 1948 (pour la plupart ouvriers agricoles), mais de 170 000 aujourd'hui (dont 30 000 vivent dans des camps) selon les statistiques les plus récentes de l'U.N.R.W.A. (39), les réfugiés palestiniens de Syrie ne pouvaient manquer de poser un sérieux problème à un pays particulièrement exposé aux coups d'Israël. Aussi les dirigeants ba'thistes devaient-ils se soucier de s'assurer le strict contrôle des activités de leurs hôtes : le fâcheux exemple du Liban les y incitait, comme aussi le mauvais départ de 1963, où il leur avait fallu bombarder certains camps pour venir à bout de l'agitation pro-nassérienne. L'encadrement, en Syrie, de la résistance (placée devant le dilemme d'avoir à cesser toute activité ou d'accepter cette tutelle) par deux organisations, la Saïka et l'A.L.P., manipulées par le pouvoir, permit très vite de résoudre le problème. On se souvient qu'après le putsch de 1970, l'une des premières décisions du général Assad, qui n'avait oublié ni les affrontements de 1963 ni les efforts de Salah Jedid pour se faire des Palestiniens un rempart contre lui, avait été de transférer le contrôle de la Saïka du Ba'th, dont elle dépendait alors, à l'armée, dont

(38) Voir *supra* pp. 190 et 207.

(39) Office des Nations Unies pour les réfugiés palestiniens.

il avait la parfaite maîtrise. Ceci n'empêchera pas que, par la suite, des incidents se produisent encore, telle l'expulsion, en mars 1973, de quinze leaders du Fath, accusés d'avoir participé à des manifestations religieuses anti-gouvernementales...

Entre les Palestiniens et les ba'thistes au pouvoir à Damas, il existe donc aussi un passif, plutôt lourd. Une méfiance réciproque s'alimente au feu de quelques pénibles souvenirs — d'autant plus que les intrigues de la Saïka pour s'assurer dans l'O.L.P. une prééminence qu'elle est loin d'avoir, n'ont cessé d'entretenir au sein de la centrale des *fedayin* des tensions aiguës, qui ne peuvent manquer de réagir sur les rapports de l'O.L.P. avec Damas. Enfin, l'alliance des uns et des autres est le fruit du calcul : fragile, conjoncturelle, elle dépend du maintien dans la région d'un certain type de rapports de force. Qu'ils évoluent — et elle s'effondre.

C'est ce qui s'est produit en 1976, les dirigeants syriens faisant bien entendu passer leur propre intérêt, tel qu'ils le perçoivent, avant celui de partenaires qu'ils ne sont disposés à aider qu'à condition que cela les serve eux-mêmes et contre lesquels ils se sont dressés lorsqu'ils ont jugé que le cours des événements leur conseillait de prendre parti contre eux. Le monde arabe abonde (tant en politique intérieure que dans les relations d'Etat à Etat) en exemples de retournements d'alliances de ce type, stupéfiants pour un esprit occidental (parce qu'aucune rationalité intrinsèque ne les commande, mais simplement l'opportunité du moment) et s'enracinant sans doute au plus profond d'un atavisme propre à ces pays.

Il reste à expliquer le retournement de 1976, qui n'est aussi choquant en l'occurrence, que parce qu'il substitue à la coopération syro-palestinienne de plusieurs années, une convergence israélo-syrienne de fait, certes momentanée, mais qui n'en apparaît pas moins scandaleusement contre-nature (40).

---

(40) Sur la question, voir notamment : S. Bitar : « Chrétiens et musulmans », dans *Le Monde* du 21 septembre 1976 ; O. Carré : « Paix égyptienne, crise libanaise et cohésion arabe », dans *Projet* de mai 1976, et « Des "martyrs" pour qui ? », dans *Le Monde* du 6 octobre 1976 ; G. Corm : « Le bourbier libanais », dans *Le Monde diplomatique* de mai 1976 ; L.J. Duclos : « Les Etats arabes et Israël après l'accord du Sinaï », dans *Maghreb-Machrek*, n° 72 de 1976 ; E. Picard : « Liban : guerre civile, conflit régional », dans *Maghreb-Machrek*, n° 73 de 1976 et « La Syrie du redressement et les chances de paix au Proche-Orient », dans *Politique étrangère*, n° 2 de 1976 ; A. Rabab : « Le reflux palestino-progressiste » dans *Le Monde diplomatique* de septembre 1976 ; E. Rouleau : « La Syrie dans le bourbier libanais », dans *Le Monde* des 1er-5 juin 1976 ; S. Turquié : « Convergence syro-israélienne » dans *Le Monde diplomatique* de mai 1976 et « Le Liban sous mandat », dans *Le Monde diplomatique* de décembre 1976.

L'absence de recul et le manque d'informations sûres interdisent il est vrai, pour le moment, de porter sur la politique de Damas un jugement définitif ; et l'on se gardera de tomber dans le piège d'interprétations outrancières relevant de la propagande et non d'une approche objective des réalités. Le ténébreux « complot » auquel la Syrie se serait prêtée en intervenant au Liban n'existe sans doute que dans l'imagination aux abois des victimes de cette intervention. On voit mal comment le général Assad aurait pu par exemple, comme certains l'ont prétendu, accepter de liquider la résistance palestinienne et de renoncer à ses droits sur le Golan, en échange des perspectives territoriales qu'un démembrement concerté du Liban lui aurait offertes... Mais entre pareilles allégations et la fade prudence d'une analyse qui refuserait de prendre parti, une voie moyenne est praticable. Il n'est pas difficile d'apercevoir le double réflexe dont l'initiative syrienne procède et l'engrenage dans lequel le régime de Damas s'est laissé entraîner, au-delà, semble-t-il, de ce qu'au départ il avait voulu.

Un mouvement de défense est certainement à la base des choix du général Assad en l'occurrence : il ne s'éclaire que replacé dans le contexte des évolutions dont la guerre de 1973 s'est accompagnée.

La vague de radicalisation qui, à partir des années 1950, avait secoué le monde arabe, a fait long feu. Un retour à droite du balancier politique caractérise la conjoncture actuelle au Proche-Orient, où l'influence américaine n'a jamais été aussi prépondérante. Le phénomène, certes, est antérieur dans ses origines à la guerre d'octobre : il date des environs de 1970. Mais, paradoxalement, elle l'a accentué et, loin de hâter l'éclosion de solutions conformes aux vœux des Arabes, comme on aurait pu l'escompter, les a rejetés dans les ornières de la dépendance et de la zizanie. Le poids accru des monarchies pétrolières, mais aussi surtout l'essoufflement ou le blocage de régimes un temps « progressistes » sont la cause profonde du nouveau cours. Les acrobaties diplomatiques d'un Henry Kissinger ont fait le reste. En exploitant le désir de paix de l'Egypte pour l'attirer sur la voie d'un règlement séparé avec Israël, il a rompu l'unité fragile du front arabe, isolé la Syrie et l'O.L.P. et contraint le général Assad, exposé à de graves périls, à une révision déchirante de sa politique.

L'accord intérimaire sur le Sinaï signé à Genève en septembre 1975, entre Le Caire et Tel-Aviv, marque de ce point de vue, le vrai tournant. Douloureusement ressenti à Damas,

il devait y être aussitôt condamné par les responsables (41) : le « désengagement » égyptien rompait la tenaille dans laquelle l'alliance avec Le Caire prenait l'Etat juif en cas de conflit et les acculait à accepter à leur tour d'adhérer aux conditions d'un règlement de paix dicté par Washington — à moins qu'ils ne préfèrent, en continuant à s'y refuser, s'exposer au risque d'affronter sans alliés une nouvelle épreuve de force avec Israël.

Une dangereuse solitude environne alors la Syrie. Ses rapports avec l'Egypte ne cessent de se détériorer (42). Les surenchères irakiennes l'obligent à maintenir des troupes à l'est pour parer à toute éventualité. Sur le Golan enfin, Henry Kissinger ne parvient pas à obtenir le second retrait israélien qu'il s'est engagé à favoriser — et pour cause, Damas, à la différence de l'Egypte, n'ayant pas grand-chose à offrir à Israël en échange, sinon la reconnaissance de son droit à l'existence et l'engagement de ne plus porter contre lui les armes... D'où l'urgente nécessité pour le chef de l'Etat syrien de se trouver d'autres alliés et de s'emparer d'atouts, qui améliorent ses positions pour la suite du marchandage. Le rapprochement avec Amman, Ryad et Téhéran s'inscrit, bien sûr, dans cette perspective.

Survenant dans ces conditions au printemps 1975 et rebondissant soudain à l'automne, la guerre civile libanaise est perçue par la Syrie comme un autre péril. Voyons pourquoi.

Au Liban, depuis plusieurs années, par opposition aux tendances dont la région est le siège, la pente est à gauche, du fait surtout d'un malaise social grandissant et de la pré-

(41) « Nous estimons que l'accord a sapé les efforts vers la paix dans la région [...]. La recherche de la paix doit être l'affaire de tous et elle comporte de nombreux éléments qui doivent être équilibrés. A défaut, le mouvement est désorienté et doit s'arrêter [...]. L'accord du Sinaï permet aux marchandises israéliennes de transiter par le canal de Suez qui est un canal arabe égyptien [...], alors que l'état de guerre existe toujours entre les pays arabes, y compris l'Egypte, et Israël, alors que les Israéliens occupent, en plus de la Palestine, les terres d'autres Etats indépendants [...], alors qu'ils continuent d'expulser des populations des territoires syrien et palestinien occupés. Une telle situation n'a pas de précédent. Elle peut se présenter quand un Etat en a vaincu un autre. Mais c'est Israël qui a été vaincu en 1973. De toute façon, un accord imposé ne peut être un accord de paix [...]. Je vous donne un autre exemple : aux termes de l'accord du Sinaï, l'Egypte s'est engagée à ne pas recourir à la force pendant trois ans, pour trouver une solution au conflit arabo-israélien. C'est le genre de condition qu'on impose dans une capitulation : l'Egypte a pris cet engagement, alors qu'Israël recourt à la force de façon continue pour maintenir son occupation et expulser des Arabes de leurs terres et de leur patrie. » (Déclarations du général Assad publiés dans *Le Monde* du 16 mars 1976.)

(42) En octobre 1975, l'Egypte retire même les unités de son armée de l'air stationnées en Syrie.

sence palestinienne. Ce hyatus est à l'origine de l'explosion — les forces de droite ayant été tentées de profiter d'un environnement favorable à leur entreprise pour essayer de donner, à Beyrouth, un coup d'arrêt décisif à une évolution jugée par elles intolérable.

Les Palestiniens, de ce point de vue, étaient d'autant plus menacés (et sans doute ne l'ont-ils pas assez vite compris) qu'ils représentaient le principal obstacle (avec l'intransigeance d'Israël...) sur la voie du règlement recherché au Proche-Orient ; et que la stratégie américaine visait, après avoir coupé la Syrie de l'Egypte, à les couper à leur tour de la Syrie, de manière que, finalement, ils soient contraints d'en passer par les conditions de leurs adversaires.

Le général Assad, en effet, n'avait guère le choix. Pour lui, la crise libanaise était infiniment dangereuse. Les troubles du pays voisin ne pouvaient manquer, s'ils s'éternisaient, de se répercuter en Syrie, où l'afflux de dizaines de milliers de réfugiés, l'interruption du commerce qui transitait par Beyrouth, la pénurie de produits divers achetés au Liban, ébranlaient une économie fragile, que la guerre de 1973 avait déjà sérieusement secouée. Attisés par l'étranger, les désordres confessionnels pouvaient à tout moment se propager outre-mont. Enfin, l'issue du conflit, s'il n'était rapidement jugulé, risquait d'être de toute façon catastrophique pour Damas. Un triomphe des chrétiens conservateurs et un effondrement de l'O.L.P. auraient aggravé l'isolement syrien. Mais un succès du camp palestino-progressiste l'eut gêné davantage encore, en raison des surenchères auxquelles l'installation à Beyrouth d'un régime plus radical que le sien l'aurait exposé et, surtout, parce qu'un tel succès aurait entraîné presque à coup sûr une riposte d'Israël, de nature à précipiter la Syrie dans une confrontation désastreuse pour elle.

Autant dire que le régime de Damas ne pouvait éviter d'intervenir au Liban ; et qu'à partir du moment où il s'y serait résolu, ce serait nécessairement en vue d'y jouer un rôle stabilisateur en empêchant une victoire trop marquée de l'un des deux camps sur l'autre — en somme, pour établir un équilibre supposant, à peu de chose près, un retour au *statu quo*... (43). Politique conservatrice que celle-là, s'étonnera-t-on ! Mais comment en eut-il été autrement ? Après tout,

(43) Comme l'écrit fort bien Georges Corm (*op. cit.* p. 225, à la note 40), il s'agissait de « maintenir l'équilibre politique et confessionnel du Liban, pour empêcher que la situation libanaise n'échappe à tout contrôle ; et préserver ainsi les chances d'une négociation internationale globale destinée à régler le lourd contentieux israélo-arabe ».

le Liban tel qu'il est — ou plutôt tel qu'il était — n'a pu durer aussi longtemps, malgré les ferments de désagrégation qui le minaient, que parce que beaucoup, à commencer par la Syrie, y trouvaient leur compte. Et, de toute façon, y faire un jeu de gauche dans la conjoncture actuelle eut signifié pour les dirigeants syriens s'exposer au risque d'être balayés à brève échéance par le vent d'Ouest.

D'autres raisons, moins défensives et plus ambitieuses ont pu, cependant, inspirer les initiatives libanaises du général Assad : la volonté de sauvegarder, sinon d'étendre une influence traditionnelle, en favorisant l'installation à Beyrouth d'équipes choisies par lui (44) et qui veilleront sous sa tutelle à la mise en œuvre du compromis qu'il aurait imposé aux factions en lutte ; certainement aussi, du côté des Palestiniens, le triple désir de les détacher de leurs alliés du mouvement national libanais — considérés à Damas comme de dangereux aventuriers —, d'isoler dans leurs rangs les extrémistes du Front du refus hostiles à toute négociation avec Israël, et surtout de prendre le contrôle de la résistance, en rééditant à une plus large échelle l'opération naguère réussie avec la Saïka en Syrie même (45). Un vaste front eut été ainsi reconstitué pour remédier à la défaillance égyptienne — de Tyr au golfe d'Aqaba —, une sorte de « confédération » sous l'égide de Damas qui, assuré de tenir bien en mains la carte palestinienne, pourrait, au jour décisif (de la paix ou de la confrontation ?), peser de tout son poids dans la balance. A travers cette « confédération », comment ne pas apercevoir aussi, cependant, le vieux rêve, qui rejaillit, d'une « grande Syrie », agité d'abord à Amman dans les années 1950 par la dynastie hachémite pour étendre son règne — et qu'aujourd'hui, pion après pion, avec patience, le général Assad aurait repris à son compte pour rayonner sur ses voisins ? (46)

Si un tel calcul a bien été fait (et les événements semblent

(44) A commencer par le président Elias Sarkis, candidat de la Syrie, imposé par elle en mai 1976.

(45) La proposition faite en mars 1975 par le général Assad à l'O.L.P. d'établir un commandement politique et militaire commun allait dans le même sens.

(46) Certains n'hésitent pas à voir dans le cours pris par les événements au Liban le produit d'une coalition entre minoritaires (alaouites et chrétiens, mais aussi druzes peut-être et chiites, puisque l'imam Moussa Sadr, chef de la communauté chiite du Liban, a fini par se rallier à la politique de Damas), agissant en vue de briser l'hégémonie sunnite dans le cadre d'une entité régionale élargie, qui serait dominée par eux sans doute, mais conforme aux aspirations panarabes dont le sunnisme aurait voulu être le moteur. Spécieuse et quelque peu hasardée, cette interprétation mérite, du point de vue tout au moins d'un certain entraînement des faits, de ne pas être de prime abord écartée.

le confirmer), il n'en comportait pas moins des risques graves ; et l'on se demandera si le président syrien les a suffisamment, au départ tout au moins, mesurés.

Le premier était de se laisser entraîner dans un engrenage aux aboutissements imprévisibles et qui, en tout cas, porterait la Syrie, à l'extrême opposé de l'idéal qui l'avait longtemps inspirée, à coopérer avec les forces les plus réactionnaires de la région. Au moins l'eut-elle évité si elle avait pu maintenir la balance égale entre les adversaires en présence. Elle s'y est essayée durant les premiers mois de la guerre civile, distribuant avec une admirable aisance aux deux camps ses conseils de modération et leur offrant ses bons offices afin que cesse la confrontation, sur la base d'un compromis raisonnable « sans vainqueur ni vaincu ».

Mais une pareille tactique avait peu de chance de réussir : elle entretenait en fait la guerre civile au lieu de la bloquer. De plus, elle était battue en brèche par les menées d'agents provocateurs de tous bords (47) et ne tenait aucun compte de la dynamique profonde du conflit qui, les erreurs de la « droite » aidant, allait conduire, au début de 1976, l'équilibre à se rompre au profit des forces de « gauche ». Il convient d'ajouter que, dès octobre 1975, diverses pressions s'étaient exercées sur le général Assad, de la part de Washington, en vue de lui faire comprendre que, s'il acceptait de réfréner plus résolument la turbulence des palestino-progressistes, son action ne déclencherait pas nécessairement une riposte d'Israël (dont les fulminations, au même moment, entendaient lui démontrer que Tel-Aviv le tiendrait pour responsable d'une victoire de la gauche), mais pourrait faciliter les conditions d'un règlement global dans la région (48).

Damas change alors de tactique (49) : puisque les palestino-progressistes ont le vent en poupe et qu'ils n'écoutent pas les appels à la prudence qu'on leur adresse, c'est leur victoire que, de toute urgence, il importe d'empêcher et c'est sur eux désormais que la pression majeure doit s'exercer. L'espoir du général Assad est que, privés de moyens par le blocus qu'il organise à leur encontre et reculant devant la menace d'un choc avec les troupes syriennes dont les

(47) A supposer qu'ils ne fussent pas souvent, comme divers indices permettent de le penser, à la solde du gouvernement de Damas lui-même...

(48) C'est sans doute le sens qu'il faut attribuer au message transmis au général Assad par l'ambassadeur des Etats-Unis le 16 octobre.

(49) Le 6 décembre, la visite à Damas du chef des Phalanges libanaises, reçu avec les honneurs dûs à un chef d'Etat, avait symboliquement amorcé le tournant.

premiers contingents vont bientôt pénétrer dans le pays (50), ils soient contraints à bref délai d'en passer par ses conditions et d'accepter les termes du compromis, modéré, qu'il entend imposer aux belligérants (51). Mauvais calcul (52) ; car la « gauche », nullement asphyxiée, mais au contraire renforcée par l'afflux d'importants éléments de l'armée libanaise qui vient d'éclater, poursuit sur sa lancée (53), encercle les chrétiens conservateurs dans leur « réduit » et, commettant à son tour une série d'erreurs, part à l'assaut de la montagne.

C'est alors que la rupture se produit et que la Syrie se trouve prise à la glu d'une confrontation armée, qu'elle aurait préféré éviter, avec ses alliés naturels d'hier (54). Le général Assad ne peut plus en effet reculer sans perdre la face — ni céder la place, sur le terrain, à Israël... Il estime d'ailleurs qu'en forçant un peu la mise, les palestino-progressistes, qui sont à présent sur la défensive et enregistrent ici et là de sérieux revers, finiront par céder. Mais ces derniers font le calcul inverse : il leur paraît inconcevable que le président syrien ose franchir le seuil où son intervention prendrait vis-à-vis d'eux l'allure d'un génocide : et ils espèrent, par une résistance acharnée, entamer sa détermination (55) et

(50) Ce mouvement s'effectuera dans la deuxième quinzaine de janvier, après la prise de Damour (avec l'aide de la Saïka, contrôlée par Damas...). Mais il ne s'agit encore que de contingents de l'A.L.P. encadrés par des officiers syriens, de manière à déguiser l'intervention militaire de Damas sous une apparence palestinienne et à inquiéter Yasser Arafat, soucieux d'éviter que l'O.L.P. n'échappe à son contrôle pour tomber sous la coupe d'éléments pro-syriens...

(51) Parallèlement, les rapports se tendent entre la Saïka et la direction de l'O.L.P. et de sanglants règlements de compte se produisent entre Palestiniens.

(52) Encore qu'il ait permis à la Syrie, à la fin du mois de janvier, d'imposer aux belligérants une trêve, qui devait durer quelques semaines sur la base d'un programme en 17 points plutôt favorable à la « droite ».

(53) Dans les premiers mois de la guerre civile, l'O.L.P. était parvenue à maintenir sagement le gros de ses troupes en marge de la bataille. Mais au début de 1976, entraînée par ses propres extrémistes et par les provocations de la droite (massacre du « samedi noir », blocus de Tell al-Zaatar, prise de Dbayé et de la Quarantaine), elle s'engage à fond dans les combats et ceci contribue bien sûr puissamment à faire basculer le rapport des forces du côté de la gauche.

(54) Le 15 mars, des unités de l'A.L.P. et de la Saïka s'opposent à une tentative de renversement par la force du président Frangié (consécutive au coup d'Etat du général Ahdab). En avril, les troupes régulières syriennes pénètrent dans la Bekaa pour voler au secours de la ville chrétienne de Zahlé, assiégée, et alléger la pression des milices progressistes sur le réduit conservateur. Le 31 mai, c'est l'invasion : des milliers d'hommes déferlent de la frontière et se répandent dans le pays où, sur divers fronts, de violents combats les opposent aux Palestiniens.

(55) D'autant plus que partout, dans les secteurs tenus par eux, la Saïka s'effondre, tandis que divers éléments de l'A.L.P. se rallient à Yasser Arafat.

gagner du temps, en comptant que des bouleversements en Syrie ou des concours extérieurs viennent les sauver. Pourtant, la machine est implacable, qui les écrase peu à peu : pris en tenaille, ils ne cessent partout de perdre du terrain, sous les coups alternés de la « droite » de plus en plus ouvertement soutenue par Israël (56), et des blindés syriens dont l'étau, à chaque occasion, se resserre (57) — jusqu'à ce qu'en octobre 1976 la conférence de Ryad ne vienne imprimer aux événements un nouveau cours.

Celle-ci représente, pour le général Assad, un franc succès et permet une cessation sans doute durable des hostilités. Le camp palestino-progressiste, la mort dans l'âme, a cédé : du riz et des roses accueillent à Beyrouth, à Saïda, à Tripoli, les chars contre lesquels des barricades avaient été dressées hier : quel retournement ! Et l'intervention syrienne, avalisée à certaines conditions par la plupart des capitales arabes, sera même financée par les monarchies pétrolières. En fait, c'est sur le terrain politique que le combat s'est déplacé — mais les objectifs du général Assad n'ont pas varié : le Liban presque tout entier est occupé par lui et la « saïkisation » de l'O.L.P. a commencé (58). Dans quel but ?

Car le chef de l'Etat syrien n'a pas été seulement entraîné dans un engrenage, où la part de l'aventure est plus grande peut-être que celle du calcul. Il est possible qu'il soit aussi tombé dans un piège. Empêcher la victoire de la gauche au Liban, éreinter la résistance palestinienne et la refouler dans ses camps, voilà qui ne peut bien sûr que convenir aux forces de conservation en œuvre dans la région — à commencer par Israël, dont les responsables s'en sont, à plusieurs reprises, officiellement réjouis (59). L'image de marque du régime

(56) Notamment à partir d'octobre 1976 où, dans le sud du pays, l'appui direct d'Israël permet aux milices chrétiennes de remporter des succès sur les Palestiniens, délogés de plusieurs de leurs fiefs, du « Fathland ».

(57) Soumis à diverses pressions, le général Assad accepte, en juin, d'arrêter son avance. Mais, en juillet, de nouveaux renforts affluent et son armée s'installe dans de vastes zones, coupant le Centre et le Sud-Est du pays contrôlés par la gauche, de ses bastions du Nord (Tripoli), de manière à exercer sur elle une pression militaire sur un front étendu — à la faveur de laquelle la droite va pouvoir marquer des points (prise de Jisr-el-Bacha, Nabaa et Tell-al-Zaatar en août). En septembre, les troupes syriennes reviennent enfin à l'assaut, avec une rare violence : batailles du Metn et de Bhamdoun dans la montagne, et nouveau siège de Saïda.

(58) Pour les chrétiens conservateurs, le bilan est tout aussi négatif que pour leurs adversaires « progressistes ». A travers la présence palestinienne, c'est, en quelque façon, l'arabisme qu'ils combattaient : mais ils se retrouvent placés sous le joug d'une occupation syrienne, qui hypothèque lourdement l'indépendance du Liban...

(59) « Je ne critique pas les Syriens s'ils veulent continuer à massacrer les Palestiniens ; en ce qui nous concerne, ils peuvent continuer » (Itshak Rabin, cité par la radio israélienne le 22 juillet 1976).

syrien s'en trouve du même coup ternie : autre résultat enviable pour elles. La Syrie a fait, de leur point de vue, du bon travail : elles ne l'auraient pas laissé agir sans cela. Mais lui permettront-elles à présent d'en retirer les fruits qu'elle en attend ? Accepteront-elles le surcroît de poids que la présence au Liban de ses troupes et le noyautage de la résistance palestinienne, auquel elle s'apprête à procéder, lui donnent ? Certainement pas : à moins que ce surcroît, la Syrie ne l'utilise au service de la politique que la droite, les Etats-Unis et Israël désirent... Là est le piège.

En réalité la marge de manœuvre du général Assad, dans cette affaire, a toujours été étroite. En Syrie même, et notamment dans l'armée, sa politique n'a pas été sans provoquer quelques remous. Qu'il les ait maîtrisés n'exclut pas le risque, à terme, d'un retour de manivelle, le jour où par exemple certains espoirs nés du rapprochement avec les Etats-Unis auront été déçus. D'autre part, les mises en garde et les pressions feutrées de Moscou (60) n'ont pu manquer de le gêner, dans la mesure où la Syrie dépend presque intégralement des Russes pour son armement. Mais ces derniers connaissent une telle perte de vitesse dans la région, qu'ils n'ont pas voulu, par une condamnation trop ouverte de l'intervention syrienne, se couper de l'un des derniers régimes du Proche-Orient avec lesquels ils entretiennent de bons rapports (61).

Le général Assad ne se serait sans doute pas lancé dans son entreprise de « pacification » au Liban, s'il n'avait su pouvoir compter sur la bienveillante compréhension des Etats « frères » quant aux plus immédiats de ses objectifs. Mais leurs réserves ou leurs critiques n'en ont pas moins été pour lui, à plus d'une reprise, « dérangeantes ». Ne parlons pas de l'Irak ou de la Libye, qui n'ont jamais eu ni la possibilité ni l'intention de concrétiser leur désaveu indigné (62). L'attitude hostile du président Sadate a peut-être davantage préoccupé Damas. Non que Le Caire désapprouvât, au fond, la mise au pas de l'O.L.P. (avec laquelle il était en mauvais termes depuis l'accord de 1975), mais la condamnation de la politique libanaise du président syrien par la radio du

(60) Assorties de réserves publiquement affichées à partir du mois de juin 1976.

(61) En avril 1977, la visite à Moscou du général Assad scelle d'ailleurs leur réconciliation avec Damas.

(62) L'Algérie, paralysée par le conflit qui l'oppose au Maroc dans l'affaire du Sahara ex-espagnol, ne pouvait officiellement manifester sa réprobation.

Caire (63) faisait opportunément pendant à la dénonciation par Damas de l'accord intérimaire sur le Sinaï. Elle donnait à Anouar el-Sadate un atout, qu'il marchanderait à la conférence de Ryad, pour que cesse la propagande contre sa politique de désengagement sur les ondes de Radio-Damas, et lui permettrait en même temps de restaurer son prestige aux yeux des masses arabes, en apparaissant à bon marché — et sans la moindre sincérité — comme le défenseur des Palestiniens écrasés par les blindés syriens... Quant à l'Arabie, les diverses bouderies et coquetteries qu'il lui est arrivé de manifester en l'occurrence à l'encontre de Damas n'ont eu d'autre signification que de faire éprouver au général Assad, qu'elle alimente en dollars, les limites de sa liberté d'action et les effets du leadership auquel elle prétend dans la région (64). Querelles d'influence en somme que tout cela : l'objet de la conférence de Ryad était précisément d'abord de les régler (65), et non pas d'aider l'O.L.P. à tenir face à l'assaut syrien. Car, pour ce qui est de sa mise au pas, chacun est bien d'accord pour que la Syrie l'entreprenne — mais n'aimerait guère qu'elle en profite pour renforcer, au détriment de ses voisins, son rayonnement (66).

Vis-à-vis d'Israël et des Etats-Unis, le jeu est évidemment plus serré — et plus dangereux. Tel-Aviv a mis un certain temps, semble-t-il, à se laisser convaincre par Washington de l'opportunité de ne pas s'opposer aux grandes manœuvres libanaises du général Assad ; et sans doute en effet ce dernier demeure-t-il leur adversaire le plus retors dans la région. A tout instant, la brouille du régime syrien avec les Palestiniens pourrait déboucher sur d'émouvantes retrouvailles.

(63) Dans des termes parfois très violents — comme dans une émission du 7 juin, où l'on devait entendre le speaker dénoncer sans nuances la « politique de terreur » des « néo-fascistes de Syrie »...

(64) Au printemps 1976, l'aide financière de l'Arabie et des Emirats a été brutalement suspendue, obligeant le gouvernement à amputer les crédits affectés au développement et à ajourner la réalisation de certains grands projets.

(65) A commencer par la querelle égypto-syrienne, à laquelle succède à l'automne 1976 une bruyante réconciliation qui débouche même, lors du voyage au Caire du général Assad en décembre, sur de nouveaux projets d'union !

(66) Quant à la droite libanaise, elle n'est évidemment pas disposée à s'accommoder longtemps de l'occupation syrienne. Comment douter que, déjà, elle n'envisage par quels moyens, le moment venu, s'en affranchir ? Certains de ses leaders n'hésitent pas, en privé, à évoquer un possible démembrement... de la Syrie qui, fondé sur une base confessionnelle comme aux plus beaux temps du mandat, les libèrerait (avec l'aide de l'Occident et d'Israël ?) des appétits expansionnistes qu'ils prêtent à leur puissant voisin. Rêve insensé ? Le fait que certains osent s'y livrer en dit long en tout cas sur la précarité des alliances actuelles !

Auquel cas, sa présence au Liban constituerait pour l'Etat juif un réel péril (67). Aussi l'acquiescement israélo-américain, dont son intervention a bénéficié, ne vaut-il que dans certaines limites, floues, équivoques. Il se mesure à proportion de l'affaiblissement, grâce aux Syriens, de la résistance palestinienne ; mais dégénérerait en franche hostilité, s'il apparaissait que le général Assad doive utiliser son regain d'influence pour renforcer ses positions face à l'ennemi sioniste. Parmi plusieurs stratégies possibles, il ne faut certes pas exclure l'éventualité d'une attaque qui permettrait d'abattre, après qu'on se soit servi de lui, un régime que l'éparpillement et l'enlisement de ses forces dans le fumier malsain d'un conflit dévorant, rend momentanément plus vulnérable. Une fois encore, le général Assad n'est-il pas tombé là dans un piège ? Et sa survie n'est-elle pas liée, dans l'esprit de ses véritables adversaires — qui ne sont évidemment pas les Palestiniens —, à la plus ou moins grande docilité dont il fera preuve à l'avenir au regard de leurs propres desseins ? (68)

Il est d'autant moins question ici de porter sur l'intervention syrienne un jugement tranché, que rien n'interdit d'imaginer un retour de la Syrie vers ses affinités traditionnelles (69). Mais les amis de la cause arabe se défendront mal d'un certain vertige. Pour beaucoup, la résistance palestinienne était l'étendard même de cette cause et la Syrie en paraissait le plus ferme rempart. Comment ne pas éprouver dans ces conditions, face aux affrontements syro-palestiniens de 1976 et à l'acquiescement de la plupart des régimes arabes, un profond malaise ? Israël même a-t-il jamais porté d'aussi rudes coups aux Palestiniens que les armements russes du général Assad ? Et ce dernier, qu'il le veuille ou non, n'a-t-il pas, au moins indirectement, collaboré avec lui (70) ? N'est-ce pas

(67) Il est tout à fait possible d'ailleurs que l'un des objectifs de l'occupation syrienne du Liban ait été de préparer (par un élargissement du front) la prochaine confrontation militaire avec Israël, pour le cas (probable...) où la conférence de Genève, à supposer qu'elle ait pu se réunir, échouerait. La réconciliation survenue à la fin de 1976 entre Damas et Le Caire aggraverait alors les risques pour l'Etat juif, qui se retrouverait, pour la première fois depuis 1948, encerclé à toutes ses frontières...

(68) Il ne fait pas de doute en tout cas que, pour les Américains, la « stabilisation » de la région passe par une « récupération » de la Syrie et le retour de celle-ci vers le capitalisme libéral : consentante ou forcée, ils n'auront de cesse à son égard qu'ils ne l'y aient enfin amenée...

(69) Dont le soutien limité apporté par la Syrie aux Palestiniens contre ses alliés conservateurs, en avril 1977, au Liban-Sud, représente peut-être le signe avant-coureur.

(70) Voir en particulier A. Kapeliouk : « Le rôle multiple d'Israël dans la crise libanaise : de la passivité à l'intervention limitée », dans *Le Monde diplomatique* de décembre 1976, p. 14.

malheureux enfin que, sérieusement choquée par l'assaut qu'elle vient de subir, l'O.L.P. se retrouve aussi faible et de peu de poids, au moment même où se dessinent les perspectives d'un compromis dans le conflit du Proche-Orient, dont il est bien évident que, sauf à apporter au problème palestinien la solution juste et généreuse qui s'impose, ce compromis serait voué à l'échec ?

Le seul mérite qu'il soit pour le moment possible de reconnaître à l'entreprise syrienne de pacification est d'avoir finalement contribué à un arrêt des combats. Mais à quel prix ? Pour combien de temps ? Et en vue de quel règlement ? La convergence, sous le signe de laquelle cette intervention s'est effectuée, entre la politique de Damas et les intérêts des forces de droite et d'Israël, comporte une logique, dont la pente est de conduire toujours davantage à satisfaire qui domine la partie — à moins que, désireux d'échapper au cercle infernal où l'on a voulu le prendre, l'otage syrien, en refusant de continuer à jouer le jeu, ne provoque une conflagration. En fait, aucune alliance contre-nature n'a jamais duré longtemps. En l'occurrence, elle ne cesserait de l'être que s'il s'avérait que, vraiment, la Syrie a changé d'âme. On se refuse à le croire.

Institut kurde de Paris

QUATRIEME PARTIE

LA QUÊTE DU PROGRÈS

Institut kurde de Paris

Institut kurde de Paris

La politique syrienne était l'objet de ce livre. Non l'économie : mais on ne pouvait éviter pour autant d'en parler, fût-ce de façon sommaire. Les pages qui viennent y seront consacrées : car c'est à ses œuvres qu'un régime s'apprécie et, dans un pays comme celui-ci, la question du développement est bien entendu la principale que les dirigeants doivent affronter.

Que la Syrie entre en effet dans la catégorie des Etats pauvres, quelques chiffres suffisent à en convaincre : un P.N.B. de 235 dollars par tête d'habitant ; des exportations ne couvrant qu'à concurrence de 55 % les importations ; 69 % de la population active employée dans l'agriculture ; 53 % d'analphabètes parmi les plus de quinze ans... (1).

Mais la Syrie est aussi moins pauvre que d'autres. Elle possède un important potentiel et l'avenir est loin de lui être fermé, pourvu que, libérée des hypothèques de la guerre, elle sache mobiliser ses richesses en vue d'assurer son décollage. Après de longs tâtonnements, elle s'y essaie actuellement avec quelque succès. Mais, si les perspectives paraissent favorables, le tableau est assez contrasté selon les secteurs et il reste encore beaucoup à faire.

On verra d'abord comment, depuis l'indépendance, ont évolué ses choix, avant d'examiner plus précisément les efforts qu'elle a accomplis dans différents domaines, en vue d'assurer la mise en valeur de ses ressources.

(1) Tous ces chiffres se réfèrent à l'année 1970.

CHAPITRE I

LES VOIES ET LES MOYENS DE DEVELOPPEMENT

Pour arracher leur pays au sous-développement, plusieurs voies s'offrent aux dirigeants du Tiers-Monde, que l'orientation du régime commande : celle du capitalisme libéral où, s'ouvrant aux investissements venus de l'étranger, l'ancienne colonie peut espérer certes réaliser quelques progrès parfois spectaculaires, mais sans échapper à la dépendance de l'Occident et pour le seul profit d'une minorité privilégiée de sa population ; celle d'un socialisme dirigiste, plus ou moins inspiré des modèles soviétique ou chinois, qui s'en remet à l'Etat du soin de bâtir une économie nouvelle, plus juste et libérée, mais entravée de pesanteurs et d'inerties diverses. Deux démarches entre lesquelles des formules intermédiaires trouvent leur place qui, tout en comptant sur le secteur public pour impulser au système le dynamisme nécessaire au décollage, n'excluent pas l'établissement d'un *modus vivendi* avec les milieux capitalistes nationaux et internationaux qu'elles s'efforcent d'associer à la recherche du progrès.

La Syrie a essayé jusqu'à présent l'une après l'autre chacune de ces voies, parallèlement aux métamorphoses politiques qui l'affectaient. Un gaspillage de temps regrettable en est résulté. Mais depuis quelques années, la stabilisation du pouvoir et le plus grand réalisme des responsables ont permis d'enregistrer des résultats positifs. On distinguera trois périodes.

La première est celle des tergiversations bourgeoises auxquelles la R.A.U., puis surtout l'avènement du Ba'th ont mis un terme. Pendant cette étape, la situation reste plutôt bloquée, en raison de la paralysie gouvernementale à laquelle le régime parlementaire a conduit et du fait de l'incapacité

de la classe dirigeante, crispée sur la défense de ses privilèges, de s'attaquer aux problèmes de fond et d'engager les réformes radicales et douloureuses pour elle que le changement requerrait. Sans doute ne manque-t-elle pas d'un certain dynamisme (1) : mais il tend beaucoup plus à la conservation des intérêts établis ou à la réalisation d'opérations spéculatives, qu'à l'innovation ou à l'amorce d'investissements de nature à engendrer le progrès. Et l'instabilité est telle qu'aucun projet sérieux ne peut aboutir.

L'économie du pays est alors fondée sur l'agriculture, qui fait vivre les deux tiers de la population, et le commerce — sources de la fortune et de la puissance — et elle s'articule principalement autour de trois pivots : la production de blé, le tissage et l'exportation des produits du règne végétal (2) et du travail en manufacture (3). C'est dire sa fragilité : des pluies abondantes, de bonnes récoltes et la prospérité répand alentour ses bienfaits ; une sécheresse au contraire, la moindre crise agricole, le moindre effondrement des cours des produits que vend Damas à l'extérieur, et le pays tout entier est atteint par le marasme, répercuté partout en cascade.

Des hauts et des bas alternent ainsi, dont il est clair que le gouvernement ne pourra avoir de prise sur eux tant que le « laisser-aller » demeurera la règle et que le processus des nécessaires mutations n'aura pas été autoritairement imposé par lui.

De 1950 à 1953, par exemple, une conjoncture exceptionnellement favorable permet d'enregistrer des taux de croissance spectaculaires, sous l'influence en particulier de la hausse verticale des prix internationaux des matières premières consécutive à la guerre de Corée, de la mise en exploitation de nouvelles terres, de l'accumulation pendant la période 1940-1945 de capitaux financiers, soudain mobilisés. D'aucuns parlent alors de « miracle syrien », dont ils créditent la bourgeoisie nationale et la libre entreprise. Mais qu'à partir de 1954 les facteurs qui avaient stimulé la croissance s'estompent, et c'est la crise — telle, que le gouvernement doit pour la première fois se résoudre à intervenir et à élaborer un programme d'investissements publics destiné à compenser les défaillances des milieux bourgeois, peu portés à engager leurs capitaux dans des entreprises productives, mais

(1) Et fait-elle preuve aussi, à l'occasion, d'un certain nationalisme : retrait de la zone franc en 1948 et rupture de l'union douanière avec le Liban en 1950, par exemple.

(2) 34 % de la valeur des exportations en 1947.

(3) 30,9 % de la valeur des exportations en 1947.

prompts au contraire dès cette époque à transférer au moindre risque la plus-value économique à l'étranger, notamment au Liban (4). Le branle est ainsi donné, timidement encore et d'ailleurs sous l'impulsion de la gauche montante, à un mouvement auquel la R.A.U., puis le Ba'th donneront son plein élan.

A partir des années 1960, en effet, l'Etat prend en main de façon décisive le développement du pays. Un secteur public est créé de toutes pièces. Les bases de l'ancien système sont brisées. Et la Syrie paraît s'orienter sur les voies d'un collectivisme qui va chercher à l'Est ses modèles et ses concours.

L'économie sera désormais planifiée (5). Le premier plan quinquennal couvre la période 1960-1964 : prorogé en fait jusqu'à la fin de 1965, il se propose de faire passer le revenu national de 2,4 à 3,36 milliards de livres syriennes (soit un accroissement de 40 %) et prévoit des investissements d'un montant de 2 720 millions de livres syriennes (dont un milliard par le secteur privé), affectés pour 30 % à l'agriculture, 20 % aux transports, 20 % à l'industrie et aux sources d'énergie. Le second plan (1966-1970) se veut la continuation du précédent : il envisage une augmentation du produit national de 7,2 % par an, à prix constants, et du nombre des emplois de 19 % en cinq ans ; et des investissements de près de 5 milliards de livres syriennes (70 % pour le secteur public), dont un milliard affecté à l'industrie, aux mines et à l'énergie, 650 millions à la construction du barrage de Tabqa, 900 millions aux transports et un peu plus de 800 à l'agriculture. Une attention particulière est d'ailleurs accordée, dans le cadre des deux plans, à cette dernière, dont une réforme agraire prudente et progressive entreprend, dès l'union avec l'Egypte, la rénovation en profondeur.

Parallèlement de nombreuses nationalisations, dont on a retracé plus haut la chronologie (6), viennent transférer à l'Etat les leviers de commande de l'économie et libérer celle-ci des liens qui l'assujettissaient au grand capital international, à commencer par le secteur bancaire : comme souvent dans le Tiers-Monde, elles sont moins une forme de socialisme d'Etat qu'une manifestation de nationalisme économique ;

(4) Selon des estimations citées par la revue libanaise *Le commerce du Levant* (n° 146 de novembre 1972, p. 22), de 1950 à 1960, 3 milliards de livres syriennes auraient ainsi été déposés par les capitalistes syriens dans des banques libanaises.

(5) Voir notamment J. Ducruet : « Secteur public et planification économique en République arabe syrienne », dans *Proche-Orient. Etudes économiques*, janvier-juin 1969.

(6) Page 193.

mais si la création, grâce à elles, d'un secteur public est d'abord dictée par la préoccupation, politique, de soustraire au contrôle de la bourgeoisie et de l'étranger les principaux rouages de l'économie, elle s'inspire aussi de la volonté de faire de ce secteur l'instrument premier de la politique de développement, en lieu et place de l'initiative privée.

Des investissements considérables marquent cette période, orientés autour de la réalisation de quelques grands projets d'infrastructure visant à valoriser l'agriculture, promouvoir l'industrialisation et développer les voies de communication : barrage sur l'Euphrate et travaux du Khabour, de l'Oronte, du Ghâb ; augmentation de la production pétrolière et construction de raffineries et d'usines de fabrication d'engrais, de barres métalliques, de tracteurs, de moteurs électriques... ; élargissement et amélioration du réseau routier, ferroviaire, portuaire (7)... On ne peut se défendre d'une certaine admiration face à l'ampleur de l'effort entrepris en aussi peu de temps, surtout si on le met en balance avec l'énormité des sacrifices imposés par les charges de défense au même moment (8) ; et l'on se plait à rêver à ce que pourrait être l'essor de la Syrie, s'il advenait qu'une vraie détente dans la région les allège.

L'évolution du budget syrien permet de mesurer assez bien cet effort : de l'ordre de 10 millions de livres syriennes en 1931, de 121 millions en 1945, de 365 millions en 1957, il passe brusquement à 1,5 milliard en 1964, 2,78 milliards en 1970 et 10,5 milliards en 1975 (les dépenses de développement ayant elles-mêmes crû de 600 millions en 1964 à près de 800 millions en 1970 et à 5 milliards en 1975).

Le miracle est bien sûr que la Syrie soit parvenue à financer ce surcroît de dépenses au moment où sa politique prenait un tour de nature à lui aliéner tout concours des milieux capitalistes. Un appel massif à l'aide extérieure le lui a permis : jusqu'en 1970 essentiellement celle des pays de l'Est qui, parallèlement, sont devenus pendant cette période

(7) L'actuelle politique des transports vise à moderniser et à compléter les liaisons de la Syrie avec ses voisins, à relier entre elles les principales villes du pays par chemin de fer et par autoroute, à faciliter l'acheminement des matières premières des lieux de production vers les centres industriels et les ports ; à échapper à la dépendance vis-à-vis du Liban, par le développement de l'aéroport international de Damas et des ports de Tartous et Lattaquié, qui voudraient rivaliser avec Beyrouth. En dix ans, le réseau routier a été agrandi de 74 % ; une voie autoroutière rapide a été aménagée sur l'axe Damas-Alep-Rakka (barrage sur l'Euphrate) ; et le réseau ferroviaire est en cours d'extension, une attention particulière étant ici consacrée aux liaisons Damas-Homs (et donc Alep) et Kamechlié-Alep-Lattaquié (743 km).

(8) Elles représentent plus de la moitié des dépenses budgétaires : 70 % selon certaines évaluations, sans doute un peu excessives.

ses principaux clients, alors qu'elle commerçait surtout auparavant avec l'Occident : en 1955 par exemple, le gros de ses importations provenait d'Allemagne fédérale, de Grande-Bretagne, des Etats-Unis et de France, mais les pays communistes, Chine incluse, lui en fournissaient en 1966 déjà près du tiers (au lieu de 11 % en 1955) ; le phénomène est encore plus net pour les exportations, orientées à partir de 1966 pour plus de 40 % à l'Est.

Si les nouvelles tendances indiquées ont toutes été amorcées avec la R.A.U., puis confirmées en 1963, c'est surtout en effet avec l'équipe Jedid-Atassi qu'elles ont été portées à leur paroxysme. On peut parler alors d'une véritable révolution, dont l'implantation d'un capitalisme d'Etat puissant, la destruction des bases de domination de la vieille classe dirigeante et la mise en place d'un début d'infrastructure moderne et de pôles de développement représentent les principaux aspects. Une telle politique a eu le mérite d'arracher la Syrie au passé, en l'entraînant sur la voie du progrès. Mais, poursuivie au-delà avec le dogmatisme et la rigueur qui l'ont un temps caractérisée, elle n'aurait pas tardé à rencontrer ses limites. Et, s'il est donné actuellement au pays d'en recueillir les fruits, ce n'est que parce que plus de souplesse et plus de pragmatisme, à partir de 1970, ont permis de réintroduire dans le système des stimulants et des concours utiles.

Un régime tel que celui du Ba'th ne peut en effet mener une politique résolument « populaire » sans se heurter rapidement à deux graves obstacles. Ni paysan ni prolétaire, il doit ménager les intérêts des classes moyennes dont il est l'expression et dont il serait suicidaire pour lui de se couper, alors qu'il ne bénéficie pas d'un véritable enracinement dans les masses laborieuses. Et d'autre part l'environnement capitaliste dans lequel le pays doit évoluer lui impose de dures contraintes (9) : il ne peut en tout cas le braver longtemps sans péril. Et tôt ou tard, à l'intérieur comme à l'extérieur, le compromis sera sa tentation.

L' « ouverture » recherchée par le général Assad n'a pas, dans ce domaine, d'autre signification. Son intention n'est pas, semble-t-il, de remettre en cause les bouleversements imposés par ses prédécesseurs ni le rôle moteur assigné à l'Etat dans le développement. Mais il voudrait associer davantage le secteur privé à la mise en valeur du pays, en faisant profiter l'économie de son esprit d'initiative : le secteur public lui

(9) Voir à ce propos M. Chatelus : *Stratégies pour le Moyen-Orient*, Calmann-Lévy éd., 1974, p. 97.

paraît désormais suffisamment établi et sûr de lui pour se le permettre. Et il prétend, par une mise en confiance des milieux financiers, nationaux et étrangers, favoriser l'afflux des capitaux nécessaires à la réalisation du décollage.

Malheureusement la ligne « rectifiée » dont il s'est fait le promoteur ne va pas sans contradictions ni équivoques — celles-là même d'ailleurs de l'équipe au pouvoir, dans laquelle « d'authentiques socialistes se mêlent à d'ardents partisans de la libre entreprise, d'austères gestionnaires du bien public à des profiteurs et des nationalistes intransigeants à des admirateurs de la politique pro-américaine du président Sadate ». Si la réforme agraire a conduit à une plus juste répartition des terres et si les dépenses de promotion de l'agriculture sont assurées par le budget de l'Etat, la propriété rurale reste essentiellement privée et la productivité continue à souffrir de la persistance de mentalités révolues. 55 % des transports, 70 % de la production industrielle, 80 % du commerce extérieur, la totalité des activités pétrolières et financières ont été étatisées et le demeurent : mais le rôle, résiduel, du secteur privé dans ces divers domaines est affirmé et encouragé, sans que les limites qui lui sont assignées aient été précisément fixées. Les commerçants, que la « libéralisation » a sans doute voulu avantager en première ligne, sont en passe de réacquérir une influence déterminante ; les importateurs privés reprennent, avec la complicité active de certains cercles politiques, une importance croissante, qui peut bloquer à l'avenir certaines évolutions ; et bien entendu les « pétrodollars » n'affluent pas du Golfe ou d'Arabie sans contreparties.

On voit le risque : le compromis peut à la longue impliquer un retour au temps passé. Mais on n'en est pas là : et la Syrie, pour le moment, reste plus fidèle que l'Egypte à certains choix, même si la pente est analogue.

La liste serait longue à donner des mesures d'assouplissement adoptées dès les premiers mois du régime Assad et par la suite peu à peu amplifiées (10) : amnistie générale pour les exportations de capitaux et autorisation de les rapatrier sous forme de marchandises ou de projets industriels ; faculté pour le secteur privé de signer à certaines conditions des contrats avec des firmes étrangères en vue de l'exécution de projets de développement sous son contrôle exclusif ; mesures fiscales

(10) La déclaration faite par le général Khleifaoui, président du Conseil, devant l'Assemblée du peuple le 17 mai 1971, en résume assez bien l'esprit et le contenu : on en trouvera le texte dans le numéro de juillet 1971 du périodique officiel *Syrie, Monde arabe*, publié à Damas.

d'encouragement et de garantie aux investissements arabes et non-arabes ; implantation de zones franches ; libéralisation du commerce extérieur et faculté d'importer de nombreux biens de consommation jusqu'alors prohibés, etc.

Toutes ces mesures ont porté leurs fruits. Sans doute les capitaux syriens, qui avaient fui dans des temps plus durs (11), ont-ils montré peu d'empressement à revenir ; mais les concours extérieurs, sous forme de dons et de prêts, se sont généreusement déversés sur le pays, qui compte plus que jamais sur l'aide extérieure pour financer son développement, en acceptant du même coup d'en devenir l'esclave : le budget de 1975 par exemple en attendait 2,6 milliards de livres syriennes, soit 25 % des dépenses prévues. Or, quoique l'assistance soviétique se poursuive, une part croissante de cette aide provient, depuis 1971, des pays occidentaux et des monarchies pétrolières (y compris l'Iran). La France y a sa part (12) et elle a progressé du 8e rang, qu'elle occupait encore en 1971, au 3e rang (à partir de 1973, derrière l'Allemagne et l'Italie) des fournisseurs commerciaux de la Syrie, avec laquelle elle espérait réaliser un milliard de francs de chiffre d'affaires en 1976 (13). Les pays membres de la C.E.E. ont d'ailleurs d'ores et déjà ravi la place de premiers partenaires commerciaux de la Syrie aux pays de l'Est (14).

Cette relative aisance de moyens a permis au pays de maintenir, malgré les graves destructions qui lui ont été infligées en 1973 par l'aviation israélienne, un programme d'investissements ambitieux. Le IIIe plan (1971-1975) s'était fixé pour objectif de « transformer une économie principalement agraire en économie industrielle et agricole en développement continu » et il envisageait un taux de croissance de 8,2 % par an, qui permettrait de doubler le revenu national en neuf ans (15). Le IVe plan (1976-1980), tirant les leçons d'une évo-

(11) L'exode de la grande bourgeoisie d'affaires et de ses capitaux s'est effectué en deux temps : sous la R.A.U. et à partir de 1963.

(12) Voir notamment le protocole signé entre Paris et Damas le 31 mai 1975.

(13) La France vend à la Syrie des produits agricoles (lait, beurre...), des matières premières et des biens d'équipement (produits chimiques, papier, fer, appareillage électrique, tracteurs...) et lui achète essentiellement des produits d'origine agricole (céréales, arachides, huile d'olive, coton, laine brute...) et surtout du pétrole. Les exportations françaises vers la Syrie ont atteint 689 millions de francs en 1975 et les importations en provenance de Syrie ont passé pour la même année de 204 à 628 millions de francs (grâce au pétrole).

(14) De 1970 à 1975, la part des importations en provenance de la C.E.E. a passé de 26,5 % à 40 %, tandis que celle des pays socialistes baissait de 24,2 à 20,6 %.

(15) A partir d'investissements de l'ordre de 8 milliards de livres syriennes (28 % pour l'agriculture et les barrages, 15,7 % pour les ressources énergétiques, 12,1 % pour les transports et communications).

lution défavorable de l'agriculture (16), lui accorde une priorité absolue, en vue d'obtenir un relèvement sensible de la production ; mais, il ne se désintéresse pas pour autant de l'effort d'industrialisation et prévoit, d'ici à 1980, des investissements d'un montant deux fois plus important que le III[e] plan.

A en croire les chiffres officiels, de 1970 à 1975, la production nationale aurait augmenté de 139 %, la production industrielle de 178 % et la construction de 264 % ; et de 1970 à 1974, les importations de 325 % et les exportations de 376 %. L'année 1973 a été marquée pour la première fois par l'apparition d'un solde positif de la balance des paiements.

Tout n'est pas cependant également avantageux dans l'évolution. Le tableau comporte aussi des ombres et quelques goulots d'étranglement hypothèquent l'avenir — que seule une analyse par secteurs permet d'apercevoir avec précision.

Institut kurde de Paris

(16) Voir *infra* p. 258.

CHAPITRE II

LA MISE EN VALEUR DU POTENTIEL DISPONIBLE

En dépit d'un appréciable début d'industrialisation et d'une position géographique accompagnée de traditions qui pourraient en faire une plaque tournante de première importance dans la région, la Syrie demeure, trente ans après son accession à l'indépendance, un pays essentiellement agricole. C'est toucher du doigt ses faiblesses. Près de 70 % de sa population active vit toujours de la terre, 80 % des produits qu'elle exporte en proviennent et les experts s'accordent à lui reconnaître dans ce domaine des possibilités telles qu'elle devrait pouvoir répondre aux besoins alimentaires de ses habitants, mais aussi de certains de ses voisins moins favorisés qu'elle. Et pourtant la part de l'agriculture dans le revenu national reste faible et même ne cesse de décroître : 38 % en 1956, 26 % en 1968, 25 % en 1971... ; et elle représente le secteur du plan où les taux de réalisation sont les plus bas, malgré la relative abondance des terres arables et l'importance des investissements dont elle a bénéficié.

Une telle situation n'est pas propre à la Syrie : on la retrouve en Irak par exemple, comme dans de nombreux pays en voie de développement, où le secteur rural, quoique vital, se refuse obstinément aux entraînements qu'on voudrait lui impulser. Contradictoire en apparence, elle requiert dans l'analyse une attention marquée, car l'avenir dépendra pour beaucoup des évolutions enregistrées à ce niveau, au moins tant que l'effort industriel et de formation des hommes n'aura pas d'autre part porté ses fruits.

1. *Le poids de l'agriculture* (1)

Les capacités agricoles de la Syrie sont certaines malgré de sérieux handicaps, tels que l'irrégularité des pluies et la fréquence des sécheresses, l'extension des surfaces désertiques, l'immensité des couches calcaires, souvent profondes (2). Aussi ne peut-on imputer à la parcimonie des dons de la nature ou à la rareté des terres disponibles (par rapport au chiffre de la population) les blocages dont elle souffre dans ce secteur. Leur origine est ailleurs : dans la mauvaise répartition de ces terres, dans des méthodes d'exploitation défectueuses et dans l'insuffisance des moyens de régularisation d'une production trop dépendante des aléas du climat et de la conjoncture — autant d'entraves auxquelles la réforme agraire s'est précisément attaquée, sans parvenir cependant toujours à les surmonter ni à effacer certaines des traces, profondes, que le passé a laissées.

Les terres cultivables (concentrées dans l'arc utile des *mohafazats* de l'Euphrate, de la Djéziré, d'Alep, de Homs et de Hama) représentent en effet plus du tiers de la superficie totale du pays : soit environ 7 millions d'hectares. Compte tenu du nombre de bouches à nourrir, ce n'est pas si mal, surtout relativement à d'autres Etats de la région, tels que l'Egypte ou la Jordanie. Mais seule une faible proportion de ces terres, dans un passé récent encore, était effectivement cultivée : un peu moins de la moitié en 1945, les deux tiers dans les années 1950 ; en revanche beaucoup plus, les trois quarts à peu près aujourd'hui, grâce aux grands projets mis en chantier par le Ba'th. Et leur rendement, insuffisant, était loin de correspondre aux possibilités réelles.

Il faut chercher dans le « féodalisme » qui, pendant des générations, a tenu dans son étau les campagnes syriennes, la raison principale d'une pareille situation. Les mentalités et les types de rapports, les institutions, les procédés qu'il impliquait ne pouvaient permettre aucune espèce de progrès en la matière. Jacques Weulersse (3) a brossé un tableau effaré de ses méfaits et dépeint d'une plume sans complaisance

(1) Voir notamment A. Ayoub : *Structures agraires et développement économique en Syrie*, thèse, Paris, 1961 ; B. Orgels : *Contribution à l'étude des problèmes agricoles en Syrie*, Bruxelles, 1962 ; M. Rodinson : « La question agraire en Syrie », dans *Moyen-Orient*, mai 1950, p. 6.

(2) Sur tous ces points, cf. la première partie, p. 33 et ss.

(3) Dans « Paysans de Syrie et du Proche-Orient », *op. cit.* (p. 38). Voir aussi A. Latron : *La vie rurale en Syrie et au Liban, étude d'économie sociale*. Mémoires de l'Institut français de Damas, Beyrouth, 1936.

les excès auxquels une exploitation des sols sans soin ni justice avait conduit. Il voyait dans la résignation séculaire des paysans syriens sur-exploités par une poignée de maîtres lointains et despotiques, « un cas unique presque pathologique [...] de reniement de soi » : c'était il y a trente ans à peine. Mais ce passé vaut qu'on s'y attarde, si l'on veut comprendre la portée des réformes qui sont intervenues ensuite : il aide à mieux saisir aussi ce qu'était la vieille société politique et l'humus où s'enracinait la puissance de la classe alors dominante.

a) *Le passé*

Le régime foncier (4) est issu en Syrie du droit musulman, qui prévoit de nombreux types de propriété : propriété d'Etat (avec le droit d'usufruit pour les communautés villageoises), propriété collective indivise, bien *wakf* appartenant à des fondations pieuses, etc. Mais, à partir du XIX[e] siècle, ce régime a subi un certain nombre d'altérations, qui en ont bouleversé la physionomie.

La plus importante a été l'apparition d'une grande propriété de type féodal, en plusieurs vagues successives : à la faveur de l'occupation turque (lorsque notables et commerçants des villes, encouragés par l'administration ottomane, commencent à mettre la main sur les terres de l'Etat) ; puis sous le mandat (5) où, à défaut d'une colonisation foncière européenne comme au Maghreb, la France, soucieuse de faire de la Syrie un grenier à blé et une rivale de l'Egypte dans le domaine du coton, pousse à la création de grandes exploitations considérées par elle comme le système le plus approprié ; au lendemain de l'indépendance enfin, où l'on assiste à l'apparition de fermes de caractère capitaliste employant une main-d'œuvre salariée et des machines, sous l'impulsion de commerçants et de spéculateurs qui se sont enrichis pendant la guerre et mettent à profit le *boom* cotonnier et l'extension des cultures dans les plaines de la haute Djéziré, pour investir leurs revenus dans l'agriculture.

Cette grande propriété n'a pu se développer, bien sûr, qu'au détriment des autres formes répandues, notamment la propriété d'Etat à laquelle elle s'est peu à peu substituée (6).

(4) Voir notamment L. Cardon : *Le régime de la propriété foncière en Syrie et au Liban*, Paris, 1932.

(5) Pour cette période, voir I. Traboulsi : *L'agriculture syrienne entre les deux guerres*, Beyrouth, 1948.

(6) Voir notamment à ce propos l'étude de Maxime Rodinson citée p. 249, note 1.

Les donations faites par le gouvernement à certaines familles en échange de services rendus (ou à rendre...) constituaient le mode d'appropriation le plus régulier, mais non le plus fréquent : car la corruption, l'intimidation, les trucages étaient bien davantage utilisés. Les terres du domaine privé de l'Etat étaient par exemple distribuées à d'influents notables moyennant quelques libertés prises avec la réglementation légale, qui en autorisait la concession au terme d'une procédure complexe accompagnée du versement d'un prix modique. Lors des opérations d'enregistrement et de délimitation, il était facile d'autre part aux milieux aisés de faire inscrire à leur nom des superficies immenses, en achetant de faux témoins ou de faux certificats de propriété aux *moukhtars* (maires) compétents pour les délivrer. Tous les moyens étaient bons ensuite (organisation de bandes de nervis qui semaient la terreur, excitation à la guérilla entre villages, assassinats...) pour contraindre les *fellahs* à céder effectivement les terres dont ils avaient été ainsi spoliés. L'usure enfin était une autre voie d'accès courante à la propriété : forcés d'emprunter à la suite d'une mauvaise récolte, d'une hausse des cours de certains produits ou des dépenses engagées à l'occasion d'un décès, d'un mariage, d'une fête, la plupart des petits cultivateurs se voyaient un jour ou l'autre amenés à mettre le doigt dans l'engrenage d'un endettement à des taux scandaleux (30, 40, 50, parfois 100 % !), dont ils ne pouvaient bientôt plus sortir qu'en cédant à leur créancier leur terre.

En 1958, à la veille de la première loi de réforme agraire, la grande propriété (plus de 100 hectares) représente ainsi, dans les statistiques de l'Administration, 30 % du total des terres agricoles : plus de la moitié en fait, car les 20 % qui restent enore propriété de l'Etat sont souvent concédés à des exploitants aisés et de nombreux domaines de moins de 100 hectares enregistrés au nom des différents membres d'une même famille forment en réalité quelquefois un tout géré par le patriarche du clan... Certaines de ces propriétés sont d'ailleurs énormes et dépassent les 1 000 hectares. Et le phénomène affecte certaines régions plus que d'autres, évidemment celles où les terres sont les plus riches : à la même époque par exemple, 85 % des terres appartiennent dans les régions de Homs et d'Alep, à de grands propriétaires ; en Djéziré, 40 seulement mobilisent 90 % des terres cultivables et 86 des 114 villages de la province de Hama sont la propriété de... 4 familles ! Au total, quelques centaines de personnes (2 700 selon le cadastre) se partagent les meilleures terres de Syrie : les trois quarts de celles-ci si on leur adjoint

les propriétaires des domaines de 50 à 100 hectares (10 % des terres), qui sont aussi des gens aisés ; davantage (mais il ne s'agit plus alors, pour tous de véritables « latifundiaires ») si l'on tient compte de l'ensemble des exploitations moyennes, de 10 à 100 hectares (33 % des terres).

Or, les gros possédants ruraux ne représentent, dans les années 1950, que... 10 % du nombre total des propriétaires fonciers ! En face d'eux, la masse des paysans (600 000 familles) est terriblement démunie. La moitié environ est sans terre et travaille sur les grands domaines. Le reste, endetté et misérable, peine sur des champs minuscules, exploités à main d'homme par des procédés qui remontent à la nuit des temps ; et cette petite propriété rurale est en voie de disparition, au profit de la moyenne et de la grande, qui la dévorent (7) et concentrée dans les régions où les rendements sont les plus faibles et la terre la plus pauvre, notamment dans les montagnes. En 1958, elle ne représente plus que 13 % des terres : mais 5 % dans le Djéziré, 4 % dans la province de Homs et 1 % dans celle de Hama...

Exceptionnellement, des formes de propriété collective ont subsisté (système de la *mouchaa*), en particulier dans les plaines et sur les côtaux de la Syrie intérieure (Hauran, Homs, Hama, Alep, haute Djéziré...) (8). La terre est alors la propriété indivise de toute la population du village, dont chaque habitant cultive individuellement une parcelle proportionnelle à son droit sur l'ensemble. Mais le sort des paysans n'est dans ce cas guère plus enviable, car le morcellement, la fréquence des partages et la rotation périodique des lots interdisent une mise en valeur rationnelle de la terre.

Tel est le mode de répartition des sols que la Syrie connaissait il n'y a que vingt ans. Aberrant et injuste, il est à l'origine de la crise sociale aiguë dont on a parlé par ailleurs. Les méthodes d'exploitation qu'il impliquait ont conduit en outre à un épuisement des sols, tout en ne consentant à l'agriculture syrienne qu'une productivité des plus faibles.

Ne parlons pas de la petite propriété privée (ou collective) de subsistance : le *fellah* qui la cultive parvient tout juste à assurer par elle sa survie et sa pauvreté ne lui permet pas

(7) Elle a rétrogradé par exemple, entre 1914 et 1955, de 26 à 13 % des terres cultivables, alors que la moyenne propriété passait pour la même période de 15 à 36 % de ces terres.

(8) L'esprit communautaire reste en général assez fort dans les villages syriens, sauf dans les montagnes où l'individualisme est plus marqué.

d'acheter les engrais qui valoriseraient son lopin ou l'outillage qui lui faciliterait la tâche ; son endettement chronique le met, comme on l'a vu, à la discrétion des usuriers, auxquels il finit en général par ne plus avoir d'autre ressource que de vendre son champ avant d'aller en ville grossir la cohorte des chômeurs, à moins qu'il ne réussisse à se faire embaucher comme ouvrier agricole dans quelque ferme.

Mais les grands domaines ne sont pas davantage gérés dans des conditions satisfaisantes. Absentéistes, les notables qui les possèdent résident à la ville et le système du métayage (appliqué aux trois quarts des terres syriennes) les décharge de tout souci d'exploitation. Le propriétaire se contente de fournir le sol ou la plantation, quelquefois les semences et le bétail, qui d'autres fois sont apportés par le fermier, lequel supporte aussi les frais de fumure et de récolte et une partie du poids des impôts. La production est partagée en général par moitié, encore que la part du fermier puisse être plus forte dans les régions désertiques et plus faible, lorsqu'il n'a pas fourni les semences et les animaux ; mais les taux prévus sont le plus souvent théoriques, les intendants ayant cent moyens de réduire la part du métayer, par l'estimation des quantités dues en poids, en volume ou en valeur par exemple, et parce que les intérêts des dettes contractées envers le propriétaire la diminuent encore. Le lot attribué à chaque exploitant est minuscule, presque toujours à la limite du minimum vital et les parcelles concédées sont enchevêtrées, de manière à laisser en principe à chaque paysan une proportion déterminée de bonnes et de mauvaises terres, le propriétaire procédant parfois à une rotation des lots tous les ans. Enfin le contrat de métayage est essentiellement précaire et révocable au gré du maître, sans préavis...

Le système est, en somme, détestable, et de bien des façons, puisqu'il joint les méfaits, sur le plan économique et social, de la grande propriété dominante, à l'irrationalité économique de la petite exploitation, et une inégalité criante dans la distribution des revenus à des rendements bas, aléatoires. Car, si le propriétaire ne s'intéresse pas à l'amélioration de ses terres, leur étendue même et l'énormité de la rente qui lui échoit l'en dispensant, il serait illusoire d'attendre du métayer qu'il leur consacre davantage de soins : son occupation du lopin qu'il cultive est trop précaire, instable, pour qu'il éprouve le besoin de le valoriser et l'exiguïté du lot le prive de tout moyen d'accroître ses ressources pour investir ; comment serait-il d'ailleurs incité à intensifier la production, alors qu'il sait que seul en profiterait le propriétaire (auquel

revient en définitive la quasi-totalité de la récolte, par le jeu des avances et des prêts qu'il lui a consentis), ou les intermédiaires, intendants, fournisseurs et parasites de toute espèce qui se glissent entre le maître et ses paysans ?

Une productivité médiocre est ainsi la rançon de cette agriculture parcellaire et féodale, que tout contribue à maintenir dans un état de grande arriération. La situation est, il est vrai, meilleure, de ce point de vue, dans les quelques fermes de type capitaliste moderne, apparues au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale : mais les nouveaux riches qui les exploitent ne connaissent rien le plus souvent à la terre ; seul le profit les intéresse et, par conséquent seules les cultures les plus rentables ; il leur arrive de réaliser en un an des bénéfices équivalant au double du prix de leurs machines et les résultats qu'ils obtiennent sont parfois spectaculaires ; mais le gaspillage du capital est la conséquence de leurs méthodes : la détérioration rapide des sols ; inconvénient d'autant plus grave que l'agriculture ne profite nullement de leurs gains, qu'il placent plus volontiers à l'étranger ou dans des activités spéculatives.

Leurs domaines sont d'ailleurs gérés eux-aussi en location et le type de rapports qu'ils entretiennent avec leurs paysans est très proche de celui des féodaux traditionnels — à base de méfiance et de paternalisme à la fois. Maintenus par leurs maîtres dans un état d'ignorance et de misère qui permet de mieux les dominer, ces paysans constituent des clientèles dociles, sur lesquelles ils s'appuient en cas d'élections, où des clans dirigés par des notables rivaux s'affrontent. De telle sorte que la logique du système ne tend pas seulement à la stagnation : elle ruine à la campagne toute possibilité de vie politique réelle et fausse à la base la démocratie représentative, dont les mécanismes sont utilisés par les possédants en vue de perpétuer leur emprise sur la société. Le modèle est bien connu ; il n'est pas propre à la Syrie : mais il a été poussé ici jusqu'aux limites de la caricature.

Aussi le changement n'est-il pas monté finalement des campagnes, engluées dans une apathie séculaire (secouée parfois, pourtant, de jacqueries sans lendemain), mais des villes, sous l'impulsion des classes moyennes, mues par le désir de briser à la racine la puissance des vieilles élites auxquelles elles prétendaient se substituer, et par le sentiment que, le problème de la terre commandant tous les autres, la modernisation de la Syrie voulue par elles supposait qu'elles lui apportent d'urgence une solution. La réforme agraire

qu'elles ont engagée est à leur image, moins profonde que si des couches plus populaires l'avaient portée : elle a néanmoins, en peu de temps, bouleversé bien des choses.

b) *La réforme agraire* (9)

Pièce maîtresse et préalable essentiel dans toute politique de développement, la réforme agraire ne peut se ramener à un simple processus de redistribution des terres. Elle doit s'exercer sur trois fronts — le régime de la propriété foncière, l'organisation de la production agricole et la commercialisation de celle ci —, s'intégrer dans un effort global de changement structurel de la société tout entière, et se préoccuper d'atteindre, simultanément, plusieurs objectifs. Un objectif social : libérer les paysans de leur situation de dépendance, enrayer la misère, freiner l'exode rural, bâtir une nouvelle classe rurale consciente de son identité. Un objectif économique : augmenter la production et stimuler le développement industriel grâce à une demande supplémentaire de produits manufacturés due à l'accroissement des revenus des agriculteurs. Un objectif politique : priver la vieille oligarchie foncière des bases de son influence et aider à la formation d'une conscience politique chez les paysans. Un objectif culturel enfin : entreprendre leur éducation, de manière à susciter chez eux une nouvelle structure mentale, sans laquelle aucun progrès réel ne serait possible. Bien sûr, dans la poursuite de ces objectifs, elle peut être plus ou moins radicale : révolutionnaire si, partant d'un présupposé idéologique, elle entend, après avoir créé une petite propriété privée, l'abolir à son tour en déclarant que la terre appartient à l'Etat ou à la communauté ; plus modérée si elle se contente de limiter la propriété privée pour la rendre compatible avec l'idéal de justice sociale, en s'efforçant de substituer au système des *latifundia* et du métayage, une propriété paysanne viable.

La réforme agraire syrienne est évidemment de ce second type. Très progressive dans sa mise en œuvre, elle opère

(9) Voir notamment A. Ayoub : « Réforme agraire et propriété rurale en Syrie », dans *Options méditerranéennes*, août 1971, p. 55 ; B. Khader : « Structures et réforme agraires en Syrie », dans *Maghreb-Machrek*, septembre-octobre 1974, p. 45 ; F. Malas : « Les résultats et les lacunes de la réforme agraire syrienne », dans *Le Monde* des 14-15 mars 1976 ; E. Garzouzi : « Land reform in Syria » in *Middle-East Journal*, hiver 1963, p. 83 ; D. Warrimer : *Land reform and development in the Middle-East*, Londres, Oxford, 1962 ; I. el Zaïm : « La réforme agraire en Syrie », dans *Tiers-Monde*, n° 34 de 1968, p. 509, et « Le problème agraire syrien, étapes et bilan de la réforme », dans *Développement économique et civilisation*, septembre 1967, p. 68 ; le numéro, de novembre 1965 de *Démocratie nouvelle*, p. 37 et ss.

une transformation incomplète, plus qu'une révolution brutale, et, s'inspirant de la volonté de réduire les injustices les plus choquantes sans éreinter pourtant la grande bourgeoisie foncière, propose un aménagement des rapports de propriété à mi-chemin entre la voie paysanne (la terre à ceux qui la travaillent) et la voie « latifundiaire » (la terre à ceux qui la possèdent). Mise en place avec pas mal de lenteurs et d'hésitations, elle comporte nombre de défauts et d'insuffisances, dont l'exposé suivra l'analyse de son contenu.

Adib Chichakly avait fait préparer un premier projet. Mais c'est avec la R.A.U. que le processus démarre pour de bon : le 27 septembre 1958, un décret (n° 161) (10) étend à la « province Nord » la réforme agraire déjà en vigueur en Egypte. La propriété agricole est limitée à 300 hectares pour les terres non irriguées et à 80 hectares pour les terres irriguées (et les vergers) : c'est dire que la grande propriété (plus de 100 hectares) n'est pas totalement détruite, et encore moins la moyenne (de 10 à 100 hectares). Les terres excédentaires par rapport au plafond autorisé ne représentent que 600 000 hectares : 16,42 % de la superficie agricole totale. Elles devront être attribuées aux paysans sans terre (à commencer par les bédouins, dont le régime veut hâter la sédentarisation), dans la limite de 30 hectares dans le cas de terres non irriguées et de 8 hectares pour les autres, pour chacun des bénéficiaires : il n'est donc pas question de satisfaire tout un chacun, mais seulement 48 000 familles environ (terres non irriguées) et 12 000 (terres irriguées) sur les 600 000 qui peuplent les campagnes syriennes. Une indemnisation des propriétaires, à la charge des *fellahs*, est prévue, étalée dans son paiement sur une période de quarante ans et correspondant à dix années de location de la parcelle expropriée. La distribution, progressive, devrait s'achever en 1969. Les paysans constitueront des coopératives de production. Enfin un autre décret s'efforce de définir les conditions d'un capitalisme résiduel à caractère plus social, en remodelant le régime des rapports entre propriétaires, métayers et ouvriers agricoles, en encourageant la mécanisation et l'irrigation et en interdisant certaines pratiques archaïques et abusives.

Une extrême lenteur va caractériser la mise en œuvre de ces textes : trois ans après leur promulgation, 92 villages seulement auront été redistribués (soit environ 60 000 hectares) au profit de 4 500 familles. Mal accueillis par la bourgeoisie

(10) On peut en trouver le texte dans la revue *Economie et finances de la Syrie et des pays arabes*, publiée à Damas, n° 9, d'octobre 1958, p. 84 et ss.

terrienne, malgré leur grande modération, ils soulèvent la colère dans ses rangs et seront beaucoup à l'origine du vent de fronde qui, en 1961, emportera la R.A.U.

Le régime « séparatiste » qui lui succède ne parvient pas pourtant à les abolir : il en assouplit simplement certaines dispositions et en paralyse la mise en œuvre. Un arrêté du 7 novembre 1961 stoppe les expropriations ; les terres déjà confisquées, mais non encore distribuées, restent enregistrées au nom des ex-propriétaires et celles qui font l'objet d'un décret d'expropriation leur sont louées pour un an.

Avec l'arrivée du Ba'th au pouvoir, quelques mesures d'attente sont d'abord adoptées : les distributions reprennent ; le gouvernement remet leurs dettes aux paysans déjà bénéficiaires de la réforme et prend en charge l'indemnisation des expropriés ; une partie des domaines de l'Etat sont vendus aux paysans. Puis la réforme est orientée dans un sens un peu plus généreux : un décret du 23 juin 1963, n° 88 (11) abaisse le plafond des superficies autorisées, tout en le faisant varier selon les régions et donc la fertilité des sols : de 15 à 55 hectares pour les terres irriguées et de 80 à 200 pour les autres. Il allège les modalités de l'indemnisation, dans des conditions qui la rendent symbolique : les bénéficiaires n'acquitteront que le quart de la valeur des terrains qui leur seront remis, sous la forme d'un versement, étalé sur vingt ans, à la caisse de leur coopérative. Certaines obligations sont mises à leur charge, en vue d'améliorer l'exploitation de leurs lots. Enfin, le mouvement de création de coopératives est accéléré.

En 1966, la réforme agraire est infléchie dans une direction plus socialiste par un décret (n° 145) du 3 décembre, mais aucune modification essentielle n'intervient en ce qui la concerne ; le processus d'expropriation et celui de l'attribution des lots sont simplifiés et placés sous la responsabilité de comités spéciaux qui veilleront au bon déroulement des opérations ; et un ordre de priorité est fixé pour les futurs bénéficiaires : paysans cultivant eux-mêmes la terre, diplômés d'une école d'agriculture, candidats éventuels du village. La baisse de rendement constatée dans la production inquiète en outre la nouvelle équipe : aussi les paysans sont-ils priés de valoriser leurs terres ; ils devront planter des arbres, recourir autant que possible à l'irrigation, se conformer aux conseils dispensés par les experts attachés aux coopératives ;

(11) On peut en trouver le texte dans les *Documents sur la transformation socialiste en République arabe syrienne*, publiés par le ministère de l'Information à Damas, en juin 1955, p. 143.

étant entendu que, s'ils manquent à ces obligations, une attribution de leur lot à d'autres pourra être décidée. En d'autres termes, la réforme se fait plus autoritaire, elle prend un tour plus collectiviste et se bureaucratise, avec tous les inconvénients qui en résultent et sur lesquels on reviendra.

Enfin, sous le général Assad, l'ordre des préoccupations, insensiblement, se déplace. L'objectif social s'estompe et le processus de redistribution qui approche de son terme dans les limites assignées par la législation antérieure, ne reçoit aucune impulsion nouvelle. Mais le souci du rendement devient déterminant car, ici comme ailleurs, la réforme s'est traduite par une chute de la productivité : le renforcement des coopératives, l'amélioration de l'encadrement, la mise en exploitation de plus larges zones irriguées grâce à la réalisation de grands travaux, le développement des recherches appliquées, la fabrication sur place d'engrais azotés dans des usines travaillant à partir du potentiel syrien, représentent désormais les préoccupations majeures du régime. Il n'a fait d'ailleurs souvent, dans ces différents domaines, que recueillir le bénéfice d'une impulsion donnée par les équipes précédentes, comme on le verra plus loin.

Les limites de la réforme agraire apparaissent ainsi clairement. La lenteur même qui a présidé à sa mise en œuvre est significative et constitue, à plus d'un titre, un inconvénient. Le « réalisme » des dirigeants ou l'instabilité du pouvoir à Damas ne suffisent pas à l'expliquer : elle trouve aussi son origine dans l'influence des possédants et dans un certain nombre de blocages administratifs (absence de cadres compétents, carences du cadastre, incertitude des titres de propriété). Le phénomène a surtout pris la forme d'un retard des distributions effectives de terres par rapport aux expropriations prononcées (12), d'où un décalage et un engorgement, favorisant des faussements — car il fallait bien que les surfaces confisquées, mais non encore attribuées, fussent de quelque manière exploitées : louées la plupart du temps, pour des sommes dépassant de beaucoup les possibilités des paysans pauvres, à des particuliers qui n'étaient autres que les anciens propriétaires, elles restaient en somme en leur possession, ce qui leur permettait d'attendre un éventuel revirement politique qui leur restituerait leurs droits, tout en leur garantissant presque les mêmes revenus qu'auparavant et le temps nécessaire pour amortir le capital fixe engagé. L'Etat lui-même

(12) En 1967 par exemple, 30 % seulement des superficies expropriées avaient été redistribués.

donnait d'ailleurs le mauvais exemple, en rechignant à se dessaisir de ses propres domaines lesquels, concédés à qui disposait des moyens de payer un loyer, c'est-à-dire à des agriculteurs riches ou moyens, étaient gérés de la même façon que les propriétés des féodaux : au moins jusqu'à ce qu'à la fin de 1968 un décret vienne précipiter leur attribution aux *fellahs*.

Au début des années 1970, alors que le processus d'expropriation touche à sa fin, 1 500 000 hectares environ ont été confisqués (soit un peu moins du quart de la surface agricole globale : mais 15 % des surfaces irriguées, les plus rentables) mais 800 000 seulement redistribués au profit de 53 000 familles dans près de 1 900 villages répartis dans 12 *mohafazats* (à quoi il faut ajouter 380 000 hectares appartenant aux biens domaniaux et attribués à 32 000 familles). Par rapport au nombre des paysans syriens et à la superficie totale des terres disponibles, c'est évidemment peu, surtout si l'on compare cette expérience à celles qui ont pu être réalisées ailleurs, dans les pays communistes et même dans plusieurs autres pays du Tiers-Monde.

La réforme agraire syrienne se caractérise donc aussi par sa relative modestie : « apposée à la réalité rurale de la nation » comme l'écrit A. Ayoub (13), elle a permis surtout l'apparition d'une nouvelle classe de moyens propriétaires sur laquelle le régime puisse s'appuyer, sans résoudre pour autant l'immense problème des paysans sans terre, qui continuent d'alimenter un exode toujours très marqué vers les villes, ni celui de la médiocrité des rendements, et sans éviter de tomber dans un certain nombre d'écueils, qui en ont lourdement hypothéqué le succès.

Ainsi n'a-t-elle pas conduit à une égalisation des revenus ruraux : au contraire, elle a favorisé l'apparition à la campagne d'une bourgeoisie agraire, nouvelle et déjà bien installée, au terme d'un processus de « koulakisation » qui trouve son origine dans un ensemble complexe de données, telles que le plafond sans doute trop haut des superficies tolérées, la lenteur du processus de création des coopératives de production, le système d'indemnisation des anciens propriétaires et les subterfuges juridiques auxquels les nouveaux venus recourent (avec souvent la bénédiction intéressée des services compétents), pour agrandir le lot qui leur est dévolu. La situation est, certes, moins inégale qu'autrefois ; elle n'en oppose pas moins désormais trois groupes sociaux antagonis-

(13) *Op. cit.* (p. 255, note 9).

tes : les fermiers riches, ailleurs appelés *koulaks* (quelques milliers), les petits propriétaires (355 000 familles) et la masse des paysans sans terre (250 000 familles), entre lesquels les tensions iront sans doute en s'aggravant à l'avenir, surtout si le refoulement des seconds (à présent plus forts et plus conscients) par les premiers au niveau des troisièmes devait un jour recommencer...

La question des coopératives mérite un assez long discours, car elle est d'une importance capitale et nombre d'autres défauts de l'expérience syrienne affleurent à son niveau. Isolés, en effet, les *fellahs* auxquels on a distribué des terres n'ont ni les moyens ni la capacité de mettre en valeur leur lopin : aussi toute réforme agraire doit-elle se préoccuper de compenser les effets néfastes du morcellement, auquel le dépeçage des *latifundia* a conduit, par un regroupement des paysans au sein d'organismes qui leur dispensent les directives et les crédits et procèdent à la coordination, sans lesquels l'expérience connaîtrait l'échec. Mais il ne suffit pas de l'affirmer : car la formule n'est pas facile à mettre en œuvre ; et, comme pour réussir elle doit être globale (c'est-à-dire couvrir l'ensemble du territoire, s'adresser à la masse paysanne tout entière et s'étendre aux secteurs de la production, des services et de la commercialisation), elle implique, de la part du régime, un certain nombre d'options auxquelles il n'est pas nécessairement préparé.

Or, une fâcheuse lenteur a caractérisé aussi, dans ce domaine, l'application de la réforme agraire syrienne, jusqu'à ce qu'à partir de 1969 un coup de fouet soit enfin donné au mouvement. Malgré la carence de statistiques, on estime généralement à 2 000 aujourd'hui le nombre des coopératives créées, qui regrouperaient environ 200 000 personnes. C'est un chiffre appréciable. Mais il ne s'agit le plus souvent que de coopératives d'approvisionnement et de commercialisation, qui se sont substituées aux anciens intermédiaires privés, en vue surtout d'assurer un écoulement régulier des produits au long des circuits commerciaux. Ce n'est évidemment pas suffisant et le gouvernement du général Assad songe à installer progressivement de véritables coopératives de production, tout en procédant à un remembrement des propriétés.

En outre, le fonctionnement des organismes actuellement en place laisse à désirer. Comme l'Etat leur rend de nombreux services (avance de crédits, fourniture de grains sélectionnés, de machines, de bétail, construction de silos, etc.) elles sont placées sous le contrôle d'un fonctionnaire choisi par le minis-

tre de la Réforme agraire. Leur structure mixte devrait permettre une harmonieuse collaboration entre la puissance publique et les agriculteurs, qui les administrent, tout en en faisant un moyen d'éducation des paysans. En fait, il n'en est rien. Le représentant de l'Etat tend à se substituer au conseil de direction de la coopérative, pour lui imposer autoritairement la ligne à suivre et l'on assiste ainsi à un transfert de la fonction de patronage des féodaux au gouvernement. Or ce fonctionnaire, souvent incompétent, n'est pas non plus toujours honnête : des abus financiers sont quelquefois dénoncés par les paysans. L'absence de tout sens de l'intérêt commun fait que les responsables et comptables de la coopérative se livrent à des malversations. Il n'est pas dès lors malaisé pour les plus riches des fermiers de les influencer, de manière à ce que la politique de la coopérative penche dans un sens qui convienne à leurs intérêts et à s'approprier la part du lion pour ce qui est des crédits et des moyens de culture qu'elle distribue — tant et si bien que peu à peu leur fortune s'arrondisse encore. L'institution se trouve du même coup vidée de sa substance — et l'on mesure à quel point, une fois de plus, faute d'une transformation profonde des mentalités, toute réforme, dans le contexte du sous-développement, est vouée à l'échec.

L'excessive bureaucratisation dont souffrent les coopératives paraît enfin être un trait dominant et un autre défaut de l'expérience en cause, en général ; et la mainmise de l'Etat a contribué à un manque d'esprit d'initiative et à une dispersion des responsabilités, qui sont plus sensibles encore qu'ailleurs dans le cas des anciennes fermes capitalistes de la Djéziré par exemple, en pleine crise, alors que, par l'importance des capitaux engagés, la mécanisation poussée, l'intégration des opérations de culture, de commercialisation et de transformation industrielle et la recherche du profit, elles étaient le secteur le plus moderne et le plus dynamique de l'agriculture syrienne.

Aussi ne peut-on présenter de cette dernière, près de vingt ans après la promulgation de la réforme nassérienne, un tableau réellement positif. Les niveaux de production obtenus restent nettement en-deçà des objectifs : leur accroissement tendantiel est très faible, de l'ordre de 1,3 % par an. Et pourtant des investissements massifs ont été consacrés au secteur. Très tôt, les responsables se sont préoccupés d'accroître la superficie des terres cultivables, spécialement par de grands travaux d'irrigation : assainissement des marécages du Ghâb au nord de Hama, canalisation de l'Oronte et construc-

tion des retenues de Rastan, Mahardé, Acharné et Qarqouz (14), aménagement du Yarmouk et du Sinn, recherche de nappes phréatiques en Djéziré. L'eau conditionne, en effet, toute entreprise de développement de l'agriculture, dans un pays où les fluctuations du régime des pluies peuvent réduire le revenu national de 40 % d'une année à l'autre et où un septième seulement des terres cultivées était irrigué (15) aux environs de 1950 alors que chaque hectare non irrigué a un rendement qui peut être inférieur de cinq fois à ce qu'il serait s'il était au contraire irrigué. De ce point de vue, le barrage de Tabqa sur l'Euphrate reste la réalisation la plus spectaculaire et celle sur laquelle les plus grands espoirs sont fondés : les terres, autrefois riches, que traverse le fleuve, devraient, fécondées à l'avenir par ses eaux, rendre à plein de nouveau, puisqu'on attend de lui qu'il permette, d'ici une quinzaine d'années, d'irriguer 640 000 hectares de terre jusqu'à présent en grande partie inexploités ou à faible rendement — 110 000 directement grâce au niveau de l'eau et le reste par un réseau de canaux : la moitié en est la propriété de l'Etat syrien (qui a indemnisé les anciens occupants) ; les autres seraient exploités par des fermes coopératives ou individuelles.

La construction de l'usine d'engrais azotés de Homs et de l'usine de tracteurs d'Alep s'inscrit dans le même effort de relèvement de la production, tout comme les tentatives récentes en vue de hausser le plafond du crédit agricole, insuffisant, de 200 à 500 millions de livres syriennes.

Les dirigeants paraissent enfin compter de plus en plus sur l'aide des pays occidentaux pour débloquer une situation dont l'évolution dans un sens plus favorable conditionne le succès de leur projet de développement.

Elle demeure pour le moment préoccupante. L'exode rural, qui persiste, en témoigne : il vide les campagnes de leur force de travail, pour alimenter à Damas et ailleurs l'armée des chômeurs (16). Insuffisamment maîtrisés, les aléas climatiques continuent d'hypothéquer, tout autant que les traditions demeurées vivaces, les voies du progrès. Et, dans les

(14) Voir A.M. Goichon : « L'aménagement de la vallée syrienne de l'Oronte », *Orient*, premier trimestre 1966, p. 149.

(15) 10 % seulement des surfaces non irriguées recevant par ailleurs des précipitations annuelles suffisantes pour une culture sèche...

(16) Or, comme le souligne Michel Chatelus (*op. cit.*, p. 124-125) : « Aucune perspective d'emploi, quel que soit l'effort de développement industriel, n'est concevable à l'échelle d'une génération, en dehors du maintien ou même de l'accroissement de l'emploi agricole », mais « le maintien sur place des agriculteurs suppose une amélioration fondamentale de leurs conditions de vie ».

rangs des paysans, découragés par les résultats jusqu'à présent peu tangibles des réformes sur le plan de leur niveau de vie, l'enthousiasme fait défaut, sans lequel aucun « arrachement » véritable n'est possible. Les méthodes paternalistes et bureaucratiques utilisées par le pouvoir ne parviennent pas à susciter l'insurrection des énergies.

En fait, sans une éthique mobilisatrice et sans une transformation en profondeur des mentalités, il serait vain d'attendre d'une réforme partielle, imposée du sommet, un décollage décisif dans un domaine où les pesanteurs de l'héritage sont si fortes.

c) *Les productions*

L'agriculture syrienne a été longtemps partagée en deux secteurs distincts : celui, plus moderne, de la production destinée à l'exportation, et celui, plus archaïque, de la production pour la consommation intérieure. Mais leur opposition tend aujourd'hui à s'estomper, en même temps qu'une plus grande diversification est apparue par rapport aux productions autrefois dominantes et qui faisaient de la Syrie plutôt un pays de monoculture : le coton et le blé.

Le coton est le produit de base de l'économie agricole syrienne : il procure du travail à près de la moitié de la population rurale active et était, jusqu'en 1974, la première ressource d'exportation et la source de devises la plus importante. Autrefois prospère, sa culture avait décliné durant l'entre-deux-guerres à cause de l'introduction des modes et des tissus européens : mais elle a repris, à partir de 1935, puis au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, où elle a connu un essor remarquable, grâce à l'introduction de l'irrigation par motopompes, à la hausse des cours sur le marché mondial et aux fluctuations des prix du coton égyptien : 9 millions de tonnes en 1948, 13 en 1949, 36 en 1950, 106 en 1959, 380 en 1969... Les principales zones où elle est pratiquée sont la vallée de l'Oronte et la région d'Alep, la Djéziré, la vallée de l'Euphrate et, à un moindre titre, la *ghoûta* de Damas et le littoral. Le rendement est trois fois plus important en terrain irrigué qu'en terrain non irrigué : aussi la culture a-t-elle lieu pour les trois quarts en terre irriguée, ce qui permet de soustraire en partie la production aux fluctuations de la pluviométrie ; mais elle présente l'inconvénient d'appauvrir le sol. L'utilisation des engrais chimiques, la modernisation des moyens de culture, la sélection des semences et la formation d'équipes

de moniteurs spécialisés ont permis d'améliorer encore les rendements.

Une autre culture industrielle, le tabac, constitue la principale ressource de la montagne alaouite (98 % des superficies exploitées).

Plus de la moitié des terres cultivées est consacrée aux céréales, qui forment la base de l'alimentation des Syriens : le blé surtout et l'orge, mais aussi le maïs et le sorgho (région de Lattaquié) ; le riz, introduit en 1930, a reculé depuis une dizaine d'années au profit du coton, dont la culture est à la fois moins pénible et plus lucrative. La production céréalière est généralement suffisante pour couvrir les besoins de la population et laisse souvent des surplus exportables. Mais elle est très dépendante des aléas climatiques (les céréales sont cultivées principalement en terre non irriguée, avec assolement triennal) et, en cas de sécheresse, l'importation devient nécessaire.

La production de fruits et de légumes s'est développée récemment, sous l'impulsion des autorités, soucieuses de parer aux risques de la monoculture. Mais elle est entravée par la concurrence du Liban, dont les atouts sont multiples dans ce domaine (meilleure présentation, calibrage des fruits, circuits de vente bien établis) et les récoltes restent faibles. La vigne est surtout répandue sur le littoral méditerranéen.

L'élevage enfin, pratiqué par les nomades et les sédentaires, occupe une place non négligeable dans ce pays de steppes, où la superficie des pâturages est presque aussi vaste que celle des terres arables (61 000 kilomètres carrés : le tiers de la superficie totale). Il s'agit surtout de celui du mouton, recherché d'abord pour sa viande et dont la laine est exportée ou utilisée sur place dans la fabrication des tapis (environ 5 millions de têtes). Les chèvres arrivent en seconde place (un million de têtes) suivies par les bovins (0,5 million). En fait, le nombre du cheptel varie beaucoup avec la pluviométrie et les rapports officiels constatent depuis déjà un certain temps une tendance à la baisse de cette richesse et cherchent à en déterminer les causes et à y porter remède.

Produits agricoles et fermiers sont l'un des postes principaux (avec les produits miniers dont on parlera plus loin) des exportations syriennes. Ceci confirme l'importance du secteur rural dans l'économie du pays. Produits manufacturés et semi-finis alimentent à l'inverse (avec les matières premières que la Syrie ne possède pas) les importations : car l'effort industriel, qui lui permettrait de mieux équilibrer la balance de ses échanges, n'est qu'amorcé.

2. *L'effort industriel*

De nombreux obstacles ont entravé pendant longtemps le développement industriel de la Syrie : sa relative pauvreté en matières premières et en sources d'énergie, la rareté des capitaux disponibles, l'étroitesse du marché et la concurrence étrangère, l'absence de cadres compétents et de main-d'œuvre spécialisée, le poids des possédants et de l'étranger (qui, jusqu'aux grandes nationalisations, contrôlait par exemple les banques, orientées vers le financement d'activités purement spéculatives)...

Aussi l'apparition d'activités industrielles est-elle un phénomène tardif dans ce pays. Le processus date des environs de la Seconde Guerre mondiale. Il n'a progressé depuis qu'avec une extrême lenteur, sous la responsabilité presque exclusive des pouvoirs publics ; car il eut été vain d'attendre des possédants qu'ils prennent le risque d'investir dans un secteur, dont il n'était d'ailleurs pas difficile de prévoir que l'Etat souhaiterait le garder sous son contrôle.

En fait d'industrie, la Syrie ne possédait encore, en effet, sous le mandat, qu'un artisanat de qualité — à vrai dire l'un des plus prestigieux du monde arabe. Tanneurs, maroquiniers, orfèvres, verriers et dinandiers emplissaient les souks de ses villes de leur fébrile et pittoresque présence ; et, dans les arrière-cours, bruissait, en Alep surtout, la rumeur de quelque 30 000 métiers à tisser, d'où cotonnades et soieries s'échappaient, souples et sensuelles.

L'entre-deux guerres marque pourtant, dans ces domaines, l'annonce d'un déclin, en raison de l'introduction dans le pays de marchandises extérieures attrayantes (nylon, rayonne, soieries artificielles...) — et de la construction des premières usines modernes (spécialement dans les domaines alimentaire et textile), dont les ateliers traditionnels supportent mal la concurrence. Aussi l'industrialisation est-elle, à ses débuts, plus destructrice que bénéfique et supprime-t-elle plus d'activités qu'elle n'en crée. A la veille de la guerre déjà, les quatre cinquièmes des métiers à tisser ont disparu : ils ne sont plus que 6 000 à 7 000, autour desquels ne travaillent plus qu'environ 170 000 artisans, alors qu'il étaient en 1913, plus de 300 000.

Avec la guerre en revanche, l'industrie manufacturière moderne reçoit un coup de fouet, en raison de la pénurie mondiale et des besoins de ravitaillement des troupes : minoteries, huileries, savonneries, filatures, cimenteries... se mul-

tiplient (17), en attendant que le gouvernement du Ba'th ne vienne donner au mouvement une nouvelle impulsion, surtout à partir de 1966, où des réalisations importantes vont permettre de développer le secteur des industries de transformation, tout en commençant de doter le pays de l'industrie lourde qui lui faisait défaut. Les destructions d'octobre 1973 ont été, dans ce domaine, particulièrement ressenties (18) : de l'ordre de 350 millions de dollars, elles correspondent au montant des investissements qui auraient dû être effectués sous l'empire du II[e] plan et que le IV[e] espère réaliser avec l'aide des capitaux arabes.

Cette industrie syrienne naissante repose sur trois bases : l'industrie de transformation continue de traiter les produits que l'agriculture fournit et l'industrie lourde s'alimente aux matières premières et notamment au pétrole dont le pays dispose, le barrage de Tabqa devant permettre, en décuplant la capacité énergétique du pays, de stimuler l'essor industriel (19).

Les industries légères spécialisées dans la fabrication de biens de consommation prédominent toujours, puisqu'elles représentent 60 à 70 % de la production industrielle. Mais faute de données précises, il est impossible de chiffrer le nombre des ouvriers employés dans ce secteur. Les industries textiles continuent d'occuper la première place : leur essor a suivi l'extension de la culture du coton ; le tissage de la soie naturelle, de la rayonne et de la laine occupe une place moins importante. Les industries alimentaires sont également très développées : raffinage du sucre de betterave dans des usines de Homs et de Damas, fabrication d'huile et de margarine, brasseries, minoteries, conserveries... Des verreries, des

(17) Sur cette période, voir A. Farra : *L'industrialisation en Syrie*, thèse présentée à la Faculté des sciences économiques et sociales de Genève en 1950.

(18) Les deux raffineries de Homs, les dépôts de carburant d'El-Hadra (Damas) et de Lattaquié, les installations de chargement du pétrole brut aux terminaux de Banyas et de Tartous ont été très endommagés : 3 800 ouvriers y travaillaient. Les deux centrales thermo-électriques de Homs et de Damas et l'usine de transformation du bois de Lattaquié ont été moins gravement atteintes. En revanche nombre de ponts, de viaducs et de postes de télécommunication ont été détruits ; et les zones portuaires de Tartous et de Lattaquié ont subi de gros dégâts.

(19) La Syrie se préoccupe aussi depuis peu de développer le secteur du tourisme, domaine dans lequel, malgré les splendeurs qu'elle peut offrir à l'admiration des visiteurs étrangers, elle avait pris un énorme retard. Une législation appropriée a été adoptée et le général Assad a créé un Conseil supérieur du tourisme et un ministère du Tourisme, qui a commencé à mettre en œuvre au début de 1974 un programme intégré de développement dans ce domaine. De nombreuses réalisations sont à mettre déjà à son actif en ce qui concerne en particulier l'extension de la capacité d'accueil hôtelière.

tanneries, des fabriques de chaussures, des savonneries et des manufactures de tabac complètent le tableau.

Le IV[e] plan réserve à ce secteur une place de choix, de manière à couvrir l'ensemble des besoins de la population et stimuler les exportations. L'autre axe de ces investissements en matière industrielle est représenté par les industries de base.

Un gros effort a été accompli aussi dans ce domaine, mais il reste pour le moment très insuffisant : cimenteries (notamment près d'Alep), tréfileries (Hama), fabrication d'engrais (Homs), de tracteurs (Alep), de matériel électrique (Lattaquié), raffinage du pétrole (Homs), etc.

Beaucoup dépend à cet égard des ressources minières dont le pays dispose : or, elles ne paraissent pas très importantes (quoique l'inventaire des richesses du sous-sol ne soit pas achevé) et elles ne sont pas exploitées à fond.

La Syrie n'a pas de charbon, seulement un peu de lignite aux environs de Damas et d'Alep. Des phosphates ont été découverts en 1962 par des experts soviétiques dans la région de Palmyre (à Khneyfiss : 1 millard de tonnes de réserve), qui recèle aussi du soufre. On trouve un peu de fer (Tartous, Zebedani : 100 millions de tonnes), de chrome (Lattaquié), d'amiante et de manganèse (Lattaquié aussi) et de cuivre (Alep). La production de sel gemme est suffisante pour les besoins du pays (980 millions de tonnes de réserves : Alep, Palmyre, Damas, Deir-ez-Zor...). Et l'asphalte est extrait en assez grande quantité des montagnes de la région de Lattaquié.

En fait, parmi les produits du sous-sol, c'est le pétrole qui, pour le moment, représente la richesse principale de la Syrie. Sans doute n'a-t-elle été pendant longtemps, dans ce domaine, qu'un pays de transit, qui se contentait de percevoir des droits de l'I.P.C. et de l'Aramco, dont les oléoducs traversaient son territoire en direction des ports de Banyas, Tripoli et Saïda. En 1938, une concession devait être accordée aux fins de la prospection à des intérêts anglo-saxons, regroupés dans la Syria Petroleum Company ; mais celle-ci s'était désistée en 1951, sans avoir apparemment obtenu de résultats. Les premiers gisements exploitables ont été découverts à Karatchak (haute Djéziré) en 1956, puis en 1959 à Souedieh (dans la même région), puis à Hamza et à Roumaïlan (20). Mais ce n'est que tout récemment que, désireux de profiter de la hausse des prix des hydrocarbures sur le marché mondial, les responsables ont entrepris d'exploiter au maximum cet

(20) Voir A. Akras : *Le problème pétrolier en Syrie*, Société belge d'Etudes et d'Expansion, mars 1957, p. 402.

important atout en développant autant que possible la production des puits. Depuis 1970, la Syrie figure parmi les pays arabes exportateurs nets de pétrole et, en dépit des destructions de 1973, sa production pétrolière a enregistré dans les dernières années les taux d'accroissement les plus élevés du Proche-Orient, en passant de 5 millions de tonnes en 1973 à près de 9 millions en 1975. Ces chiffres restent faibles, il est vrai, comparés à ceux de quelques-uns des voisins de la Syrie (407 millions de tonnes en Arabie, 114 au Koweit et 92 en Irak par exemple, en 1974) : ils approchent de la production de Dubaï (12 millions de tonnes) ou d'Oman et Mascate (14 millions) et équivalent à celle de pays tels que l'Equateur, la Trinité ou le Gabon. Mais les réserves connues ne sont pas négligeables : près de 800 millions de tonnes (nettement inférieures à celles de l'Arabie : 25 milliards de tonnes, mais proches de celles de la mer du Nord par exemple : 1 milliard de tonnes) ; et le pétrole occupe en tout cas déjà une place de premier plan dans l'économie syrienne — comme pourvoyeur de devises (avec des recettes globales de l'ordre de 650 millions de dollars par an, il a supplanté le coton comme premier article d'exportation, depuis 1974) et en tant que matière première, dont la transformation sur place peut lui permettre de jouer un rôle important comme moteur du développement dans différentes branches de l'économie nationale.

C'est d'ailleurs parce que le pouvoir ba'thiste avait fort bien perçu ce rôle, qu'il s'est préoccupé très tôt de libérer cette richesse de toute emprise étrangère. La Syrie est le premier pays arabe qui ait procédé à une expérience de nationalisation totale de ce secteur par l'Etat : mieux, la production pétrolière a été en fait nationalisée avant même d'avoir commencé, puisque c'est en décembre 1964 que le gouvernement a décidé de mettre un terme au régime des concessions en annulant tous les permis d'exploration antérieurement accordés à quelques petites compagnies étrangères et, en mars 1965, de syrianiser les sociétés de raffinage et de distribution opérant sur son territoire, réservant désormais les opérations pétrolières à une institution d'Etat, l'Organisme public du pétrole. L'absence de production facilitait bien sûr cette nationalisation, la Syrie n'ayant pas à craindre, dans l'immédiat, de boycott (comme celui qui avait fait échouer le docteur Mossadegh en Iran, en 1951) ; en outre, s'agissant de petites compagnies, le cartel pétrolier mondial n'était pas directement concerné. Quant à l'avenir, l'assistance technique et financière des pays de l'Est allait permettre de suppléer la défaillance occidentale : et, à partir de 1966, plusieurs

accords seront notamment signés avec la firme soviétique Technoexport en vue de l'équipement pétrolier du pays.

Mais c'est sur un autre terrain, celui des droits de transit, que la Syrie a dû, à la même époque, mener la véritable bataille. Il s'agissait pour elle de dégager des ressources financières nouvelles, en obtenant que soient révisés avec effet rétroactif, des mécanismes de calcul, défavorables à Damas. L'épreuve de force, ouverte à la fin de 1966, avec l'I.P.C. devait s'apaiser en mars 1967 (où la Syrie obtenait une augmentation de 50 % des redevances), pour rebondir par la suite à plusieurs reprises jusqu'à ce qu'en 1972 la nationalisation de l'I.P.C. par le gouvernement de Bagdad n'entraîne la confiscation par l'Etat de ses installations en Syrie. L'opération avait eu cependant valeur d'exemple et de propagande : Damas a contribué avec l'Algérie, la Libye et l'Irak, à ouvrir la voie à ce que serait plus tard la politique de l'O.P.E.P. (21).

La « rectification » opérée par le général Assad est venue, dans ce domaine, apporter bien des éléments nouveaux (22). L'objectif est de rattraper le temps perdu, en intensifiant la production, et d'étendre rapidement les capacités du raffinage et de la pétrochimie : deux nouvelles raffineries d'une capacité totale de 8,5 millions de tonnes par an sont par exemple prévues, à Banyas et à Tartous. Aussi le régime a-t-il procédé, depuis 1970, à une vaste réorganisation du secteur pétrolier — sans remettre en cause toutefois les prérogatives de l'Etat dans un secteur aussi vital que celui-ci — et fait-il appel largement à la technique et au capital étrangers d'où qu'ils proviennent. De nombreux prêts ont été accordés à Damas par divers pays, tels que l'Arabie Saoudite (pour des projets intéressant la pétrochimie), par les Etats-Unis, par la Banque mondiale, par le Fonds arabe de développement économique et social... Et, si des Etats à régime progressiste continuent à être sollicités par la Syrie pour l'aider dans son effort (Roumanie, Yougoslavie, Algérie...), c'est surtout à l'Ouest (Japon, Italie, France...) qu'elle se tourne de plus en plus : un important contrat d'exploration pétrolière (le premier à être signé avec une entreprise occidentale depuis quinze ans) a même été conclu en mars 1975 avec la société américaine Tripco et des

(21) Sur la question, voir notamment : « Dossiers du Proche-Orient », *op. cit.* dans la bibliographie générale, p. 282 et ss. ; M. Chatelus : « Stratégies pour le Moyen-Orient », *op. cit.*, p. 89-90 ; N. Sarkis : « Syria and oil nationalism », in *New-outlook*, novembre 1965, p. 46 ; O. Vernier : « La Syrie et l'I.P.C. », dans la *Revue française de sciences politiques*, avril 1967, p. 299.

(22) Voir notamment N. Sarkis : « Une politique pétrolière dynamique et pragmatique », dans *Le Monde* des 14-15 mars 1976, p. 10.

négociations sont en cours avec plusieurs autres compagnies en vue de la protection de zones terrestres et maritimes couvrant une superficie de plus de 50 000 kilomètres carrés.

En ce domaine comme en bien d'autres, on le voit, le terme de « rectification » est faible, sans doute, pour rendre compte du nouveau cours imposé à Damas et le « réalisme » ne s'embarrasse guère là non plus de considérations idéologiques. Mais il reste que c'est à l'U.R.S.S. — et le régime ne l'oublie pas — que la Syrie doit d'avoir pu mener à bien la plus spectaculaire de ses entreprises de développement et celle dont elle attend le plus sans doute pour l'avenir : la construction du grand barrage de Tabqa.

Le projet, à vrai dire, est ancien, dans cette région où les premiers ouvrages d'art datent d'ailleurs de cinq mille ans : il remonte à l'époque du mandat ; mais il ne s'est précisé que sous la R.A.U. et la décision de le réaliser n'a été prise qu'en 1963, après l'arrivée du Ba'th au pouvoir. L'Allemagne fédérale avait été pressentie par Nasser pour assurer le financement (500 millions de deutschmarks) et la construction. Mais c'est finalement avec l'assistance de l'U.R.S.S. sur la base d'un protocole d'accord signé le 23 avril 1966, que le projet a pu voir le jour. Les travaux ont commencé en 1968 et se sont achevés, pour le gros œuvre, à la fin de 1975. Ils ont coûté 446 millions de dollars, soit environ 1,2 milliard de livres syriennes (23), dont un peu plus du tiers a été prêté par Moscou à un taux d'intérêt de 2,5 % et remboursable en douze ans, en partie sous la forme de fournitures en nature (coton). Tout le matériel est soviétique et plusieurs centaines d'experts russes ont travaillé sur le chantier avec les quelque 10 000 ouvriers qu'il a fallu employer pour réaliser l'ouvrage. Mais la mise en place du réseau électrique de transformation et de transport du courant fait appel aussi à des sociétés françaises.

46 millions de mètres carrés de terre et 1,5 million de tonnes de béton auront été nécessaires pour édifier la digue ; longue de 4,5 kilomètres, elle est large de 512 mètres à la base et 19 au sommet et haute de 60 mètres. Le lac de retenue couvre une surface de 640 kilomètres carrés et emmagasine 12 milliards de mètres cubes d'eau : il portera, pour la postérité, le nom du général Assad.

Sa vocation est double : permettre, comme on l'a vu, l'irrigation de vastes surfaces et produire de l'électricité, afin d'alimenter de nouvelles usines tout en exportant de l'énergie :

(23) Mais l'ensemble du projet (équipement électrique, réseau de canaux, dépenses d'habitat, etc.) coûtera bien davantage.

les huit turbines du complexe ont une puissance installée de 1 200 mégawatts et la production devrait atteindre 2 milliards de kilowatts par an, soit le double de la consommation actuelle de la Syrie.

L'opération comporte enfin d'importantes implications d'ordre écologique, le barrage devant favoriser le processus de sédentarisation des nomades : outre une ville nouvelle de 40 000 habitants (qui a pris la place de l'ancienne bourgade de Tabqa), 15 villages de 600 maisons ont été prévus pour reloger les 60 000 habitants des agglomérations submergées en amont et les 20 000 ouvriers saisonniers qui cultiveront les terres récupérées.

Quelques inconvénients d'ordre technique n'ont pu être cependant, pour le moment, résolus : notamment le problème que pose l'abondance du gypse dans les terres irriguées, dont il favorise l'effondrement. Sur un plan plus politique, on sait déjà que la mésentente entre Damas et Bagdad a trouvé dans le barrage un nouvel aliment, les Irakiens lui reprochant d'avoir fait tomber le débit de l'Euphrate de 500 mètres cubes par seconde à 63 mètres cubes par seconde et de ruiner leurs *fellahs*. Conjuguée avec les achats d'armes à Moscou, l'entreprise a considérablement alourdi, enfin, la dette de la Syrie vis-à-vis de l'U.R.S.S. et c'est bien sûr, un facteur supplémentaire de dépendance dans le moyen terme (24).

Au total, n'est-il pas trop tôt pour esquisser le bilan d'un effort industriel à peine commencé ? (25). La part de l'Etat y demeure, bien entendu, prépondérante, puisqu'elle fournit 75 à 80 % de la production industrielle. Et celle-ci s'est accrue, entre 1963 et 1972, de 104 %, c'est-à-dire qu'elle a été multipliée par 2. En 1972, sa valeur atteignait 3 276 millions de livres syriennes, soit près de 32 % de la valeur globale de la production syrienne, près de 18 % des exportations du pays (en 1968), 13 % de l'emploi total (en 1970). C'est dire que, si les progrès sont notables, un long chemin reste à parcourir, où de nombreuses faiblesses ralentissent le rythme du progrès : la grande majorité des établissements restent trop petits ; la capacité existante est souvent sous-employée ; les structures de financement sont inadéquates (26), la planification indus-

(24) Sur l'ensemble de la question, voir notamment *Syrie, Monde arabe*, numéro de mars-avril 1966, p. 1.

(25) Voir par exemple *Syrie, Monde arabe*, avril 1974 : « Où en est l'industrie syrienne ? ».

(26) Malgré les nationalisations, le secteur bancaire reste assez mal adapté aux besoins de financement des secteurs productifs et davantage tourné vers l'alimentation en argent du secteur d'Etat et des opérations commerciales que vers celle des opérations de développement proprement dites.

trielle elle-même semble enfin manquer de fermeté, ne serait-ce que parce que la plupart des projets sont élaborés indépendamment les uns des autres, sans analyse des effets d'amont et d'aval. Mais aucun de ces obstacles n'est insurmontable, surtout si l'indispensable travail de formation des hommes vient appuyer l'entreprise en cours.

3. *La formation des hommes*

La valorisation du capital humain est tout aussi importante, dans un pays en voie de développement, que l'accumulation du capital productif : elle fait partie de l'investissement au sens large et commande le progrès, car on ne peut imaginer de changement si les esprits n'ont pas été préparés à l'accueillir et si les compétences appropriées n'ont pas été mises en place. Encore ne suffit-il pas de le constater : rien n'est plus ardu en fait que l'effort qui s'impose en l'occurrence ; et l'on peut estimer que si tant de pays du Tiers-Monde continuent d'éprouver un si grand mal à décoller, c'est pour beaucoup à cause de leur incapacité, de leur négligence (ou de leur réticence, dans le cas des régimes les plus conservateurs) à vaincre les inerties qui les paralysent en ce domaine.

Le premier problème que pose l'investissement humain est d'ordre financier : il coûte cher, pour une rentabilité qui ne peut être que différée ; et l'ordre des priorités, tel que chaque gouvernement le perçoit, conduit la plupart du temps à ne lui réserver que la portion restante de moyens réduits, après qu'ait été assurée d'abord la couverture de dépenses estimées plus urgentes — défense nationale, infrastructure, industries de base, etc. En outre, un étroit rapport existe entre la formation des hommes et les besoins de l'économie, et le moindre décalage peut être à cet égard désastreux, si le rythme de la scolarisation, par exemple, est plus rapide que celui du démarrage économique (parce qu'alors, le nombre des emplois disponibles ne correspond pas à celui des jeunes diplômés en quête d'un travail, ou s'expose à l'inconvénient d'un gonflement du flot des « chômeurs intellectuels », armée de mécontents, qui ne tarderont pas à constituer une force d'opposition dangereuse pour le régime) ; ou encore si le système secrète davantage de vocations stériles que de compétences utiles (auquel cas les aiguillages opportuns n'ayant pas fonctionné avec une efficacité suffisante, « littéraires », juristes et autres adeptes des sciences dites humaines prolifèreront au détriment des cadres, des économistes, des ingénieurs dont le pays aurait besoin). Enfin, il est bien évident

que l'éducation des masses n'a de sens que si, en les libérant des préjugés que l'arriération entretenait et en les ouvrant à la culture et au monde moderne, elle les prépare non seulement à recevoir dans les meilleures conditions le progrès, mais encore à participer en toute connaissance de cause à l'édification de leur avenir : or, il est rare que, dans le Tiers-Monde, les responsables acceptent sans réserve d'assumer les risques que, du point de vue politique, un tel pari recèle ; et, bien plus souvent, on les voit osciller entre la tentation d'un développement technocratique, impulsé du sommet sans que les intéressés y soient en rien associés, et celle d'une manipulation et d'un encadrement des masses par les moyens que l'enseignement et l'information leur offrent — deux voies faciles, mais dont aucune ne répond à l'exigence d'un accompagnement des réformes par une maturation des âmes et une mobilisation consciente des énergies. Et la Syrie n'échappe pas, bien sûr, à cet égard, aux tendances qui se trouvent ici et là dans la plupart des pays en voie de développement.

Terre de vieille culture, elle avait pris, dans le domaine de *l'enseignement*, un énorme retard, malgré l'introduction dès le XVII[e] siècle, avec l'établissement des premières missions de jésuites français, d'une école moderne à côté de l'instruction coranique traditionnelle. En 1920 il n'y avait encore, dans l'ensemble du pays, que 15 000 élèves. Là comme ailleurs la colonisation devait permettre quelque progrès : au profit d'une élite et au bénéfice d'une extension de la présence et de la culture françaises et non sans renforcer, de façon préjudiciable à l'unité nationale, les clivages préexistants — entre l'école traditionnelle et l'école moderne, et entre l'école publique et l'école privée (où un enseignement de meilleure qualité était dispensé, le plus souvent en français, dans le cadre d'institutions religieuses fréquentées principalement par les enfants de familles chrétiennes).

En fait, malgré les efforts déployés à partir de l'indépendance par les autorités, il faut attendre l'arrivée de la gauche au pouvoir, et spécialement 1966, pour qu'une réforme en profondeur soit engagée, en liaison avec les impératifs du développement planifié de la nation. L'élan, sous le général Assad, ne s'est pas relâché. L'accent est mis, d'abord, pour le moment, sur les aspects d'ordre quantitatif : lutte contre l'analphabétisme et extension progressive de l'enseignement à tous les enfants en âge d'être scolarisés. Mais l'amélioration des méthodes, des manuels et des équipements n'est pas pour autant négligée. Et les résultats enregistrés sont encourageants.

Sans doute les crédits consacrés à l'enseignement demeu-

rent-ils modestes par rapport à d'autres secteurs : 5,87 % pour l'éducation nationale et 1,66 % pour l'enseignement supérieur dans le budget de 1975. Mais ils n'ont cessé d'augmenter en valeur absolue : de quelque 50 millions de livres syriennes en moyenne pour les années 1950-1960 à environ 105 millions en 1960-1965 et 155 en 1965-1970, dans l'enseignement primaire et secondaire par exemple.

L'analphabétisme reste assez fort, mais il recule : 66 % de la population en 1960, 55 % en 1970 (mais 80 % à la campagne, contre 29 % à Damas). Un plan de six ans a été adopté en mars 1972 pour le supprimer totalement : les progrès sont difficiles, en particulier à cause de l'absence de mobilisation générale des masses (27).

L'enseignement primaire a été rendu obligatoire en 1971 et un programme de formation accélérée des maîtres a été mis en œuvre parallèlement pour essayer de tenir le pari : en 1975, 80 % des enfants en âge de fréquenter une école primaire auraient été scolarisés, selon les chiffres officiels, soit 1 160 000 (dont 33 000 dans 229 écoles privées). Le taux est nettement plus faible dans le cycle secondaire préparatoire (correspondant au premier cycle secondaire français) : de l'ordre de 35 %, soit 413 000 élèves (dont 22 000 dans des écoles privées). L'enseignement technique reste étroit : 16 000 élèves dans 58 écoles. Enfin, l'enseignement supérieur est dispensé dans trois universités spécialisées par disciplines — Damas, Alep (depuis 1961) et Lattaquié (depuis 1971) — à près de 80 000 étudiants (contre 800 seulement en 1944-1945) (28).

A l'exode des capitaux a malheureusement correspondu, durant la période 1950-1970, un « exode des cerveaux », dont le pays a beaucoup souffert (29) : à en croire le rapport, récent, d'une commission spécialisée, plus de la moitié des Syriens ayant reçu une formation supérieure ou technique sont ainsi partis s'établir à l'étranger, (notamment aux Etats-Unis) entre 1956 et 1969 — médecins et ingénieurs en tête (65 % et 61 %). Les effets néfastes de cette hémorragie n'ont pas encore été compensés. Les spécialistes estiment enfin que l'enseignement n'est toujours pas assez axé sur le secteur technique, le plus utile et le plus rentable dans la conjoncture actuelle.

Il reste donc à tous égards beaucoup à faire.

---

(27) Sur la question, voir notamment *Syrie, Monde arabe*, juin 1974, p. 32 et ss.

(28) 50 000 à Damas (14 facultés), 18 000 en Alep (4 facultés), 3 500 à Lattaquié (5 facultés) pour 1973-1974 par exemple.

(29) Voir notamment l'article qui lui est consacré dans *Syrie, Monde arabe*, avril 1974, p. 1 et ss.

Le taux plus fort de l'analphabétisme féminin (73,6 %) pourrait faire penser que, dans l'effort d'éducation et de promotion mené par le pouvoir, les femmes sont défavorisées. Il n'en est rien. Leur émancipation a commencé ici plus tôt qu'ailleurs dans le monde arabe ; et c'est un élément qui mérite d'être souligné, si l'on veut mesurer le degré d'ouverture du pays sur la modernité. Le droit de vote est reconnu depuis Zaïm (1949) et celui d'être élues au Parlement depuis Chichakly (Constitution de 1953). Le port du voile a presque entièrement disparu. Elles perçoivent, à travail égal, le même salaire que les hommes et l'on en rencontre un grand nombre au barreau, dans le journalisme et dans la fonction publique, spécialement dans le corps enseignant où elles représentent la moitié des effectifs.

On ne sera pas surpris d'apprendre que, sous le Ba'th, *l'information* est totalement contrôlée par le gouvernement — alors qu'une relative liberté, fréquemment malmenée d'ailleurs par les colonels, avait pu s'établir dans la période antérieure. Une telle situation contraste bien sûr avec celle du Liban voisin, où règne depuis longtemps une liberté d'expression tout à fait exceptionnelle dans le monde arabe. Et elle ne s'est guère améliorée avec le général Assad, dont la vigilance s'accommode mal d'assouplissements dans ce domaine.

Damas a pourtant été, avec Beyrouth, le foyer le plus foisonnant de la presse arabe et le lieu où elle a pris son essor. Avant 1963, vingt-six quotidiens publiés dans la capitale et en province et tirés à plus de 100 000 exemplaires, et une douzaine de périodiques, témoignaient de la vitalité d'une tradition déjà ancienne. Mais depuis cette date, il n'existe plus que deux quotidiens de dimension nationale : *Al-Ba'th*, organe du parti ; et *Al-Thaoura*, porte parole du gouvernement et *Tichrîn* (« Octobre »), créé après la guerre de 1973, à quoi s'ajoutent quelques journaux locaux édités dans les principales villes de province et des hebdomadaires, tels que *Al-Joundi* (organe de l'armée) ou *Kifah al-Oummal al-Ichtiraki* (organe de la Fédération des syndicats). Depuis 1973, quelques publications étrangères, en particulier libanaises, rentrent à nouveau dans le pays, mais elles ne sont pas destinées à être lues par un vaste public.

La radio-diffusion est, avec la télévision (qui fonctionne depuis 1960), le seul moyen d'information s'adressant réellement à une fraction importante de la population et le principal véhicule, largement utilisé, de la propagande gouvernementale. Mais les Syriens, sceptiques par tempérament, ont appris à écouter les stations qui émettent des pays voisins

(Israël, le Liban, Chypre, l'Irak...) et dont l'audition peut contrebalancer, pour ceux qui les écoutent, le monolithisme d'une information qui vise à conditionner l'opinion bien plus qu'à l'éclairer sur la réalité des choses. Et, si le régime est apprécié, semble-t-il, par une fraction importante de la population, c'est beaucoup moins sans doute du fait de son habileté à manier les moyens modernes d'intoxication des masses, qu'en raison du mieux-être qu'il lui a apporté et de la prudente libéralisation dont il s'est fait le promoteur.

De ce mieux-être et de cette libéralisation, quelles sont les limites ? Et comment juger, du point de vue des impératifs dont l'avenir dépend, l'apport de l'ère Assad et, plus généralement, celui du Ba'th ?

Le tableau est, on l'a vu, plutôt contrasté — et l'on ne peut émettre par conséquent d'opinion que nuancée ; et provisoire, puisqu'après tout, dans les divers secteurs examinés, les évolutions sont à peine entamées. Si des résultats positifs ont été obtenus, peut-être ne sont-ils pas tout à fait à la mesure cependant des efforts considérables qui ont été fournis. Tranformée par le Ba'th en un vaste chantier à ciel ouvert, la Syrie demeure prisonnière néanmoins des pesanteurs que le passé lui a léguées. Et le présent lui en a suscitées d'autres. Le drame dont la région, depuis presque un demi-siècle, est empoisonnée, entrave son élan. Et l'intervention de l'Etat, quoique indispensable, a brisé souvent tout esprit d'initiative, figé les énergies et favorisé l'hypertrophie d'un secteur bureaucratique improductif et parasitaire, qui est l'un des principaux sujets de préoccupation pour l'avenir. Mais c'est bien sûr dans les caractères mêmes du régime qu'il convient d'aller chercher, pour terminer, l'explication des blocages, des incertitudes et des contradictions qu'on a pu çà et là constater et qui procèdent d'abord de la nature du pouvoir en place à Damas.

CONCLUSION

Institut kurde de Paris

Institut kurde de Paris

Au carrefour des nostalgies que son histoire lui murmure et des élans dont la marche vers son destin l'enfièvre, la Syrie, depuis qu'au début du siècle, amoindrie, on l'a vu ressurgir, écoute, inquiète, frémissante, mugir en elle l'écho des gloires mortes et l'espérance d'un renouveau. Rêve et rupture — un double appel ainsi la hante : celui des temps fastes d'hier, dont la grandeur voudrait renaître et le désir de violentes métamorphoses, qui lui redonnent la maîtrise de son avenir. Deux voies l'attirent, qui lui paraissent se confondre : celle du retour et celle de l'aventure. Et la révolution lui semble (ou la révolte ?), pour fonder la renaissance, la meilleure.

Le génie du Ba'th aura été, sans doute, de savoir se situer au bon moment au point de convergence de ces deux pulsions fondamentales ; et d'en offrir aux Syriens, dans son programme, une séduisante synthèse. Mais voici le plus étonnant : que d'une part, cette synthèse, des « minoritaires » l'aient conçue et aient entrepris de la réaliser, c'est-à-dire des représentants de la périphérie et de secteurs centrifuges de l'opinion, et non le cœur sunnite d'un pays où le droit légitime de commander (et donc aussi d'organiser le réveil national) appartenait aux yeux des masses aux seuls tenants de l'islam orthodoxe majoritaire ; et que d'autre part, la tâche difficile d'édifier un Etat moderne, homogène et rassemblé, ces minoritaires l'aient pu mener à bien et non le pouvoir sunnite en miettes, écartelé d'adhérences locales et d'allégeances étrangères, des premières années de l'indépendance...

L'Histoire sans doute reconnaîtra au Ba'th syrien d'autres mérites encore : celui d'avoir par exemple, en quelque façon, contribué à une « démocratisation » du régime — par l'éducation des masses et par l'élargissement des bases du pouvoir que, grâce à la constitution progressive d'une nouvelle classe politique issue du peuple, son installation à la tête des affaires a permis. Elle inscrira aussi, certainement, à son actif son effort en vue de doter le pays de l'infrastructure, de former les cadres et de procéder à l'accumulation du capital national,

sans lesquels, le développement de la Syrie, désormais en cours, n'eut pas été possible. Après des années d'atermoiements et de paralysie et malgré ses propres divisions et quelques changements d'équipes, il a apporté en somme à Damas l'esprit de décision et la stabilité nécessaires au progrès : c'était beaucoup ; il faut l'en gratifier.

Mais la médaille a son revers. Décentré, le pouvoir qui règne en Syrie conserve dans l'opinion de beaucoup, qu'il le veuille ou non et quels que soient ses succès ou les précautions dont il s'entoure, une allure d'illégitimité qui l'oblige, s'il veut durer, à disposer de moyens d'encadrement, de dissuasion et de répression, qu'il lui faut exhiber de temps à autre et dont seul l'allègement prouverait qu'il est enfin accepté... Les tendances anarchiques et frondeuses de la société syrienne l'y contraindraient de toute façon ; mais son caractère « excentrique » aggrave pour lui les risques et lui impose une vigilance dont la moindre défaillance pourrait le perdre d'autant plus qu'elle doit le préserver aussi bien d'agressions extérieures à lui-même que d'éruptions intérieures, puisqu'il n'a pu échapper aux maux qui dévorent toutes les formations politiques arabes : l'esprit de surenchère, l'effervescence des ambitions rivales et la remise en cause permanente du leadership au sein des cercles dirigeants.

Là se situe d'ailleurs la principale contradiction du régime actuel. Pour rompre son isolement, il a recherché l'ouverture. Mais l'ouverture s'accompagne pour lui de la crainte (et de la menace) que le contrôle de la situation ne lui échappe. Aussi ne peut-elle porter ses fruits ; et la relative démocratisation dont on parlait plus haut rencontre-t-elle vite ses limites. Le peuple ne participe en rien à la gestion des affaires : il est manipulé par une oligarchie qui, même si elle est proche de lui par son extraction, n'a pu se maintenir en place que par des méthodes policières dont sa survie dépend.

D'autres contradictions accompagnent celle-là, dont la plus criante apparaît à travers le hyatus opposant l'idéologie révolutionnaire (qui continue d'imprégner, à Damas, les discours officiels) et la politique gouvernementale réelle. Cette idéologie est celle qui a servi de base aux épousailles du Ba'th avec la nation syrienne, car elle répondait aux aspirations profondes du pays. Aussi n'est-il pas question de la remettre officiellement en cause : elle a contribué à répandre aussi à l'extérieur une certaine image de marque du parti. Mais elle ne correspond plus, depuis quelques années, à la ligne que suivent en pratique les responsables. Est-il nécessaire, pour expliquer le lent retour à droite du balancier

politique en Syrie, d'invoquer, comme le font les marxistes, la nature « petite bourgeoise » du pouvoir en cause ? L'analyse de classe est utile : mais elle ne doit pas seule entrer en ligne de compte. En réalité tout régime, dès qu'il a quelque peu duré, s'enlise dans la conservation des intérêts acquis : tout le suc des réformes, limitées, que le Ba'th avait voulu réaliser est exprimé ; un second souffle lui fait défaut. Pour le général Assad, il eut été téméraire en outre, à supposer que d'abord il l'eût voulu, de s'acharner à résister aux contraintes d'un environnement régional, où les forces de la conservation et l'Occident de nouveau dominent : à sa façon et non sans quelque retard, il a fini par s'aligner. Les impératifs de la reconstruction et du décollage l'ont amené enfin à accepter certaines compromissions ; et à s'engager dans des alliances qui ne peuvent que le conduire à mener une politique de plus en plus « droitière », s'il désire conserver les appuis financiers et les soutiens qu'elles impliquent, qui l'alimentent et dont bientôt il aura besoin même pour survivre. En a-t-il eu, au départ, pleinement conscience ? Jusqu'à quel seuil peut-il aller, sans se renier ? Et s'il décide, en dépit du courant qui l'entraîne, de s'arrêter, comment tenir face aux forces qui tenteront alors de le briser ?

Quant aux promesses, dont le pacte scellé naguère entre le Ba'th et la nation était chargé, ont-elles été tenues ? Inaccompli, le rêve, refoulé, bercé, furtif, à la moindre occasion rejaillit et l'aventure libanaise du général Assad n'en est-elle pas toute issue ? Et la rupture, inachevée, en prudence, en réalisme, en renoncements, s'est dégradée. Sagesse peut-être ? Mûrissement ? Ou tassement ? Recul tactique ? Fléchissement provisoire ?

L'avenir seul pourra le dire. Et cependant comment concevoir qu'en aussi peu d'années l'impétueuse Syrie ait à ce point changé, vieilli, que d'aussi pâles revirements la satisfassent ? Ne les subit-elle pas plutôt, à contre-cœur, forcée, patiente, attendant l'heure ? On veut le croire.

Car si mobiles sont les foules en apparence, l'âme d'un peuple a ses constantes, vers quoi toujours revient la pente. Toute conjoncture, par définition, passe : pour les Arabes, celle-ci n'est guère des meilleures. Et le réveil, au bout des présents chemins sans issue, pour eux demain sera rude sans doute. Lorsqu'à gauche le vent, alors, ramènera leur nef, comment douter que la révolte une fois encore ne les soulève — Syrie en tête ?

Institut kurde de Paris

OUVRAGES ET ETUDES DE PORTEE GENERALE

La bibliographie de détail est donnée en note, au fur et à mesure des sujets abordés.

A. CHAMPDOR : *Terres et Dieux de Syrie*, Attinger éd., Paris, 1936.

M. FLORY et R. MANTRAN : *Les régimes politiques des pays arabes*, P.U.F. col. Thémis, Paris, 1968.

B. GHALIOUN : *Etat et luttes de classes en Syrie, 1945-1970*, thèse soutenue en Sorbonne, à Paris, en 1974.

A.H. HOURANI : *Syria and Lebanon, a political essay*, Oxford Univ. Press, 1971.

R. HILAN : *Culture et développement en Syrie*, Anthropos éd., Paris, 1969.

S. JARGY : *La Syrie*, éd. Rencontre, Lausanne, 1962.

F. L'HUILLIER : *Le Moyen-Orient contemporain*, 1945-1958, Sirey éd., Paris, 1959.

I. RABINOVITCH : *Syria under the Ba'th, 1963-1966, the army-party symbiosis*, Israël Univ. Press, Jérusalem, 1972.

P. RONDOT : *Destin du Proche-Orient*, Le Centurion éd., Paris, 1959.

E. SAAB : *Syrie, la révolution dans la rancœur*, Julliard éd., Paris, 1968.

P. SEALE : *The struggle for Syria : a study of post-war arab politics, 1945-1958*, Oxford, 1965.

G.H. TORREY : *Syrian politics and the military, 1945-1958*, Columbus Univ. Press, Ohio, 1964.

N. WEINSTOCK : *Le mouvement révolutionnaire arabe*, Maspero éd., Paris, 1970.

H. et P. WILLEMART : *Dossier du Moyen-Orient arabe*, collection Marabout, Paris, p. 229 et ss.

The Syrian arab Republic, ouvrage collectif publié dans la série « The Middle-East confrontation States », par A. Sinaï et A. Pollack, New-York, 1976.

Documentation française, série *Notes et études documentaires :* « La République arabe syrienne », avril 1968.

Les Cahiers français, numéro de décembre 1962 : « La Syrie ».

L. SOLIMAN : « La République arabe syrienne », dans la revue *Trois continents*, février-mars 1967, p. 69.

Le Monde diplomatique, numéro de mars 1973.

Le Monde, numéro des 14-15 mars 1976.

Institut kurde de Paris

INDEX

A

Abbassides : pp. 23, 56.
Abdallah (roi) : pp. 30, 55, 139, 149, 150, 155, 159.
Abdelkader (émir) : pp. 47, 123.
Abdouh (Mohamed) : p. 29.
Abdulhamid II : p. 28.
Abdul-Mejid : p. 56.
Abou Assli (Talal) : p. 199.
Abou el-Abbas : p. 23.
Abou Kemal (ville d') : pp. 38, 102, 199.
Adhab (général) : p. 231.
Adham (Bourhane) : p. 175.
Adi (cheikh) : p. 58.
Afghani (Jamal eddine al-) : p. 29.
Aflak Michel : pp. 93 et ss, 155, 157, 171, 178, 195, 196, 197.
Ajlani (Mounir) : pp. 77, 159, 166.
Akrâd (Djebel) : p. 50.
Alaouite (Djebel) : pp. 20, 37, 46, 54, 58, 140, 264.
Alaouites : pp. 54, 79, 92, 94, 100, 102, 123, 197, 199, 204, 210, 212, 214, 215, 217, 229.
Alep : pp. 21, 22, 24, 25, 26, 33, 34, 35, 40, 42, 43, 46, 49, 50, 52, 56, 58, 59, 69, 76, 86, 136, 138, 140, 155, 158, 166, 183, 217, 243, 249, 251, 252, 263, 265, 267, 274.
Alexandre le Grand : p. 20.
Alexandrette (ville et sandjak d') : pp. 28, 59, 76, 92, 94, 96, 98, 140, 144.
Algérie : pp. 47, 160, 198, 220, 233, 269.
Ali : p. 56.
Allemagne : pp. 79, 82, 168, 244, 246, 270.
Allenby (général) : p. 136.
Alouane (Yasser el-) : p. 190.
Amer (maréchal Abdelkarim) : pp. 173, 175, 177, 178.
Amman (ville d') : pp. 148, 149, 150, 151.
Ansariyé (Djebel) : pp. 33, 37.
Anti-Liban : pp. 33, 34, 35, 37, 39.
Antioche (ville d') : pp. 21, 22, 59, 58, 94.
Antoine : p. 22.
Arabie Saoudite : pp. 60, 61, 78, 135, 149, 153, 158, 164, 169, 219, 222, 227, 234, 245, 268, 269.
Arabisme, panarabisme : pp. 12, 27, 49, 78, 89, 108 et ss, 135, 151, 223.
Arafat (Yasser) : pp. 202, 231.
Aramco : pp. 206, 267.
Araméens : pp. 20, 21, 39, 51, 58.
Aref (maréchal) : p. 195.
Armée : pp. 51, 57, 68, 70, 79, 80, 83, 91, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 104, 105, 120, 122 et ss, 131, 148, 151 et ss, 162, 163, 164, 166, 167, 172, 178, 179, 180, 182, 183, 184, 185, 186, 189, 190, 191, 197, 198, 199, 200, 202, 204, 207, 210, 211, 213, 224, 233, 275.
Armée de libération palestinienne : pp. 202, 207, 224, 231.
Arméniens : pp. 50, 51, 59, 90, 139.
Arslan (Abdel) : p. 74.
Arsouzi (Zaki) : pp. 76, 92 et ss, 97, 98, 110, 199.
Assad (Hafez el-) : pp. 53, 85, 89, 100, 105, 130, 186, 199, 204, 205 et ss, 244, 245, 258, 260, 269, 270, 275, 281.
Assad (Rifaat el-) : pp. 211, 215.
Assâli (Choukry) : p. 123.
Assâli (Fayçal) : p. 77.
Assâli (Sabri) : pp. 76, 163, 164, 167, 173.
Atabegs : p. 49.
Atassi (famille) : pp. 70, 75, 124, 199.
Atassi (Adnan) : p. 166.
Atassi (Faydi) : p. 166.
Atassi (Hachem) : pp. 75, 77, 147, 155, 163, 166, 199.

Atassi (Jamal) : pp. 119, 199, 212, 213.
Atassi (Luay) : pp. 184, 190, 195.
Atassi (Noureddine) : pp. 196, 199, 201, 206, 212, 224, 244.
At-Tawîl (Badr) : p. 87.
Attrache (famille) : pp. 57, 150.
Attrache (Mansour el-) : p. 196.
Attrache (Soltan Pacha el-) : pp. 57, 142.
Ayyoubides : pp. 24, 49, 56.
Azem (famille) : pp. 49, 70.
Azem (Khaled el-) : pp. 160, 164, 167, 178.
Azmé (Béchir) : p. 183.
Azmé (Nabil) : p. 76.
Azmé (Youssef) : p. 123.
Azzab (Abderrahman) : p. 108.

B

Baalbek : pp. 21, 24.
Bagdache (Khaled) : pp. 83, 85 et ss, 163, 167, 171, 203, 219.
Bagdad (ville de) : pp. 23, 24, 25.
Bagdad (pacte de) : pp. 159, 164.
Baïbars : pp. 25, 56.
Balfour (déclaration) : p. 137.
Bandoeng (conférence de) : p. 165.
Banyas (ville de) : pp. 46, 55, 192, 266, 267, 269.
Barazi (famille) : p. 49.
Barazi (Muhsen) : p. 154.
Ba'th : pp. 30, 47, 55, 69, 71, 72, 75, 78, 79, 80, 83, 84, 89, 90 et ss, 126, 130, 150, 158, 161, 163, 171, 174, 175, 177, 178, 179, 180, 182, 184 et ss, 240, 242, 244, 249, 257, 266, 270, 275, 276, 279, 280, 281, 283.
Bédouins : pp. 37, 40, 47, 50, 56, 60 et ss, 160, 256.
Bekaa : pp. 33, 38, 140, 231.
Ben Gourion (David) : p. 151.
Bergson : p. 94.
Beyrouth (ville de) : pp. 24, 29, 30, 44, 46, 78, 136, 155, 158, 243, 275.
Bitar (Salah) : pp. 93 et ss, 100, 113, 114, 115, 157, 167, 168, 169, 174, 178, 185, 194, 195, 196, 199.
Bizri (Afif) : pp. 167, 168.
Bloc national : pp. 74, 76, 82, 125, 143, 144, 145, 151.
Boumedienne (Houari) : p. 189.
Bourgeoisie : pp. 67 et ss, 75, 76, 83, 84, 89, 93, 124, 151, 193.
Bourguiba (Habib) : p. 111.
Boustani (Boutros al-) : p. 29.
Brasillach : p. 80.
Byzance, Byzantins : pp. 23, 23, 24, 25, 31, 58.

C

Caire (ville du) : pp. 41, 43.
Canada : p. 46.
Capitalisme : pp. 240, 250.
Catholiques : p. 58.
Chaalan (Nouri) : p. 136.
Chahbandar (docteur) : p. 75.
Chaldéens : p. 59.
Chamberlain : p. 94.
Cha'ir (Fahd) : p. 184.
Chémali (Fouad) : p. 81.
Chichakly (Adib) : pp. 79, 156 et ss, 162, 163, 166, 172, 173, 175, 178, 180, 199.
Chichakly (Salah) : p. 166.
Chidiac (Farid) : p. 29.
Chiisme, chiite : pp. 24, 47, 53, 56.
Chine : pp. 86, 165, 206, 220.
Choukeir (Choukat) : pp. 167, 175.
Chreita (Hassan) : p. 175.
Chrétiens : pp. 42, 49, 53, 58 et ss, 90, 95, 140, 205.
Christianisme : pp. 22, 54, 56, 217.
Chypre : pp. 20, 25, 78, 276.
Cilicie : pp. 26, 50, 136, 137, 138.
Classes sociales : pp. 42, 67 et ss.
Comité militaire : pp. 100, 101, 121, 184, 189, 195, 197, 199, 210.
Commerçants : pp. 67, 69, 75, 192, 193, 213, 245, 250.
Commerce extérieur : 193, 213, 241, 246, 265.

Institut Français de Paris

Constantin : pp. 22, 31.
Constantinople : p. 25.
Constitution (turque) de 1876 : p. 29.
Constitution (projet de) de 1920 : pp. 137, 143.
Constitution (libanaise) de 1926 : p. 143.
Constitution de 1928-1930 : pp. 143, 217.
Constitution (française) de 1946 : p. 157.
Constitution de juillet 1953 : p. 275.
Constitution de mars 1958 : p. 173.
Constitution de novembre 1961 : p. 181.
Constitution de mars 1963 : p. 195.
Constitution d'avril 1964 : p. 195.
Constitution de février 1966 : p. 198.
Constitution de mai 1969 : pp. 207, 217.
Constitution de mars 1973 : pp. 113, 212, 216.
Coup d'Etat du 30 mars 1949 : pp. 153, 175.
Coup d'Etat du 14 août 1949 : p. 154.
Coup d'Etat du 19 décembre 1949 : p. 155.
Coup d'Etat de septembre 1961 : pp. 99, 179.
Coup d'Etat de mars 1962 : p. 183.
Coup d'Etat de mars 1963 : pp. 97, 101, 183, 186 et ss, 210.
Coup d'Etat de février 1966 : pp. 198, 210.
Coup d'Etat de novembre 1970 : pp. 211, 224.
Croisés, croisades : pp. 25, 39, 53, 217.
« Croissant fertile » : pp. 34, 46, 59, 78, 149, 153, 155, 159, 164.

D

Daggah (Adnan) : p. 214.
Damas (ville de) : pp. 19, 22, 24, 25, 29, 33, 34, 35, 39, 42, 44, 46, 49, 50, 56, 58, 69, 76, 77, 90, 92, 135, 136, 140, 142, 163, 189, 200, 262, 263, 266, 267, 271, 274.
Dandashi (Abderrazak) : p. 75.
Darazi (Ismaël al-) : p. 56.
Dawalibi (Maarouf) : pp. 76, 77, 181.
Deir-ez-Zor : pp. 38, 46, 62, 190, 267.
Démocratie représentative : pp. 88, 119, 120, 147, 152, 178, 179, 181, 182, 254.
Démocratie populaire : pp. 120, 209.
Démographie : p. 45.
Djazaïre (Salim al-) : p. 123.
Djebel Druze : pp. 33, 35, 46, 56, 140, 141, 142, 149, 158, 185.
Djéziré : pp. 35, 38, 40, 46, 50, 52, 58, 77, 86, 139, 148, 251, 252, 262, 263, 269.
Djerablous (ville de) : pp. 50, 51.
Druzes : pp. 55, 56, 79, 93, 95, 100, 101, 150, 155, 158, 160, 199, 204, 229.

E

Egypte : pp. 20, 24, 25, 27, 46, 56, 67, 77, 84, 86, 99, 145, 149, 151, 153, 159, 162, 165, 166, 169 et ss, 178, 188, 189, 192, 201, 202, 208, 212, 218, 219, 221, 225, 226, 227, 228, 233, 245, 250, 256.
Eisenhower (doctrine) : p. 166.
Elections de 1928 : pp. 74, 143.
Elections de 1932 : p. 143.
Elections de 1936 : p. 144.
Elections de 1943 : pp. 97, 144.
Elections de 1947 : p. 150.
Elections de 1949 : pp. 96, 155.
Elections de 1953 : p. 158. 163.
Elections de 1954 : pp. 79, 83, 96,
Elections de 1961 : pp. 179, 180.
Elections de 1973 : p. 214.
Enseignement : pp. 272, 273, 274.
Eshkol (Lévy) : p. 202.
Etats-Unis : pp. 46, 51, 153, 159, 160, 162, 166, 169, 208, 218, 221, 226, 227, 233, 234, 235, 244, 269, 274.
Euphrate : pp. 20, 22, 33, 38, 40, 46, 56, 60, 149, 200, 220, 243, 249, 262, 263.

Institut kurde de Paris

F

Fascisme : pp. 80, 82, 85, 94, 152, 190.
Fatât (Al-) : pp. 30, 74.
Fath : pp. 202, 225.
Fatimides : pp. 24, 56.
Fayçal (émir) Ibn Hussein : pp. 30, 74, 123, 136, 139, 149.
Fayçal (roi) d'Arabie : p. 222.
Fichte : p. 94.
Fisher (Georg) : p. 175.
Fouaz (Ahmed Fayez al-) : p. 87.
France : pp. 27, 39, 47, 51, 52, 55, 74, 82, 83, 95, 123, 133 et ss, 148, 153, 159, 160, 168, 207, 220, 244, 246, 250, 269.
François 1er : p. 27.
Frangié (Soleiman) : p. 231.
Frères musulmans : pp. 77, 110, 160, 192, 200, 216.

G

De Gaulle (Charles), gaullisme : pp. 145, 220.
Gaza (bande de) : p. 165.
Gémayel (Pierre) : pp. 80, 230.
Georges Picot : p. 138.
Ghâb : pp. 33, 38, 243, 261.
Ghanem (Wahib) : pp. 94, 97, 114.
Gide (André) : pp. 94, 115.
Girgi (Elias) : p. 79.
Golan : pp. 34, 35, 52, 202, 216, 221, 226, 227.
Golfe arabe : pp. 43, 245, 267.
Gouraud (général) : p. 139.
Grande-Bretagne : pp. 28, 57, 75, 134, 136 et ss, 141, 142, 144, 145, 148, 153, 155, 159, 168, 244.
« Grande Syrie » : pp. 78, 149, 223.
Grèce : p. 21.
Grecs orthodoxes : pp. 58, 78, 93, 205.
Guerre de 1948-1949 : pp. 70, 97, 125, 148, 151.
Guerre de 1966 : voir Suez.
Guerre de 1967 : pp. 203, 205, 211.
Guerre de 1973 : pp. 52, 186, 217, 220, 221, 226, 227, 246, 266.

H

Haddad (Ghassan) : p. 184.
Hadrien : p. 22.
Hafez (Amin el-) : pp. 189, 190, 193, 194, 196, 197, 198, 220.
Hafez (Yassin el-) : p. 119.
Haffar (Loutfi) : p. 76.
Hakim (Khalife) : p. 56.
Hama (ville de) : pp. 25, 35, 38, 40, 42, 46, 49, 52, 56, 96, 138, 156, 158, 175, 185, 217, 251, 252, 261, 267.
Hamad : pp. 35, 60.
Hamdanides : p. 24.
Hamdoun (Mustafa) : pp. 158, 167.
Hanano (Ibrahim) : pp. 74, 144.
Hariri (Ziyad) : pp. 184, 189, 195.
Hassani (Taj eddine) : pp. 74, 143.
Hassetché (ville de) : pp. 38, 46.
Hatoun (Salim) : pp. 100, 199, 204.
Hauran : pp. 21, 35, 39, 56, 60, 252.
Haurani (Akram) : pp. 96, 99, 106, 155, 156, 158, 161, 167, 173, 174, 213.
Haydar (Mohamed) : p. 218.
Héliogabale : p. 21.
Hélou (Farajallah al-) : p. 84.
Hennaoui (Sami) : pp. 96, 123, 155, 156, 159.
Heraclius : p. 22.
Hermon (Mont) : pp. 33, 37, 56.
Hishâm : p. 23.
Homs (ville de) : pp. 21, 25, 35, 38, 40, 49, 51, 58, 77, 79, 86, 97, 183, 185, 199, 205, 210, 217, 249, 251, 252, 262, 266, 267.
Homs (pacte de) : p. 158.
Houlagou : p. 25.
Hrabi (Youssef) : p. 202.
Hussein (chérif) : pp. 136, 139, 149.
Hussein (roi) : pp. 57, 177, 208, 222.
Hussein (Saddam) : p. 208.
Hussein Mac-Mahon (accords) : pp. 137, 138.

Institut kurde de Paris

I

Ibn Ali (Hussein) : p. 56.
Ibn Noçaïr : p. 54.
Ibn Séoud : pp. 60, 136.
Ibn Touloun : p. 24.
Ibrahim Pacha : p. 28.
Idlib (ville d') : pp. 35, 192.
Ilyan (Mikhaïl) : p. 166.
Industrialisation : pp. 69, 72, 88, 176, 200, 243, 265 et ss.
Investissements : pp. 240, 241, 243.
Irak : pp. 23, 26, 33, 40, 43, 47, 50, 52, 53, 56, 57, 59, 60, 67, 76, 80, 91, 92, 104, 105, 112, 131, 135, 136, 138, 139, 144, 149, 153, 154, 155, 158, 159, 162, 164, 166, 177, 180, 182, 188, 190, 195, 202, 206, 208, 209, 248, 268, 271, 276.
Iran : pp. 50, 51, 56, 164, 227, 246, 268.
Islam (voir aussi religion) : pp. 29, 54, 56, 110 et ss, 192, 217.
Ismaël (Sedqi) : p. 94.
Ismaélites : pp. 55, 56, 95, 100, 123.
Israël : pp. 33, 52, 56, 83, 149, 151, 154, 159, 164, 174, 201, 202, 203, 208, 209, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 276.
Issa (Sleiman) : p. 94.
Istanbul (ville d') : p. 43.
Istiqlâl (parti de l') : pp. 30, 74, 92.
Italie : pp. 28, 49, 246, 269.
Ittihâd (parti de l') : pp. 30, 74.

J

Jabri (Rached) : p. 76.
Jabri (Saadallah) : pp. 75, 145, 147.
Jacobites : p. 58.
Jamil (Nagi) : p. 214.
Japon : p. 269.
Jarring (mission) : p. 203.
Jedid (Izzat) : p. 219.
Jedid (Ghassan) : p. 79.
Jedid (Salah) : pp. 52, 100, 106, 184, 196, 199, 201, 204, 205, 206, 207, 208, 210, 211, 212, 219, 224, 244.
Jérusalem : pp. 24, 25, 136.
« Jeunes Turcs » : pp. 29, 98, 126, 153.
Jobert (Michel) : p. 220.
Jordanie : pp. 33, 35, 39, 52, 57, 59, 61, 155, 159, 164, 177, 204, 208, 222, 227, 229, 249.
Joumblatt (Kamal) : pp. 57, 90.
Joundi (Abdelkerim) : pp. 100, 206, 211.
Joundi (Khaled) : pp 97, 203, 204.
Joundi (Sami) : pp. 91, 103.
Jouvenel : pp. 142, 144.
Juifs : pp. 21, 52, 137.

K

Kabbara (Sami) : p. 166.
Kailani (Rachid Ali al-) : pp. 95, 97.
Kamechliyé (ville de) : p. 34.
Kawoukji (Faouzi) : p. 97.
Kassem (Abdulkerim) : pp. 177, 180, 182.
Kawâkibi (Abderrahman) : p. 29.
Kekhia (Rushdi) : p. 76.
Kemal (Mustapha), kémalisme : pp. 139, 152, 153.
Khabour (fleuve) : pp. 38, 46, 52, 243.
Khaddam (Abdulhalim) : p. 220.
Khaled (roi) : p. 222.
Khartoum (conférence de) : pp. 203, 206.
Khleifaoui (Abderrahman) : pp. 213, 214, 245.
Khoury (Farès al-) : pp. 75, 164.
Khoury (Khalil al-) : p. 29.
Kissinger (Henry) : pp. 221, 226, 227.
Kouatly (Choukry) : pp. 74, 76, 145, 147, 164, 167.
Koudsi (Nazem) : pp. 164, 180, 181.
Kouzbari (famille) : p. 124.
Kouzbari (Mamoun) : pp. 180, 181.
Koweit : pp. 208, 268.
Kurdes : pp. 49, 50, 51, 79, 90, 123, 154, 155, 156.

Institut kurde de Paris

L

Laïcisme : pp. 92, 98, 110 et ss, 126, 192.
Lattaquié (ville de) : pp. 20, 28, 38, 46, 51, 59, 78, 93, 99, 140, 144, 169, 180, 185, 210, 243, 264, 267, 274.
Liban : pp. 27, 29, 33, 37, 39, 46, 53, 54, 55, 56, 57, 78, 79, 80, 81, 102, 136, 137, 140, 142, 149, 166, 177, 200, 206, 220, 241, 242, 243, 264, 275.
Liban (guerre civile de 1958) : pp. 151, 177.
Liban (guerre de 1975-1976) : pp. 81, 89, 140, 186, 218, 222 et ss.
Libye : pp. 49, 86, 218, 219, 234, 269.
Ligue arabe : p. 145.
Ligue d'action nationale : pp. 75, 92.
Lipkowsky (Jean de) : p. 220.
Louis XIV : p. 27.
Lusignan : p. 25.
Lutte des classes : pp. 117, 120, 199, 205.

M

Mac-Mahon : voir Hussein, Mac-Mahon (accords).
Madoyan (Artin) : p. 81.
Maghreb : pp. 47, 53, 82, 131, 133, 142, 250.
Mahmoud II : p. 28.
Malki (Adnan) : pp. 79, 98, 163, 164.
Mamelouks : pp. 24, 25, 52, 55.
Mandat : pp. 39, 57, 61, 69, 73, 82, 123, 130, 133 et ss, 250, 265, 270.
Marcos (Ibrahim) : pp. 101, 199.
Mardam (famille) : pp. 49, 70, 124.
Mardam (Fouad) : p. 148.
Mardam (Jamil) : pp. 75, 76, 77, 147, 150.
Mari (royaume de) : pp. 20, 38.
Maroc : pp. 37, 47, 67, 152, 220, 233.
Maronites : pp. 27, 53, 59, 140.
Martel (de) : p. 143.
Marxisme : pp. 87, 115 et ss, 200, 207.
Masri (Aziz-Ali al-) : p. 30.
Massih (Georges Abdel) : p. 78.
Mauritanie : p. 113.
Maysaloun (bataille de) : pp. 123, 139.
Melkites : p. 57.
Michelet : p. 108.
Midhat Pacha : p. 29.
Minorités : pp. 39, 42, 49 et ss, 73, 78, 90, 95, 100, 101, 102, 111, 123, 137, 197, 199, 217, 229, 279.
Mir (Alimad) : p. 100.
Mohamed (prophète) : p. 56.
Mohamed-Ali : p. 28.
Mohieddine (Zakarya) : p. 175.
Molotov : p. 165.
Mongols : p. 25.
Morched (Sleiman) : p. 55.
Mossadegh (docteur) : p. 268.
Moudros (armistice de) : pp. 136, 138.
Mouharib (Faouaz) : p. 184.
Mounier : p. 94.
Mouvement de libération arabe : pp. 157, 161, 180.
Murkos : p. 119.
Musulmans (voir aussi Islam) : 54 et ss.

N

Naccache (Maroun) : p. 29.
Nafoury (Amine) : p. 167.
Nahlaoui (Abdelkarim) : pp. 178, 179, 182.
Nasser (Gamal Abdel) : pp. 28, 83, 84, 99, 100, 103, 119, 165, 169 et ss, 180, 181, 182, 186, 187, 188, 189, 201, 202, 223, 270.
Nasser (Mohamed Hassan) : p. 79.
Nassérisme, nassséristes : pp. 190, 107, 112, 119, 126, 153, 162, 166, 176, 179, 183, 186, 190.
Nationalisations : pp. 58, 68, 84, 104, 118, 181, 191, 193, 200, 242, 265, 268, 271.

Institut Kurde de Paris

Nationalisme (arabe, syrien) : pp. 28 et ss, 44, 58, 68, 78, 79, 82, 92, 94, 98, 110 et ss, 125, 134, 149.
Nazisme : pp. 83, 94.
Nehmé (Daniel) : p. 86.
Nerval (Gérard de) : p. 56.
Nestoriens : p. 59.
Neutralisme positif : pp. 76, 84, 159, 171.
Nietzsche : p. 94.
Nixon (Richard) : p. 221.
Nizamuddine (Tewfik) : p. 167.

O

O.L.P. : pp. 89, 202, 224, 225, 226, 229, 231, 233, 234, 236.
Omar : pp. 22, 47.
Omayyades : pp. 23, 56.
Omrane (Mohamed) : pp. 100, 184, 196.
O.N.U. : pp. 83, 221.
Oronte : pp. 33, 38, 243, 261, 263.
Osman-Bey : p. 123.
Ottomans : pp. 24, 25 et ss, 50, 52, 55, 112, 122, 250.

P

Pakistan : p. 164.
Pakradoni (Karim) : p. 80.
Palestine : pp. 20, 23, 25, 39, 56, 70, 81, 85, 96, 97, 122, 136, 137, 138, 148, 151, 153, 223, 225.
Palestiniens, résistance palestinienne : pp. 190, 202, 208, 211, 220, 221, 222, 223 et ss.
Palmyre : pp. 21, 33, 40, 60, 267.
Parti communiste français : p. 82.
Parti communiste syrien : pp. 81 et ss, 98, 115, 158, 161, 163, 166, 171, 178, 200, 203, 212, 213, 219.
Parti national : pp. 77, 151, 155, 163, 166, 181.
Parti populaire français : p. 80.
Parti populaire syrien : 78 et ss, 97, 155, 163, 166, 181.
Parti du peuple : 76, 150, 155, 163, 181.
Parti socialiste arabe : p. 97.
Paul (saint) : p. 22.
Paysans, paysannerie : pp. 42, 67, 68, 72, 97, 124, 163, 176, 187, 250 et ss.
Perses : pp. 20, 22, 25.
Pétra : p. 21.
Pétrole : pp. 148, 165, 193, 200, 219, 243, 245, 246, 266, 267, 268.
Philippe l'Arabe : p. 21.
Phalanges libanaises : pp. 80, 230.
Planification : pp. 242, 246, 271.
Point IV : p. 159.
Ponsot (Henri) : p. 142.
Prolétariat : pp. 72, 88, 176, 187.
Protestants : p. 59.

Q

Qalamoun (Djebel) : pp. 39, 52, 60.
Qannout (Abdelghâni) : p. 167.
Qounaitra (ville de) : pp. 34, 39.
Qutayni (Rachid) : p. 184.

R

Raad (Inaam) : p. 79.
Rabat (conférence de) : p. 203.
Rabin (Itshak) : p. 232.
Raqqa : p. 46.
Razzaz (Mounif) : pp. 91, 196.
Réforme agraire : pp. 46, 58, 62, 68, 72, 84, 153, 176, 181, 246, 249 et ss.
Religion : pp. 53 et ss, 78, 90, 111 et ss, 192, 204, 217.
République arabe unie : pp. 23, 28, 50, 84, 99, 100, 102, 103, 104, 112, 119, 170 et ss, 186, 188, 191, 194, 240, 242, 244, 256, 270.
Résafé : p. 22.
Résolution 242 : pp. 203, 221.
Révolution turque de 1908 : p. 29.
Rida (Rachid) : p. 29.
Rikabi (Fouad) : p. 103.
Rimawi (Abdallah) : pp. 103, 174.

Institut kurde de Paris

Rogers (plan) : pp. 203, 223.
Romains : p. 21.
Rosenberg (Alfred) : p. 94.
Rothschild : p. 137.
Roumanie : pp. 165, 269.
Russie : pp. 28, 51.
Ryad (conférence de) : p. 234.

S

Saadé (Abdallah) : p. 79.
Saadé (Antoun) : pp. 79, 155.
Sáadi (Ali Salih) : p. 195.
Sabbagh (Nabih) : p. 167.
Sadate (Anouar) : pp. 219, 233, 245.
Sadr (Moussa) : p. 229.
Safa (Mohamed) : p. 166.
Saïd (Noury) : pp. 163, 182.
Saïda (ville de) : pp. 28, 140, 232, 267.
Saïka : pp. 224, 229, 231, 232.
Saint-Jean d'Acre : pp. 26, 27.
Saladin : 25, 172.
Salafisme : p. 111.
Salamiyé (ville de) : pp. 56, 185.
San-Francisco (conférence de) : 145.
San-Remo (conférence de) : p. 138.
Sarkis (Elias) : p. 229.
Sarraj (Abdulhamid) : pp. 84, 162, 167, 175, 177, 189, 203.
Sayyid (Jallal) : p. 94.
Sebahi (Marwan) : p. 175.
Seldjoukides : pp. 24, 26.
Sélim 1er : p. 26.
Selo (Faouzi) : p. 157.
Séoud (roi) : p. 169.
« Septembre noir » : pp. 208, 222, 223.
Septime-Sévère : p. 21.
Shoufi (Hamid) : p. 101.
Sibaï (Moustapha) : p. 77.
Sinaï : pp. 78, 202, 226, 234.
Sindjâr (Djebel) : pp. 57, 139.
Sionisme : pp. 96, 130, 137, 148, 159, 222, 223.
Socialisme : pp. 68, 88, 94, 98, 100, 131, 150, 186, 200, 211, 240.
Socialisme arabe : pp. 12, 114 et ss.
S.D.N. : pp. 52, 138, 141, 144.
Sociétés secrètes : pp. 30, 74, 75, 92, 123, 126.
Solh (Ryad) : p. 79.
Soliman (le Magnifique) : pp. 26, 27.
Soudan : pp. 86, 219.
Soufi (Jamal) : p. 213.
Soufi (Mohamed) : p. 184.
Soucïda (ville de) : pp. 38, 39, 57, 204, 210.
Staline : pp. 83, 86.
Stambouli (Mohamed) : p. 175.
Sterling : p. 155.
Suez (canal de) : pp. 78, 166, 200, 221.
Suez (crise de) : pp. 159, 160, 166.
Sunnisme, sunnites : pp. 24, 42, 52, 53, 54, 55, 93, 122, 123, 178, 192, 199, 217, 229, 279.
Sykes-Picot (accords) : p. 137.
Syndicalisme : pp. 72, 83, 89, 97, 192, 213, 273.

T

Tabqa (barrage de) : pp. 201, 220, 242, 262, 270.
Takriti (général) : pp. 104, 208.
Tamerlan : p. 25.
Tanzimât (les) : p. 28.
Tartous (ville de) : pp. 46, 55, 93, 243, 266.
Taurus : pp. 43, 78.
Tchécoslovaquie : p. 165.
Tcherkesses : pp. 49, 52, 123.
Tibère : p. 22.
Titus : p. 21.
Tlass (Mustafa) : pp. 206, 209, 214.
Toufic-Bey : p. 123.
Traité franco-syrien de 1936 : p. 75, 144.
Transjordanie : pp. 136, 137, 139, 145, 150.
Tripoli (ville de) : pp. 24, 26, 28, 55, 140, 232.
Truman : p. 159.
Tunisie : pp. 47, 68, 113, 152, 220.
Turcs : pp. 49, 51.
Turk (Ryad) : p. 86.
Turkmènes : pp. 49, 51.
Turquie : pp. 33, 38, 39, 40, 49, 50, 51, 139, 141, 144, 164.

U

Ubaïd (Hamad) : p. 100.
Ugarit : pp. 20, 33.
U.R.S.S. : pp. 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 115, 117, 141, 159, 162, 164, 165, 203, 206, 208, 210, 220, 233, 269, 270, 271.

V

Vespasien p. 21.

W

Weygand (général) : p. 141.

Y

Yasbek (Youssef) : p. 81.
Yémen : pp. 37, 56, 67.
Yézidis : p. 57.
Yougoslavie : p. 269.

Z

Zabi Moussa : p. 184.
Zaïm (Husni) : pp. 96, 123, 153 et ss, 160, 175, 275.
Zaza (Ali) : p. 214.
Zenghi Atabeg : p. 25.
Zénobie : p. 22.
Zouhour (Abdelkarim) : p. 119.
Zuayyen (Youssef) : pp. 196, 197, 199, 201, 206, 210, 220.

Institut Kurde de Paris

Institut kurde de Paris

INSTITUT KURDE de PARIS
BIBLIOTHÈQUE

La composition et l'impression
ont été faites par
Les Impressions Populaires
pour le compte des Editions
Le Sycomore
achevé d'imprimer
en novembre 1977

Imprimé en France
Dépôt légal : 4e trimestre 1977
N°. d'imprimeur : 1230
I.S.B.N. 2-86262-002-5

Institut kurde de Paris

Institut kurde de Paris

Institut kurde de Paris

Sur l'échiquier complexe du Proche-Orient, quel est le rôle de la Syrie ? Fer de lance de la lutte contre Israël ? Mentor abusif des Palestiniens ? Gendarme au Liban ? De la réponse à ces questions dépend, en grande partie, l'avenir de cette région du monde. *La Syrie, le rêve et la rupture* apporte d'abondants éléments de réflexion susceptibles d'éclairer des problèmes abordés de coutume avec passion ou de manière incomplète. Il fournit une masse considérable d'informations sur l'histoire, les divisions politiques, régionales et tribales, les guerres et les luttes d'influence qui sont le pain quotidien de la Syrie. Ce qui n'empêche pas l'auteur de prendre position dans cette analyse, la première exhaustive, en France, sur ce sujet.

Institut kurde de Paris

Claude Palazzoli, agrégé des facultés de Droit, enseigne la science politique et les relations internationales. Il a été successivement professeur aux facultés de Droit de Rabat et de Casablanca, ainsi qu'aux Universités de Beyrouth, de Damas et de Paris-Val-de-Marne. Il est actuellement Conseiller culturel et de coopération scientifique et technique à l'ambassade de France à Hanoï. Il est l'auteur d'un ouvrage intitulé : *Le Maroc politique de l'indépendance à 1973*, publié au début de 1975.